

صحة من لامل

Le Monde-Voyages : « Terres de France » 1993

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15



BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 18015 - 7 F

SAMEDI 8 MAI 1993

FONDATEUR : HUBERT BODREMER - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Coups durs pour John Major

Le mauvais sort s'acharne-t-il sur John Major ? Coup sur coup, les revers se multiplient pour le premier ministre britannique, comme pour mieux gâcher l'embellie économique qui s'annonce. Après d'incessants et humiliants mouvements de retraite sur la ratification du traité de Maastricht par la Chambre des communes, imposés par les rebelles de son propre parti, le gouvernement conservateur a essuyé une sérieuse défaite aux élections locales du jeudi 6 mai. Le scrutin traduit une claire volonté de sanctionner le gouvernement de John Major, un an après la large victoire législative du premier ministre.

Les défaites de jeudi sont les plus nettes depuis que les Tories ont repris le pouvoir en 1979. A l'élection législative partielle de Newbury, le candidat démocrate-libéral remporte à une très large majorité un siège dévolu depuis 1924 par les conservateurs. Lors des scrutins locaux dans les comtés de l'Angleterre et du pays de Galles, les candidats du parti au pouvoir subissent une déroute. Des pans entiers s'effondrent au profit de l'opposition, notamment dans le sud de l'Angleterre traditionnellement prospère et qui constituait un véritable bastion des Tories.

CERTES, des élections locales, si mauvaises soient-elles, ne constituent qu'un échec de l'opinion à un moment précis. Pourtant, ce vote de protestation semble aller au-delà de l'éphémère. Il montre, d'abord que l'intense campagne orchestrée sur le thème de la reprise de l'économie, qui devait apaiser le ressentiment des Britanniques envers leur gouvernement, n'a pas convaincu. La crise a laissé des stigmates profonds dans le corps social de la Grande-Bretagne, qu'il s'agisse du chômage, des saisies immobilières ou de l'alourdissement de la fiscalité.

Les explications les plus pertinentes du monde à propos de la récession, qui frappe tous les pays occidentaux ne changeront rien au fait que, naturellement, le gouvernement est jugé responsable de ce mal-vivre au quotidien ressenti par les Britanniques. S'y ajoutant les errements politiques d'un hiver marqué par la sortie humiliante de la livre sterling du système monétaire européen, la crise des mineurs si mal gérée, enfin les atermoiements sur les questions européennes. Mis bout à bout, tous ces éléments donnent l'image d'un gouvernement qui subit les événements au lieu de leur imprimer sa marque.

JOHN MAJOR peut choisir d'ignorer l'avertissement qui vient de lui être adressé : après tout, la reprise de l'économie pourrait bientôt transformer celui-ci en mauvaise souvenir. Mais il peut aussi reprendre l'initiative à la faveur d'un remaniement du gouvernement. Dans ce cas, le très impopulaire chancelier de l'Echiquier, Norman Lamont, accusé de tous les maux économiques par l'opinion et la presse, serait le plus menacé.

Lire page 24 l'article de LAURENT ZECCHINI

M0147 - 0508 0 - 7.00 F



En leur imposant un embargo économique

Belgrade veut faire plier les Serbes de Bosnie

La communauté internationale est divisée sur l'attitude à adopter face au rejet du plan de paix Vance-Owen par le « Parlement » des Serbes de Bosnie. Alors que le président Clinton a appelé, jeudi 6 mai, les Européens à une action commune « décisive », M. Eltsine semble vouloir attendre le référendum des 15 et 16 mai. Les consultations entre Occidentaux n'ont pas permis de définir une riposte commune. Pour les faire plier, Belgrade a décidé un embargo économique contre les Serbes de Bosnie, tandis que le Conseil de sécurité déclarait six enclaves assiégées en Bosnie « zones de sécurité ». (Lire page 3.)

La grande peur des Balkans

par Daniel Vernet

Il faut prendre au mot la boutade d'un diplomate occidental : rien ne serait pire que le refus du plan Vance-Owen, sinon son acceptation. Au-delà des considérations morales et des regrets exprimés pour la large reconnaissance des faits accomplis, la « catonisation » de la Bosnie-Herzégovine, fût-ce dans un Etat proclamé unitaire, crée un fâcheux précédent qui pourrait donner des idées à d'autres dirigeants balkaniques dans une région où les Etats multinationaux sont nombreux. Aussi les voisins de l'ex-Yugoslavie sont-ils partagés entre le désir de voir au plus vite s'arrêter un conflit qui, en menaçant de s'étendre, risque de mettre le feu à l'Europe du Sud-Est, et la crainte qu'une fois encore les Balkans ne soient victimes de leurs traditionnelles turpitudes.

Il y a dans la région des échos politiques et intellectuels dont le premier souché n'est pas l'exaspération de l'Europe, ni de la religion - qu'elle soit chrétienne d'Orient ou d'Occident, ou islamique - ni même de la nation, si cette nation est encore ici un sens. Elles pensent et voudraient agir - mais c'est souvent une autre histoire - en termes de droits des hommes, des peuples, des minorités. Bref, après la chute du communisme, elles aspirent à s'intégrer à une Europe et à ses valeurs pratiques ou supposées, dont elles ont été artificiellement séparées pendant plus de quarante ans par la guerre froide.

Elles ont tendance à reprocher, parfois non sans raison, à cette Europe de les avoir largement ignorés ; non seulement pendant la longue traversée du tunnel stalinien-béjnévien, mais même depuis 1989.

Lire la suite dans « Espace Européen » page 8

Les silences du rapport Raynaud

Des déficits publics chiffrés mais insuffisamment expliqués

par Alain Verholes

On chercherait en vain dans le rapport Raynaud qui vient d'être publié - et a fait couler tellement d'encre avant même d'être connu ! - les traces d'un quelconque réquisitoire contre la politique menée par M. Bérégovoy et son gouvernement. En quelque vingt-cinq pages sont décrits et évalués, sans pratiquement aucun commentaire, les déséquilibres financiers de l'Etat, de notre système de sécurité

sociale et d'assurance-chômage. Ces déséquilibres sont lourds, sans précédent, semble-t-il, depuis plus de quarante-cinq ans, et devront être corrigés puisque aucun pays ne peut vivre durablement à crédit. Mais le mauvais état des finances intérieures ne préjuge pas l'état de la France ni son économie en particulier. Il faudra attendre la fin du mois pour avoir une description plus complète du pays, de son industrie, de son agriculture, de son système d'enseignement et de

défense, de sa justice, des problèmes posés par l'immigration, le logement, le sentiment d'insécurité... Encore que cette seconde partie du rapport, confiée à un mois seulement par Edouard Balladur à M. Raynaud, ait des objectifs si vastes qu'on peut raisonnablement douter de la voir menée à bien en si peu de temps.

Lire la suite page 18, ainsi que le texte intégral du rapport Raynaud et nos informations pages 16, 17 et 18

Selon un projet préparé par le gouvernement

La durée de cotisation des retraites serait progressivement allongée

Parallèlement à l'augmentation de la contribution sociale généralisée et à la préparation de mesures d'économies sur les dépenses de santé, le gouvernement va engager une réforme des retraites, à partir des mesures suggérées en 1991 par le Livre blanc. La durée de cotisation nécessaire pour une retraite à taux plein (150 trimestres actuellement) serait augmentée d'un trimestre par an dès 1994 et la période de référence (les dix meilleures années) progressivement allongée. Des discussions spécifiques auraient lieu pour appliquer ce dispositif aux fonctionnaires et aux entreprises publiques.

Dans les pas de Michel Rocard

par Jean-Michel Normand

En invitant, le 23 avril, les partenaires sociaux à l'Hôtel Matignon pour dresser, avec quelque solennité, un état des lieux de la France sociale, le premier ministre ne cherchait pas seulement à créer un climat nu à faire montre de courtoisie. Edouard Balladur nourrissait des intentions sans doute plus précises que ne le pensaient ses hôtes. Ce jour-là, il n'a pas échappé au chef du gouvernement que son appel à « tirer les conséquences » de la situation économique et de la dégradation des comptes sociaux n'a pas vraiment choqué les syndicats. La perspective d'une forte augmentation de la CSG et de sévères économies sur les dépenses de santé comme l'annonce du « gel » des traitements des fonctionnaires n'ont pas davantage suscité de tangeage, mal-

gré les protestations de la CGT. Aussi, M. Balladur est-il aujourd'hui déterminé à lier indispensables ajustements à court terme et nécessaire souci du long terme en programmant une véritable réforme des retraites. Un obstacle devant lequel tous ses prédécesseurs avaient reculé.

Parallèlement à la hausse de la contribution sociale généralisée, qui pourrait être portée de 4,1 % à 2,4 % sur tous les revenus, et l'élaboration d'un plan de 20 à 25 milliards d'économies en 1994 (le Monde daté 2-3 mai) sur les dépenses de santé qui comprendrait notamment la hausse du forfait hospitalier, voire l'instauration d'un forfait non remboursé de 10 francs par ordonnance, le gouvernement annoncera, lundi 10 mai, son intention de modifier les paramètres de calcul des retraites.

Lire la suite page 15

LE PLUS DUR, CE SONT LES 45 ANNIÉES QUI VIENNENT !



M. Ciampi devant la Chambre italienne

Le président du conseil s'engage à modifier le mode de scrutin pour l'élection des députés.

Lire les articles de MARIE-CLAUDE DECAMPS et FRANÇOIS RENARD page 4

Election présidentielle pluraliste à Djibouti

Hassan Gouled Aptidon brigue un quatrième mandat.

Lire page 6 l'article de JEAN HÉLÈNE

Salman Rushdie n'a pu se rendre à Genève

Les autorités suisses ont renoncé à assurer la protection de l'écrivain, lauréat du cinquième prix Colette.

Lire page 19 l'article de JOSYANE SAVIGNEAU

Divergences entre M^{me} Veil et M. Pasqua

Le cabinet du ministre des affaires sociales critique certaines mesures envisagées pour la sécurité et les étrangers.

Lire page 24

Des charges contre Georgina Dufour

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes estime que les faits reprochés à l'ancien ministre relèvent de la procédure de Haute Cour de justice.

Lire page 11 l'article de CHRISTIAN TUAL

La loi de 1986 sur l'audiovisuel sera révisée

Le ministre de la communication soumettra ses propositions à l'automne.

Lire page 19 l'article d'YVES MAMOU

Le sommaire complet se trouve page 24

CLAUDE Lévi-Strauss de l'Académie française

Regarder écouter lire
PLON

L'enquête sur le suicide de Pierre Bérégovoy

L'enquête de la gendarmerie sur les circonstances de la mort de Pierre Bérégovoy précise le chronologie des événements du samedi 1^{er} mai dans leurs grandes lignes. Si quelques questions restent en suspens, d'autres faits, établis grâce à différents témoignages, devraient permettre d'éviter la multiplication des rumeurs. La seule véritable énigme semble être, selon les enquêteurs et les proches du défunt, l'absence d'une lettre de Pierre Bérégovoy expliquant son geste.

Lire page 9 l'article de PHILIPPE BROUSSARD et FRANCK NOUCHI

Un point de vue de Jean Daniel
Vers des états généraux de la presse ?

page 9

Au Courrier du Monde

page 2

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 950 m; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; États-Unis, 9 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 160 PTA ; Grèce, 260 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2,400 L ; Luxembourg, 48 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 180 esc ; Suède, 460 F CFA ; Suisse, 1,90 FR ; USA (NY), 2,3 \$ USA (other), 2,60 S.

AU COURRIER DU Monde

La mort de Pierre Bérégovoy

Des hommes, pas des robots

EN tant que simple citoyen, j'avais l'impression, en assistant aux débats politiques, que les hommes politiques n'étaient que des robots, des machines à mauvaise foi, machines à mentir. Le suicide de Pierre Bérégovoy m'a ramené à la réalité : dans « homme politique », c'est le mot « homme » qui est le plus important, avec le cœur, les joies et les peines que cela implique. Les « éléphants » du PS, les « mamouths » du RPR, qui naviguent entre les défaites et les victoires, ne sont pas forcément des sauvages, mais bien des êtres sensibles et dévoués pour la plupart.

BRUNO BARRET
Etudiant, Paris

La mort de Socrate

LA carrière de Pierre Bérégovoy fut exemplaire. Porté au bas de l'échelle, il a été un « notable » à chacun des échelons, désigné ainsi pour des gravités de plus en plus élevées. Elle fait honneur à l'homme, mais aussi à la République et à la démocratie.

La mort de Bérégovoy est la mort de Socrate : un entêtement à une classe sociale qui dégenère, qui perd le sens des valeurs et des priorités.

Autrefois, les nobles, dans tous les sens du terme, se lançaient dans la politique et cela la valorisait.

Aujourd'hui, on se lance dans la politique pour essayer de devenir un notable... et la démocratie tourne peu à peu en dictature.

Retenons le message posthume de Pierre Bérégovoy.

JEAN MITTAIN
Paris

Destins français

TOUT est rentré dans l'ordre. Chacun est à sa place. Les humbles sont morts. Les importants dans les palais.

On peut prononcer des oraisons funèbres avant de se retrouver entre gens comme il faut, qui savent qu'on ne meurt pas de ça, l'échec d'une espérance. Question d'éducation et de bon goût. Seuls les humbles sont assez naïfs pour espérer. Celui-là qui, en 1942, au temps où tant d'autres fréquentaient encore Vichy, la capitale alors des importants, celui-là qui avait pris les armes dans l'enthousiasme radieux de ses dix-sept ans, celui-là qui avait, après avoir connu « le soleil insensé de la victoire », puis le moment où « l'automne se déferle et le silence autour d'une rose d'hiver », comme dit Aragon, celui-là s'est tué d'une espérance morte, dont il se sentait, parce qu'il était resté un humble, témoin et comptable.

Quelques heures avant lui, un homme d'une trentaine d'années s'était immolé par le feu, deman-

Déplacer les projecteurs

JE suis partisan de la liberté absolue de la presse. Ancien journaliste moi-même, j'en connais les impératifs commerciaux tirage et audimat. Mais il est temps que la corporation ne juge pas avant les juges et que les juges n'astreignent davantage au secret professionnel.

Ni Pierre Bérégovoy hier, ni Edouard Balladur demain n'étaient ou ne seront responsables des 3, 4 ou 5 millions de chômeurs prévus. L'économie française est d'abord dans les mains des dirigeants de grandes entreprises qui ne savent que « restructurer », c'est-à-dire licencier, sans proposer ni mettre en œuvre des alternatives positives pour redonner un job, un salaire, une dignité à ceux qu'ils jettent à la rue, avec la sacro-sainte excuse de la rentabilité de leur entreprise.

Les contrepoids n'existent plus (une chambre bleu horizon, des syndicats fantômes, des cadres et employés tellement ténalisés par la peur de perdre leur emploi qu'ils en sont devenus muets, etc.), il est urgent que les journalistes de la presse écrite et audiovisuelle reprennent du « poil de la bête », retrouvent leurs lunettes, remettent du vitriol dans leurs stylos et plaquent sous les projecteurs tous les responsables de la dégradation économique de la société, qui précède la dégradation sociale. Le mur du jardin de M. Léotard, la campagne municipale de M. Noir, et l'affaire du prêt de M. Bérégovoy ne sont que des faits divers sans importance en regard de ce qu'attendent des millions de Français préoccupés de leur avenir et de celui de leurs enfants.

PATRICK D'ELME
Paris

Le paradoxe de l'intégrité

LES paroles sont des actes, les paroles médiatiques peuvent même être des meurtres. Or, si nous exigeons l'excellence morale des politiques, à savoir de ceux qui agissent par leurs décisions, condition sans laquelle la démocratie, il faut nous en rendre compte, n'existerait pas, nous nous exposons à l'excellence morale des journalistes, à savoir de ceux qui agissent par leurs commentaires. Ne faut-il pas exiger que ceux qui exercent, non pas le quatrième pouvoir, mais ce qui est devenu aujourd'hui, en toute évidence, le premier et peut-être le seul véritable pouvoir, de répondre de leurs paroles ? Il faut donc juger ceux qui ont monté en épingle une affaire qui n'en valait pas la peine. Et que l'on ne vienne pas dire qu'un suicide est par essence un mystère, il y a des évidences devant lesquelles seules les crapules restent froides et sourdes.

Il y a un paradoxe de l'intégrité. Quand on est riche, et que sa fortune travaille d'elle-même, selon une logique autonome et légale, on peut avoir, sans aucun effort, l'apparence de l'intégrité, alors même que l'on ne fait que jouer de privilèges éhontés parce que innommables. Quand on n'a ni fortune, ni honneur, et que l'on est suffisamment de caractère pour craindre que l'on est ou devient, quand on possède, en somme, la véritable intégrité, à savoir la véritable force morale, il faudrait avoir de la sainteté pour passer en plus ce que l'on est vraiment. Pierre Bérégovoy n'était pas un saint mais un homme, c'est pourquoi il a accepté un prêt sans intérêt. Cela fut incontestablement une erreur. Mais ce ne fut qu'une de ces erreurs qui font que les hommes sont des hommes et non des dieux. Cette erreur, si elle est exploitée pour ceux qui s'aiment et ne respectent rien, est dérisoire pour ceux qui savent voir, en hommes et en toute modestie, la réalité du monde et de l'humanité, la justice et ce qui vient de l'homme. Le paradoxe de l'intégrité veut ainsi que ce soit les plus intègres qui le paraissent le moins.

PATRICK GUILLAUD
Tours

On peut aider les suicidaires

LA tentation est grande de trouver un coupable. Nombreux sont les hommes politiques qui y ont succombé. La méconnaissance d'un acte aujourd'hui banal dans l'histoire de l'humanité, de la part de responsables politiques, confond.

Médecin, confronté à cette autodestruction, j'ai été amené à analyser les nombreux cas dont j'ai eu à connaître. Il me semble que l'acte que l'acte suicidaire obéit toujours à trois principes : dévalorisation, surévaluation, échec.

La dévalorisation est habituellement consécutive à un fonctionnement biologique inhabituel : banalement étiqueté de « grande fatigue » avec diminution du sommeil physiologique.

La surévaluation correspond à une diminution du sens critique qui

TRAIT LIBRE



aboutit à surestimer la difficulté de surmonter les tâches habituellement assumées.

L'échec fait référence à un « rendez-vous » que le suicidaire a dans les heures (so plus les deux jours) qui suivent l'acte suicidaire. Ce « rendez-vous » est toujours vécu comme une « épreuve ». La notion d'échec permet de distinguer la tentation suicidaire, qui est relativement banale, du passage à l'acte.

Au total, le suicidaire, physiquement diminué, surestime l'épreuve qu'il va avoir à subir et, psychologiquement dévalorisé, choisit le suicide par préférence à l'échec, pour lui pré-

visible. L'avenir dira, car l'enquête est jusqu'à maintenant, mytique, quelle échec Pierre Bérégovoy avait mérité.

Point d'est besoin de culpabiliser la presse et les iconoclastes pour leur faire porter la responsabilité d'un acte qui s'inscrit toujours dans la solitude d'un être qui a perdu toute notion de relativité existentielle. La connaissance de ces trois principes de la démarche suicidaire permet d'expliquer que l'on puisse malgré tout aider ceux qui l'empruntent lorsque les facteurs de risques s'accumulent. La première aide consiste avant tout à favoriser le repos physiologique indispensable à notre fonctionnement. La deuxième aide vise à désresponsabiliser l'individu suicidaire vis-à-vis des échecs professionnels, dans la mesure où celles-ci sont connues, à la suite d'une connaissance intime de la problématique du sujet.

Docteur ALAIN BRÉANT
Moulins

Le prêt d'un ami

LA mort de Pierre Bérégovoy m'a beaucoup touché. Bien qu'étant moi-même de droite, c'était un homme que j'estimais au plus haut niveau. C'était un homme droit, honnête et discret. C'était un des rares hommes politiques qui était vraiment au service de la nation.

Il est vrai qu'il a bénéficié d'un prêt sans intérêt d'un ami. Et alors ? Cette personne ne serait pas un ami, mais un banquier si cet argent avait été prêté avec intérêts. Je trouve qu'il est triste qu'à soixante ans un homme à haute responsabilité n'ait pas les fonds pour s'acheter un appartement parisien. C'est bien la preuve qu'il ne s'était pas enrichi au détriment de la nation. Si j'étais fortuné, je lui aurais gracieusement donné ce petit million de francs pour sa dévotion à notre pays. Mais je serais certainement condamné, un jour, pour pot-de-vin.

Il est grand temps que le monde politique change en France. Il est grand temps d'arrêter ces guerres de religions, car personne ne détient la vérité, et que tous, ensemble, politiques comme citoyens, construisons un monde meilleur.

Quand un gouvernement composé des plus brillants éléments de droite comme de gauche ? Les résultats seraient certainement démentis, car nous le savons tous, l'union fait la force.

PHILIPPE CHARLIER
Paris

Le suicide du maire d'Elbeuf en 1911

Romancier et auteur de nombreuses biographies, André Maurois (1885-1987) évoque dans ses *Mémoires* l'usine de tissage située à Elbeuf (Seine-Maritime) qu'il a dirigée avant-guerre, celle-là même où le jeune Pierre Bérégovoy a exercé le métier d'ajusteur-fraiseur en 1941. Un lecteur de la région parisienne, qui nous signale ce fait, relève aussi le destin tragique de Charles Mouchel, maire d'Elbeuf, élu député en 1910, qui s'est suicidé le 22 novembre 1911.

André Maurois évoque en ces termes la figure de Charles Mouchel : « Mon ancien professeur de mathématiques, Mouchel, était devenu maire socialiste d'Elbeuf. Je le rencontrais souvent dans les rues, la moustache humide et le veston crayeux. Il s'arrêtait pour m'expliquer ses projets : « Cette malheureuse ville était exploitée par quelques grandes entreprises : compagnie du gaz, compagnie des eaux... J'ai décidé de m'en passer, de ne pas renouveler les contrats et de construire moi-même une usine à gaz... Comprenez-vous ? » (...)

« Blent des bruits inquiétants commencent à courir : l'usine municipale ne couvrira pas ses frais. La malheureuse Mouchel y avait embauché sans méfiance tous ses agents électoraux... L'argent manquait. La ville avait emprunté deux millions pour la construction ; il fallait emprunter à nouveau pour l'exploitation. Mais la préfecture protesta, elle ne pouvait autoriser de nouveaux emprunts. La ville d'Elbeuf allait-elle faire faillite ? Un matin, comme nous arrivions à l'usine, le concubine tout ému dit à mon père : « Monsieur Ernest sait-il que Mouchel s'est tué ? » Je courus à la mairie. Le corps était encore sur le trottoir ; on attendait la justice. Le député-maire avait passé la nuit à travailler, à mettre la caisse à jour, puis à l'aube il avait pris son gros revolver d'ordonnance d'officier de réserve et s'était tiré une balle dans la tête. »

Notre lecteur conclut sa lettre en se demandant si Pierre Bérégovoy a retenu le précédent exemplaire et tragique de l'infatigable Mouchel, sentant que son geste, en montrant qu'il était parvenu au Grand Belcon, aurait un énorme retentissement dans toutes les consciences d'un pays très inquiet pour l'avenir et tourmenté par son passé.

UN LIVRE

La famille indissoluble

LE DÉMARIAGE
d'Irène Thérèse
Éditions Odile Jacob
396 p., 160 F.

Le mariage a longtemps été la clé de voûte de l'édifice social. Il n'est plus aujourd'hui que l'une des formes de la conjugalité : aux couples mariés s'ajoutent des couples divorcés, des couples séparés, des unions libres...

Mais, au-delà de ces pluralités, c'est la conception même du mariage qui a changé, explique Irène Thérèse, chargée de recherche au CNRS, dans un livre d'une grande richesse, consacré à l'histoire récente du divorce en France.

Nous sommes en plein « démerriage » : la vie effective et sexuelle passe désormais pour une affaire privée, et le mariage est prié de ne pas s'en mêler.

Jusqu'en 1975, les époux qui décidaient d'un commun accord de se séparer étaient condamnés à une comédie judiciaire. Ils devaient inventer de fausses lettres d'injures et divers scénarios, avec la complicité des avocats, sinon des juges, pour démontrer que la faute de l'un ou de l'autre ren-

deit leur union impossible. Le divorce par consentement mutuel a été introduit pour adapter la loi aux mœurs.

Son succès allait dépasser toutes les prévisions : cette négociation sans rupture représentative aujourd'hui plus de la moitié des jugements prononcés. On veut « réussir » son divorce, comme on veut « réussir » sa vie sexuelle ou ses enfants.

Il y a un « bon divorce », moderne, progressiste en quelque sorte, sans cris et sans rupture. Cette volonté de consensus à tout prix finit par conduire à une hypocrisie à l'envers, explique Irène Thérèse : beaucoup de couples nient ou enfouissent leurs désaccords, et ce sont les plus faibles qui le peinent le plus cher...

Avoir un père et une mère

Au moment où il changeait la loi, le législateur ignorait que le divorce, resté à peu près stable depuis la Libération, allait « exploser ». En 1975, près de 13 % des mariages se terminaient par une rupture légale. On est passé à 20 % en 1979 et à 30 % à partir de 1985. Le taux semble se stabiliser.

ROBERT SOLÉ

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cont. aux 10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Éditions
M. Jacques Lesourne, gérant.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléfax : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73

15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléfax : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73

15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléfax : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73

15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléfax : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73

15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléfax : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73

15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléfax : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73

15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléfax : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73

15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléfax : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73

15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléfax : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73

15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléfax : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73

15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléfax : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73

15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléfax : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73

15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléfax : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73

15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléfax : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73

15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléfax : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73

15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléfax : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73

15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléfax : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73

15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléfax : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73

15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléfax : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73

15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléfax : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73

15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléfax : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73

15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléfax : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73

15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléfax : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73

15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléfax : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73

15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléfax : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73

15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléfax : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73

15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléfax : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73

15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléfax : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73

15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléfax : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73

15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléfax : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73

15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléfax : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73

15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléfax : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73

15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléfax : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73

15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléfax : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73

15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Téléfax : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73
Tél. : 46-62-72-73

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.806F

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Tél. : 261.311F

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90 (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEM.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs normales y compris CEE et autres
3 mois	536 F	572 F	796 F
6 mois	1 036 F	1 123 F	1 596 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne l'avis sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

LE MONDE (ISSN : pending) is published daily for 5 892 per year by LE MONDE, 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France. Second class postage paid at Champlain, N.Y. US and foreign mailing offices.

POSTMASTER: Send address changes to LEMOND, 1110, 11th Street, N.W., Washington, D.C. 20037-1010.

For the advertisement rates and conditions, see page 2 of the 1992-1993 International Media Service, Inc. 330 Pacific Avenue Suite 405 Virginia Beach, VA 23451 - 283 USA

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

301 MON 01

BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON 01

Durée choisie :

ÉTRANGER

• Le Monde • Samedi 8 mai 1993 3

Le rejet du plan de paix Vance-Owen et les menaces internationales

Belgrade décide un embargo contre les Serbes de Bosnie

BELGRADE

de notre correspondante

Au lendemain du rejet du plan Vance-Owen par le «Parlement» des Serbes de Bosnie, le président Slobodan Milosevic, qui s'était personnellement engagé en faveur du «oui», a décidé, jeudi 6 mai, d'isoler ses alliés bosniaques. En écho aux demandes de la communauté internationale, qui réclamaient notamment la fermeture des frontières entre la Serbie et la Bosnie ainsi que la suspension de tout soutien de Belgrade, les gouvernements serbe et yougoslave ont décrété un embargo économique contre les Serbes de Bosnie jusqu'à ce qu'ils se rallient au processus de paix.

Alors que le leader serbe bosniaque, Radovan Karadzic, avait déclaré que la décision de son «Parlement» n'était pas «définitive», de nouvelles discussions ont été entamées à Belgrade pour tenter en extrême de ramener les Serbes de Bosnie à la table des négociations.

Dépêché de toute urgence à Belgrade, Vitaly Tchoukine, l'ambassadeur spécial du président russe Boris Eltsine, s'est entretenu jeudi soir avec le président de la Fédération yougoslave (Serbie et Monténégro), Dobrica Cosic, sur les chances d'un revirement des Serbes de Bosnie en faveur du plan de paix. Tandis qu'il devait rencontrer, vendredi 7 mai, Slobodan Milosevic et Radovan Karadzic, les deux coprésidents de la conférence internationale de paix sur l'ex-Yougoslavie, lord David Owen et Thorvald Stoltenberg (qui remplace à ce poste Cyrus Vance) devaient arriver dans la journée à Belgrade pour une nouvelle

mission de la dernière chance. La communauté internationale semble donc décidée à déployer d'ultimes efforts avant le 15 mai, date à laquelle les Serbes de Bosnie ont été appelés par leur «Parlement» à se prononcer définitivement par vote référendaire sur le plan Vance-Owen.

Alors que Belgrade paraît convaincu que ces négociations peuvent aboutir à un «oui», le «non» risque fortement de l'emporter à ce référendum. D'abord, la population serbe ne connaît pas les détails du plan Vance-Owen, qui lui a été présenté par ses leaders comme la pire des «capitulations». Ensuite, près de la moitié des Serbes appelés à voter sont installés dans des régions qui doivent être rétrocédées aux Musulmans ou aux Croates. Enfin, les Serbes de Sarajevo ou de Tuzla, qui revendiquent le maintien d'une Bosnie-Herzégovine multinationale, ne seront pas consultés. Dans ces conditions, M. Karadzic avait toutes les chances de ne pas se tromper en disant, jeudi, que le plan serait rejeté lors du référendum.

Arracher de nouvelles concessions

Alors que le leader des Serbes bosniaques a reconnu jeudi à Pale avoir lui-même recommandé le référendum, il est clair qu'il tente de gagner du temps pour arracher de nouvelles concessions. L'un de ses ministres avait d'ailleurs averti la presse mercredi qu'il ne pouvait pas y avoir de «oui» inconditionnel puisque Alija Izetbegovic (le président bosniaque) avait posé neuf conditions à sa signature. Avant d'ajouter également que les Serbes de Bosnie ne plieront pas

tant que leurs principales revendications ne seront pas satisfaites. Même si Radovan Karadzic a paraphé à Athènes le plan Vance-Owen et a appelé le «Parlement» à ratifier sa décision, il semble s'apprêter à défer une nouvelle fois la communauté internationale, persuadé qu'elle préférera céder en partie plutôt que de recourir à la force.

«Nous préparons la lutte finale»

Devant les médiateurs qui défilent ces jours prochains à Belgrade, il brandira la menace d'un «non» définitif pour obtenir certaines corrections aux cartes de redécoupage de la Bosnie. N'avait-il pas déjà lancé un avertissement jeudi à l'issue de la session parlementaire? «Il me semble, avait-il dit, que la réponse du peuple serbe sera non. Mais moins que les cartes ne soient redessinées».

Consentant de l'irréversibilité des exigences des Serbes de Bosnie, dans le cadre inéluctable du référendum, Slobodan Milosevic a qualifié, jeudi à Belgrade, d'«irresponsable» la décision d'organiser cette consultation populaire. Après le revers que lui ont infligé mercredi ses alliés de Bosnie, le président serbe, qui semble décidé à tout faire pour éviter une intervention militaire étrangère, a décidé, jeudi, de prendre le taureau par les cornes.

Désormais, la Yougoslavie «n'enverra plus d'argent, de pétrole et autres matières» à la «République serbe» (autoproclamée en Bosnie) et «ne tolérera plus que certains dirigeants serbes bosniaques vivent confortablement à Belgrade alors qu'ils offrent à leur peuple

une politique de sacrifices et de pauvreté». Pour ne pas s'attirer les foudres des ultranationalistes, M. Milosevic a toutefois assuré que «la Yougoslavie continuera d'aider ses réserves les blessés et les réfugiés de Bosnie, et de fournir nourriture et médicaments à la «République serbe». Si elles sont vraiment appliquées, ces mesures pourraient faire plier les Serbes de Bosnie, qui ne peuvent pas poursuivre la guerre sans l'aide de Belgrade. Le durcissement de M. Milosevic envers les Serbes de Bosnie sera certainement salué par une grande partie de la classe politique et de l'opinion publique serbe et monténégrine. Le rejet du plan de paix coûte cher à la Serbie et au Monténégro, qui se sont vu imposer le 26 avril de nouvelles sanctions par les Nations unies. Des sanctions qui, si elles durent, asphyxieront totalement l'économie yougoslave et réduiront une grande partie de la population à la misère.

Alors que l'opinion publique en Serbie était à moins de 40 % le 27 avril, favorable à la signature du plan Vance-Owen, aujourd'hui plus de 61 % des Serbes estiment qu'il doit être signé. Une telle évolution serait-elle possible en Bosnie-Herzégovine si tous les leaders serbes locaux militaient ouvertement pour la paix? Peut-être, mais pour le moment, Momir Talic, le commandant adjoint du général Mladic, le chef des forces serbes de Bosnie, a bien d'autres recommandations. «Nous devons, a-t-il déclaré, nous préparer à une lutte finale. Car si les ennemis nous déclarent la guerre, il faudra lutter jusqu'au bout pour défendre nos terres, nos familles et notre dignité».

FLORENCE HARTMANN

Le Conseil de sécurité décrète «zones de sécurité» cinq nouvelles villes bosniaques

NEW-YORK

(Nations unies)

correspondance

Certains pays occidentaux exigent peut-être des mesures militaires contre la Bosnie, mais la première réaction, au Conseil de sécurité, face à la nouvelle banalisation subie par la communauté internationale après le rejet du plan de paix de MM. Owen et Vance par les Serbes bosniaques, est très mesurée. «Nous sommes réalistes», reconnaît un ambassadeur en sortant, jeudi 6 mai, de la réunion du Conseil.

Effectivement, la résolution 824, adoptée à l'unanimité à New-York, se contente de décréter cinq nouvelles villes de Bosnie-Herzégovine — outre Sarajevo — «zones de sécurité», en les plaçant sous la protection de cinquante observateurs militaires seulement. Pourtant, la journée de jeudi avait commencé sur un ton assez ferme. «Nous n'acceptons pas ce refus», assurait l'ambassadeur français, Jean-Bernard Mérimée. Le Conseil sera obligé de prendre une autre décision. «C'est un acte de folie suprême».

Mais les Occidentaux n'ont avancé aucune proposition concrète. Le secrétaire général de l'ONU a, pour sa part, déclaré que les Serbes bosniaques «n'ont pas dit leur dernier mot». Selon son porte-parole, Boutros Boutros-Ghali «pense qu'il y aura d'autres négociations et que les efforts se poursuivront pour surmonter les difficultés». Un diplomate espérait que cette prise de position ne serait pas interprétée par Radovan Karadzic et les siens comme l'ac-



ception du référendum annoncé par eux. Pour les médiateurs, MM. Owen et Stoltenberg, la décision du «Parlement» serbo-bosniaque, qui n'est rien d'autre qu'un «oui» du plan de paix.

Un texte proposé par la France, qui condamnait la décision des Serbo-Bosniaques, a été refusé par les États-Unis en attendant le retour, à Washington, du secrétaire d'État, Warren Christopher. «Nous ne sommes pas sûrs de ce qu'il faut faire, le désordre et la confusion sont graves que d'habitude au sein du Conseil, quant à une réponse crédible au défi serbe, explique sans fard un ambassadeur occidental. Il faut dire que nous ne sommes pas les seuls à nous trouver dans une impasse, les Serbes aussi le sont. Le rejet du plan de paix a pris de court le Conseil, qui avait, la veille, entamé des consultations sur

Une présence symbolique

Cette nouvelle résolution prévoit que Sarajevo, Tuzla, Zepa, Gorazde et Srebrenica seront aussi traitées comme telles par toutes les parties. Elle demande le retrait immédiat de toutes les unités militaires serbes. Elle exige le libre accès à l'aide humanitaire et le strict respect de la sécurité du personnel, chargé de ces opérations.

Cette résolution autorise le renforcement de la FORPRONU en Bosnie par cinquante observateurs militaires, à savoir cinq observateurs pour chaque zone de sécurité. «Cette présence sera purement symbolique», explique un diplomate. Le but est en fait d'accroître le coût politique de l'agression, le message étant que les attaques contre les zones protégées reviennent à des attaques contre l'ONU.

Les membres occidentaux du Conseil qui s'étaient opposés à l'adoption de cette résolution ont déclaré des «zones de sécurité» sans pouvoir réellement protéger les populations qui y vivent est «assez cynique comme démarche». Et de citer l'exemple de Srebrenica, déclarée zone protégée depuis trois semaines, qui fait notamment face à d'énormes difficultés d'approvisionnement en eau. Reste la menace de la résolution 824 de prendre «toute mesure supplémentaire», au cas où les parties ne s'y conformeraient pas.

Dans son discours, après le vote, l'ambassadeur américain, M. Albright, a rappelé aux dirigeants serbo-bosniaques que son gouvernement consulte ses alliés au sujet de «mesures encore plus fortes et plus dures». Dans le discours le plus ferme qu'il ait jamais prononcé depuis le début du conflit, l'ambassadeur de Russie, Iulii Vorontsov, qui préside le Conseil en mai, a prévenu les Serbes bosniaques que, s'ils n'acceptaient pas le plan de paix, son pays serait prêt à examiner d'autres mesures «sans en exclure aucune».

AFSANÉ BASSIR POUR

M. Clinton appelle à des actions engagées «collectivement et non par les seuls États-Unis»

WASHINGTON

correspondance

Les premières déclarations de M. Clinton sur le refus des Serbes de Bosnie d'accepter le plan Vance-Owen illustrent la position délicate dans laquelle se trouve le président américain, aussi bien à l'égard de ses alliés que du Congrès et de l'opinion publique. Sa vigoureuse condamnation du référendum décidé par l'assemblée de Pale, qualifiée de «monnaie dilatoire», visait à consolider les gains acquis par une «bulle d'agression», s'accompagne d'un appel aux Européens, Russes compris, à appliquer des «mesures plus sévères» pour arrêter l'agression. Mais ses propos confirment également le souci de ne pas s'engager dans une action unilatérale précipitée.

En fait, le président fait face à plusieurs interlocuteurs. Les Européens, d'abord. M. Clinton a souligné l'importance d'une action collective à laquelle les Européens doivent être les premiers à participer. «Le moment est venu pour la communauté internationale de s'unir et d'agir rapidement, et de manière décisive», a-t-il dit en ajoutant une critique à peine voilée : «L'Amérique a clairement défini sa position et est prête à participer à cette action (...). Les Européens doivent agir avec nous (...).» Il a indiqué avoir enjoint le secrétaire d'État, Warren Christopher, de poursuivre ses consultations avec les Européens concernant les mesures «à prendre collectivement et non pas par les seuls États-Unis».

Les Nations unies représentent un second interlocuteur. Le président a demandé à l'Organisation internationale d'adopter une nouvelle résolution qui approuvera spécifiquement le recours à la force en en confiant l'emploi à l'OTAN. Mais, en fin de compte, l'interlocuteur le plus coriace est le Congrès et, au-delà du Capitole,

l'opinion américaine. Les leaders parlementaires à l'écoute de l'«Amérique profonde» ont informé le président de l'inquiétude de leurs électeurs devant le chiffre avancé de vingt mille à vingt-cinq mille soldats appelés éventuellement à participer à la force internationale de retour à la paix. Les chefs des deux partis insistent maintenant sur la nécessité d'un débat qui devrait se conclure par un vote.

Conscience mondiale offensée

Le président doit enfin accomplir un gros effort d'information et d'éducation du public américain. A la différence de la crise du Golfe, les Américains ne perçoivent ni l'importance ni l'enjeu du conflit des Balkans. M. Clinton a donné trois raisons justifiant une intervention : les Serbes enfreignent le principe de l'inviolabilité des frontières internationales reconnues ; leur comportement menace la stabilité dans d'autres parties de l'Europe ; et leur politique d'épuration ethnique offense la conscience mondiale. Tels sont les thèmes, dit-on, que le président devra répéter s'il veut rallier le peuple américain.

A dire vrai, derrière une façade d'extrême fermeté, les officiels s'accrochent à l'espoir que toutes les chances de faire revivre la négociation n'ont pas été épuisées. Dans une interview à la chaîne de télévision CNN, lord Owen a entretenu cet espoir en évoquant l'évolution de M. Milosevic, allant au-delà de la «persuasion politique» pour fermer la frontière et arrêter l'assistance militaire et économique aux Serbes de Bosnie. «Un bon début», a dit le président Clinton. Nous verrons... Nous continuons à travailler sur plusieurs options.

HENRI PIERRE

L'enclave de Zepa serait dans une situation «désespérée»

Alors que les observateurs de l'ONU n'ont toujours pas été autorisés par les assiégés serbes à pénétrer à Zepa, les défenseurs de cette enclave musulmane en Bosnie orientale livraient, jeudi 6 mai, un combat «désespéré», attaquant les blindés serbes aux cocktails Molotov, selon un radio-amateur basé dans la ville.

Haris Siladjic, le ministre bosniaque des affaires étrangères, a affirmé, jeudi à Washington, que «si rien n'est fait, quarante mille personnes vont être massacrées» dans cette enclave qui serait sur le point de tomber. Cependant on ne disposait toujours pas d'informations de source indépendante sur la situation dans cette poche attaquée — selon les Musulmans — depuis trois jours par les forces serbes.

Le général Philippe Morillon, commandant de la Force de protection des Nations unies en Bosnie, a obtenu, jeudi à Pale, «capitale» des Serbes de Bosnie, de nouvelles assurances que les observateurs militaires des Nations unies, refoulés mercredi, seraient autorisés à se rendre vendredi à Zepa. — (AFP, Reuters, AP).

Les Occidentaux restent divisés sur les moyens de riposter

BRUXELLES

(Communautés européennes)

de notre correspondant

La rencontre, jeudi 6 mai à Bruxelles, de Warren Christopher, le secrétaire d'État américain, avec les alliés de l'OTAN, puis les partenaires de la Communauté européenne, n'était pas conçue pour arrêter une stratégie face à l'intransigence des Serbes de Bosnie, mais pour s'informer mutuellement, pour se conforter, pour essayer de rapprocher des points de vue encore divergents. Ceux qui l'ont vécu ont cependant relevé comme impression dominante, au-delà des paroles martiales, l'indécision et l'absence de détermination des Occidentaux, avec une mention toute particulière pour le rejet, quasi obsessionnel de la part des Américains, de toute intervention impliquant le déploiement de troupes terrestres.

«Le rejet par le soi-disant «Parlement» serbe de Bosnie transforme en parodie, ridicule, l'accord d'Athènes. C'est un très mauvais service rendu au peuple serbe. Le référendum, je ne lui accorde pas l'ombre d'un début de légitimité. Je n'y vois qu'une manipulation cynique destinée à gagner du temps pendant que les Serbes consolident leur conquête territoriale» avait déclaré M. Christopher à l'OTAN. (Le Monde du 7 mai).

Fortes paroles, à ce stade, suivies d'aucun effet, même si, selon la formule désormais consacrée, on a dit et redit jeudi, que «toutes les options demeurent ouvertes». Cependant Américains et Européens continuent à ne pas privilégier les mêmes options. La préférence de Washington va toujours à la levée de l'embargo sur les armes au profit des Bosniaques musulmans, mais les Européens y sont

opposés. Ces derniers doutent de l'utilité sur le terrain, par rapport aux opérations en cours, de frappes aériennes, alors que les Serbes ont conquis l'essentiel du territoire qu'ils revendiquent. C'est, estimant certains, une attitude qui pourrait évoluer en cas d'attaques massives contre Gorazde, Sarajevo ou toute partie de la Bosnie encore tenue par les forces du président Izetbegovic.

Stopper la progression des Serbes et protéger les civils de plus en plus dépourvus de réfugiés, tel peut être l'intérêt, par rapport à une situation déjà très dégradée, de la création de zones de sécurité (voir l'article d'Afsané Bassir Pour).

Mais on retombe sur le problème central déjà éité : ces zones devraient être sérieusement protégées par des troupes d'intervention, opérant avec la bénédiction de l'ONU, nombreuses, bien armées

et autorisées à riposter dès lors que le territoire qu'elles auraient mission de neutraliser serait attaqué. Une mission qui, à ce stade, ne plaît pas du tout aux Américains, puisqu'elle implique le déploiement de troupes au sol dans des conditions de grande précarité. Même s'il est acquis que ces zones pourraient bénéficier de la couverture aérienne occidentale.

Il n'est pas évident non plus que les Européens les plus actifs n'ési-

teraient pas si une telle option se précisait. Défendre des zones de sécurité se rapproche, en termes de danger encouru, d'une mission de rétablissement de la paix, une éventualité qui, pour l'instant, n'est pas envisagée, a souligné Douglas Hogg, le ministre délégué anglais. Lundi, les ministres des affaires étrangères des Douze, qui se retrouvent à Bruxelles, ouvriront ce dossier.

PHILIPPE LEMAITRE

Vance-Owen, mais ne soutiendra personne qui s'en écartera», réaffirme M. Eltsine. Mercredi, il avait refusé de discuter des options militaires américaines pour la Bosnie avec le secrétaire d'État Warren Christopher, affirmant que les risques d'un rejet par le Parlement serbe de Bosnie étaient «proches de zéro». — (AFP).

EUROPE

RUSSIE : après le référendum

M. Eltsine hésite sur les moyens de concrétiser sa victoire

Au lendemain de la proclamation des résultats officiels du référendum du 25 avril, le président Eltsine a commenté sa victoire dans une allocution télévisée, jeudi 6 mai. En dépit de promesses de « mesures décisives » non précisées, Boris Eltsine a paru donner des signes d'essoufflement.

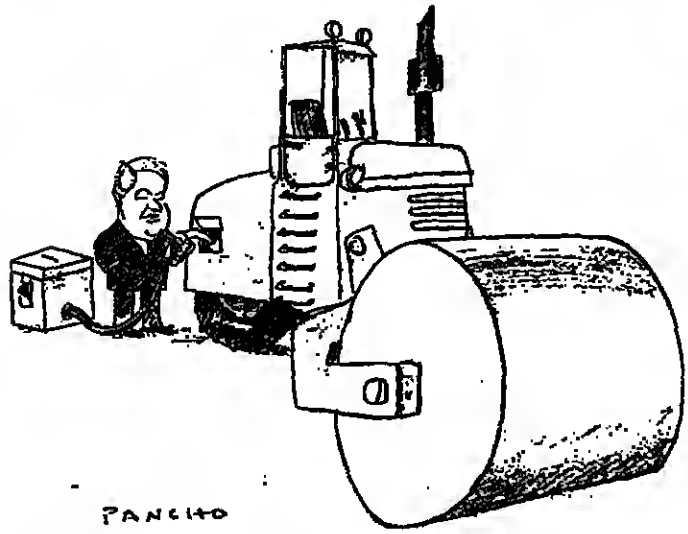
MOSCOU

de notre correspondant

Boris Eltsine avait promis de dévoiler son programme d'action dès la proclamation officielle des résultats du référendum. En un sens, il a tenu parole, en intervenant à la télévision jeudi 6 mai, vingt-quatre heures après que le président de la commission électorale ait confirmé ce qu'on savait depuis dix jours : un peu plus de 58 % des Russes ayant participé au vote ont exprimé leur confiance au président. Pourtant, les démocrates « radicaux » qui avaient annoncé à l'avance une cascade de « décrets » présidentiels ont quelques raisons

d'une nouvelle manifestation de l'opposition, dimanche 9 mai, anniversaire de la victoire de 1945, on se rejette donc déjà la responsabilité de nouveaux affrontements. Si des heurts se répètent, M. Eltsine pourrait y trouver une occasion de passer des menaces aux actes, au risque de voir ses adversaires l'accuser d'avoir lui-même ourdi cette « provocation ».

Il faudra également attendre pour savoir si le président est disposé à écouter ceux qui le poussent à chasser les « ténés » de l'exécutif, voire à reconstituer un gouvernement réformateur homogène (certains annoncent même le retour d'Egor Gaidar, devenu le symbole d'une politique libérale sans concessions). M. Eltsine a certes répété jeudi que ceux qui « ne suivent pas notre ligne » devraient « partir ». Mais en annonçant des mesures « décisives » pour créer « une économie de marché à orientation sociale », il n'a pas vraiment tranché entre les libéraux et les partisans d'une économie plus dirigée, dont plusieurs représentants ont été récemment promus à des postes de haut rang.



PANCHO

d'être déçus. Tout comme l'aile marchante de ses conseillers, qui, après l'avoir poussé depuis des mois à en découdre avec le Congrès, estiment que le temps est venu de liquider définitivement l'adversaire.

Certes, M. Eltsine a célébré sa victoire, proclamé du même coup « la déroute retentissante des organes législatifs », et mis en demeure les députés d'« accepter le choix du peuple », et donc la politique du président : « Leur avenir politique en dépend », a averti M. Eltsine. Cet avertissement d'ailleurs très limité, puisque le président a fait part de son intention de « proposer un projet d'acte normatif concernant les élections au Parlement fédéral ». Ces élections, ajoute M. Eltsine, devraient se tenir « pas plus tard que cet automne ». Pourtant, la formulation évasive — « le projet d'acte normatif » dissimule une difficulté : la Constitution ne donne pas le droit au président de convoquer des élections anticipées.

M. Eltsine ne paraît pas non plus encore avoir fait son choix définitif quant à la méthode qui lui permettrait de faire adopter son projet de Constitution. Le président a réitéré sa « proposition » de convoquer une « Assemblée constituante ». Mais on ne sait toujours pas précisément comment cette Assemblée serait formée, et surtout comment pourrait être ignorée ou tournée l'opposition du Parlement en exercice.

M. Routskoï déposé de tout

M. Eltsine a seulement manifesté son désir de stopper la « contre-offensive » des députés, qui ont décidé de relancer l'activité de leur propre commission constitutionnelle. Boris Eltsine a fait valoir que ladite commission n'avait pas le droit de travailler sans son accord. Ce qui n'a nullement dissuadé la commission de se réunir dès vendredi matin et de contester le projet présidentiel.

Bien entendu, M. Eltsine a consacré une part importante de son intervention aux affrontements sanglants du 1^{er} mai, dénoncé les « néo-bolcheviques » et affirmé que le président et le gouvernement sauvaient « garantir la stabilité et le calme » dans le pays. M. Eltsine en a profité pour faire l'amalgame entre cette « opposition extrême » et le Parlement « sur lequel elle s'appuie ». De son côté, M. Khasbulatov affirme que les heurts du 1^{er} mai sont la conséquence directe du référendum qui a contribué à « diviser la société ». A l'approche

En fait, la seule victime désignée à ce jour par M. Eltsine est son vice-président, Alexandre Routskoï. Successivement privé de l'usage de sa Mercedes, de la supervision de la politique agricole puis de la présidence de la commission d'enquête sur la corruption, le général Routskoï est désormais « déchargé de toutes les missions confiées par le président », qui n'a plus confiance en lui. M. Routskoï est donc dépourvu de tout — sauf de son titre, que le président ne peut lui enlever : là encore, rien n'a été, fondamentalement, changé.

Au total, cette intervention télévisée annoncée comme un tournant décisif ressemble plutôt à un discours d'attente. Si le ton de M. Eltsine était plutôt moins guerrier, c'est peut-être parce que, comme l'écrit la Nezavisimaya Gazeta, « l'euphorie post-référendaire commence à se dissiper ». Un examen détaillé des résultats du vote a pu d'ailleurs inciter M. Eltsine à réfléchir, sinon à bécoter. Lui-même a fait une discrète allusion aux résultats (négatifs) enregistrés « dans une série de Républiques et de régions », ce qui a suscité une éblouissante « Assemblée constituante ». Il y a aussi un éblouissement, à peu près ignoré jusqu'à présent : une majorité des votants (53 %) se sont prononcés pour une élection présidentielle anticipée. Ils sont certes nettement moins nombreux que ceux qui désirent des législatives anticipées (68 %). Mais il reste que, si l'un prend en compte la majorité relative, le président comme le Parlement sont priés de se représenter devant les électeurs. Et que, si l'on s'en tient à la majorité des inscrits, l'un comme l'autre en sont dispensés.

JAN KRAUZE

EN BREF

ARMÉNIE : rejet du plan de règlement du conflit avec l'Azerbaïdjan. — L'Arménie et les autorités arméniennes du Haut-Karabakh ont refusé, jeudi 6 mai, de signer le plan de règlement tripartite « incomplet » proposé par la Russie, les États-Unis et la Turquie, et annoncé à la presse à Erevan par un conseiller du président Levon Ter Petrossian. Les Arméniens considèrent que ce plan, prévoyant un retrait arménien de Kalbadjan suivi d'un cessez-le-feu, n'offre « pas assez de garanties » pour l'application du cessez-le-feu. L'Azerbaïdjan, en revanche, a

ROME

de notre correspondant

Peu d'applaudissements, mais ils étaient sincères, et encore moins de contestation, exception faite de deux ou trois interruptions de principe, dans un Parlement jusqu'alors ingérable : avec la présentation, jeudi 6 mai à la Chambre des députés, du programme de gouvernement de M. Ciampi, la politique italienne serait-elle enfin revenue à la raison ? Sans fioritures et sans détours, le nouveau président du Conseil a fait un exposé précis et détaillé de ce que fera son gouvernement et le Parlement lui a accordé sa confiance.

Une confiance, a-t-il précisé, qui ne se limite pas à « une complaisance numérique de votes » mais qui soit une vraie « confiance morale ». Et reconnaissant, dès ses premiers mots, le caractère exceptionnel des circonstances actuelles et même « d'urgence », de sa propre nomination, celui qui, il y a une semaine encore, n'était que le gouverneur de la Banque d'Italie a expliqué : « C'est la première fois dans l'histoire de la République qu'un simple citoyen, sans mandat électoral, porte devant vous l'investiture des pouvoirs de président du Conseil ».

Une constatation qui a été suivie aussitôt d'une affirmation destinée à rassurer l'auditoire, à redonner confiance à cette Chambre des députés si décriée au lendemain du vote qui a bloqué la demande de levée de l'immunité parlementaire de l'ex-leader socialiste Bettino Craxi : « Je me sens tenu de réaffirmer devant cette Assemblée du pro-

fond respect, de l'amour civique et de l'orgueil des Italiens pour les institutions qui les représentent (...) Personne n'a jamais mis en doute que la voie parlementaire soit l'unique route possible pour un renouveau civil et moral ». En d'autres termes, même si la nouvelle équipe au pouvoir, largement formée de techniciens et moins assujettie aux partis politiques, entend des réformes radicales, ce sera dans le cadre des institutions et main dans la main avec le Parlement, même si ce dernier a perdu une partie de sa légitimité.

Un gouvernement de « passage »

Quels seront les objectifs de ce gouvernement qui se définit lui-même comme un gouvernement « de passage » vers le changement ? Mettre en œuvre justement les réformes dont les grandes lignes ont été esquissées lors du référendum du 18 avril. « La question électorale est notre priorité absolue. Le référendum a provoqué un déséquilibre entre les deux Chambres du Parlement, un déséquilibre salutaire car il nous impose de trouver une solution immédiate ». Pour harmoniser le mode de scrutin du Sénat qui, après le vote du 18 avril, devrait être le vote majoritaire, et celui de la Chambre, toujours à la proportionnelle, M. Ciampi a promis, dans un temps « très bref », de faire adopter « avant l'été », de faire adopter les modifications nécessaires pour instituer un scrutin majoritaire corrigé d'un peu de proportionnelle à la Chambre des

députés, quitte à jouer les aiguillons auprès du Parlement.

Il s'agit là, a insisté le président du Conseil, d'un devoir qui « impose au gouvernement de sortir de sa neutralité traditionnelle et de jouer une part active dans le processus de réformes ». Parmi les autres conséquences du référendum, une nouvelle loi sur le financement public des partis politiques sera mise en chantier, tandis que les compétences du ministère du tourisme et de celui de l'agriculture, abolies par le scrutin du 18 avril, seront transférées, pour l'essentiel, aux régions. Dans le cas de l'agriculture, le gouvernement conservera, « pour rester en conformité avec les autres pays européens », une certaine représentativité sur le plan international. Quant au ministère des participations d'Etat, qui disparaît totalement, le personnel sera simplement réparti entre le ministère du Trésor et celui de l'industrie.

Autre priorité, redonner une certaine « éthique » à la vie publique en contrôlant mieux les appels d'offres pour les entreprises, en instaurant un « code de comportement » pour le personnel, et en pratiquant l'abolition des « privilèges » pour les parlementaires « dont l'immunité ne doit plus se transformer en impunité » (à cet égard, un projet de réforme est déjà en cours).

Bien plus que les questions internationales, l'économie est, à l'évidence, l'objet principal des préoccupations de M. Ciampi : les privatisations serviront le fer de lance de sa politique. Quant à l'assainissement des finances publiques, il ne

doit pas conduire à une pénalisation de l'épargne : « La moitié des familles italiennes ont des titres d'Etat », a-t-il rappelé. En revanche, il faut s'attendre « immédiatement » à un nouveau plan d'austérité de 13 000 milliards de lires.

Au total, ce fut un véritable discours « de reconstruction nationale », à la fois très « technique » et totalement orienté dans le sens des réformes voulues par le référendum. L'opposition a toutefois décidé de s'en tenir à une « abstention constructive » lors du vote de la Ligue, se montrant confiant, « C'est une abstention bien méritée », tandis que certains députés au PDS (ex-PCI) se disaient « au bord du vote positif ». Dans les rangs de la majorité, en revanche, certains doutes étaient perceptibles, notamment quant à la durée de vie d'un gouvernement qui semble lui-même peu convaincu d'avoir l'éternité devant lui. Vendredi, en dépit des consignes de vote, les rangs de la Démocratie chrétienne et du PSI pourraient bien être clivés quand viendra l'heure du scrutin. Le gouvernement se trouverait alors confronté à une situation pour le moins paradoxale : ses alliés officiels lui mépriseraient leur soutien, tandis qu'en cas par cas l'opposition lui fournirait un plus grand appui pour mettre en œuvre ses réformes.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Carlo Azeglio Ciampi, la conscience de la péninsule

A Rome, où l'on edare tout brocarder, il y a deux institutions dont on ne rit jamais : la papauté et la Banque centrale. L'un ou l'autre, l'autre dans la mesure où, à la fin du siècle, la Banque d'Italie, la Banque centrale, jouissent du respect général, et, au sein même, de la confiance. Mais, au sein même, de la confiance. Mais, au sein même, de la confiance. Mais, au sein même, de la confiance.

en religion, pardon, à la Banque d'Italie, où il gravira tous les échelons, ce qui marque son honneur. Dans une péninsule où l'effacement politique et la conditionnement règnent en maîtres, la Banque centrale constitue un îlot d'eutésité, d'incorruptibilité et de continuité : sept gouvernements depuis la guerre contre cinquante-deux gouvernements. Le fait que son chef, une fois nommé en conseil des ministres, soit inamovible lui confère une véritable autonomie, même si cette autonomie ne le met pas à l'abri des pressions, et Dieu sait qu'il y en a.

Un défenseur intraitable de la lire

M. Ciampi en sait quelque chose puisque, directeur général, il devient gouverneur en octobre 1979 dans des circonstances dramatiques : son prédécesseur, Paolo Baffi, avait été incriminé, le directeur général adjoint, Mario Sarcinelli, jeté en prison par un magistrat romain d'extrême droite qui l'accusait de complicité pour avoir dissimulé à la justice un financement illégal. Tous deux, victimes d'une machination punitrice, furent blanchis par la suite. Mais M. Baffi préférait démissionner pour protéger la réputation de la banque.

En treize ans de mandat, M. Ciampi n'a jamais connu pareille situation, mais il a plusieurs fois été en danger de démission dans la banque, notamment en 1985 lors d'une des nombreuses crises de la lire, lorsque le président du conseil, Bettino Craxi, mit publiquement en cause la Banque d'Italie et, tout d'un coup, lorsque les mesures de rigueur du gouvernement Amato tendaient trop et que le monnaie italienne devait sortir du SME.

Tout au long de ces années, tout homme du Nord, véritable

« conscience » de l'Italie, s'est dressé comme la statue du Commandeur, défendant le gouvernement, le parlement et les syndicats sans aucun ménagement et luttant sans merci contre l'irrésistible augmentation du déficit budgétaire, ce cancer qui ronge l'Italie depuis trente ans. En 1981, il réussit à tarir une source incontrôlable de création monétaire en mettant fin au rachat automatique par la Banque centrale des titres du Trésor qui ne trouvaient pas preneurs sur le marché, sans pouvoir empêcher toutefois la banque d'assurer, aux termes de la loi, les fins de mois de l'Etat.

Surtout, Carlo Ciampi se montre un défenseur intraitable de la lire, s'efforçant de résister aux mille d'efforts qui voyaient dans la dévaluation un moyen commode d'effacer des ardoises et de rétablir une compétitivité mise à mal par l'inflation.

Il prône la stabilité de la monnaie comme un moyen de conjurer les dérives de toutes sortes : à cet effet, l'abandon, au début de 1990, du traitement de faveur qui accordait à la monnaie italienne une marge de fluctuation de 6 % de part et d'autre du taux pivot pour revenir à la marge réglementaire de 2,25 %, lui apparaît comme une contrainte salutaire, surtout à un moment où l'Italie levait les dernières restrictions aux mouvements de capitaux. Ce faisant, il eussait constamment le danger de voir palier la carence du pouvoir politique en imposant au pays un « corset monétaire » dont l'éclatement entraînerait, à l'automne dernier, une dépréciation brutale de la lire, qui allait en pointe atteindre 30 % du jamais vu.

M. Ciampi ne cessait de méditer les propos qu'il tenait l'an dernier dans le rapport annuel de la Banque centrale : « Il est inco-

ceptable qu'une société clairement consciente de la nature des problèmes qu'elle affronte, qui a identifié les mesures nécessaires pour les résoudre et dispose des moyens pour y arriver, soit incapable de passer à l'action ».

Descendre dans la « fosse aux lions »

Pour mettre fin à cette inadéquation flagrante, le président Scalfaro a donc imaginé de porter le censeur au pouvoir et de la mettre à même de transformer ses admonestations en actes politiques. Sans doute, M. Ciampi, qui, excepté de ses solennités publiques, se manifeste discrètement, au début de l'année, le désir de prendre un repos bien mérité, a-t-il accepté, comme la Daniel de la Bible, de descendre dans la « fosse aux lions » par sens du devoir, en bon chrétien qu'il est et en grand serviteur de l'Etat.

Sans doute sa nomination a-t-elle été saluée par tout le monde, à commencer par ses pairs, et notamment le directeur général du Fonds monétaire international, M. Camdessus : « Pour l'Italie, l'incertitude est terminée ». Sans doute le fait qu'il n'est jamais été parlementaire peut ne pas être un handicap puisque les hommes politiques ont échoué. Mais il n'est pas obligatoire qu'un gouverneur de banque centrale, si vertueux soit-il, puisse réaliser un miracle en politique, même si le président du conseil sortant, M. Amato, a déjà fait avaler au pays les pilules les plus amères.

En 1980, Wilfried Baumgartner, gouverneur de la Banque de France, ne fut pas un ministre des finances éminent. Il est vrai que la situation française à cette époque n'était rien de commun avec la crise italienne...

FRANÇOIS RENARD

situation militaire difficile en Abkhazie face aux séparatistes qu'elle accuse d'être soutenus par la Russie. — (AFP).

ITALIE : attentat à la voiture piégée près de Bari. Une voiture piégée a explosé vendredi matin 7 mai devant la mairie de Terlizzi, près de Bari, dans le sud de l'Italie. Il semble que l'attentat soit l'œuvre de la Mafia. Une radio locale a indiqué qu'un agent de la circulation, blessé, se trouve dans un état désespéré. Terlizzi est l'une des villes dont le conseil municipal a été dissous par le gouvernement en raison de liens pré-

sumés de certains de leurs membres avec la Mafia. — (Reuters).

IRAK : les faux-monnayeurs pourraient être passibles de la peine de mort. — Les autorités irakiennes ont décidé d'infliger aux faux-monnayeurs des peines allant de dix ans de prison à la peine capitale, a rapporté, jeudi 6 mai, le quotidien gouvernemental As-Sawra. La veille, les frontières du pays avaient été fermées pour six jours afin de réduire la circulation des billets de 25 dinars fabriqués à l'étranger et les remplacer par des billets imprimés locale-

ment. Cette mesure vise à réduire la masse monétaire. — (AFP).

VENEZUELA : le président Carlos Andres Perez se dit prêt à démissionner s'il est convaincu de corruption. — Le président Carlos Andres Perez a déclaré jeudi 6 mai dans une allocution radiodiffusée qu'il était prêt à démissionner s'il était reconnu coupable de corruption. Il a demandé à la Cour suprême de prendre rapidement une décision concernant son procès éventuel à propos d'un détournement de 17,5 millions de dollars dont il est accusé. — (UPI).

سحر من الجمل

EUROPE

ALLEMAGNE : accusé d'indélicatesses

Le ministre des transports a démissionné

BONN

de notre correspondant

Le ministre allemand des transports, Günther Krause, a été contraint de démissionner du gouvernement fédéral, jeudi 6 mai, à la suite d'une série d'indélicatesses. Avec lui disparaît de la scène politique fédérale l'un des principaux ministres du Parti chrétien-démocrate dans l'est de l'Allemagne, un personnage controversé qui avait joué un rôle essentiel lors de la réunification, dont il avait été le négociateur pour la RDA.

M. Krause est un personnage à double face. C'est un fonceur, un des rares représentants de l'ex-RDA à avoir su s'affirmer dans un monde politique dominé depuis la réunification par les Allemands de l'ouest. Jusqu'à la chute d'Erich Honecker, M. Krause, né en 1953 à Halle, est professeur d'informatique à l'université de Wismar, en Mecklembourg et membre de la CDU de l'est, parti alors satellite des communistes. élu député dans le premier et dernier Parlement élu démocratiquement en RDA, en mars 1990, il devient le bras droit

du premier ministre, Lothar de Maizière, pour les négociations avec Bonn sur l'union monétaire puis sur le traité de réunification. Contrairement à son chef de gouvernement, plus hésitant, il veut accélérer les choses avec Wolfgang Schäuble, l'actuel chef du groupe parlementaire de la CDU au Bundestag.

Ce dynamisme et sa capacité d'apprendre vite lui valent des louanges dans le poste difficile de ministre des transports qu'il accepte dans le premier gouvernement de la réunification.

Mais ce bulldozer accepte difficilement les règles du jeu de la politique allemande, qui consistent à se plier à la discussion, à respecter la discrétion. Accusé par la presse d'avoir employé au noir une femme de ménage pointant au chômage, puis de s'être fait payer indûment un déménagement par les services publics, il était devenu un protégé bien encombrant pour le chancelier Kohl. Il n'a été immédiatement remplacé par Matthias Wissmann, alors que Paul Krüger, originaire de l'est, était nommé ministre de la recherche.

H. de B.

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

La police affirme avoir déjoué une tentative d'attentat contre M. Havel

PRAGUE

de notre correspondant

La police tchèque a déjoué un complot visant à assassiner le président de la République, Václav Havel, a affirmé, jeudi 6 mai, à la télévision, le ministre de l'intérieur, Jan Ruml. Agissant sur dénonciation, les policiers ont arrêté quatre personnes rituelles, selon la presse, de passeports yougoslaves, qui ont été placées en détention provisoire jusqu'à leur expulsion du pays, dans les trente jours. Une autre personne, membre d'un gang mafieux opérant sur le territoire tchèque et qui serait liée à la tentative d'attentat, est recherchée.

Selon la presse tchèque, ce complot serait lié aux déclarations de M. Havel sur la Bosnie. Le président tchèque avait pris clairement position, lors de son voyage à Washington pour l'inauguration du Musée de l'Holocauste en avril, en faveur d'une ligne dure à l'égard des Serbes et soutenu l'idée de bombardements aériens. M. Havel

avait aussi comparé l'attitude du monde occidental à celle de la France et de la Grande-Bretagne vis-à-vis de la Tchécoslovaquie en 1938.

Depuis ces déclarations, l'ambassade tchèque à Belgrade reçoit quotidiennement des lettres de menaces de mort à l'adresse de dirigeants tchèques « belliqueux », selon l'expression du président yougoslave Cosic, qui a « regretté d'avoir aidé M. Havel » sous le communisme. Les propos du président ont également provoqué une polémique à Prague même, le premier ministre Václav Klaus se montrant beaucoup plus réservé dans son appréciation du conflit.

La thèse de l'attentat a toutefois été remise en cause par des sources policières qui n'écartent pas un coup de bluff d'un gang concurrent pour se débarrasser de « collègues » gênants. Avec la guerre, une bonne partie de la mafia yougoslave s'est déplacée vers le nord, notamment vers la République tchèque.

MARTIN PLICHTA

ASIE

SRI-LANKA : après l'assassinat de Ranasinghe Premadasa

Dingiri Wijetunga a été élu président de la République

Le Parlement a élu, vendredi 7 mai, Dingiri Wijetunga président du Sri-Lanka, après l'assassinat, le 1^{er} mai, de Ranasinghe Premadasa. Depuis l'accession de ce dernier à la tête de l'Etat en janvier 1989, M. Wijetunga, soixante et onze ans, était premier ministre. Candidat du Parti national unifié (UNP, conservateur), il a été élu, sans opposition, pour les dix-neuf mois courant jusqu'à la fin de son mandat, de son prédécesseur, en décembre 1994.

Un couvre-feu de huit heures est entré en vigueur dans tout le pays à l'issue des funérailles, jeudi, de Ranasinghe Premadasa. La mesure était destinée à prévenir une éventuelle éruption de violence. Le gouvernement a aussi déclaré ven-

dredi jour chômé. La tension avait crû, dès mercredi, alors qu'une foule immense envahissait Colombo pour assister à la cérémonie. Des milliers de membres de la minorité tamoule avaient fui la capitale par crainte de représailles : les autorités ont en effet accusé les séparatistes du LTTE (Tigres de libération de l'Eelam tamoul) d'avoir armé le jeune homme qui, outre le président Premadasa, a tué vingt-trois personnes.

Des centaines de milliers de Sri-Lankais s'étaient massés jeudi sur l'itinéraire du cortège funèbre : huit kilomètres séparant le palais présidentiel du site de la cérémonie, qui a eu lieu, à la nuit, selon le rituel bouddhiste. — (AFP)

CAMBODGE : malgré les attaques des Khmers rouges

Le Conseil suprême confirme les élections fin mai

PÉKIN

de notre correspondant

Le prince Sihanouk, ses partenaires au Conseil national suprême (CNS) et l'Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge (APRONUC) ont décidé de maintenir le calendrier des élections générales fixées au 23 mai 27 mai en dépit des attaques des Khmers rouges contre le dispositif de l'ONU. La décision a été annoncée jeudi 6 mai à l'issue de la réunion d'urgence du CNS convoquée par l'APRONUC à Pékin. « L'annonce que les Khmers rouges ont boycotté sans explication.

Le chef de l'APRONUC, Yasushi Akashi, a estimé qu'il n'y a pas de raison « d'abandonner » les Cambodgiens à ce point de la mise en œuvre

des accords de Paris et que la situation ne justifie pas qu'on diffère les élections, comme le suggèrent en particulier le nationaliste Son Sann. Cette réunion, qui n'a réglé au fond aucune des difficultés rencontrées par le plan de paix, aura surtout illustré le mépris complet des Khmers rouges pour les accords qu'ils avaient signés.

F. D.

■ Au moins 13 morts dans l'attaque d'un train par les Khmers rouges. Des Khmers rouges ont attaqué un train, mercredi 5 mai, après avoir fait sauter la principale voie ferrée du Cambodge, qui relie Phnom-Penh au nord-ouest du pays. Il y a eu au moins 13 morts, a annoncé, jeudi 6, le porte-parole de l'ONU. Aucun de ces soldats n'a été tué. Les passagers ont été évacués et plusieurs d'entre eux. Par ailleurs, 3 personnes, deux Cambodgiens et un Philippin, ont été tués et cinq autres blessés, lors d'attaques perpétrées vendredi contre un poste de police de l'ONU, des bureaux électoraux, et un bureau du Parti du peuple cambodgien (PPC) au pouvoir. — (AFP)

■ Le Japon envisage un retrait de ses militaires. Face à la dégradation de la situation au Cambodge, le Japon envisage un retrait de ses militaires déployés dans ce pays, a affirmé, vendredi 7 mai, l'agence japonaise Kyodo, qui précise que des officiers des forces d'autodéfense (FAD) travaillent depuis la fin de 1992 à un plan d'évacuation des 600 « experts bleus » japonais. « Le retrait des troupes japonaises ne menace pas la mission de paix de l'ONU », a déclaré un officier. Une embuscade attribuée aux Khmers rouges a fait un mort, le 4 mai, parmi des policiers japonais. Un civil travaillant à la préparation des élections avait déjà été tué en avril. — (AFP)

■ PAKISTAN : Washington inquiet des transferts de technologie chinoise. Washington s'inquiète des actions « suspectes » si l'on s'aperçoit que la Chine a fait des transferts de technologie indus en faveur du Pakistan, a indiqué, jeudi 6 mai, le département d'Etat. Dans son édition du même jour, le New York Times affirmait que les Etats-Unis ont la preuve que, contrairement à un engagement pris par Pékin il y a un an, la Chine poursuit ses ventes au Pakistan de missiles sol-sol, d'une portée de 1 000 kilomètres, pouvant être dotés de têtes nucléaires. — (AFP)

A TRAVERS LE MONDE

ETATS-UNIS

Nomination d'un deuxième secrétaire général adjoint à la Maison Blanche

La Maison Blanche a annoncé jeudi 6 mai la nomination de Roy Neel comme adjoint au secrétaire général de la présidence, afin de remédier aux carences apparues durant les cent premiers jours du mandat de Bill Clinton. Agé de quarante-sept ans, M. Neel, un proche du vice-président Al Gore, était jusqu'alors secrétaire général de la vice-présidence. Une porte-parole de M. Clinton, Dee Des Myers, a indiqué que M. Neel se chargerait de la gestion quotidienne de la Maison Blanche, afin de permettre à l'autre secrétaire général adjoint, Mark Gearan, de se consacrer aux questions de stratégie.

M. Neel, qui était déjà le principal assistant de M. Gore lorsque celui-ci était sénateur du Tennessee, apportera à l'entourage présidentiel, extrêmement jeune et peu au fait des usages de la capitale, l'expérience qui lui fait défaut. La nomination d'un deuxième adjoint au secrétaire général, Thomas McLarty, avait été annoncée mardi par M. Clinton. — (AFP)

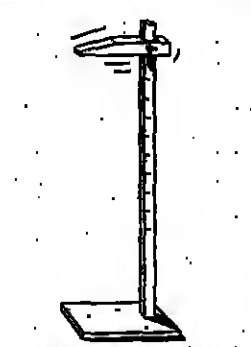
■ Nouvelle inculpation dans l'enquête sur l'attentat contre le World Trade Center. — Un Palestinien de vingt-sept ans, Ahmad Ajaj, déchu depuis le 9 mars dans le cadre de l'enquête sur l'attentat contre le World Trade Center, qui n'a fait six morts et un millier de blessés le 26 février dernier à New-York, a été inculpé jeudi 6 mai de conspiration en vue de détruire l'édifice, a-t-on appris de source judiciaire. Il était entré illégalement aux Etats-Unis le 1^{er} septembre 1992 sous une fausse identité et avec un faux passeport suédois. — (AFP)

ISRAËL

Menace de crise gouvernementale

Le premier ministre israélien, Itzhak Rabin, a mis en garde, jeudi 6 mai, contre le danger d'une grave crise gouvernementale en raison d'une nouvelle querelle entre deux partis membres de la coalition au pouvoir. « Je n'arrive pas à croire que des gens qui n'arrivent pas à parler de paix puissent poser des problèmes pouvant causer l'effondrement de la coalition, ce qui signifie clairement le fin du processus de paix », a affirmé M. Rabin à l'adresse du parti de gauche Meretz.

Chef de file de ce parti, le ministre de l'éducation, Shulamit Aloni, avait critiqué M. Rabin pour avoir prononcé, le 19 avril, lors des cérémonies marquant la cinquantième anniversaire de la révolte du ghetto de Varsovie, la prière juive traditionnelle. M^{me} Aloni avait déclaré que « ce soulèvement n'a rien à faire avec la religion ». Le parti ultra-orthodoxe Shaas a menacé de quitter la coalition si, d'ici à dimanche, M^{me} Aloni n'était pas démise de ses fonctions. Fervent militant de la laïcité en Israël, le ministre a souvent pris des positions vivement dénoncées par les partis religieux. — (AFP)



Grand, très grand ?

Aujourd'hui on peut être très grand et très élégant



Capel

26, BD MALESHERBES 75008 PARIS TEL: (1) 42 66 34 21 Parking Malesherbes

CENTRE COMM. MAINE-MONTPARNASSE (1^{re} ETAGE) 75015 PARIS TEL: (1) 45 38 73 51 Parking souterrain

74, BD SEBASTOPOL 75003 PARIS TEL: (1) 42 72 25 09 Parking, St-Martin et Boulevard

TOKYO: 7 JOURS 7.700 F

A PARTIR DU 1^{er} MAI 7 JOURS 7.700 F PARIS-TOKYO A PARTIR DE 1.900 F 2 Nuits en hôtel 4 étoiles. RENSEIGNEMENTS: 01 42 86 16 16

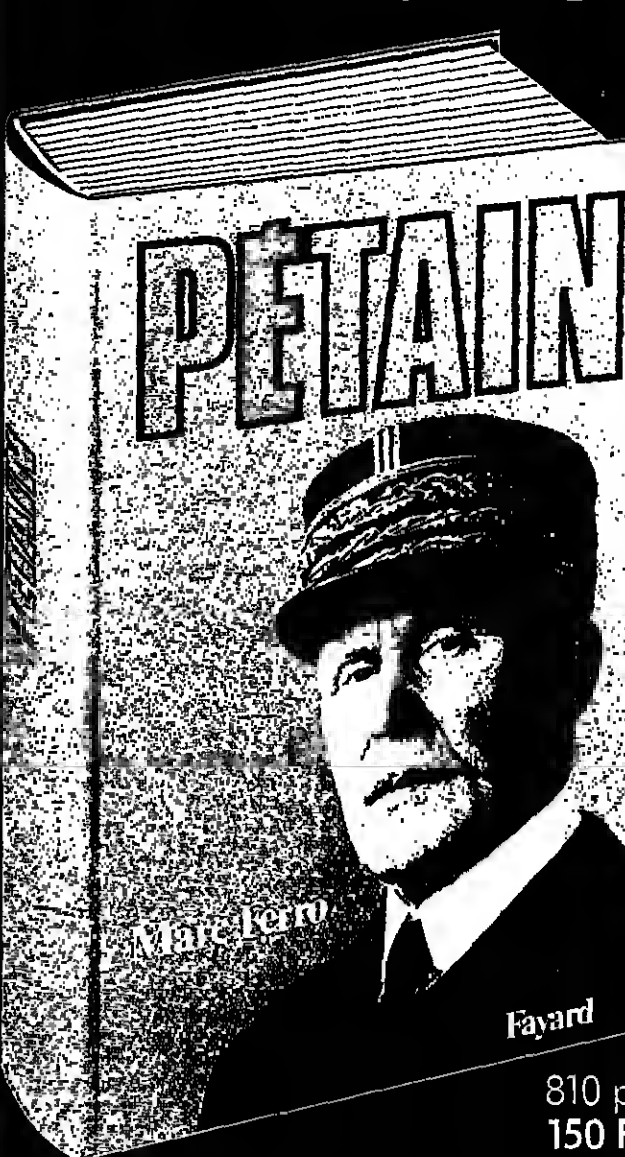
VOYAGEURS A JAPON

42 86 16 16

VOYAGER PLUS VRAI

PÉTAIN

Un livre de Marc Ferro



810 p. 150 F

Un film de Jean Marbœuf

"Ne pas limiter l'analyse politique au discours et aux actes du pouvoir, mais les confronter aux réactions de la société, en imaginant des personnages aux prises avec une situation héritée de la défaite et qui doivent agir d'une façon responsable, opérer des choix.

Ce va-et-vient entre le comportement des petites gens et ceux qui dirigent la nation, voilà l'originalité de ce film où l'Histoire est bien vue d'en haut, certes, mais aussi d'en bas."

M.F.

FAYARD

Le Monde ESPACE EUROPEEN

L'allégresse de la droite espagnole

Aux élections du 6 juin, le Parti populaire de M. Aznar croit fermement à sa victoire sur les socialistes de Felipe Gonzalez

MADRID

de notre correspondant

La droite se sent des ailes. Jamais en effet le Parti populaire (PP) n'a eu autant de chances de remporter des élections législatives. Cette perspective donne un sentiment d'allégresse aux dirigeants de cette formation. A tel point que le président, José María Aznar, a demandé aux membres de la direction du parti de modifier leur « euphorie » et de se départir de tout « triomphalisme ».

Au siège du parti, au numéro 13 de la calle Genova, en plein cœur de Madrid, règne la fébrilité des préparatifs d'une grande bataille. Depuis l'automne dernier, l'état-major du PP met au point les détails de la campagne pour ce rendez-vous avec l'histoire, celui qui pourrait permettre à la droite de revenir au pouvoir. « Nous sommes prêts à gouverner », dit sans sourcilier, Rodrigo Rato, l'un des dirigeants du parti. Personne, du moins officiellement, ne semble douter de la victoire.

L'annonce du scrutin anticipé a pourtant été accueillie avec soulagement. Tout avait été calculé pour une consultation au printemps. Le onzième congrès s'était donc tenu début février. Comme le président du gouvernement persistait à dire que la législature irait à son terme et que les élections seraient convoquées cet automne, on craignait donc un sursaut. Tout s'est finalement arrangé et la machine électorale bien préparée peut désormais tourner à plein régime. La campagne officielle doit débuter le 21 mai et durer seulement deux semaines.

On a démanté vite et fort au PP. Les listes électorales sont pratiquement prêtes. Le programme électoral a été adopté. Le coût de la campagne a été fixé. Les thèmes sont notés. Il reste six semaines pour rallier les suffrages des trois millions

d'électeurs indécis, lesquels feront la différence et permettront peut-être à José María Aznar, un inspecteur des impôts de quarante ans, de franchir le seuil de la Moncloa (siège du gouvernement) pour, selon son expression favorite, « redonner confiance » au pays.

Comment le Parti populaire, formation qui a toujours plafonné à 26% des suffrages, peut-il aujourd'hui inquiéter le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) à tel point que les sondages donnent les deux formations pratiquement au coude-à-coude? En moins de quatre ans, depuis l'automne 1989, époque à laquelle Manuel Fraga a choisi ce jeune moustachu propre pour prendre les rênes de l'Alliance populaire rebaptisée Parti populaire, José María Aznar a réussi à donner corps à une formation divisée et enfermée dans un conservatisme étroit. Manuel Fraga, l'ancien ministre de Franco, n'avait jamais auparavant réussi à imposer un successeur, que ce soit Antonio Hernandez Mancha ou Marcelino Oreja.

La mouette comme symbole

La campagne menée par ce juriste de Valladolid pour conquérir la présidence de la communauté autonome de Castille et León aurait paru à Castille et León un vain exercice de style. Le vieux renard de la Colice, Manuel Fraga, de porter son choix sur cet homme moyen, sans charisme, un citoyen ordinaire que sa moustache, sa petite taille et son sourire un peu crispé font souvent comparer à Charlot. Consacré président lors du congrès de Séville, en mars 1990, le Charlot en question a fait du chemin. Il est parvenu à refaire l'unité du parti sous les ailes de la mouette qui en est devenue le symbole. Il a su imposer ses instances dirigeantes d'une équipe jeune et offensive.

Tout a été fait pour tenter de se débarrasser de l'image d'une droite pure

et dure dont pâtit encore le PP et que les socialistes utilisent, comme José Luis Corcuera, ministre de l'Intérieur, pour dénoncer « certains qui ont servi dans un régime fasciste et tentent de donner des leçons de démocratie et d'éthique ». José María Aznar a assuré que « la droite pure et dure » n'est plus « qu'un résidu » et il n'est en rien préoccupé par l'existence d'un « secteur un peu plus radical, d'une droite dure comme il y a une gauche dure ».

Le président du PP s'est efforcé de rapprocher son mouvement du centre, de l'équilibre, du raisonnable, termes qui sont au centre de son discours politique avec la modération. Celui que l'on surnomme « le sherpa » au sein de son parti, avoir réalisé une sorte de tour de force : « ne rompre avec rien tout en faisant du PP un parti centriste ». Un glissement progressif pour se situer dans des réponses stéréotypées. Il dit d'ailleurs que la vocation du PP est « beaucoup plus d'écouter que de promouvoir ». Un enseignement qu'il tire, selon ses dires, des « amis français ».

M. Aznar est sans conteste un homme prudent. Il avance à pas mesurés, évitant soigneusement de prononcer un mot plus haut que l'autre, se refusant trop souvent dans des réponses stéréotypées. Il dit d'ailleurs que la vocation du PP est « beaucoup plus d'écouter que de promouvoir ». Un enseignement qu'il tire, selon ses dires, des « amis français ».

Il est certain que le PP a considérablement renforcé son image de corruption comme le scandale Nasciro, du nom du trésorier du parti, ou encore du maire de Burgos, ont contribué à la démission après avoir été condamné à huit années d'incapacité à exercer des charges publiques pour malversations. Ou enfin, cette épine pas encore véritablement tirée du pied, l'affaire Juan Hormaechea, du nom du président de la Cantabrie, accusé lui aussi de cor-

ruption et qui se refuse à démissionner. De ces « affaires », de ces années parsemées de mines, José María Aznar s'est bien tiré. Il a réussi à pacifier le parti, à en contrôler les structures et à le recentrer. Une performance qui fait de lui aujourd'hui un véritable challenger de Felipe Gonzalez. Il n'est plus, s'il l'a jamais été, l'homme lige de Manuel Fraga, le fondateur du parti, comme l'accusaient les socialistes qui voient aussi en lui le serviteur des intérêts de l'Opus Dei et du patronat. A propos de l'Opus Dei, Aznar a expliqué qu'il serait « injuste, anticonstitutionnel et antidémocratique » de refuser les candidats du PP qui en font partie et que pour sa part il s'agit « d'un institut religieux avec lequel je n'ai pas et n'ai jamais eu de relation ».

Ce chemin vers une droite crédible, José María Aznar l'a parcouru non sans embûches. Ses deux années d'expérience à la direction de la communauté autonome de Castille et León ont été un peu courtes pour cet apprenti politicien plutôt timide



et sage. Ce qui ne l'a pourtant pas empêché de renforcer l'autorité du parti en dépit de quelques affaires de corruption comme le scandale Nasciro, du nom du trésorier du parti, ou encore du maire de Burgos, ont contribué à la démission après avoir été condamné à huit années d'incapacité à exercer des charges publiques pour malversations. Ou enfin, cette épine pas encore véritablement tirée du pied, l'affaire Juan Hormaechea, du nom du président de la Cantabrie, accusé lui aussi de cor-

ruption et qui se refuse à démissionner.

De ces « affaires », de ces années parsemées de mines, José María Aznar s'est bien tiré. Il a réussi à pacifier le parti, à en contrôler les structures et à le recentrer. Une performance qui fait de lui aujourd'hui un véritable challenger de Felipe Gonzalez. Il n'est plus, s'il l'a jamais été, l'homme lige de Manuel Fraga, le fondateur du parti, comme l'accusaient les socialistes qui voient aussi en lui le serviteur des intérêts de l'Opus Dei et du patronat. A propos de l'Opus Dei, Aznar a expliqué qu'il serait « injuste, anticonstitutionnel et antidémocratique » de refuser les candidats du PP qui en font partie et que pour sa part il s'agit « d'un institut religieux avec lequel je n'ai pas et n'ai jamais eu de relation ».

Une image rassurante et sereine

Pour ce qui est du patronat, la CEOE (Confédération espagnole des organisations d'entreprises) ne cache plus après de longues réticences son soutien total au PP. Son président, José María Cuevas, qui pendant de longues années a épaulé le PSOE, a complètement et subitement retourné sa veste, déclarant simplement qu'il s'était trompé.

En dépit de tout ce terrain conquis et de cette image rassurante et sereine que s'efforce de donner le PP, son président a toujours à surmonter un handicap de taille, celui de son adversaire rival direct et avec lequel il va inévitablement devoir se mesurer et l'emporter pour espérer vaincre: Felipe Gonzalez. Il est manifeste que ces élections générales vont plus ou moins se résumer à un duel entre ces deux hommes.

Les programmes n'auront vraisemblablement qu'une importance réduite. Celui du PP manque d'ailleurs singulièrement de propositions concrètes, comme l'a d'ailleurs fait remarquer le vice-président du gou-

vernement Narcís Serra. Il a pourtant largement été inspiré de celui de Bill Clinton et de ceux du RPR et de l'UDF, comme on le reconnaît au sein du PP. Celui du PSOE est en cours d'élaboration et sera annoncé à la fin du mois.

La polarisation autour des deux chefs se traduira par un face-à-face télévisé à la fin du mois de mai. Une première en Espagne. Auparavant, Felipe Gonzalez avait toujours refusé ce type d'affrontement, estimant sans doute que cela aurait valorisé un adversaire pour lequel il a, d'après les sondages, peu de sympathie. Aujourd'hui, le chef du gouvernement est disposé à l'accepter, comme José María Aznar, à condition, pour ce dernier, que les normes d'équilibre et d'impartialité soient respectées. Le PP ne cesse de dénoncer - à juste raison souvent - la partialité des chaînes publiques en faveur du gouvernement. Mais pour la première fois, lors d'une consultation électorale, les télévisions privées, qui n'existaient pas auparavant, vont jouer un rôle de pondération même si elles ne couvrent pas tout le territoire.

Le Parti populaire n'appréhende pas ce bras de fer entre les deux leaders en dépit de l'avantage manifeste dont dispose le chef du gouvernement, au vu facile, à l'aise, incontestable alors que le chef de l'opposition est plus figé, plus sobre et articulé mal. « Les socialistes qui croient que Aznar va être transformé en steak tartare se trompent », affirme-t-on chez les populistes, lesquels comptent sur la ténacité de leur président et rappellent que lors des derniers débats au Congrès des députés, notamment celui sur le chômage, José María Aznar avait eu, selon les enquêtes d'opinion, le dessus.

MICHEL BOLE-RICHARD

A Moscou, le séminaire de « tante Lena »

Avec le soutien du Conseil de l'Europe, de la France et de la Grande-Bretagne, de jeunes dirigeants russes s'initient à la démocratie et à ses exigences

LOIN des coups de projecteur qui montrent tantôt une Russie « vertueuse » couronnant contre toute attente Eltsine et sa politique économique lors du référendum du 25 avril, tantôt une Russie violente et turbulente lors des affrontements du 1^{er} mai, un pays nouveau se construit discrètement et patiemment.

Tandis que l'Occident se disperse dans des querelles théologiques sur le bien-fondé de son aide économique, des nouvelles élites russes, des résolutions tournées vers le passé, puisent leur force dans la patience responsable d'un peuple fatigué, s'attèlent à la tâche de faire connaître la Russie. Ces élites d'un nouveau pays bien « réel », je les ai rencontrées aux portes de Moscou dans une datcha, jadis apanage de la très haute nomenclature soviétique. Dans ce cadre anachronique, toujours aussi peu accessible au commun des mortels, trente hommes et femmes, jeunes et dynamiques, venus des quatre coins de l'ex-empire, se sont réunis pour le premier séminaire d'une toute nouvelle école pour la démocratie.

« Excellente initiative pour le XXI^e siècle »

Destinée aux élus municipaux, régionaux aussi bien que nationaux, mais ouverte aussi à de nouveaux acteurs économiques issus du triple tremblement de la perestroïka, du putsch manqué d'août 1991 et du renouveau élitiste actuel, cette école est née dans l'une des « cuisines » de la dissidence moscovite des années 80.

Elle a été rêvée par une femme dynamique, simple citoyenne, Lena Nemirovskaja, qui a su mobiliser les meilleurs esprits russes autour d'un projet en apparence utopique : une excellente initiative pour le vingt-deuxième siècle, selon les

propos d'un des plus proches conseillers de Gorbatchev, qui traduisait ainsi le traditionnel mépris de l'intellectuel pour le peuple ou le cynisme historique de tout homme de pouvoir. Le rêve est pourtant devenu réalité grâce au soutien moral et financier du Conseil de l'Europe, et avec l'appui des gouvernements britannique et français.

A un moment où la Russie est perdue avant tout comme un monde de violence, de confusion, d'insécurité et de pénurie, où la démocratie ne serait qu'un simple figurant à l'arrière de la scène, l'existence même d'une telle école paraît presque surréaliste. Et pourtant...

Un esprit de tolérance et d'ouverture

Pendant une semaine, à raison de quatre heures par jour, sans vodka et sans divertissements, des « élèves » venus de la Sibérie, de l'Oural, du Koubass, de Saint-Petersbourg, de Kaliningrad ainsi que de Moscou ont dialogué avec des spécialistes russes et européens de science politique et d'économie sur des questions aussi capitales que le rôle réformateur de l'Etat, l'ancrage politique d'une économie de marché, la subtile différence entre les concepts de légitimité et de légalité.

Mais avant tout ils ont dialogué, sans doute pour la première fois, entre eux, dans un esprit de tolérance et d'ouverture qui constitue le meilleur des présages pour la Russie de demain. Ces « élèves », si l'on peut appeler ainsi des participants qui occupent tous des positions de responsabilité importantes dans leurs régions respectives, ont surperficiés souvent le double de la France (étant des municipalités ou représentant des circonscriptions au Soviet suprême, dirigeant les efforts de privatisation, de reconversion industrielle, de gestion bancaire ou

de direction politique), n'avaient pas plus de trente ans, et souvent à peine vingt-cinq. Comme sous la France de la Révolution, de nouvelles élites qui auront la cinquantaine en 2020 jaillissent précocement de la Russie d'aujourd'hui.

Ces hommes et femmes, trop jeunes pour avoir fait la guerre d'Afghanistan, ne portaient pas les stigmates de soixante-dix ans de totalitarisme soviétique. Le langage de leur corps soulignait un pragmatisme et une décontraction tout aussi éloignés de l'idéologie raide de leurs grands-pères à l'avenir « radicaux » que du cynisme hreïnévien révisé de leurs pères. Ils étaient heureux de pouvoir s'exprimer en toute liberté mais trouvaient aussi ce fait parfaitement naturel. Ce n'étaient pas des révoltés ni des nihilistes, mais des hommes d'action idéalistes, à leur manière pratique. L'époque de la dissidence angoissée paraissait bien révolue.

Conscients de la faiblesse, voir de l'absence de l'Etat dans la Russie post-soviétique et post-impériale, ils souhaitaient créer de nouveaux liens « horizontaux » (selon leur propre définition) là où avaient sévi les perversions « verticales » du centralisme démocratique. Ils étaient fiers de leurs régions, tout en découvrant grâce à ce séminaire la similitude de leurs problèmes comme de leurs espoirs, et l'absolue nécessité de leur coopération.

De Gaulle et les Länder allemands

Animés par l'idéal du bien public, ils refusaient l'individualisme forcé des « yuppies » technocratiques russes tout en sachant parfaitement que leur salut dépendait de la disparition du vieil Etat, qu'il fallait tout simplement le remplacer par un Etat moderne et équilibré, seul garant de l'ordre et du bien-être.

Ils faisaient du Montesquien sans le savoir, et tout en appuyant Eltsine, en dépit de ses incohérences et de ses faiblesses, ils ne souhaitaient pas pour autant voir le Parlement brisé. Au-delà du conflit entre Eltsine et Khasbulatov et des simplifications manichéennes abusives entre un « élitiste » et un « législatif réactionnaire », ils recherchaient la stabilité démocratique sur le long terme, loin des jeux moscovites. Leur rêve : une démocratie russe avec un président à la de Gaulle partageant le pouvoir avec des régions type Länder allemands, la symbiose d'un centre fort avec un véritable fédéralisme.

Si la Russie n'est pas encore une véritable démocratie, l'esprit démocratique soufflait déjà dans ce séminaire, dominé par un climat de tolérance réciproque. Cette initiative n'est pas un coup d'épée dans l'eau. Il est prévu que les « élèves » se retrouvent encore pour deux séminaires dont le dernier sera organisé à Strasbourg à l'initiative du Conseil de l'Europe.

Dans cette ville incarnant le rapprochement franco-allemand et la nouvelle Europe démocratique, ils pourront dialoguer avec leurs homologues provenant des divers Parlements européens, avec ceux qui « font » la région Alsace ainsi qu'avec les responsables de la municipalité. Leur soit bien réelle de grilles de lecture démocratiques pour leurs décisions politiques ainsi que de conseils très pratiques sur le « comment faire » dans des domaines aussi variés que le crédit municipal, les priorités éducatives ou la privatisation pour un petit à petit s'assourir.

Par une initiative modeste et très concrète, le Conseil de l'Europe et les gouvernements européens qui soutiennent cette école ont contribué à la création d'un tout nouveau « réseau » de jeunes dirigeants

russes. Ce réseau, destiné à s'étoffer au rythme des nouvelles promotions d'étudiants, pourra devenir, à l'échelle d'un continent, l'équivalent des séminaires de Salzbourg qui soudèrent les liens entre plusieurs générations de dirigeants européens de l'après-guerre.

Il est essentiel pour l'Occident de reconnaître et de cultiver ces nouvelles élites russes dispersées à l'arrière l'immensité du territoire parce qu'elles sont le meilleur espoir pour la Russie de demain et notre meilleur investissement à long terme.

Loin des projets spectaculaires et

DIANA PINTO

Avec Kuoni, AOM et Sofitel

La Polynésie à ce prix-là, c'est beaucoup moins loin qu'avant

Vous rêvez de lagons bleus, de famille totale et de sports fond. Ne rêvez plus : partez. Pour ce prix exceptionnel, Kuoni s'occupe de tout. Vol aller/retour avec la qualité du service AOM. Chambres disponibles dès l'arrivée matinale à Papeete. Sélection d'hôtels Sofitel 3 et 4 étoiles. A vous le paradis ! Retrouvez cette offre exclusive dans la brochure Kuoni "Les Sables" disponible chez votre agent de voyages.

TAHITI-MOOREA
Séjour 10 jours/7 nuits
à partir de
9 590 F

Tahiti AOM Hotel Sofitel

ESPACE EUROPEEN

Les Britanniques toujours privés d'« Orange mécanique »

En 1973, Stanley Kubrick décida de retirer son film de l'affiche : trop violent pour les Britanniques. Vingt ans après, on s'interroge toujours sur l'influence de la violence à l'écran sur le comportement des individus...

LONDRES

de notre correspondant

On dit de Stanley Kubrick que, cinéaste reclus dans son château du Hertfordshire, il entretenait, un peu partout dans le monde, des espions chargés de veiller au respect du copyright de ses films. Vraie ou fausse, l'histoire « colle » bien avec ce personnage mystérieux, mi-anarchiste, mi-misanthrope, dont les apparitions publiques s'échelonnent, en moyenne, tous les six ans.

C'est le temps qui est nécessaire à Stanley Kubrick pour concevoir et réaliser un nouveau film, souvent salué comme un chef-d'œuvre : les *Sentiers de la gloire*, *Docteur Faustus*, *2001 l'odyssée de l'espace*, *Orange mécanique*, *Barry Lyndon*, *Full Metal Jacket*, et d'autres... L'un d'eux, film fétiche des cinéphiles, est, en Grande-Bretagne, un film tabou. En 1973, après un an et deux mois de projection, le réalisateur demanda à Warner Brothers de retirer *A Clockwork Orange* (Orange mécanique) de l'affiche des cinémas.

Motif avancé : le film était directement responsable d'une vague de violence « par imitation ». Alex, le personnage principal qui bastonne les mendiants en fredonnant *Singing in the Rain* et viole les femmes sur fond de symphonie de Beethoven, avait fait trop d'énormes. La décision du cinéaste fut strictement respectée, l'importation de copies vidéo étant même interdite. Vingt ans passèrent, pendant les-

quels le public britannique ne fut pas considéré comme suffisamment majeur pour voir un redécouvert *Orange mécanique*. Partout ailleurs sur le « continent » — où on ne décevait aucun mimétisme de violence — on continuait à célébrer un « chef-d'œuvre » et à gloser sur les « visions prophétiques » d'une « œuvre majeure ». Puis, en avril 1992, Jane Giles, directrice des programmes de la Scala, une salle de cinéma du quartier londonien de King's Cross, mit à l'affiche un film « surprise ».

Teddy boys, mods et rockers

Le public se pressa et le film ou plutôt le spectacle fut un succès. Car la puissante Fédération contre les vols de copyright, agissant au nom de la Warner, veillait : une action en justice fut immédiatement entamée contre la Scala. Jane Giles se défendit : la copie lui avait été fournie par un certain Jean-Marc Brenz, qu'elle ne connaissait pas directement, tout comme elle ignorait qu'*Orange mécanique* était toujours victime, sur ordre de son créateur, d'une mesure de « censure ». Le 23 mars 1993, les tribunaux l'acquittèrent au bénéfice du doute, tout en l'obligeant à payer une somme de 1 000 livres sterling (environ 8 200 francs). Dès lors, l'interdiction s'impose de plus belle, peut-être pour vingt ans encore...

L'histoire d'*Orange mécanique*, sans précédent dans l'histoire du cinéma, doit être replacée dans le contexte de l'époque. En ce début des années 70, la société britannique traverse un passage à vide, l'un de ces états de « panique morale » qui apparaissent de façon cyclique et qui sont engendrés par la perception populaire d'une violence urbaine généralisée. Une accumulation de faits divers particulièrement odieux, et surtout une longue histoire d'excès perpétrés par des bandes de teen-agers expliquent ce phénomène.

Aux teddy boys des années 50, qui se livraient à des batailles rangées à coups de couteaux et de chaînes de vélos, et auxquels pensait Anthony Burgess en écrivain (en 1962) le livre dont Stanley Kubrick allait tirer un scénario de film, avaient succédé les mods et les rockers, dont les affrontements sur la promenade de Brighton et autres lieux faisaient les gros titres de la presse populaire.

Plus tard, viendront les skinheads et les punks. L'aventure au coin des trottoirs que proposent Alex et sa bande de droogs, cette sorte de culte de l'ultraviolence, flâne dans l'air du temps, comble un certain vide, celui ressentant par une génération juvénile la recherche d'une « fausse identité ». Déjà, les *Chiens de paille*, le film brutal de Sam Peckinpah, avait provoqué des réactions passionnées, et l'an n'était pas loin de parler de censure pour le « bien public ». La campagne en faveur du « nettoyage » de

la télévision (dans le sens de la moralité) lancée en 1964 par Mary Whitehouse et lord Longford connaissait encore un grand succès, et les appels au retour de la loi et de l'ordre se multipliaient.

Alors qu'en France les critiques saluent un film violent, mais « européen » et porteur du « message » prophétique de Kubrick, en Angleterre où, comme toujours, on s'intéresse davantage aux faits qu'aux idées, *Orange mécanique* est jugé au premier degré. La satire sociale du système de répression et du formalisme britanniques passent inaperçus, de même que l'extravagance de cette force brutale, et l'on retient une célébration crue des « forces du mal » propre à donner de mauvaises idées à une jeunesse débousoyée.

D'autant que les journaux ne se privent pas de faire l'inventaire des tabassages, viols et meurtres qui seraient directement inspirés par le film de Kubrick. Certains jeunes ne sont-ils pas habillés comme Alex et ses compagnons ? Personne ne prend la peine de vérifier ni l'ampleur du phénomène, ni même sa réalité.

Valeurs victorienne

Le verdict, qui convient bien ou discorde sévèrement de l'époque, est prononcé à la fois par les juges, les policiers, les hommes politiques et les journalistes : le film est dangereux. Marqué par cette campagne, Kubrick jette l'éponge et s'autocensure. Vingt ans après, le débat

reste inachevé : quelle est la part de responsabilité des scènes de violence diffusées par le cinéma et la télévision dans la création des phénomènes de violence ? Des centaines, voire des milliers d'études, dans de très nombreux pays, ont été réalisées sur le sujet : aucune n'a permis de répondre avec certitude. « Il est aussi difficile de prouver qu'il y a un lien direct entre ce que projettent les médias et le comportement des gens, que de prouver le contraire », résume le docteur George Gaskell, spécialiste de psychologie sociale à la London School of Economics.

« Nous voyons que la criminalité augmente », ajoute-t-il, « et les gens pensent qu'il y a davantage de violence à la télévision et au cinéma, alors on établit une corrélation. Mais ce n'est qu'une théorie. De toute façon, c'est là l'un des domaines où le public estime ne pas avoir besoin de l'avis des spécialistes pour se forger une opinion, parce qu'il préfère tirer ses propres conclusions. Les jeunes regardent-ils davantage la télévision aujourd'hui qu'il y a vingt ans ? Oui. Et n'est-ce pas évident à déceler, notamment parce que notre conception de la violence n'elles-mêmes évolue. »

Les hommes politiques, eux, se sont emparés de telles préoccupations oratoires. Le premier ministre, M. John Major, soutenu par un Parti conservateur volontiers gardien des « valeurs morales » et par une opinion publique inquiète d'une nouvelle vague de faits divers

« hitcockiens », a récemment ouvert le polémisme en établissant un lien entre criminalité et violence à l'écran.

Il s'est attiré les mêmes réponses de la part des spécialistes : des exemples de « violence par imitation » existent bel et bien, mais en nombre insuffisant pour en tirer des conclusions. D'autant plus que, selon l'un de ces experts, le docteur Guy Cumberbatch, de l'université d'Aston, les Britanniques sont soumis à beaucoup moins de spectacles de violence que dans d'autres pays. Enfin, contrairement aux idées reçues, la violence télévisuelle a tendance à régresser.

Cela ne signifie pas que la licence la plus totale doit avoir libre cours sur les écrans, mais que des mesures de censure ou d'autocensure pour contrer les épidémies de violence sont *a priori* aléatoires : si la criminalité peut être établie par des statistiques, le sentiment d'insécurité fait largement appel à l'auto-suggestion.

Les Britanniques se plaisent à rappeler qu'an « bon vieux temps » de l'époque victorienne, la violence n'était pas devenue un « mal de société », n'oubliant que le nombre de meurtres était bien plus élevé qu'aujourd'hui. De là à penser qu'*Orange mécanique* a été victime d'une méprise...

LAURENT ZECCHINI

COLLOQUES

Le Mouvement européen fête l'Europe le 9 mai

Maasticht oblige, le Mouvement européen a décidé de célébrer l'anniversaire de la déclaration Schuman du 9 mai 1950. Cette déclaration préparée par Jean Monnet et rendue publique par Robert Schuman, alors ministre des affaires étrangères, proposait à l'Allemagne la création de la Communauté économique du charbon et de l'acier (CECA). Les fondements de la construction européenne étaient ainsi plantés.

La Fête de l'Europe aura lieu le dimanche 9 mai dans le parc de la Grande-Terre à la Celle-Saint-Cloud. Des concerts, un Salon du livre européen, des débats et rencontres avec une centaine d'intervenants (parmi lesquels Jacques Delors, Jean François-Pancet, Edgar Morin, Alain Lamassoure, Bronislaw Geremek, Jean-Louis Baurle, etc.) trouveront leur place dans ce parc de plus de 3 hectares.

Le Mouvement européen espère ainsi remédier au déficit d'information concernant l'Europe tout en faisant la fête (Cherlie, Censure, etc.) attendu, mais également des groupes venant des pays européens. « Ce sera la réponse des Européens de cœur et de raison au Euroscepticisme, qui, depuis de nombreux mois, jouent sur la morosité ambiante pour freiner la construction européenne », affirme le Mouvement européen.

La Fête de l'Europe se tiendra le dimanche 9 mai de 11 heures à 19 heures au parc de la Grande-Terre à la Celle-Saint-Cloud (à un quart d'heure de Paris par l'autoroute A13). Programme détaillé au Mouvement européen, 95, rue de Rennes, 75006 Paris. Tél. : 45-49-96-59 ou 45-49-96-67.

Alfred Grosser : « Mein Deutschland »

Le Goethe Institut organise le mercredi 12 mai à 19 heures une conférence-débat avec Alfred Grosser autour de son dernier livre *Mein Deutschland*.

Goethe Institut, 17, avenue d'Iéna, 75016 Paris. Tél. : 44-43-92-30.

La grande peur des Balkans

Suite de la première page

Ces mêmes élites croient, mi-convoquées, mi-sceptiques, que le désastre yougoslave aurait pu être évité, si l'Europe occidentale s'était soucée plus tôt des conséquences de la liquidation du communisme et s'était intéressée aux analyses des responsables de la région, qui auraient pu l'éclairer de leurs connaissances et de leurs expériences balkaniques.

Elles ne veulent pas être seulement un objet de sollicitude. Comme l'explique plaisamment Nikolaï Stanković, un jeune mathématicien devenu président de la commission pour les affaires de sécurité du Parlement bulgare, « quand les Européens de l'Ouest nous disent suivre les processus en cours à l'Est, je leur réponds : nous aussi nous suivons avec intérêt les processus en cours à l'Ouest ».

Dans les Balkans, depuis la dissolution de l'empire ottoman au XIX^e siècle, l'intervention des grandes puissances a joué un rôle aussi néfaste que les tropismes locaux. Et il est trop facile de faire porter toute la responsabilité des conflits à la passion et à la déraison de peuples qui ont en souvenir le sentiment d'être des pions sur un vaste échiquier, où les frontières étaient découpées et redécoupées plus en fonction des intérêts des puissances que de la volonté des peuples. Selon le mot de l'historien polonais Bronislaw Geremek, la tragédie des Balkans tient à ce qu'ils produisent plus d'histoire qu'ils ne peuvent en consommer.

Que faire des morceaux ?

Le conflit actuel dans l'ex-Yougoslavie n'est pas fondamentalement différent des autres guerres balkaniques, même si les voisins ont jusqu'à maintenant su se tenir à l'écart et si les grandes puissances ne sont pas à l'origine des affrontements. Mais l'action — ou l'inaction — de ces derniers n'est pas étrangère à la tournure prise par la crise. Et les divergences d'analyses et d'intérêts entre les États d'Europe occidentale, notamment entre la France et l'Allemagne, ont contribué à l'impulsion originelle de la communauté internationale.

A dire vrai, les voisins de la Yougoslavie n'ont pas de réponse définitive à la question de savoir s'il fallait y privilégier la stabilité des frontières héritées de la guerre ou le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, au risque de déclencher un processus en chaîne dans une région où les ethnies — pour ne pas dire les

« tribus », un terme qui fut beaucoup reproché à François Mitterrand — sont étroitement imbriquées. L'Autriche, la Hongrie, la Bulgarie étaient favorables à une reconnaissance du fait national, quoi qu'il en coûtât à cette dernière à propos de la Macédoine.

Athènes au contraire soutenait, comme Paris, l'unité de la Fédération yougoslave au nom des bonnes relations traditionnelles de la Grèce avec la Serbie et de la solidarité orthodoxe (1). Faute de politique cohérente, le communautarisme international s'en est remis à des sanctions qui affectaient peu ceux qui les décidaient mais touchaient autant les voisins que le pays visé.

Car personne n'avait de réponse aux deux questions que posait toute dissolution de l'Etat fédéral yougoslave : selon quelles lignes découper ? Et que faire des morceaux ? Or n'importe quel découpage laissait de part et d'autre des frontières des groupes minoritaires appartenant à un peuple différent du groupe dominant dans les nouvelles entités ainsi créées. Au nom de quel principe démocratique excepter que les Croates de Croatie et les Serbes de Serbie vivent dans des États séparés et obligent les Croates et les Serbes de Bosnie à vivre (avec les musulmans) dans le même Etat ? Cette interrogation ne va pas à l'encontre de l'indépendance de la Croatie (et de la Slovénie) ni l'homogénéité de la population ne soulève pas les mêmes difficultés, mais elle souligne quelques contradictions de la logique « ethnique » (2).

Dans les périodes de tension, ces groupes minoritaires peuvent être des ferments d'irréductibilité, des masses de manœuvre politique ou encore des prétextes à des aventures militaires. Il suffit pour s'en convaincre d'étudier les différentes politiques, à cet égard, de la Turquie qui déclare sa « considération » pour les populations d'origine turque dispersées dans les Balkans, de la Hongrie qui rejette toute prétention territoriale mais « ne peut se désintéresser » des Magyars vivant en Slovaquie, Roumanie ou Valachie, de la Serbie où Stobodan Milošević a choisi la voie la plus expéditive de la « Grande Serbie ». Ou encore de la Grèce qui ne revendique ni population, ni territoire, mais un nom, celui de Macédoine, qui devrait être son exclusivité.

Toute différence a été l'arbitrage des autorités démocratiques de la Bulgarie. A Sofia s'entend un discours autrement européen et « civilisé », où il est certes parfois difficile de faire la part de la conviction profonde et celle du tribut payé à un



« modernisme » de bon ton. Il n'en reste pas moins que les mots ont été suivis d'actes et qu'un an d'une conception « politique » de la nation, la Bulgarie a reconnu la République de Macédoine avec sa capitale Skopje, afin de ne pas maintenir un échec de fixation pour lequel, dans le passé, furent menées plusieurs des guerres balkaniques.

Quelques principes simples

Que la Macédoine soit grecque, bulgare ou macédonienne, les historiens peuvent en discuter à perte de vue. La seule question qui vaille est de savoir si une population se considérant comme macédonienne, a décidé démocratiquement de vivre dans un même Etat. C'est la conception d'une nation, société civile, que le président bulgare Jeleu, fortement encouragé par des universalitaires qui — ce n'est pas un hasard — ont aussi milité pour les droits de la minorité turque, a fait prévaloir dans son pays.

Cette décision qui a encore fait peu d'émules dans les Balkans n'a pas été prise seulement par idéalisme. Elle correspond aux intérêts bien compris d'une petite Bulgarie en proie aux affres de la transition vers l'économie de marché, qui a pansé les plaies ethniques léguées par le régime Jivkov, mais dont l'équilibre est menacé par une éventuelle extension du conflit yougoslave. Si le Kosovo peuplé d'Albanais s'embrasait après la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine ne pourrait rester à l'écart et, un domaine après l'autre, la Bulgarie serait ou mieux le havre de milliers de réfugiés, au pire la puissance de recours entraînée dans la guerre.

Il n'en reste pas moins que « l'euro-réalisme » des Balkans passe par le rejet aux yeux de la conception stalinienne de la nation, à l'encre sous le communisme, que de la conception ethnico-religieuse. Elle suppose l'observation de quelques principes simples : il n'y a pas de politique extérieure moderne sur la base de souvenirs historiques ; il n'y a pas de frontières justes, mais celles qui existent ne doivent pas être changées par la force ; il n'y a pas de nation sans une volonté de vivre ensemble démocratiquement exprimée.

Principes simples à énoncer, plus difficiles à mettre en œuvre, pas seulement dans les Balkans, et même pour ceux qui s'y réfèrent assiduellement. Car le propre des conflits nationaux, c'est de jeter dans la même faille les lettres les plus raffines et les autres. Quand un jeune et brillant historien bosnien affirme sans rire à une collègue polyglotte qu'il « se prépare au poste de secrétaire du gouverneur de Roumanie » (nom donné par les Turcs à la partie européenne de l'Empire ottoman), il ne profère pas une boutade.

De « l'axe musulman » à « l'axe orthodoxe »

Il pense en termes de reconstitution des zones d'influences dans la région, où chacun suppose les chances de tel ou tel « axe » tout en en dénonçant le danger. Les uns insistent sur le danger du fondamentalisme islamique et savent gré aux Serbes, sans toujours l'avouer, d'avoir « empêché la création du premier Etat intégriste musulman en Europe » (la Bosnie d'Izétbegovic). Les autres s'inquiètent des menées d'Ankara, soupçonné d'utili-

ser les minorités turques de la région pour créer un « arc musulman » allant de l'Albanie à la Turquie et se prolongeant vers l'Asie centrale anciennement soviétique ; ils en voient pour preuve la tournée régionale de Turgut Özal, quelques semaines avant sa mort, l'adhésion de l'Albanie à l'Organisation de la conférence islamique et le soutien apporté par cette organisation aux Bosniaïques, et la présence supposée de moudjahidines iraniens au Bosnie.

D'autres s'interrogent sur la création d'un « axe » orthodoxe regroupant la Grèce, la Serbie, peut-être la Roumanie, et soutenu par Moscou. Actuellement la Russie n'est pas très présente, mais tous les observateurs s'attendent à son retour, un jour, sur la scène balkanique. Actuellement, elle colle à la politique occidentale ; outre l'aide économique, une des raisons tient à la volonté des libéraux russes de s'intégrer à la communauté internationale et donc de se déterminer plus selon des valeurs démocratiques qu'en fonction d'une mythique solidarité slave ou orthodoxe ; mais leur lassitude au pouvoir n'est guère assurée.

D'autres enfin envisagent une restauration, sinon du communisme en tant que système, du moins des communistes en tant que « classe dirigeante », dans quelques pays de l'Europe de l'Est où les conséquences sociales des réformes se font durement sentir. Les vieilles convenances entre les monarchistes convertis pourraient relancer une alliance entre les anciens pays socialistes.

Les Balkans sont le berceau idéal de telles spéculations. L'Histoire a montré que les plus folles n'étaient cependant pas les moins réalistes. Une certitude : la fin du communisme, la disparition du pacte de Varsovie, ont laissé un « vide de sécurité » que rien n'est encore venu combler. Ce ne sont pas les tentatives timides de l'OTAN pour associer les anciennes démocraties populaires qui apportent une réponse aux angoisses des nouveaux dirigeants.

Dans ces pays, les démocrates n'ont pas la partie facile, alors que la situation économique se dégrade. Ils s'accrochent avec une constance digne d'un meilleur sort à la certitude d'être partie intégrante de l'Europe ; ils veulent convaincre les Européens de l'Ouest que sans eux la Communauté européenne restera un groupe de défense d'intérêts locaux, incapable de définir l'identité de la nouvelle Europe et impuissante à assurer sa sécurité.

DANIEL VERNET

(1) Le refus quasi unanime du Parlement grec de rendre facultative la mention de la religion sur la carte d'identité relève de cette quête de références religieuses.

(2) La diplomatie autrichienne, qui a joué un rôle actif en faveur de la Croatie et de la Slovénie, s'efforce aujourd'hui de démontrer, non sans de solides arguments, que le conflit yougoslave avait commencé avant la reconnaissance.

POLITIQUE

Le suicide de Pierre Bérégovoy et la polémique sur la responsabilité des médias

De Nevers au Val-de-Grâce, les dernières heures

L'enquête sur la mort de Pierre Bérégovoy, menée par les gendarmes de Bourges sous la conduite du parquet de Nevers, permet de préciser les circonstances du suicide, au moins dans leurs grandes lignes. Si quelques questions restent en suspens depuis le 1^{er} mai, d'autres faits, établis grâce à différents témoignages, devraient permettre d'éclaircir la multiplicité des rumeurs, inévitables en pareil cas.

M. Bérégovoy était-il déjà mort lorsqu'il a été transporté par hélicoptère de Nevers à Paris ? A-t-il eu le temps, dans l'après-midi, de poster des lettres expliquant son geste ? Pourquoi s'est-il rendu à la gare et dans son bureau du palais ducal quelques heures avant de mettre fin à ses jours ? Après le temps du deuil est donc venu, comme il est constant en pareil cas, celui des questions.

Les premières interrogations portent sur les heures qui ont précédé le drame. Selon Dominique Le Bras, le procureur de la République de Nevers, qui s'appuie essentiellement sur les témoignages du chauffeur et du garde du corps de Pierre Bérégovoy, la chronologie des faits est désormais établie. Après avoir dîné chez sa sœur avec son épouse à Pouques-les-Eaux (une petite ville thermale située à dix kilomètres de Nevers), l'ancien premier ministre est revenu à Nevers en compagnie de son chauffeur, Jean-François Ragouneau, et du policier chargé de sa protection à Nevers, le brigadier Sylvain Lesport, du service des « voyages officiels » du ministère de l'Intérieur. M. Bérégovoy est resté à Pouques-les-Eaux.

A 15 h 30, en ce samedi 1^{er} mai, Pierre Bérégovoy arrive chez lui, au 13-15, rue Saint-Martin, au centre-ville. Il monte dans son appartement pour prendre un imperméable (il l'aurait laissé à l'entrée). Il redescend, retrouve ses deux collaborateurs. Les trois hommes partent assister à une course cycliste à quelques centaines de mètres de là. Il est un peu plus de 15 h 30 (les premiers témoignages, contestés par le procureur, situent l'épisode de la course vers 16 h 30).

Trois questions

M. Bérégovoy reste sur place une vingtaine de minutes. Puis il demande à être conduit à la gare. Pendant quelques minutes, il regarde le tableau horaire. Un peu avant 16 h 15, il demande à retourner chez lui et indique aux deux hommes qu'ils peuvent venir le chercher, une heure plus tard, à 17 h 15, devant l'entrée de sa résidence, les Arcades Saint-Martin. A 17 h 05, alors qu'ils s'apprêtent à se rendre, comme convenu, rue Saint-Martin, Jean-François Ragouneau et Sylvain Lesport reçoivent un appel téléphonique dans le Renault 25. Pierre Bérégovoy leur dit de venir le chercher, non pas à son domicile, mais au palais ducal, situé près de la mairie.

La voiture arrive au palais ducal. L'ancien premier ministre monte à l'arrière. Les trois hommes partent aussitôt vers le terrain de camping

Selon ses avocats

Alain Boublil
n'avait jamais envisagé de faire citer l'ancien premier ministre au procès Pechiney

Les avocats d'Alain Boublil, ancien directeur du cabinet de Pierre Bérégovoy, démentent, dans une lettre au Monde, avoir eu l'intention de faire citer l'ancien premier ministre lors du procès de l'affaire Pechiney ou comparaitra leur client à partir du 2 juin.

« Aucune citation ne devait être délivrée à Pierre Bérégovoy par les conseils de M. Alain Boublil, lesquels n'ont jamais songé à prendre une telle initiative dans l'affaire Pechiney, écrivent M^{rs} Thierry Lévy et Jean-Michel Darrois. Non seulement ils n'avaient pas envisagé cette démarche, mais n'ont fait aucun lien entre le prêt Pelat et l'affaire du dailly d'initiale. A la différence du juge d'instruction Edith Boltz qui a déclaré à plusieurs journaux que le prêt donnait à l'affaire « un éclairage nouveau ».

municipal, en bord de Loire, où le maire va remettre les trophées d'une compétition de canoë-kayak. C'est du terrain de camping, peu avant 18 heures, qu'il partira seul, avec son chauffeur, chargé de le conduire au cabinet de Didier Bonlaud.

Trois questions peuvent être posées à propos de ces différentes étapes.

• Pourquoi Pierre Bérégovoy est-il passé à la gare ? Selon son chauffeur et son garde du corps, il s'est contenté de regarder le tableau horaire. Il n'a rien cherché au bureau de tabac, ni journaux ni cigarettes. L'hypothèse selon laquelle il aurait posté une lettre a été envisagée. Il existe effectivement une boîte à lettres à la sortie de la gare, sur la droite du bâtiment principal (à l'entrée des voyageurs). Mais Pierre Bérégovoy aurait difficilement pu s'y rendre sans être vu par les deux hommes. Dès lors comment expliquer cet épisode de la gare ? Les enquêteurs s'exclament que l'hypothèse selon laquelle le maire de Nevers, ancien cheminot, aurait eu moment envisagé de se jeter sous un train.

• Pourquoi l'est-il resté à son bureau du palais ducal où il n'avait pourtant pas pour habitude de travailler ? Le palais étant fermé en ce jour férié, il l'a fait ouvrir par le concierge, à la grande surprise de celui-ci. Il se pourrait qu'il ait profité de ce moment de solitude pour rédiger une lettre. A ce jour, il semble qu'aucun document n'ait été retrouvé, ce qui est dans ce bureau du palais (pratiquement vide), dans celui de la mairie ou encore à son domicile. Il est également possible que M. Bérégovoy soit allé à la poste centrale, située non loin de chez lui, entre 16 h 13 (l'heure où ses collaborateurs le déposent devant son domicile) et 17 h 05 (l'heure où il les appelle dans le Renault 25). Les enquêteurs n'ont pas encore pu déterminer avec précision l'heure de son arrivée - seul et à pied - au palais ducal.

• Pourquoi l'arme de garde du corps, un 357 Magnum, se trouvait-elle dans la boîte à gants ? Il n'y a rien d'anormal à cela. Lorsqu'ils se trouvent dans les voitures, les policiers du service des « voyages officiels » placent souvent leur arme à cet endroit, par sécurité et par commodité. En revanche, lors qu'il quitte le véhicule, le fonctionnaire doit prendre son arme. Le brigadier Lesport ne l'a pas fait lorsque Pierre Bérégovoy lui a demandé de rester au camping. Le 357 Magnum était toujours dans la boîte à gants quand le député de la Nièvre s'est assis à l'avant pour partir avec son chauffeur vers le lieu-dit Le Peuplier isolé puis vers le canal de la Jonction où il allait s'éloigner pour mettre fin à ses jours.

Pour comprendre la ténacité du fonctionnaire, il convient de se replacer dans le contexte de cette fin d'après-midi ensablée : Pierre Bérégovoy, son chauffeur et son garde du corps, qui entretenaient des rapports amicaux, avaient dîné ensemble à Pouques-les-Eaux. Ils se trouvaient au camping pour une compétition de canoë-kayak, de minuscules épreuves et n'avaient aucune raison d'être tendus.

Deux coups de feu

Concernant le suicide lui-même, il est aujourd'hui établi que Pierre Bérégovoy a tiré deux coups de feu. Un premier, selon toute vraisemblance, pour s'assurer que l'arme était bien chargée, et un second pour se donner la mort. Contrairement à ce qu'indiquent le procureur de la République, dimanche soir, sur la foi de premiers témoignages et non pas des rapports médicaux, la balle n'a pas suivi une trajectoire de bas en haut, du maxillaire inférieur au sommet du crâne, ce qui n'aurait laissé pratiquement aucune chance de survie à l'ancien premier ministre. En fait, la balle a traversé la boîte crânienne de droite à gauche, d'une tempe à l'autre, avec une légère orientation vers le haut.

Arrivés sur place quelques instants plus tard, Jean-François Ragouneau et le brigadier Lesport ont découvert M. Bérégovoy allongé sur le dos, les yeux ouverts. Le policier l'a alors pris dans ses bras, il a dénoué le nœud de sa cravate, ouvert le col de sa chemise et lui a répété : « Pourquoi, mais pourquoi avez-vous fait ça ? ».

Les deux collaborateurs de Pierre Bérégovoy n'ont pas pu utiliser le téléphone de la Renault 25 pour alerter les pompiers. Cette rive du canal étant située en contre-bas de la route de Nevers et bordée de

grands arbres, la communication ne « passait » pas, du moins dans un premier temps. Le chauffeur s'est donc précipité vers la maison la plus proche, sur l'autre rive du canal, pour téléphoner aux pompiers. Il était alors 18 h 19. Un troisième homme était sur place avec le policier et le chauffeur : un « jogger » qui courait le long du canal. Il n'avait rien vu ni entendu. De reste, il semble que personne n'ait entendu les deux coups de feu. Aucun témoin ne s'est manifesté. Les gendarmes ont fouillé les environs avec des détecteurs de métaux. Ils n'ont pas trouvé non plus de message ou de lettre. De même, les poches des vêtements de Pierre Bérégovoy ne contenaient, d'après les enquêteurs, pas de documents.

A propos des heures qui ont suivi le suicide, une rumeur a circulé, aussi bien dans la Nièvre qu'à Paris, assurant que Pierre Bérégovoy était mort à Nevers avant même son transfert par hélicoptère à l'hôpital du Val-de-Grâce à Paris. Cette rumeur ne paraît pas justifiée. D'après les témoignages de deux des médecins arrivés sur place aussitôt après l'appel du chauffeur, l'ancien premier ministre est bien mort au cours de son transfert. Le certificat de décès, rédigé par le docteur Alain Chantegret, directeur du SAMU de Nevers, indique que M. Bérégovoy est décédé à 22 h 15, à la verticale de Pithiviers (Loiret), dans l'hélicoptère qui l'amenait à l'hôpital d'Isy-les-Moulineaux.

Selon le docteur Chantegret - dont le témoignage est confirmé par celui du docteur Jean Nicot, médecin généraliste, adjoint au maire de Nevers et lui-même présent aux côtés de Pierre Bérégovoy - ce dernier était, au moment de quitter Nevers, plongé dans un coma profond. Dans les minutes qui ont suivi son suicide, il avait

été intubé et mis sous ventilation artificielle et sous perfusion. Grâce à ces premiers soins, une légère amélioration avait même pu être obtenue, tant sur le plan hémodynamique que neurologique. Un scanner et des examens radiologiques, pratiqués à l'hôpital de Nevers, avaient permis de confirmer que la balle avait traversé la boîte crânienne de part en part, provoquant l'apparition de nombreuses contusions et d'un hématome sous-dural.

Bien que certains de l'impossibilité de l'ancien premier ministre, les médecins neversois avaient décidé son transfert à Paris pour des raisons de commodité, le Val-de-Grâce leur paraissant mieux adapté pour accueillir, en pareilles circonstances, une telle personnalité. Dans la nuit, une autopsie et des examens toxicologiques étaient pratiqués à l'Institut médico-légal de Paris. A 19 heures, à l'hôpital de Nevers, un prêtre, le Père mariste Pierre Chizez, avait été appelé à ses côtés pour prier et lui donner l'absolution (et non pas l'extrême onction).

Près d'une semaine après le drame, le seul véritable mystère de cette affaire reste, en fait, l'absence de lettre. Vendredi 7 mai au matin, aucun message n'avait encore été trouvé ou reçu, selon les proches de l'ancien premier ministre et les enquêteurs. Sitôt après la mort de M. Bérégovoy, l'appartement et les différents bureaux (à la mairie et au palais ducal) ont été fouillés sans résultat. Toutefois, un document à très bon titre par le défunt sans que son destinataire ne désire le faire savoir. Cette absence de traces écrites peut, en effet, surprendre de la part d'un homme qui, à l'évidence, avait préparé son suicide.

PHILIPPE BROUSSARD
et FRANCK NOUCHI

Mort instantanée ou possibilités de survie ?

Peut-on survivre, fût-ce quelques minutes ou quelques heures, à l'impact intra-crânien d'un projectile ? L'expérience accumulée par les spécialistes de médecine légale permet, sans ambiguïté aucune, de répondre par l'affirmative. Aussi étrange que cela puisse paraître pour ceux qui ne sont pas familiers de l'anatomie et de la physiologie du cerveau, au des soins donnés aux personnes cherchant à mettre fin à leurs jours, la tentative du suicide par arme à feu n'entraîne nullement systématiquement une mort instantanée. Loïn de là.

La situation la plus fréquemment rencontrée par les sauveteurs et par les médecins légistes est celle de l'utilisation de l'arme en zone temporelle, ce qui fait, assure-t-on aujourd'hui de bonne source, Pierre Bérégovoy. « C'est là le geste le moins « efficace », explique le professeur Michel Dugon, spécialiste de médecine légale (hôpital Pitié-Salpêtrière, Paris). On sait en effet que, dans cette situation, si le projectile pénètre de manière trop latérale, celui qui cherche à mettre fin à ses jours peut fréquemment ne pas atteindre - si on ose dire - son objectif. Dans de tels cas, et en fonction des territoires nerveux détruits, la personne peut ensuite souffrir de séquelles plus ou moins importantes, de cécité

si les nerfs optiques sont lésés, ou de handicaps beaucoup plus sérieux. Il faut en effet savoir que les lobes cérébraux frontaux ne sont pas des zones vitales, et que des lésions partielles de ces territoires ne sont nullement mortelles. En revanche, si l'angle de pénétration du projectile est légèrement différent, avec une trajectoire orientée vers l'arrière, on peut tout à fait entraîner des lésions beaucoup plus graves et être à l'origine d'un coma profond, voire, à court terme, de la mort ».

Les spécialistes de médecine légale soulignent toutefois que le mort, dans de telles situations, survient rarement dans les suites immédiates du geste suicidaire, que l'orifice d'entrée du projectile nait temporairement ou - comme on l'a vu dit dans les premiers jours pour Pierre Bérégovoy - nous-mêmes. Si le coma est d'installation rapide, la mort « irréversible » (avec arrêt des fonctions cérébrales) n'est acquise qu'après quelques minutes, quelques dizaines de minutes, voire plus, si des soins efficaces de réanimation (intubation, ventilation) sont prodigués. C'est d'ailleurs à l'une des situations les plus fréquentes qui, d'un point de vue technique, permet les prélèvements d'organes.

J.-Y. N

Les réactions des syndicats de journalistes

Les journalistes portent-ils la responsabilité du suicide de Pierre Bérégovoy ? Le Syndicat national des journalistes (autonome) estime que « la presse, dans les devoirs d'information et de critique, ne peut s'abstenir d'être mise en cause, même si certaines allégations venant de quelques personnalités semblent lui faire suspecter ». Evoquant le cas du prêt de Roger-Patrice Felat à Pierre Bérégovoy, le SNJ rappelle que l'ancien premier ministre avait reconnu lui-même qu'il avait pu se montrer « imprudent ». Mais, selon l'organisation syndicale, « la question du secret de l'instruction se pose évidemment à nouveau. Si les juges

n'en tiennent pas compte, que peut être l'attitude des journalistes ? ».

Force ouvrière estime que le geste « malheureux du premier ministre aurait dû inciter les accusateurs de tous bords à la prudence et à la réflexion plutôt qu'à des élucubrations tendant à museler la presse ». Force ouvrière s'élève énergiquement contre toute forme de censure et invite les accusateurs à méditer sur l'avenir de la démocratie, dont le garant est la liberté de la presse ».

Pour le SNI-CGT, « le suicide de Pierre Bérégovoy doit interroger les journalistes sur leurs pratiques professionnelles (...). Néanmoins, il ne doit pas détourner de l'essentiel : en

POINT DE VUE

Vers des états généraux de la presse ?

par Jean Daniel

Il y a deux alibis indécents dans les commentaires sur le suicide de Pierre Bérégovoy. Le premier consiste à se dire que puisque le suicide est toujours inexplicable, personne finalement ne peut être soupçonné d'y avoir contribué.

Le second alibi est, lui, plus subtil. Sous le prétexte que le meurtre, l'imprudence ou l'impudence ont conduit certains hommes politiques à faire la procès de la presse (et de la justice) des journalistes ont aussitôt profité de l'absence pour revenir à leur bonne conscience, pour considérer qu'il ne s'est rien passé.

Je voudrais d'abord observer qu'il y a bien du confort de part et d'autre à évoquer soit la presse, soit les juges, soit les hommes politiques. Dans un premier temps on accuse globalement les uns et les autres. Ensuite on souligne l'injustice de telles généralités, et, pour en finir, on réhabilite la fonction de chacun. Au passage, on escamote le fait qu'il y a partout des journalistes, des juges et des hommes de pouvoir qui peuvent avoir manqué à l'éthique ou à la déontologie.

Je n'ai pour ma part aucun sentiment de solidarité corporatiste. J'ai eu, bien que journaliste, à souffrir d'articles publiés dans la presse, pendant la guerre d'Algérie, pendant la révolution des caillots au Portugal, à propos du conflit israélo-palestinien et en bien d'autres occasions. Je sais donc d'expérience le mal qu'on peut faire et la fragilité qu'on peut découvrir. Je refuse que mes confrères nient qu'il y ait un problème.

On ne peut donc s'en tirer ni en faisant le procès global de la presse ni en refusant quelque chose que ce soit au prétexte que ce serait une atteinte à une institution démocratique. D'autant que ces polémiques au sommet sont en train de faire oublier le verdict de l'opinion publique. Si on en croit toutes les enquêtes publiées dans nos journaux, il faut bien voir que (à tort) cette opinion explique le suicide de Pierre Bérégovoy par les campagnes de presse. Tout se passe comme si l'opinion publique se reprochait à elle-même le goût évident qu'elle a pour la célébrité au conditionnel, la médianisme chuchoté et surtout pour le dérisoire spectacle. La question est alors de savoir s'il y a permis les hommes politiques, parmi les juges, parmi les journalistes, des hommes occupés d'irresponsabilité. Elle est aussi de savoir s'il y a des hommes dans ces trois fonctions qui sont prisonniers d'un système, lequel a tendance à s'éveiller, à s'emballer, à se pervertir.

L'imprudence de quelques témoins de la politique a consisté à écuser le drame. Etant donné la composition électorale de la nation, il y a toutes les chances pour qu'il y ait des militants de droite dans la justice et dans la presse. Mais il se trouve que dans le dossier fourni que je consulte, je ne trouve pas une seule déclaration assassine émanant d'un représentant autorisé de la droite depuis le 15 janvier dernier, c'est-à-dire depuis le drame des révélations sur l'emprunt de Pierre Bérégovoy. Il n'y a pas eu d'affaire politique.

En revanche, il semble bien qu'il ait été choisi avec soin le date des « fuites ». Il semble. Il semble

bien qu'il y ait des révélations (prudentes) du Canard enchaîné (médiatique) se soit mise en branle. Il semble bien que Pierre Bérégovoy se soit senti traqué. Au point de faire une dépression nerveuse qui est allée augmentant, jusqu'au jour où ses proches ont redouté pour lui le suicide et où un médecin lui a offert de l'hospitaliser au Val-de-Grâce. La cause originelle et déclenchante de la dépression paraît indiscutable. Cette cause déclencheuse ramène des suicides chez les autres. De plus, à elle seule, elle n'aurait sans doute rien déclenché chez Pierre Bérégovoy. Le problème ne consiste donc plus à se demander qui est responsable du suicide mais qui a provoqué une grande dépression nerveuse. Et s'il faut essayer, la cas échéant, de tels risques.

La réponse est alors évidente : c'est le mécanisme enclenché d'un processus médiatique devenu insupportable. En quoi consiste-t-il essentiellement ? Dans l'effet multiplicateur. Notre société n'a rien à voir avec ce qui s'est passé en France, négative, au temps des conflits hexagonaux, ni avec ce qui se passe chez nos voisins, en particulier en Grande-Bretagne. La presse française est mille fois, peut-être mille fois, plus modérée, plus respectueuse, plus humaine qu'elle n'était il y a un demi-siècle et que ne l'est aujourd'hui la société anglo-saxonne.

La compétition répétitive

Reste une chose. Lorsqu'un soupçon est modérément formulé une fois il est insaisissable. Lorsqu'il l'est toute la journée, alors il ressemble à un poison distillé continuellement à petite dose. Quand on y pense, Roger Salengro, en 1936, vivait dans la terreur de l'article d'Henri Béraud qui publiait l'hépatomètre Gringore. L'article était terrible. Or, d'ailleurs, dévastateur. Mais il ne paraissait qu'une fois par semaine ! La suspicion qui a passé sur Bérégovoy a été répétée trente fois par jour parce que c'est le système. Parce que aucune radio, ni aucune télévision, ni aucun organe de la presse écrite, ne veut faire moins bien que le concurrent ; parce que chacun veut apporter une petite révélation supplémentaire ; parce que, en un mot comme en cent, la loi nouvelle de notre métier ce n'est pas l'information, c'est la compétition répétitive. La litane transforme ainsi en croisade le reproche le plus inoffensif.

Il ne s'agit là que de l'un des aspects de notre problème. Je n'entends pas ici les développer tous, ni même à fond l'un d'eux. Mais je voudrais poser une question à tous ceux qui s'intéressent à la réflexion sur l'information. Comment pourrions-nous ne pas remettre en question notre métier lorsque nous savons qu'il est un de ceux qui ont subi les transformations les plus radicales ? Déjà on peut dire que seule une presse sémiotique nous conduit à baptiser du même mot « presse », tout ce qui a été pensé en matière de protection sur la circulation des idées devant être repensé lorsqu'il s'agit de la circulation des images. D'autre part, la naissance de la communication qui n'est souvent que le noble et pudique nom donné à l'irruption de la publicité et de la culture d'entreprise dans la presse, cette naissance a conduit à considérer l'information comme une pure et simple marchandise. Une marchandise qui entre dans le marché, qui dépend de la loi de l'offre et de la demande, et qui a perdu sa spécificité.

Même si je me limite à ces deux changements radicaux, j'aurais à observer que notre déontologie, notre éthique intime, notre comportement collectif doivent être repensés. C'est pourquoi je demande qu'on ne fasse pas comme si le suicide de Pierre Bérégovoy n'avait pas eu lieu, sous le prétexte qu'on ne peut en effet en accuser personne. C'est pourquoi je suis d'avis de convoquer des états généraux de la presse.

POLITIQUE

Deuxième force de la majorité

Le Parti républicain veut aider le gouvernement à « faire encore mieux »

Philippe Vasseur, secrétaire général du Parti républicain, a présenté, jeudi 6 mai, la nouvelle équipe dirigeante de son parti. Officiellement, les libéraux entendent aider le gouvernement à « faire encore mieux ». Toutefois, beaucoup d'entre eux se disent déçus de leur faible représentation au gouvernement.

Plus d'un mois après les élections législatives, le Parti républicain n'est pas sans état d'âme. Ce parti a d'abord eu le douloureux sentiment que le gouvernement Balladur n'était pas tout à fait le sien. Nostalgie de la première cohabitation de 1986, quand jeunes libéraux et chiraquiens s'entendaient comme jumeaux en face du dos de Valéry Giscard d'Estaing, de Raymond Barre et des centristes. Et surtout goût amer d'injustice au lendemain d'un succès inégalé, faisant de ce parti, avec 109 députés, la deuxième force de la nouvelle majorité.

« Oui, c'est vrai, glissait le porte-parole de ce parti, Ladislav Poniatowski, dans le Journal des républicains d'avril, beaucoup ne comprennent pas que, avec la part que nous avons prise à la victoire, nous n'ayons que sept ministres issus du Parti républicain. Ils le comprennent d'autant moins que les centristes en ont le même nombre avec seulement 56 députés. La déception de nos parlementaires est d'autant plus grande qu'ils savent que, dans la formation d'un gouvernement, le premier ministre choisit les hommes en fonction de leur compétence... »

Cette impression d'avoir été floué ne s'est toujours pas dissipée. Pour l'heure, le PR se veut toutefois actionnaire zélé de l'entreprise Balladur. « Notre parti, a assuré jeudi 6 mai son nouveau secrétaire général, Philippe Vasseur, n'entend pas cultiver sa différence ou faire entendre une voix discordante, mais simplement permettre au gouvernement de faire encore mieux que ce qu'il peut déjà faire. »

Comme les centristes, le PR doit d'abord gérer aujourd'hui l'obligation de réserve de ses ministres, particulièrement de son président, Gérard Longuet. Or son espace

politique apparaît aujourd'hui restreint. De peur de provoquer une guerre de succession entre Charles Millon et Jean-Claude Gaudin, M. Longuet n'a peut-être pas opté pour la meilleure solution en choisissant de conserver une présidence qui, de toute évidence, le passionne moins qu'un ministère.

Depuis quinze jours, il s'efforce de resserrer les houlons autour du nouvel homme fort du dispositif, Philippe Vasseur, député du Pas-de-Calais, à l'esprit d'entreprise assuré. En quinze jours – sans la moindre concertation avec la base – l'état-major du parti a été singulièrement réajusté. M. Vasseur s'est assigné comme premier objectif « d'avoir une formation en bon ordre de marche (...), des fédérations qui tournent et des élus nouveaux à toutes les échelons ». Victime de son giscardisme, Alain Madelin disparaît de l'organigramme officiel. Trop incontrôlable, Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, n'y apparaît pas. La principale nouveauté est la désignation de vingt-cinq secrétaires nationaux, tous parlementaires, qui, selon M. Vasseur, constitueront « un facteur d'animation important pour le PR sur chacun des dossiers qu'ils auront en charge ».

Le cas Léotard

Ces changements et ces nobles propos ne sauraient cacher un autre malaise, plus profond et préoccupant pour l'avenir : la crise de confiance du PR vis-à-vis de François Léotard. Même s'il ne surgit pas encore sur la place publique, le problème est dans toutes les têtes. Depuis 1985, toute la stratégie de ce parti a été bâtie sur mesure sur la qualité de « présidentielle » du maire de Fréjus, leur candidat plus que virtuel. Les giscardiens ont été bannis, Philippe de Villiers excommunié, le PR s'est identifié à son « Léo », mais beaucoup, y compris dans la nouvelle équipe dirigeante, se demandent où celui-ci va les entraîner. « C'est devenu notre gros souci, confie l'un de ces hauts responsables. Léotard est notre pièce unique. S'il explose, nous n'avons aucune route de secours. Nous sommes en alerte rouge. »

Devant le Conseil d'Etat

M. Balladur se dit attentif à l'équilibre « entre les impératifs du service public et les droits des personnes »

Le premier ministre est de droit le président du Conseil d'Etat. Tous les chefs du gouvernement s'efforcent donc de se rendre, au moins une fois, devant cette haute

La communication du gouvernement

Jean-Claude Hallé est nommé chef du service d'information et de diffusion

Jean-Claude Hallé, actuel directeur de la communication et de la publicité de la BNP, a été nommé, par décret du président de la République du 5 mai, chef du service d'information et de diffusion (SID). Il remplace à ce poste Jean-François Mary, qui avait été nommé en octobre 1991 par Edith Cresson. M. Mary va coordonner le service de presse de l'Elysée (le Monde du 5 mai). Le SID, organisme placé auprès du premier ministre, assure le soutien technique de la politique d'information et de sondages d'opinion dont le gouvernement estime avoir besoin, coordonne les campagnes d'informations des différents ministères. Sa direction est donc une fonction stratégique, et traditionnellement le premier ministre y place un homme de confiance.

[Né le 26 février 1939 à Agadir (Maroc), Jean-Claude Hallé est licencié en droit, ancien élève de l'Institut d'études politiques de Paris et diplômé de Centre de formation des journalistes. Successivement journaliste à l'Express, à Paris-Match, au Journal du dimanche puis à Géo, il était entré à la Banque nationale de Paris en 1983 comme chargé de mission auprès du président. Depuis 1984 il était directeur de la communication et de la publicité de la BNP. M. Hallé est l'auteur de plusieurs livres parmi lesquels une Histoire de la Révolution française.]

juridiction administrative pour manifester que ce titre n'est pas seulement protocolaire. Edouard Balladur, qui a été lui-même membre de cette institution, a tenu à le faire très vite. Il a donc présidé, jeudi 6 mai, le début de la discussion, par son assemblée générale, du projet de loi modifiant le statut de la Banque de France.

En introduction, le premier ministre a souligné « le prix » qu'il attache « au rôle éminent » du Conseil d'Etat, qui incarne « cette longue tradition du droit public français, reconnue bien au-delà de nos frontières : celle d'un équilibre subtil mais solide entre les impératifs du service public et les droits des personnes ». Il a aussi assuré qu'il comptait sur lui « dans le strict respect de son indépendance, pour accompagner l'effort de redressement entrepris ». Reconnaisant que cette institution, tout à la fois juge administratif et conseil du gouvernement, était « fortement sollicitée » par les nombreux projets de loi en préparation, il a promis qu'il veillerait à ce qu'elle dispose « autant qu'il est possible du temps nécessaire ». M. Balladur a déclaré qu'il fallait « conjurer » l'inflation législative souvent dénoncée par le Conseil d'Etat et parlé de son attachement au travail de codification des textes en vigueur.

Dans sa réponse au premier ministre, Marcel Long, vice-président du Conseil d'Etat, a d'abord tenu à saluer la mémoire de Pierre Bérégovoy « qui fut avec obstination un serviteur courageux de l'Etat ». Il s'est dit « particulièrement attentif » à la volonté de M. Balladur « d'affirmer l'Etat républicain », assurant qu'il entrerait dans la « vocation » de la haute juridiction administrative « de contribuer à ce que l'Etat soit lui-même un exemple au sein du nouvel exemple français ».

Certains regardent d'abord avec scepticisme son champ de manœuvre au sein du gouvernement. Ministre de la défense, pris en tenaille par le couple Balladur-Juppé, contrairement de déferment d'un budget peu généreux, forcé de mesurer ses propos sur le conflit de l'ex-Yougoslavie, M. Léotard, estime-t-on, s'est mis « dans une seringue ». D'autres encore n'ont pas compris son article du Monde au lendemain de la disparition de Pierre Bérégovoy. Outre que cette diatribe contre la presse fut une initiative totalement personnelle, cette sortie a choqué plusieurs de ses amis. Enfin, d'autres s'inquiètent de voir ressortir l'affaire de Port-Frédus, qu'ils pensaient définitivement enterrée mais qui, depuis bientôt un an, écorne l'image de leur président d'honneur.

François Léotard continue néanmoins d'appréhender toutes ces considérations avec dédain. Il pense avoir pris la mesure de ses nouvelles fonctions. « J'y suis, j'y reste », assure-t-il. Il ne regrette nul-

lement des écrits qu'il avait depuis longtemps sur le cœur et assure que les faux procès n'auront pas raison de lui. Dans un livre-entretien paru en 1987, interrogé sur « la campagne de calomnies » dont avait été, selon lui, victime son père, au lendemain de la campagne du barrage de Malpasset de 1959, il disait : « Moi, rien ne m'empêche de dormir, mais, lui, ces accusations le démoralisaient. (...) Il faut avoir le cuir épais et il était trop sensible. Cela m'a servi de leçon. J'ai acquis une certaine conception de la vie politique que je ne donne aucun goût pour le rôle de victime ou de cible. Je crois qu'il faut tirer avant... (1) »

Jusqu'à présent, le Parti républicain le suivait les yeux fermés. C'est terminé. M. Léotard va devoir aussi maintenant se méfier de ses amis.

DANIEL CARTON

(1) A mots découverts, Grasset, 1987.

Le nouvel organigramme

La nouvelle équipe dirigeante du Parti républicain est composée comme suit :

Président : Gérard Longuet ; secrétaire général : Philippe Vasseur ; délégué général : Yves Verwerde ; trésorier : Jean-Pierre Thomas ; délégué général adjoint : Hugues Dewavrin ; chargé de mission : Yves Nicolai.

Bureau exécutif : aux côtés de M. Longuet, Vasseur, Verwerde, Thomas et Dewavrin, siègent Jean-Claude Gaudin (conseiller politique), François d'Aubert (institutions), Francis Delattre (relations socio-professionnelles), Renaud Donnedieu de Vabres (relations avec les ministères), Laurence Douvin (prospective), François-Michel Gonnart (formation des élus et des candidats, environnement), Claude Malheur (relations internationales), Hervé Novelli (relations avec les assemblées territoriales et les élus), Ladislav Poniatowski (porte-parole), Henri de Raincourt (Sénat), Gilles de Robien (fédéra-

tions) et José Rossi (Assemblée nationale, sécurité).

Secrétaires nationaux : Michel d'Allières (défense), Nicole Ameline (Europe), René Beaumont (logement), James Bordes (éducation), Dominique Bussereau (transports), Serge Didier (justice), Hubert Falco (jeunesse et sports), Nicolas Forissier (PME-PMI), Claude Gaillard (commerce et artisanat), Claude Gatignol (énergie), Françoise Hostalier (ville), Alain Gest (collectivités locales), Denis Jacquet (affaires sociales, santé, solidarité), Hervé Madon (industrie), Jean-François Mattéi (éthique), Michel Meylan (anciens combattants), Philippe Neuhar (culture, communication), Michel Pichas (recherche), Jean-Pierre Philibert (emploi), Charles Revet (agriculture et pêche), Jean Roatta (immigration), Francis Saint-Elier (commerce extérieur), François Sauvadet (aménagement du territoire), Bernard Seiller (famille) et Gérard Trémège (budget et fiscalité).

EN BREF

■ Sondage : la confiance dans le premier ministre reste très élevée. Une enquête de la SOFRES effectuée du 24 au 28 avril auprès de 1 000 personnes, publiée dans le Figaro magazine du 7 mai, indique que la confiance en Edouard Balladur reste très élevée, 72 % des personnes interrogées, au lieu de 73 % la mois précédente, exprimant en effet leur confiance, alors que 20 % sont d'un avis contraire. En revanche, la confiance dans le président de la République baisse de cinq points, avec 34 % au lieu de 39 % la mois précédent, contre 62 % qui sont d'un avis contraire.

■ Rapprochement entre le PSD et le Parti radical. Le bureau politique du PSD, réuni jeudi 6 mai, a répondu favorablement à la demande de rapprochement du Parti radical. Le PSD s'est dit « prêt à examiner cette proposition » et disposé également à étudier avec d'autres partenaires la faisabilité de la création d'un véritable centre gauche à l'intérieur de l'UDF et de l'UPF.

■ Mouvement des réformateurs : M. Solisson succède à M. Pelletier. Le conseil politique du Mouvement des réformateurs (MDR), réuni samedi 1^{er} mai, a confié à Jean-Pierre Solisson, jusqu'alors secrétaire général, la direction de cette formation qu'assumait depuis sa création, en octobre 1992, Jacques Pelletier, médiateur de la République. M. Solisson, député de l'Yonne et maire d'Anvers, devrait, selon le texte qui a été adopté à l'unanimité, moins 1 voix et 3 abstentions, proposer avant le 30 juin une organisation nouvelle du MDR.

■ Les députés centristes se constituent en association. Les députés centristes, membres du groupe UDF, ont décidé de se constituer en une association, baptisée Union centriste, qui devrait regrouper une soixantaine

de membres. Les statuts de cette association, qui sera présidée par Jacques Barrot, vice-président du groupe UDF et président de la commission des finances, ont été déposés le 15 avril. La composante centriste de l'UDF se retrouvera tous les mardis en début d'après-midi, avant la réunion plénière du groupe UDF, ainsi qu'au cours de petits déjeuners, le mercredi.

■ M. Noir n'a pas l'intention de retourner au RPR. Dans un entretien publié cette semaine par l'hebdomadaire Globe, Michel Noir, député (non-inscrit) du Rhône et maire de Lyon, déclare qu'il n'a pas l'intention de retourner au RPR qu'il avait quitté en 1990. « Pour le moment, je suis à Lyon et je ne suis pas tenté par la rue de Lille », siège du RPR, explique M. Noir. Interrogé sur un éventuel « retour au bercail », il répond : « Quel bercail ? Vous voulez parler de la grange politique où tous les moutons sont blancs ? »

■ Une fête de l'Europe à La Celle-Saint-Cloud. Le Mouvement européen, dont la branche française est présidée par Jean François-Ponnet, sénateur UDF, organise, dimanche 9 mai à La Celle-Saint-Cloud (Yvelines), une « Fête de l'Europe », qui commémore la création, le 9 mai 1950, de la Communauté européenne du charbon et de l'acier. Une vingtaine de débats auront lieu au parc de la Grande-Terre avec de nombreuses personnalités européennes (notamment Jacques Delors, Hans-Dietrich Genscher, Branslaw Geremek, René Monory, Alain Lamassouy), ainsi qu'une série de conférences de Javier Ruibal (Espagne), Angélique Ionatos (Grèce), The Tab Two (Allemagne), Sons of the Desert (Angleterre), CharliElle Couture.

■ Accusé par train depuis la gare Saint-Lazare, des nouvelles de cars étant prévues depuis la

Maire de Bordeaux depuis 1947

M. Chaban-Delmas ne sera pas candidat à sa succession en 1995

BORDEAUX

de notre correspondant

Au cours d'une conférence de presse, tenue jeudi 6 mai à son domicile parisien devant les représentants du quotidien Sud-Ouest, de FR3 et de l'Agence France Presse, Jacques Chaban-Delmas a annoncé qu'il ne serait pas candidat à la mairie de Bordeaux en 1995 mais qu'il patronnerait une liste regroupant « celles et ceux qui [...] ont secondé pendant [son] absence ». Cette annonce est, en grande partie, liée au fait que le maire de Bordeaux doit subir, à partir de la semaine prochaine, une série d'interventions chirurgicales, notamment à une hanche et aux genoux.

Maire de Bordeaux depuis 1947, M. Chaban-Delmas a voulu, avant cette série d'opérations à risques pour un homme de soixante-dix-huit ans, lever quelques hypothèques qui empoisonnaient la vie politique locale, qu'il s'agisse de son maintien au pouvoir ou de sa succession. C'est la première fois que celui qui aime à dire : « Je mourrai debout », envisage de ne pas se représenter et le dit claire-

ment. En revanche, il laisse plusieurs portes ouvertes pour la suite : s'il est acquis qu'il « patronnera » une liste qui aura pour base la liste municipale actuelle, il se peut qu'il en fasse partie, mais il est également possible qu'il n'y figure pas.

Jeudi après-midi, cet événement imprévu a délogé et rendu autonome une conférence de presse organisée par le « triumvirat » mis en place par Jacques Chaban-Delmas pour gérer la ville en son absence. Il s'agissait, pour Jacques Valade, Hugues Martin et Simone Noailles, de présenter les premières esquisses de l'architecture-urbanisme Dominique Perrault pour l'aménagement des quais et de la rive droite de la ville de Bordeaux. Juste avant la conférence de presse, le projet avait été présenté au conseil municipal, qui avait été informé à la même heure de la décision prise à Paris par le maire de ne pas se représenter en 1995.

La plupart des conseillers sont sortis de la réunion en ayant conscience d'avoir vécu un événement historique pour Bordeaux.

PIERRE CHERRUAU

En Nouvelle-Calédonie

Conflit entre les indépendantistes et le RPCR

Si les accords de Matignon, signés en juin 1988, ont rétabli en Nouvelle-Calédonie un climat de confiance qui s'avère plus durable que ne l'espèrent ses promoteurs eux-mêmes, la mise en œuvre d'une politique de « rééquilibrage » au profit de la communauté canaque provoque depuis quelques mois de sérieux tiraillements entre les deux principaux signataires locaux de ce compromis, le FLNKS et le RPCR.

Après l'acquisition en novembre par les provinces indépendantistes du Nord et des îles Loyauté du premier complexe hôtelier du territoire (le Monde du 3 novembre), les rapports entre l'Union calédonienne (UC, principale composante du FLNKS) et Jacques Lafleur, député RPR, se sont en effet gravement détériorés. M. Lafleur avait dénoncé cette opération financière comme une « perversion des accords de Matignon ».

Après une courte accalmie, le contentieux vient de rebondir. Mercredi 5 mai, alors que les élus indépendantistes venaient d'assister, la veille aux cérémonies de deuil commémorant l'assassinat de Jean-Marie Tjiboué et de Yeiwené Yeiwené, la commission permanente du Congrès du territoire, contrôlé par le RPCR, décidait de réduire de moitié le produit de la fiscalité sur les jeux qu'il allouerait d'ordinaire les crédits de redistribution au profit des provinces. Le Congrès autorisait en outre la province Sud à prélever la somme restante, soit environ 500 millions de francs CFP (1 CFP = 0,055 FF), à la place du territoire.

La réaction des indépendantistes a été extrêmement vive. Léopold Jorédié et Richard Kalof, présidents respectivement de la province Nord et de la province des îles Loyauté, ont dénoncé, jeudi 6 mai, le « coup de force politique » et le « racket financier » réalisé par le RPCR. Estimant que la nouvelle délibération du Congrès du territoire est « contraire aux dispositions de la loi référendaire » et « remet en cause les acquis et les principes de rééquilibrage mis en œuvre depuis les accords de Matignon », les dirigeants indépendantistes en appellent à l'arbitrage du gouvernement.

FRÉDÉRIC BOBIN

Le journal mensuel de documentation politique après-demain Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques) offre un dossier complet sur :

LA DÉONTOLOGIE DU JOURNALISME

Envoyer 80 F (timbres à 2,80 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

Le Monde

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES-MARS 93

En vente chez votre marchand de journaux

JUSTICE

Les relations entre l'ancien ministre et l'industriel René Trager

La cour d'appel de Rennes estime que des charges pèsent à l'encontre de Georgina Dufoix

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes a estimé, jeudi 6 mai, que des charges pèsent à l'encontre de Georgina Dufoix dans des affaires de corruption remontant à 1985-1988, instruites par le juge Renaud Van Ruymbeke, dans lesquelles était intervenu l'industriel nantais René Trager. En raison du statut de M. Dufoix, ministre des affaires sociales au moment des faits, cette décision ouvre la voie à la procédure de la Haute Cour de justice, seule habilitée à instruire puis, éventuellement, à juger des infractions

reprochées à un ministre dans l'exercice de ses fonctions.

La chambre d'accusation n'a donc pas suivi les réquisitions de l'avocat général qui, le 22 avril, avait estimé que les faits concernant M. Dufoix étaient soit prescrits, soit omis. La chambre d'accusation a, au contraire, estimé que ce débat ne pourrait être tranché qu'à l'issue d'investigations complémentaires, incluant inévitablement l'audition de l'ancien ministre. Jeudi soir, M. Dufoix a annoncé sa démission du poste de délégué générale à la lutte contre la

toxicomanie, qu'elle occupait depuis novembre 1988, afin de « retrouver la liberté de parole ».

La chambre d'accusation a, par ailleurs, désigné le conseiller Renaud Van Ruymbeke pour instruire un dossier relatif au versement, en 1988, d'une commission de 4,4 millions de francs par les Fonderies de Pont-à-Mousson (Meurthe-et-Moselle) pour l'obtention d'un marché d'aménagement de conduites d'eau de la ville de Nantes (Loire-Atlantique), dont la municipalité était alors dirigée par Michel Chaury (RPR).

RENNES

de notre correspondant

Les faits visés concernent, d'une part, une commission de 1,87 million de francs versée lors de l'implantation à Rezé (Loire-Atlantique), en 1985, de la sous-direction des naturalisations et, d'autre part, une commission de 2,1 millions de francs pour la mise en place à Nîmes, en 1986, d'un appareil de radiologie américain d'imagerie à résonance magnétique nucléaire (IRMN). Quarante-huit heures avant l'audience du 22 avril, le garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, avait demandé le renvoi de l'affaire concernant M. Dufoix. Réponse de la chambre d'accusation : « L'offre était en état d'être jugée, il n'y a pas lieu de renvoyer son examen à une date ultérieure, compte tenu du délai pour statuer prévu par l'article 32-1 du nouveau code de procédure pénale ».

La chambre d'accusation a également repoussé la demande de non-lieu formulée par M. Bernard Cahen, défenseur d'Antoine Dufoix. Elle considère en effet que des vérifications bancaires et patrimoniales sont nécessaires dans la mesure où M. Dufoix « a effectué des remises de fonds en espèces sur son compte-n° 001 BNP, de juillet à mars 1986, et qu'il a en outre participé à des acquisitions immobilières en 1983 ». Requalifiant pour l'IRMN les faits d'abus de biens sociaux en corruption, la chambre d'accusation considère « sous réserve des vérifications en cours » comme établis les délits de corruption, complicité ou recel de corruption à l'égard de Michel

Gagneux, Michel Maurice, Antoine Dufoix et René Trager, ce qui ne préjuge en rien de leur responsabilité pénale puisqu'ils seront amenés à faire valoir leurs explications.

La nécessité d'investigations complémentaires

Dans son réquisitoire, le parquet général de Rennes avait requis la prescription et l'amnistie des faits mettant en cause l'ancien ministre des affaires sociales, sans pour autant contester les premiers résultats des investigations de M. Van Ruymbeke. Le procureur général avait ainsi affirmé, en ce qui concerne le rôle de René Trager : « Il apparaît (...) qu'à compter de juin 1983 et jusqu'aux élections législatives de mars 1986 l'essentiel de ses activités de collecteur de fonds à des fins politiques se sont exercées au profit de M. Georgina Dufoix, alors ministre des affaires sociales, dans l'entourage de laquelle il avait été introduit par un conseiller technique, Michel Maurice, devenu très vite son personnel de Trager ».

Faisant référence à des documents saisis et remontant à mars 1986 qui mentionnent « le complément restant dû à Trager », la chambre d'accusation a estimé que « les demandes relatives à la prescription sont prématurées ». Quant au recel, il « ne se prescrit qu'au jour où a cessé la détention frauduleuse », ce qui implique notamment à l'égard de Michel Maurice et Antoine Dufoix « la poursuite des investigations bancaires et patrimoniales en cours ». En effet, sur les quelque 4 millions de francs de commissions occultes, outre les

500 000 francs dont René Trager reconnaît avoir bénéficié, seulement 700 000 francs semblent directement liés au financement de la campagne électorale nîmoise de M. Dufoix, en 1986. D'où, selon la chambre d'accusation, la nécessité « d'investigations complémentaires » sur la destination des fonds avant d'invoquer la loi d'amnistie.

Directement mise en cause par son ancien directeur de cabinet, Michel Gagneux, selon lequel « la décision d'implanter un IRMN Fonar à Nîmes tenait à cœur au ministre », soulignent les magistrats, M. Dufoix ne saurait être entendue « en simple qualité de témoin sans porter atteinte aux droits de la défense », tels qu'ils sont garantis par l'article 105 du code de procédure pénale selon lequel on ne saurait « entendre comme témoins des personnes contre lesquelles il existe des indices graves et concordants de culpabilité ». Les juridictions de droit commun étant incomplètes dans le cas d'un ancien ministre, « a fortiori pour statuer sur la prescription et l'application éventuelle d'une loi d'amnistie », la chambre conclut donc au caractère inévitable de la procédure de Haute Cour.

« Vivre ce qu'on a à vivre »

Elle a par ailleurs confirmé la mission de magistrat instructeur du conseiller Renaud Van Ruymbeke « sur les faits de trafic d'influence aggravé relatif à la perception de commissions lors de la passation du marché de la prise d'eau en Loire-Atlantique, entre la ville de Nantes et la société Pont-à-Mousson » en

La crise du syndicalisme policier

La justice ordonne à Richard Gerbaudi d'abandonner la direction de la FASP

Le juge des référés du tribunal de Paris a donné raison, jeudi 6 mai, aux contestataires de Richard Gerbaudi, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), démis de ses fonctions par une majorité de syndicats de la principale organisation de policiers en tenue et remplacé par Daniel Lavaux (le Monde du 23 avril). Il a en effet donné quarante-huit heures à M. Gerbaudi, qui contestait la légalité de son éviction, pour laisser la place à son successeur.

M. Gerbaudi soutenait qu'il avait saisi la justice afin d'obtenir l'annulation de sa destitution et qu'il ne pouvait donc pas être contraint par le juge des référés de quitter immédiatement son poste. Cette éviction n'était pas définitive. Alain Lacabaratz, vice-président du tribunal de Paris, a au contraire estimé que le conseil d'administration de la FASP du 21 avril, qui a mis fin aux fonctions de M. Gerbaudi et a nommé à sa place M. Lavaux, avait pour l'instant les apparences de la régularité. Il en a conclu que M. Gerbaudi devait cesser « provisoirement d'utiliser le titre de secrétaire général de la FASP et d'exercer les activités correspondant à ce titre, de libérer dans les quarante-huit heures de la signification de cette

décision, les locaux affectés à l'activité de secrétaire général de la FASP, et remettre dans le même délai le matériel et les documents affectés à cette activité ».

Après cette décision qui lui donne gain de cause, M. Lavaux a lancé un appel « à retrouver l'unité », estimant que la décision du tribunal est un « désaveu pour M. Gerbaudi qui doit quitter les locaux de la FASP et leur remettre les clés dès que l'acte de justice lui sera notifié ».

EN BREF

Loi Mini-romanisme à la Curie romaine. — Dans un motu proprio du pape, en date du mardi 4 mai, les deux croyants (créé après le concile Vatican II) et pour la culture (créé en 1982), qui étaient déjà présidés par la même personnalité, le cardinal français Paul Poupard, fusionnent. D'un part, le pape a voulu tenir compte des critiques portant sur l'expression de « non-croyants », surtout depuis l'effondrement des institutions athées dans les anciens pays

La mort du brigadier-chef Michel Fanien suscite une vive émotion dans la police parisienne

La mort du brigadier-chef Michel Fanien, mortellement blessé dans la nuit du mercredi 5 au jeudi 6 mai à Paris par le véhicule d'un jeune Algérien de vingt ans, Miloud Belkhalil, au cours d'un contrôle (le Monde du 7 mai), a suscité une vive émotion dans la police parisienne. Entré dans la police en 1966 et devenu gardien de la paix un an plus tard avant d'être promu brigadier en 1975 puis brigadier-chef en 1987, Michel Fanien, né à Lillers (Pas-de-Calais), était âgé de quarante-huit ans et père de trois enfants. Il avait reçu

la médaille d'honneur de la police française en 1986. Ses obsèques auront lieu, lundi 10 mai à 9 heures, dans la cour d'honneur de la préfecture de police et seront présidées par le ministre de l'intérieur, Charles Pasqua. Michel Fanien est le second policier tué dans l'exercice de ses fonctions depuis le début de l'année.

Dans un message adressé à l'ensemble du personnel de la police parisienne, le préfet de police, Philippe Massoni, a demandé que « soit observée, dans tous les services, pendant cette cérémonie, une minute de recueillement afin qu'il soit ainsi rendu hommage à sa mémoire ». « La mort de ce fonctionnaire de police exemplaire, indique M. Massoni, rappelle à tous les dangers auxquels s'exposent ceux qui se dévouent pour assurer la sécurité de leurs concitoyens. Cette mort, particulièrement ressentie par chacun d'entre nous, doit inspirer un profond respect. Devant cette épreuve qui frappe la préfecture de police, je tiens à vous dire mon émotion et à vous assurer de mon soutien ».

Reçu, jeudi après-midi, par le premier ministre Edouard Balladur, le préfet de police a souligné à sa sortie de l'hôtel Matignon que la mort du brigadier « est un drame qui nous affecte profondément ». « Le premier ministre m'a longuement entendu et interrogé sur le point de savoir comment se sont passés les faits, a-t-il ajouté, sur les conditions d'existence de la famille, et il s'est très vivement et personnellement intéressé à ce drame humain ». Michel Fanien a été promu, à titre posthume, officier de paix principal par le ministre de l'intérieur, tandis que le premier ministre décidait de le citer à l'ordre de la Nation et de le nommer chevalier dans l'ordre de la Légion d'honneur.

QUELLE HISTOIRE !

PAR CLAUDE SARRAUTE

Je ne sais pas si vous la connaissez, cette histoire. Moi, on vient de me la raconter. Elle est bien bonne, vous verrez. Dans le genre humour noir, on fait pas mieux.

C'est un SDF, vous savez un de ces sans domicile fixe, camés chaque année en hiver par les microbes, les caméras — hé ! Toi là, soufève un peu tes cartons qu'on puisse te prendre en gros plan, — un de ces clochards bien de chez nous, ils sont français à 87 %, oubliés au premier redoux. Il a trente-deux ans, il en paraît cinquante-dix, cet ancien ébéniste. Malgré comme un clou, Alcool à fond la caisse. Epileptique per-

dessus le marché. Sa pension d'invalidité, il se la fait piquer régulièrement. Et il n'arrête pas de tomber. Sur le bitume, pas sur la moquette. Alors, il se casse.

Ce coup-là, c'est un pied. On l'embarque au service des urgences d'un hôpital. On le platre vite fait, mal fait. Et on le ramène à la rue, sans béquilles, sans médicaments, sans rien. Ah, si ! Un conseil : Allez donc vous faire voir ailleurs ! Où ça ? A la mission France de Médecins sans

non ? Cochez la bonne réponse. Si c'est la mauvaise, elle vous suivra jusque dans le cabinet du médecin. Il est en train de vous examiner. Sa secrétaire entre, lui fourre la mention « sans couverture » sous le nez et il vous dit de vous réhabiliter.

C'est une convocation en forme de facture : Vous avez formulé une demande d'aide médicale pour un séjour à l'hôpital du tant au tant... Si la commission ne vous a pas donné son accord dans un

Malades, vos papiers !



frontières. L'adresse ? Elle est affichée là, dans le couloir. C'est à Saint-Denis.

— Il nous est arrivé trois semaines après, à cloche-pied, le platre défoncé, l'arcade sourcilière en compote, il s'était encore fait aggraver, entre-temps... Dans un état, je vous dis pas !

Das cas comme celui-là, le docteur Noëlle Lasne, une adorable jeune femme blonde, à la fois ronde et carrée, en a plein ses dossiers. Je vous passe ceux de tous ces immigrés, de tous ces réfugiés qu'on accuse de venir piquer nos bouillottes et nos lits dans les hôpitaux. Ramenez, ça, ils ne risquent pas trop, vu qu'avant de vous y mettre au lit, souvent même avant de jeter un œil sur une fracture demandez vos papiers, l'Assistance qu'on dit publique. Et si vous n'en avez pas, vous aurez beau être marseillais, parisien, lyonnais ou lillois de vieille souche, c'est le porte ! C'est pas parce qu'on est un des sept pays les plus riches du monde qu'on va s'amuser à sauver la vie d'un citoyen qui se permet de ne pas être en règle avec l'administration ! Qu'il crève !

Tenez, l'autre jour encore, j'appelle une interne : Pour-quoi vous avez refusé d'examiner mon meledé ? Vous n'avez pas lu ma lettre ? C'est une pleurésie tuberculeuse. Et elle me répond, stupéfaite : Mais, je ne pouvais pas, voyons, il n'avait pas sa carte !

C'est qu'on doit montrer son passeport là, maintenant, pour franchir les invisibles, les électives frontières de la santé. Un passeport avec un numéro, celui de le Sécu. Ou la preuve qu'on y a droit. Les trois dernières fiches de paye ou le talon de versement des ASSEDIC. Si on n'a ni l'un ni l'autre, papiers négligés,

déjà de deux mois à compter de cette date, nous serons contraints de vous réclamer la somme de 24 567 F. C'est des commandements à payer. C'est des menaces de saisie-arrêt. Sur quoi, on a demandé, sur une poussette, sur un banc de square ?

— Il n'est pas près d'y aller, là, à l'hôpital, le clochard que je vois débarquer ici, ivre mort. Déjà qu'il a horreur de montrer son corps méthyrisé... Il met deux plombes à se déloger, il rate la chaise, il mélange ses antécédents médicaux. Et il présente tous les stigmates de la pauvreté : gale surinfectée à force de se gratter, paronerie entaillée avec un couvercle de boîte de conserve, brûlures chopées en soudant un truc sur un réchaud marseillais.

Et cette jeune femme, elle vit dans un squat sans eau, sans électricité, opère la veille d'un ébène, et renvoyée chez elle avec un trou béant au cou, l'hôpital aurait pu la garder, non ? Non. Ses parents, une infirmière diplômée peut les lui faire à domicile !

— Ban, tiens ! Seulement qu'ils ne comptent plus sur nous pour jouer les poubelles... Pardon, madame, c'est bien chez vous, les déchets, les laissés-pour-compte ? On refuse de plus en plus de monde, faute de place, faute de temps. Mais il n'est pas question de s'agrandir, d'ouvrir d'autres centres. L'hôpital fait courir un danger de mort aux plus démunis en refusant de respecter la loi. C'est pas à nous de le couvrir. Alors, alors, faut pas dramatiser ! Ils sont pas tellement à plaindre, ces petits vermis. Entre l'abbé Pierre, l'Armée du salut et les toubibs bénévoles, on s'occupe d'eux comme si c'étaient des Somaliens. Reste plus qu'à leur distribuer du riz.

ESPRIT

Nouvelles questions du féminisme

Mai 1993

Leçons du procès de Grenoble

Joël Roman

Le numéro : 78,00 FF - Abonnement 1 an (10 numéros) : 530 FF 212, rue Saint-Martin, 75003 PARIS - Tél. : 4804 08 33

CULTURE

DANSE

Autoportrait de l'artiste en loup

Bernardo Montet tente l'exorcisme du mal et de la douleur



LES YANOR

« Au crépuscule, ni pluie ni vent. »

AU CRÉPUSCULE, NI PLUIE, NI VENT

de la Ferme du Buisson

Le solo est un autoportrait qui ne dit pas son nom. Bernardo Montet, fils d'une Vietnamiennne et d'un Guyanais, laisse surgir avec fracas dans *Au crépuscule, ni pluie, ni vent* ce qui constitue son âme de métis. Elevé au Tchad, formé à l'école de Béjart, danseur chez Dominique Bagouet, puis chez François Verret, il partage, depuis 1983, le destin artistique de la chorégraphe Catherine Diverès.

On attend beaucoup de Bernardo Montet, parce qu'il est un interprète hors pair. Musculaire ramassée, traits égyptiques, yeux d'un bleu de glacier, il se tient à l'affût, toujours au bord de l'attaque. Et c'est en chasseur qu'il débouche son passé afro-asiatique. La couleur est annoncée dans les premières minutes : des marches circulaires rythmées par le son des clochettes évoquent la sérénité orientale, des franges de tambour à réveiller les morts convoquent l'Afrique et sa magie.

Passons sur ce qui nous a paru une longue introduction où le chorégraphe expose son savoir-faire de danseur et son tempérament très peu tempéré. Violence entachée d'un certain maniérisme, longues obliques franches à hautes enjambées, les mains bien à plat sur les cuisses. Terrien et voltigeur, Bernardo fait du Montet.

Quand il décide de tomber le masque, d'allumer ses bougies, d'entrer dans le royaume des morts et des vivants, de se faire moins autant que chaman, d'accepter la multiplicité qui l'habite, d'épaissir sa révolte ou de la faire hurler, supplanté dans un carcan de barbares, il nous emporte par la force de sa douleur et de sa colère. Il se roule à terre, la bouche collée au sol, il avance face au public, les jambes flagellantes, les bras minaudant au-dessus de la tête. Fatale ambiguïté d'un monde où l'insupportable

vacarme des hélicoptères onéantit l'harmonie, la musique, le chant des oiseaux.

Point culminant d'*Au crépuscule, ni pluie, ni vent* : une danse de loup. Le blanc et le noir, Montet et son double. Qu'importe la couleur, l'homme est un loup pour l'homme. Au final, le chorégraphe range ses accessoires, et, tel le sorcier venu expulser les démons, il s'éloigne, vidé, à pas lents, dans la nuit du plateau.

Bernardo Montet est un dévoreur d'espace. L'immensité de la scène de la Ferme du Buisson se reforme parfois, sur lui comme un piège. Il pourrait, ce se déplaçant moins, mieux montrer le cheval fou qui est en lui. Laisser davantage parler sa douceur, sa langue détonante. A propos, le loup n'est-il pas aussi le nom donné à ce desmasque de velours noir censé dissimuler le visage ?

Ce solo est la seconde œuvre présentée dans le cadre d'une série intitulée curieusement *Donnes d'ami*. La manifestation, conçue par Anita Mathieu, a débuté avec *Factory*, d'Hervé Robbe, dans une scénographie de Richard Descon - la pièce sera, cet été, au Festival de Châteaufort. Parallèlement, une exposition a lieu au Centre d'art contemporain : *Transpositions, hypothèses sur le mouvement*. Captivante et humoristique installation vidéo de l'Américaine Judith Barry sur le thème de la face cachée et du relief.

DOMINIQUE FRÉTARD

► *Donnes d'ami* : le 8 mai, 21 heures. Schmid et Parnette, Joao Fiadello, Angela Margarit, pièces de 85 à 100 F. Projection de films de 18 h. Entrée gratuite. *Transpositions*, jusqu'au 28 juin, entrée gratuite. Catalogue : 100 F. Tél. : 64-62-77-77. Ferme du Buisson, allée de la Ferme, 77437 Noisiel. RER : Noisiel-Luzard, direction Merno-in-Vallée. « Devenir métis » est le thème des *Cahiers du regard* du mois d'avril, 128 p., 90 F.

CINÉMA

Le rap et le blues

Entre Los Angeles et l'Arkansas, une balade violente et digne

UN FAUX MOUVEMENT

de Carl Franklin

Tout commence par un trompe-l'œil. Dans un pavillon d'une banlieue de Los Angeles, une famille heureuse fête un anniversaire. On se croirait dans une version bno marché du *Cosby Show*. Mais cette banlieue, c'est South Central ou son équivalent à l'autre bout de la ville, et cette famille vend de la cocaïne pour s'acheter son caméscope, sa voiture et ses surgelés. Irruption d'un trio de malfaiteurs. Fantasia (Cyndi Williams), Pluto (Michael Beach) et Roy (Billy Bob Thornton) - qui s'emparent de la recette et du stock dans un bain de sang, avant de quitter la ville.

Cette exposition, brutale jusqu'à l'insupportable, mais bonne dans son refus des manipulations habituelles de l'exercice, lance *Un faux mouvement* sur une multitude de trajectoires entrecroisées, qui forment au bout du compte un film remarquable. Fantasia et Pluto sont noirs, Ray est blanc. Fantasia

et Ray sont nés à Star-City, un petit village de l'Arkansas, Pluto vient de Chicago. Deux policiers de Los Angeles, un Blanc et un Noir, partent pour Star-City dans l'espoir que le trio viendra y chercher refuge. Les films de la ville concluent une alliance sans confiance avec le shérif de la campagne, Dale Dixon (Bill Paxton), qui ne se sent plus de joie à l'idée d'interpellier quelques bandits de haut vol.

Carl Franklin revendique ici son premier vrai travail de metteur en scène, même s'il eût auparavant réalisé trois films pour Roger Corman, le roi de la série B et des économies de bout de chandelle. Il conduit de main de maître l'alternance entre la cavale des trois malfaiteurs et l'attente des policiers. Alors que le procédé casse souvent un film en deux, Franklin impose un ton qui réunit Pluto, monstre urbain sorti d'un rap de Ice T, et Dale Dixon, faux noir sudiste venu d'un pays ou le country et le blues se distinguent à peine l'un de l'autre.

Discretement, efficacement, le réalisateur joue sur les effets de perspective : entre Los Angeles et l'Arkansas (le plus pauvre des États du Sud, avec le Mississippi, et celui qui s'est accablé le plus longtemps à la ségrégation), la route et le monde clos de la petite ville, le présent et le passé. Il suffit que le policier noir dise « Je mangeais des choses comme ça quand j'étais enfant », en se précipitant sur la cuisine sudiste de la femme du shérif, et l'on s'aperçoit que tous les personnages viennent du même endroit, mais que le monde comme il va a séparé leurs chemins.

Le scénario de Billy Bob Thornton (également interprète de Ray, le tueur blanc) dresse avec une netteté admirable la carte de ces vies qui se croisent, s'éloignent sans jamais se séparer tout à fait. Les acteurs donnent à ce monde une vie, une humanité que généralement on refuse aussi bien aux films qu'aux bandits. Parce que le scénario lui fait la part belle, parce qu'elle est belle, et surtout

d'une limpidité et d'une justesse absolues, Cyndi Williams fixe les regards dès qu'elle est à l'écran. A côté d'elle, les hommes font un travail remarquable, tournant chacun autour du stéréotype que pourrait imposer leur rôle (le sudiste à la gâchette facile, le flic blanc et technocrate...) sans jamais y adhérer tout à fait.

Pourtant, le film ne laisserait pas une impression aussi forte, aussi durable, si Carl Franklin ne lui avait imprimé un rythme qui, simultanément, respecte les règles du suspense et ménage de longues plages de réflexion ou d'émotion. Ce bel ensemble se désunit un moment, quand il faut mener le récit à son inévitable conclusion. Les cadrages se font baroques, la musique envahissante. Mais Franklin retrouve sa grâce pour filmer une dernière scène, d'un optimisme tenu et déchirant. *Un faux mouvement* ne méritait pas moins.

THOMAS SOTINEL

Trop beau miroir

LA DIFFÉRENCE

de Robert Mendel

Dans *Gentleman's Agreement*, d'Elia Kazan (1948), Gregory Peck incarnait un journaliste qui, se faisant passer pour juif, découvrait l'antisémitisme aux États-Unis. Situé en milieu étudiant dans les années 30, *School Ties* est une variation sur le même thème. Footballer émérite, David Greene (Brendan Fraser, excellent), jeune juif issu de milieu ouvrier en Pennsylvanie, est admis dans une de ces grandes universités (Harvard, Yale ou Princeton) qui « forcent l'élite de demain ». En principe (facile), on s'y accepte pas les juifs. Mais ça fait si longtemps que l'équipe de football n'a pas remporté de match... Taisant ses origines, Greene découvre le racisme quotidien sous ses formes les plus insidieuses.

Le film en présente toute une série de facettes, certaines « à visage humain ». Fasciné actif ou inconscience passive (toujours poète), il montre bien comment le racisme se transmet, presque automatiquement, par l'éducation, à l'école ou à la maison, au même titre que les bonnes manières. Nombre d'étudiants, dans le film, finiront par s'en rendre compte. Facile et bien écrit, *La différence* souffre pourtant d'un grave travers. En faisant de son héros un paragon de perfection, travailleur acharné, garçon sensible, étudiant remarquable, superbe footballer - beau, ou plus, comme un Keeney -, Robert Mendel affaiblit son inattaquable démonstration.

HENRI BÉHAR

Soleil couchant

ROULEZ JEUNESSE!

de Jacques Fausten

Dans une petite ville du midi de la France, Julien (Grégoire Colin) et son copain black, Mann (Youssouf Diawara), adolescents des HLM de banlieue, ratent un hold-up foireux et, poursuivis par les gendarmes, investissent une maison de retraite. Après une prise d'otages dérisoire, ils se font embarquer. Les vieux et les vieilles, l'émotion passée, veulent savoir pourquoi ces deux gamins ont fait ce qu'ils ont fait, et ce qui va leur arriver.

Le plus coriace, Michel (Jean Carmet), mène une enquête cavalière, puis accepte l'aide de Jean (Daniel Gelin), pensionnaire récemment arrivé et qui n'a pas tout à fait rompu avec le monde. Quelques femmes s'en mêlent. Deux univers qui auraient dû s'ignorer vont se cogner l'un à l'autre, apprendre à se connaître.

Comédie allègre

C'est une histoire toute simple, qui aurait pu être édifiante et qui, heureusement, ce l'est pas. Comme ses personnages, Jacques Fausten aime à composer l'histoire sur un est vote à la solitude lorsqu'on a vingt ans ou presque et lorsqu'on a atteint le troisième âge. De la géné-

ration intermédiaire - les adultes - il n'a retenu que des silhouettes et les gardiens de l'ordre de la « maison des vieux » dont Jacques Bonaldi, excellent, inénarrable en proposés aux loisirs des papys et des mamies, comme il le dit tout le temps.

Sur un rythme de comédie allègre, les retraités jouent les vicieux terribles, retrouvent un semblant de jeunesse en s'occupant des enfants des autres et, finalement, embrouillent tout. Meis, comme dans *la fracture du myocarde*, son film sur l'enfance, Jacques Fausten glisse des onces dans la fantaisie, change peu à peu de ton. Sans aller jusqu'au drame, il donne de la gravité à sa fable, et aussi de la tendresse grâce à Blanchette Brunoy qui, dans la cavale de la deuxième partie, devient la figure dominante, mi-amoureuse, mi-maternelle.

Si bien que cette œuvre où les jeunes acteurs se distinguent (auprès des garçons, Sarah Bernhardt en fille révoltée) où Carmet est formidable de bout en bout et Daniel Gelin inattendu, devient un hymne à tous ces interprètes qui ont tant et si longtemps donné au cinéma français, Blanchette Brunoy, doct, et Jany Holt, Maurice Baquet, Madeleine Barbeau, Grégoire Casades...

JACQUES SICLIER

Mosaïque du Caire

MENDIANTS ET ORGUEILLEUX

d'Asma El Bakri

Tres loin vers l'ouest, une tragédie s'achève : l'Allemagne d'Hitler vient de se rendre. Encore plus loin vers l'est, un dernier drame se prépare : la bombe va être lâchée sur Hiroshima. Ici, dans un faubourg populaire du Caire, nul grand théâtre de l'Histoire, mais les tréteaux de la tragédie quotidienne, plantés au coin des ruelles, dans les salons des bordels et la pénombre des mansardes.

Adaptant, pour son premier film, le roman homonyme d'Albert Coquery, la réalisatrice trouve naturellement le ton, chaleureux et truculent, pour croquer en vitesse vagabond philosophe et poète déprimé, flic désabusé et révolutionnaire de bistrot, maquerelle et innocent. Plutôt qu'un récit

linéaire, *Mendiants et orgueilleux* est une mosaïque de scènes humoristiques, cruelles ou sensuelles, un coup de chapeau à la ville et à ses habitants, un gai traité de survie, sans illusion mais sans cynisme.

Les films construits selon ce système courent le risque de la dispersion : danger évité par Asma El Bakri, en installant aux points cardinaux de l'écran les grandes bordures de la planète. Elle en retrouve les échos de folie et de mort, à l'échelle de son petit bout de lorgnette : un crime a été commis (et une enquête sort de repère, sinon de fil conducteur), la brutalité policière, la misère absurde, la soumission myope ou la révolte sans avenir relèvent, dans les mille éclats de ce portrait en miettes, mais souriant et chatoyant, les malheurs du monde.

JEAN-MICHEL FRODON

Insignifiance

OPPOSITE SEX

de Matthew Meshehoff

Cette petite chose aurait pu s'appeler *Quand Harry ment à Solly*. Ou *Sexe, rencontre et cinéma*. Mais, tout en admettant qu'*Opposite Sex* est entièrement constitué d'idées ou de morceaux de scénario déjà exploités, ce serait faire croire qu'il s'agit de cinéma, à l'exemple des modèles auxquels on faisait allusion plus haut.

Or cette incursion humoristique et sentimentale dans la vie de quatre jeunes Bostoniens (rien à voir avec Henry James, mais il fallait bien tourner la petite chose quel-

que part) relève bien de la télévision et même des formes les plus médiocres qui y ont cours (par exemple, *Opposite Sex* est beaucoup moins bien filmé que *Beverly Hills*, qui passe en ce moment sur TF 1). On peut éventuellement transformer ce moment insignifiant en jeu de société. Il faudrait alors relier chaque scène à son modèle. Le stade de baseball, c'est *Quand Harry...* Le dialogue des deux copains (le joli garçon et le gros vulgaire), c'est *A propos d'hier soir...* Un passe-temps comme un autre, mais ce n'est toujours pas du cinéma.

T. S.

V.O. PARNASSIENS • REFLET REPUBLIC • L'UTOPIA

MENDIANTS & ORGUEILLEUX



CINEMA MEDITERRANEE

Montpellier

Prix de la Critique du Nouvel Observateur

Prix C.I.C.A.E.

Prix du Public

Prix du Jeune Public

BIENNALE DU CINEMA ARABE, PARIS

Prix du Meilleur Premier Film

FESTIVAL DE CINEMA DE RENNES "TRAVELLING"

Prix du Jury

UN FILM DE ASMA EL BAKRI

D'APRES LE ROMAN D'ALBERT COQUERY

ANTIQUITES BROCANTE

du 6 au 16 MAI

Nocturnes JEUDIS 6 et 13 MAI

PLACE de la BASTILLE

JOURNÉE MARCHANDE MERCREDI 5 MAI à partir de 8 h

350 MARCHANDS Présents d'EXPERTS

RENSEIGNEMENTS : BROCANTE BASTILLE 2 bis, rue Jean Béraud, Paris 13^e Tél. : (1) 48.37.40

CULTURE

MUSIQUES

Tambours voyageurs

La troupe japonaise d'Amano Sen swingue comme en 40

Amano Sen n'a pas exclu l'humour de ses préoccupations. Il n'a pas non plus balayé les larmes du jazz américain et des rythmes afro-cubains de sa mémoire de percussionniste japonais. Tout cela produit un effet charmant. Sur la scène du Théâtre du Rond-Point, où se déroule le cycle Japon 93 (*Le Monde* du 4 mai 1993), les dix tambourinaires (dont une femme) de la troupe Amano Sen et Arahon s'amusent à reconstruire le puzzle d'une identité oïponne parfois chaotique. On ne peut pas nier l'apport de la finesse inventée par des percussionnistes qui savent imiter, prendre la distance nécessaire à une bonne digestion des influences extérieures. Mais, entre-temps, ils se sont envolés.

Minis rivés au contenu rituel, et par conséquent moins fidèles à une imagerie déjà constituée du Japon traditionnel, que leurs confrères des groupes de tambours Kodo et Ondekoza, ceux-ci font une promenade à travers les rythmes marquant du site. Plus diaboliquement japonais dans la dernière partie du spectacle — position de frappe guerrière, cris en rapport, usage des énormes *daiko* (tambours) que des hommes masqués chevauchent, — ils cohèrent d'entrée un univers somme toute très africain grâce aux acquis des campagnes profondes de l'Empire du Soleil-Levant. On perd en intensité, mais on gagne énormément en fraîcheur.

A une trentaine de tambours enroulés ou cloutés, se mêlent un incroyable hric-à-brac, où l'on

retrouve de très occidentales cymbales. Quel swing! La Bête d'Amano Sen, petite, taillée dans un fin roseau, trébuche, tresse un fil mélodique, sans pourtant troubler l'ordre historique : au commencement était la pluie et le tonnerre, puis vint Art Blakey.

Amano Sen, le chef d'orchestre et créateur de l'ensemble il y a aujourd'hui vingt ans, est un virtuose. Il fait la complète démonstration de ses talents vers la fin du spectacle (deux heures environ, sans grande possibilité d'arrêt) à l'aide d'un petit instrument en laiton, genre plat à encens, sur lequel il navigue avec une fougue peu commune pendant de longues minutes, jusqu'à épuisement.

Les ensembles de tambours, les *wadato*, servaient dans le Japon ancien à appeler la pluie. Amano Sen et son ensemble ont composé des pièces pour percussion qui louent les vertus et les forces de la nature, du cosmos, du printemps, des puissances occultes. Musicalement, c'est un immense hommage aux musiques afro-américaines que rendent Amano Sen et Arahon : qui mieux que ces rythmes de cha-cha et de be-bop e su courir des imaginaires culturellement aussi lointains?

VÉRONIQUE MORTAIGNE

► Le 7 mai, à 20 h 30, Grande Salle, Théâtre Renaud-Barraut, 2 bis, avenue Franklin-Roosevelt. Tél. : (1) 42-56-85-89. A Angoulême, au Festival des musiques métisses, le 18 mai à 18 heures. Tél. : 45-95-43-42.

► Sursis pour Les Trottoirs de Buenos-Aires. — Le tribunal de commerce de Paris a accordé un délai de deux mois aux Trottoirs de Buenos-Aires, mis en liquidation judiciaire le 25 février dernier. Si sa directrice, Sylvia Uzun, parvient à redresser la situation, la vie de ce café-concert parisien initialement consacré au tango et à ses dérivés pourra se poursuivre. Situé dans le quartier des Halles à Paris, Les Trottoirs de Buenos-Aires ont accueilli les plus grands musiciens de la cité sud-américaine. Expérience unique en son genre, tenue à bout de bras par une équipe de passionnés, la programmation des Trottoirs n'a jamais cédé à la facilité.

Pour assurer la survie du lieu, une ouverture vers d'autres lieux n'est pas exclue. A preuve, l'inscription à l'affiche des Trottoirs du Français Fred de Fred, juste avant le spectacle de l'Argentine Estela Kainer.

► Fred de Fred, du 6 au 15 mai, 20 heures. 60 F. Estela Kainer, 22 h 30. 60 F. Relâche dimanche et lundi. Duo de guitares Ricardo Moyano et Gilberto Gancedo, le vendredi et le samedi à 0 h 30. Bal tango tous les dimanches à 21 heures, tous les mardis à 22 h 30, 700 F. 37, rue des Lombards. Tél. : 40-28-28-58.

WEEK-END D'UN CHINEUR

Des automates aux androïdes

Moins vrais que nature, mais néanmoins troublants, les automates expriment un des vœux de l'humanité. Au cours du dix-neuvième siècle, les androïdes — se multipliant sous les formes les plus diverses, masculines ou féminines : acrobates, musiciens, Pierrot, fumeurs, magiciens, danseurs, vendeurs, nourrices, tricoteuses...

Régulièrement proposés en vente, leurs prix varient entre 20 000 et 200 000 francs suivant la complexité du mécanisme, la rareté, la beauté de la tête, des mains, des vêtements, les dimensions et l'état de conservation. Les restaurations d'usage sont admises, mais des habits neufs diminuent les prix d'environ 30 %. Une vingtaine d'androïdes sont proposés à la Galerie de Chertres, samedi. De la fin du dix-neuvième siècle, ils se distinguent par un état de fraîcheur rare, certains quasiment neufs, tous dans leurs vêtements d'origine, et signés de fabricants réputés : Dacamps, Lambert, Vichy, Bontemps. La servante russe de Lambert sert le thé en musique (h. 53 cm, estimée 25 000/35 000 F), le Pierrot à moue triste joue de la mandoline en s'accompagnant de mouvements de la tête et des yeux (Lambert, estimée 25 000/40 000 F). A signaler, deux têtes de Pierrot de la deuxième génération d'automates à mécanisme électrique, vers 1920-1930, estimées 15 000/20 000 F. Enfin, les curieux peuvent actuellement visiter une belle exposition d'automates à Bagatelle jusqu'au 30 juillet.

CATHERINE BEDEL

Ici et là

Ile-de-France

► Samedi 8 mai
Chartres, 14 h : poupées, automates, jouets ; Corbeil, 14 h : Art d'Asie ; Montfort-L'Amaury, 15 h : mobilier, objets d'art.

► Dimanche 9 mai
Chartres, 13 h 30 : poupées, accessoires, peluche ; L'Isle-Adam, 14 h 30 : tableaux modernes, mobilier ; Montfort-L'Amaury, 10 h : tableaux régionaux ; Sceaux, 10 h : objets d'art ; Sens, 14 h 30 : tableaux modernes ; Verrières, 14 h 30 : tableaux modernes.

Plus loin

► Samedi 8 mai
Alençon, 14 h 30 : art primitif, archéologie ; Arles, 15 h : livres, gravures ; Bayeux, 14 h : livres, photographes ; Bourges, 14 h 30 : tableaux modernes ; Evreux, 14 h 30 : locomotion,

voyage ; Limoges, 14 h 30, mobilier, objets d'art ; Marseille (Prado), 14 h 30 : mobilier, tableaux.

► Dimanche 9 mai
Annemay, 10 h : argenterie, bijoux ; 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Avrenches, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Bayeux, 14 h : marines, franc-maçonnerie ; Calais, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Clamecy, 14 h 30 : art d'Asie ; Douai, 15 h : bijoux, tapis ; Honfleur, 14 h 30 : cannes ; Marseille (Prado), 14 h 30 : Orient, extrême-Orient ; Nancy, mobilier, tableaux ; Rouen, 14 h 30 : art populaire, mobilier régional.

Foires et salons

Paris-Bastille, Paris-Porte de Versailles, Enghien, Nancy, Orléans, Chateauguyon, Caestre, Lanester, Brière-le-Canal.

Boulez néoclassique

Deux orchestres dirigés successivement dans un programme étonnant Mais pourquoi tant de hargne ?

PIERRE BOULEZ, LE PHILHARMONIA ET L'INTERCONTEMPORAIN ou Châtelet

Le premier livre important sur Pierre Boulez fut celui d'Antoine Goléa à la fin des années 50 (1). L'ouvrage s'ouvre sur cette anecdote : premiers cocorots de musique vivante dans la France libérée de 1945. Au programme de l'Orchestre national, l'œuvre intégrale pour orchestre de Stravinsky aux Champs-Élysées. Chaque jeudi, une salle pleine à craquer. Et un soir, écartent des huées. Qui étaient ces perturbateurs ? Un quartet de jeunes compositeurs, tous inscrits à la classe d'analyse d'Olivier Messiaen au Conservatoire de Paris. Un certain Pierre Boulez jouait les incantations. Pourquoi tant de hargne ? « Pour protester contre les œuvres néoclassiques de Stravinsky. »

Au soir du mercredi 5 mai, Pierre Boulez dirigeait au Châtelet, au pupitre de l'Ensemble InterContemporain, *Pulcinella* de Stravinsky, ballet pour trois chanteurs et petite formation instrumentale créé par les Ballets russes en 1920, « décalque » de pièces attribuées à

tort ou à raison à Pergolèse, acte de naissance officiel du néoclassicisme dans l'œuvre de l'auteur du *Sacre*. Pourquoi s'en étonner ? Erato possède à son catalogue cette même *Pulcinella* enregistrée en 1982 par le même Pierre Boulez à la tête du même Ensemble InterContemporain. L'« o » a passé depuis longtemps sous les ponts de la contestation.

Pulcinella est une musique canaille qu'il faut jouer très juste pour qu'elle sonne faux. Ainsi apparaît-elle déglutée à sonhait sous ses allures Grand Siècle. Le violon et le violoncelle solo de l'InterContemporain jouaient l'autre soir faux pour de vrai : l'encastrement devenait douteux. *Pulcinella*, au lieu de cracher son veau, avait la bosse de Polichinelle et les glissandos de trombone, l'humour nécessaire à cette comédie d'art revisitée.

Cocorot à deux orchestres, annuait le Châtelet. Entendez que l'InterContemporain jouait après l'opéra, et que le Philharmonia de Londres le précédait en première partie. On se se précipitera pas, faute de référence, et en

raison de notre ignorance, sur la qualité d'exécution de la *Musique d'accompagnement pour une scène de film* op. 34 de Schoenberg : cette bande-son d'un film expressionniste imaginaire est si rarement donnée ! Toujours confiées à l'Orchestre Philharmonia, les *Antiphones* d'Harrison Birtwistle, compositeur britannique né en 1934, étaient une création.

Un grand orchestre le plus souvent tonitruant semble s'y acharner à couvrir un piano. Celui-ci se défend bec et ongles contre ces incessantes agressions. On entendit la belle Joanna Mc Gregor (la pianiste qui monte de l'autre côté du Châtelet) donner le premier accord et clavier pianissimo les trente dernières secondes de sa partition. Pour le reste, on la vit gesticuler, sans l'écouter ou à peu près. L'Orchestre Philharmonia, vigoureusement mené par Boulez, avait doco triomphé par K-O. Mais pourquoi tant de hargne ?

ANNE REY

(1) Antoine Goléa : *Rencontres avec Pierre Boulez*, Julliard, 1958.

La retraite de Prince

L'annonce par le chanteur américain Prince, le 27 avril dernier, de sa prochaine retraite continue de susciter des interrogations dans les milieux de l'industrie du disque. Alors qu'un contrat dont les revenus sont estimés à 100 millions de dollars le lie au groupe Warner, Prince a affirmé qu'il n'enregistrerait plus à l'avenir et se consacrerait à des médias alternatifs.

Il faut sans doute voir dans cette attitude une réaction aux critiques qui ont accueilli les derniers albums du chanteur. Favorables ou défavorables, elles s'accroissent généralement pour estimer que Prince avait perdu sa position d'innovateur. D'autre part, selon l'hebdomadaire professionnel américain *Billboard*, Warner Music estimait que la production du chanteur (un album par an en moyenne depuis quinze ans) était excessive pour un marché qui suit un rythme plus ralenti et accueillait favorablement une décision qui, comme bien des retraites du show-business, risque de n'être que provisoire.

T. S.

DU 6 AU 17 MAI

DE L'AUDACE TOUJOURS DE L'AUDACE ENCORE DE L'AUDACE



10 AX Audace à gagner 10 jours d'audace chez CITROËN

Audace sur les prix

AX AUDACE 3 portes pour 49 900 F. De série : boîte 5 vitesses, vitres teintées, pneus extra larges

Audace sur les équipements

Pour 200 F de plus seulement, une CITROËN AX équipée d'un toit ouvrant ou d'un autoradio (3)

Audace sur les reprises

Pour tout achat d'une CITROËN AX neuve hors séries spéciales reprise 6 000 F minimum ou Argus + 6 000 F (1)

Audace sur le rêve

10 AX AUDACE 3 portes - 5 séjours dans une villa paradisiaque à gagner et un guide touristique à gagner pour chaque visiteur (4)

Audace sur le financement

9,9% pendant 12 mois (2)

CHEZ CITROËN L'AUDACE VOUS RÉUSSIT



(1) CITROËN reprend votre véhicule 6000 F TTC minimum quel que soit son état ou ses conditions Argus* + 6000 F. Offre valable dans les points de vente effectuant l'opération et réservée aux particuliers, pour tout achat d'une CITROËN AX neuve AM 92 hors séries spéciales, d'une cylindrée égale ou supérieure au véhicule possédé, commandée durant l'opération, livrée et immatriculée avant le 30 juin 1993, dans la limite des stocks disponibles. *Valeur de reprise au cours moyen de l'Argus du jour en fonction du kilométrage, déduite des frais de remise à l'état standard et de 15 % de frais et charges professionnelles. (Offre non cumulable avec d'autres offres promotionnelles.)

(2) Exemple pour un crédit de 20 000 F au taux effectif global de 9,9% après un apport de 30%, 1^{re} échéance à 30 jours, 12 mensualités de 1 757,39 F hors assurance facultative. Coût total du crédit 10 888,88 F. Cette offre est valable du 6 au 17 mai 1993 sur l'ensemble des véhicules neufs de la gamme VP avec réserve d'acceptation du dossier par Citicredit et pour un crédit minimum de 20 000 F.

(3) 200 F à ajouter au prix du tarif en vigueur le 4 janvier 93, hors séries spéciales (offres non cumulables entre elles ou avec d'autres offres promotionnelles).

(4) Jeu gratuit dont le règlement complet est déposé chez Maître LELI, huissier de justice, 16, rue du Pont-Neuf à Paris. Ce règlement est affiché dans les points de vente CITROËN annonçant l'opération, chez laquelle 3 jours être consulté.

ÉCONOMIE

• La Monde • Samedi 8 mai 1993 15

BILLET

Marasme allemand

Quelle est la gravité de la situation économique en Allemagne ? Peut-on attendre, si la récession se creuse, une baisse plus rapide des taux d'intérêt de la Bundesbank et, partant de là, la poursuite de l'allègement en Europe ? Les commandes à l'industrie manufacturière en Allemagne de l'Ouest ont chuté de 2,9 % entre février et mars. Dans leur rapport de printemps, les six principaux instituts économiques allemands prévoient cette année une chute de 2 % du produit national brut (le *Monda* du 5 mai). S'ils refusent un « pessimisme fondamental », ils critiquent la Bundesbank pour n'avoir pas su tirer à temps la conclusion nécessaire. A maintenir trop longtemps son austérité, la banque centrale a aggravé la dépression, sans grand bénéfice, d'ailleurs, pour la lutte contre l'inflation. Depuis le début de l'année, finalement, les taux directeurs ont été abaissés à plusieurs reprises. Mais, jeudi 6 mai, les gouverneurs de l'institut d'émission ont choisi de ne pas modifier le crédit. La récession impose, selon les conjoncturistes allemands, une baisse « énergique » des taux d'intérêt. Les sociaux-démocrates et les syndicats approuvent. Les chefs d'entreprise jugent, pour leur part, les conjoncturistes encore trop optimistes : les carnets de commandes dégringolent et la détérioration de leurs comptes les poussent à évoquer une crise plus « structurelle » de l'économie allemande. Coûts trop lourds, charges trop fortes, impôts trop menaçants, les industriels voient l'avenir en gris. Ils déconseillent pourtant de baisser d'intérêt à long terme, historiquement bas (8,5 %), comme ne cesse de s'en féliciter la Bundesbank. « Les faucons deviennent colombes », a récemment relevé Helmut Schlesinger, le président de la Bundesbank, soulignant peut-être par là que la majorité au sein de son conseil central a basculé en faveur d'une politique plus souple. Mais la cible des industriels n'est pas tant la banque centrale que les syndicats et le gouvernement. Car l'ampleur des déficits publics assombrit l'horizon. Les patrons, les instituts économiques, comme d'ailleurs la Bundesbank, désignent en commun le responsable : Bonn. On avait cru les dossiers de la sécurité sociale et du pacte de solidarité fermés. Les deux sont rouverts, les discussions sans fin sur les économies nécessaires sont reprises. Personne à Bonn ne semble plus maîtriser les comptes, et les critiques se multiplient à nouveau contre le chancelier et son ministre des finances, Theo Weigel.

ÉRIC LE BOUCHER

M. Clinton reprend l'offensive sur le GATT. — Depuis plusieurs semaines, les responsables américains font savoir qu'ils entendent achever coûte que coûte les négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round d'ici mi-décembre. Le président Bill Clinton a réaffirmé avec vigueur cet objectif, jeudi 6 mai, lors d'une intervention à l'Exim-Bank américaine (chargée de la garantie des exportations des États-Unis) : « Je souhaite voir conclure le round... Les États-Unis sont prêts à faire des efforts supplémentaires », a-t-il indiqué. Les négociations de l'Uruguay Round, entamées en septembre 1986 dans le cadre de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) plénière, notamment en raison d'un différend entre les États-Unis et la CEE sur les questions agricoles. M. Clinton, qui devait rencontrer Jacques Delors vendredi 7 mai, a aussi qualifié la conclusion définitive de l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA) entre les États-Unis, le Canada et le Mexique, de « toute première priorité ».

Les efforts de recherche et de développement dans le secteur des semi-conducteurs

SGS-Thomson s'associe au japonais Mitsubishi pour la mise au point de mémoires flash

Le CEA Industrie, actionnaire de référence de SGS-Thomson, a confirmé, jeudi 6 mai, la conclusion d'un accord de coopération entre la firme franco-italienne et le japonais Mitsubishi dans les nouvelles mémoires qui devraient équiper téléphones et ordinateurs portables.

La nouvelle a été accueillie avec un sifflement d'admiration à Denham, en Grande-Bretagne, siège de Dataquest Europe, le grand cabinet de consultants américains, qui fait référence dans les études de marché informatique et électronique. Pour Jim Eastlake, analyste spécialisé dans les semi-conducteurs, l'événement est, en tout cas, d'une portée considérable. « Des trois fabricants européens de semi-conducteurs (1), SGS-Thomson se situe incontestablement aujourd'hui dans la position la meilleure ». A l'issue de quatre mois de négociations, SGS-Thomson et le groupe japonais Mitsubishi sont en effet parvenus à signer un accord de coopération pour la mise au point de mémoires flash d'une capacité de 16 mégabits. Le CEA Industrie, depuis son actionnaire de référence et opérateur industriel du fabricant franco-italien de semi-conducteurs, confirmait, jeudi 6 mai, le bouclage de cette alliance, annoncée le jour même par le quotidien économique *les Echos*.

Une belle opération pour SGS-Thomson. Car l'association échappe aux schémas convenus. Rien à voir avec une tentative de

sauvetage d'un industriel européen en bout de course. A SGS-Thomson, le savoir-faire technologique et les compétences pour maîtriser un processus de fabrication extrêmement sophistiqué. A Mitsubishi, la puissance industrielle et surtout la surface financière nécessaire pour pouvoir soutenir des efforts de recherche et développement extrêmement coûteux. Dans cette activité, en l'espace de quatre ans, ST a entrepris un effort vigoureux d'investissement. En 1992, le groupe a réussi à dégager un bénéfice d'exploitation de 127 millions de dollars (environ 685 millions de francs) et à présenter un résultat net positif de 3 millions de dollars (près de 16 millions de francs), après avoir cumulé plus de 200 millions de dollars de pertes au cours des deux années précédentes. Depuis 1987, date de la fusion des activités composants civils de Thomson et de la société italienne SGS Microelettronica, le chiffre d'affaires — qui s'élève aujourd'hui à 1,6 milliard de dollars — a doublé. Les effectifs ont été réduits. Le nombre de sites industriels ramené de 22 à 17.

Focalisation sur des produits phares

Surtout, la firme franco-italienne, petit poucet de l'électronique mondiale avec ses 7,7 % de parts de marché, c'est-à-dire en deçà d'une taille critique généralement estimée à 5 % dans cette industrie, a entrepris de repenser sa gamme. Cet affichage du catalogue s'est fait sous la houlette de Pasquale Pistorio, un carieux

directeur général au physique de Peppone, qui connaît son secteur sur le bout des doigts. L'histoire veut que M. Pistorio ait débarrasé dans les années 60 en parcourant la région de Turin à vélo pour vendre des puces Motorola. SGS-Thomson semble avoir fait les bons choix.

Il est évident que SGS-Thomson, numéro trois mondial du secteur derrière Philips et au coude à coude avec le coréen Samsung, aura peine à se hisser au niveau d'Intel, l'américain devenu leader mondial des semi-conducteurs, dont le chiffre d'affaires est quatre fois plus élevé. Mais sa stratégie de « niches » et sa focalisation sur des produits phares, comme les mémoires reprogrammables, lui permettent aujourd'hui d'être un partenaire enviable sur l'une des spécialités les plus prometteuses du marché.

Les mémoires flash sont des mémoires dites non volatiles. Elles sauvegardent leurs informations, une fois l'électricité coupée. Elles consomment peu d'énergie, offrent de vastes possibilités de stockage et surtout se reprogramment par simples décharges électriques. Toutes ces caractéristiques les rendent sur le papier plus commodités et d'un usage plus universel que les familles actuelles de mémoires. Elles sont particulièrement indiquées pour les « objets nomades », qu'il s'agisse de téléphones mobiles ou d'ordinateurs portables.

La plupart des experts s'accordent pour prévoir une explosion de la demande pour ce type de semi-conducteurs. En 1992, le marché mondial des mémoires flash était

estimé à 300 millions de dollars. Une paille... dans un marché global des mémoires quarante fois plus important. Reste que la barre des 500 millions de dollars devrait être franchie cette année. Et chez SGS-Thomson comme chez Dataquest, on estime que les ventes totales de mémoires flash atteindront les 2 milliards de dollars dès 1997, soit un taux de croissance annuel cumulé de 44,5 % en l'espace de cinq ans.

Cette progression se fera d'abord au détriment des EPROM, la génération actuelle de mémoires reprogrammables dont SGS-Thomson, avec 14,5 % de parts de marché, est le numéro trois mondial derrière les américains AMD et Texas Instruments. Mais elle ne devrait pas épargner non plus les classiques mémoires DRAM et les disques durs, capacités de stockage dont sont équipés tous les ordinateurs individuels. D'où et déjà, en Europe, le démarrage du téléphone cellulaire de type GSM, en France mais plus encore en Allemagne, a créé un formidable appel d'air.

Une fabrication très sophistiquée

Fort du savoir-faire accumulé sur les EPROM, ST avait donc tout intérêt à prendre le virage des flash. Ce type de mémoires avait été mis à l'étude par la société dès 1988. Et, il y a quelques jours, le fabricant franco-italien annonçait l'industrialisation d'une mémoire flash de 1 mégabit dans son usine d'Agrate, au nord de Milan.

En raison du processus de fabrication — très sophistiqué, — des

investissements requis, de la nécessité de faire très vite le volume et des risques financiers très élevés, l'industriel franco-italien ne pouvait espérer se lancer avec succès dans cette bagarre technologique sans alliance forte. Face à Intel qui s'est associé à Sharp, à AMD qui chemine avec Fujitsu, à National Semiconductor qui fait cause commune avec Toshiba, SGS-Thomson joue la carte Mitsubishi. « Une fois que ST n'aura décidé de se lancer dans les flash, une opportunité d'alliance devait être très vite saisie. Le leader mondial Intel a connu quelques difficultés de démarrage qui l'ont empêché de distancer irrémédiablement ses concurrents, analyse-t-on chez Dataquest. Le jeu reste ouvert, mais pas pour longtemps ».

Selon Jean-Hervé Lorenzi, directeur général du CEA Industrie, la conclusion, après bien des vicissitudes, de l'accord de recapitalisation de SGS-Thomson, au début de cette année, aurait eu en tout cas « un rôle déterminant », le groupe japonais ayant compris que la société européenne était capable d'assumer sa part, industrielle de « spécialités ». ST, qui avait scindé la fabrication de DRAM, s'engage dans la production de masse. Ce ticket d'entrée dans le cartel des grands des composants justifiera, si l'essai est transformé, des années de soutien public à la filière électronique.

CAROLINE MONNOT

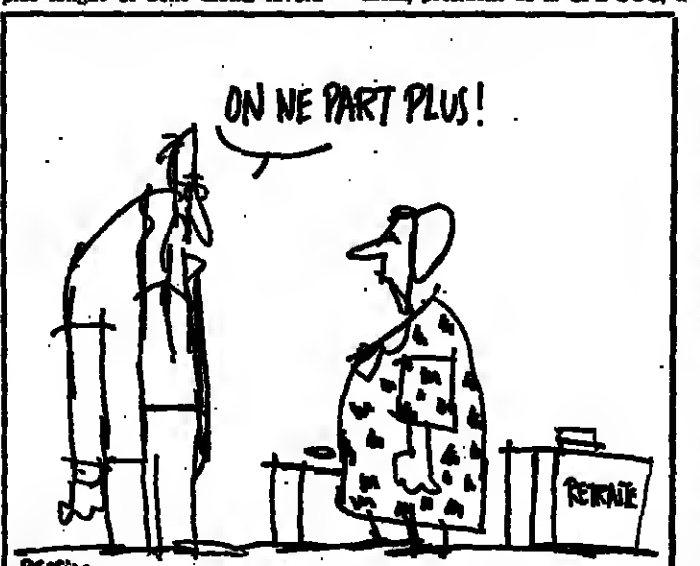
(1) Il s'agit du néerlandais Philips, de l'allemand Siemens et bien sûr de SGS-Thomson.

Retraites : dans les pas de Michel Rocard

Suite de la première page

Il précisera que les recommandations du Livre blanc, rédigé en 1991 lorsque Michel Rocard était à Matignon, guideront son action. Celles-ci sont parfaitement connues : allongement progressif (1) de la durée de cotisation pour obtenir une pension à taux plein, par exemple jusqu'à quarante années, référence non plus aux dix meilleures années mais à une période plus longue et donc moins favora-

ble, maintien de l'indexation des pensions sur les prix. Jeudi 5 mai, Simone Veil, ministre des affaires sociales et de la ville, a prévenu les syndicalistes qu'elle considère que l'heure des décisions est venue. Les modalités d'application seront discutées avec les partenaires sociaux mais la volonté politique du gouvernement est clairement affichée. M. Balladur devrait confirmer la création d'un fonds de solidarité des retraites, adoptée en première lecture par la précédente Assemblée.



partagé l'objectif « d'aboutir à de nouvelles modalités de gestion de l'assurance-vieillesse ».

Alain Delon (CFTC) est plus réservé. Il « approuve la nécessité de prendre des décisions » mais préférerait la transformation de l'assurance-vieillesse en un régime par points, sur le modèle des retraites complémentaires, et, surtout, conteste la fiscalisation des prestations familiales, estimant que les employeurs doivent y contribuer directement. Cette mesure réduira de quelque 8 milliards de francs les charges des entreprises, en concentrant cet avantage sur les basses rémunérations afin de faciliter l'embauche de salariés sans qualification. Contrairement à ce que préconise M. Balladur, avant les élections, il n'est plus question que cette mesure permette en priorité d'augmenter les salaires ou de constituer des fonds de pension (régimes de retraite collectifs par capitalisation).

Force ouvrière et, surtout, la CGT — qui devraient être reçues vendredi — seront sans doute moins compréhensives. Marc Blondel, secrétaire général de FO, estime que « de manière douce, soit le premier

ministre en en train de nous remettre un plan d'austérité ». Les gens vont s'en rendre compte progressivement, cela va créer un mécontentement qui va d'abord s'exprimer puis se développer », assure-t-il.

Confronté à la dérive de la Sécurité sociale — déduite au total de 100 milliards de francs fin 1993 après 33,3 milliards fin 1992, selon le rapport Raynaud — M. Balladur n'a certes pas d'autre choix que d'augmenter les prélèvements obligatoires et de rechercher les économies là où il peut en obtenir rapidement, c'est-à-dire du côté de l'assurance-maladie. En mettant le cap sur une réforme des retraites, il veut signifier qu'il n'entend pas se plier à la dictature du court terme.

« Cercle vertueux »

Véritable tabou de l'action gouvernementale depuis une demi-douzaine d'années, la modification du calcul des retraites de la « Sécu » ne dégagea que très peu d'économies dans l'immédiat (1 milliard de francs tout au plus la première année). Entre 1988 et 1993, mais aussi entre 1986 et 1988, les prédateurs de M. Balladur avaient reculé devant les risques politiques supposés d'un « cercle vertueux » consistant à programmer des réformes réputées impopulaires et dont les effets ne se feraient sentir que vers 2005 ou 2010.

Pourtant, à y regarder de plus près, ce choix est peut-être moins risqué qu'il y paraît. Sans doute ne faut-il pas dramatiser ses effets négatifs sur l'opinion puisque la modification des paramètres concernent surtout ceux qui quittent la vie active dans plusieurs années (2). D'autre part, le gouvernement mise sur le fait que les Français, inquiets pour l'avenir des retraites, préfèrent savoir que des efforts sont engagés sur le long terme. En fait, M. Balladur fait le calcul que des réformes difficiles seront mieux acceptées dans un contexte où les sacrifices paraissent inévitables et où le gouvernement dispose d'une légitimité incontestée. Le pire serait sans doute de devoir, comme en 1987, programmer un second plan d'économies quelconques.

Suppression de 2 950 emplois chez Michelin

La direction de la Manufacture française des pneumatiques Michelin a présenté, vendredi 7 mai, son plan d'adaptation 1993-1994 des effectifs entraînant la suppression de 2 950 des quelque 30 000 emplois des établissements français du groupe. Ce plan qui, selon la direction, se justifie par la chute du marché européen du pneumatique, prévoit aussi l'adaptation à des fonctions nouvelles de 1 900 autres salariés.

mois avant l'élection présidentielle...

Le gouvernement doit tout de même prendre garde. Pour l'instant, sa stratégie d'assainissement en profondeur de la « Sécu » met essentiellement à contribution les assurés sociaux. Pour ne pas donner des arguments aux socialistes — et à l'Elysée — il lui faudra veiller à équilibrer les efforts en commençant par obtenir des professions médicales et paramédicales qu'elles participent réellement à la maîtrise des dépenses de santé. De même, les nouveaux allègements de charges accordés aux entreprises vont susciter une légitime attente en matière d'emploi auprès des pouvoirs publics mais aussi du patronat. Enfin, il n'est pas impossible qu'au sein de la majorité, la filiation rocardienne de certaines mesures (la CSG, certes rendue partiellement déductible, et la référence appuyée au Livre blanc de 1991) ne sera que modérément appréciée.

JEAN-MICHEL NORMAND

(1) A partir du 1^{er} janvier 1994, la durée de cotisation exigée sera allongée d'un trimestre chaque année.

(2) Actuellement, 60 % des nouveaux retraités ont cotisé durant une période supérieure à 150 trimestres.

□ Fonction publique : un jour de congé supplémentaire. — André Rossinat, ministre de la fonction publique, a annoncé jeudi 6 mai qu'il avait décidé, « en accord avec le premier ministre », d'accorder un jour de congé supplémentaire à l'ensemble des 2,1 millions d'agents de la fonction publique d'Etat. Le vendredi 21 mai, lendemain du jeudi de l'Ascension, sera donc chômé.

Afin d'offrir des garanties de transparence

Le sénateur Etienne Dailly (UDF) dépose une proposition de loi sur le dividende majoré

Le sénateur UDF Etienne Dailly vient de déposer une proposition de loi sur l'instauration d'un dividende majoré pour les actionnaires fidèles. Une formule adoptée par SEB et en projet dans trois autres sociétés françaises (De Dietrich, L'Air liquide et Siparex), qui avait soulevé une polémique.

Pour le sénateur Dailly, elle allait tout simplement à l'encontre du principe d'égalité de traitement des actionnaires. « La fidélisation de l'épargne n'est pas moins à tous égards un bon objectif », M. Dailly propose d'inscrire dans la loi un dispositif qui permette aux sociétés commerciales d'attribuer des primes de fidélité

aux actionnaires détenant des actions depuis deux ans, tout en offrant des garanties aux petits actionnaires et en maintenant une transparence et une liquidité suffisantes sur les titres.

Bruno de Maule, président du Conseil des Bourses de valeurs, chargé d'une réflexion à ce sujet par le ministre de l'économie, Edmond Alphandery, avait recommandé aux sociétés de s'opposer à l'adoption d'un « super-dividende ».

Mais Edouard de Royère, président de L'Air Liquide, persiste dans son intention de proposer à une assemblée générale extraordinaire, le 19 mai, l'adoption d'un dividende majoré.

Fr. G.

53 من الاموال

LE RAPPORT RAYNAUD SUR LE BUDGET

Beaucoup de chiffres, pas de critique...

Par lettre du 9 avril 1993, M. Balladur, premier ministre, a confié à Jean Raynaud la présidence d'une commission chargée d'évaluer la situation sociale, économique et financière de la France.

Parmi l'ensemble des thèmes envisagés, deux apparaissent en réponse aux attentes de l'Etat et l'autre la situation financière des régimes sociaux.

En réponse à cette demande, la commission a établi le présent rapport d'étape qui, dans une première partie, présente une prévision de la tendance d'exécution du budget de l'Etat pour 1993, hors mesures de redressement. La deuxième partie examine la situation financière de la Sécurité sociale et la troisième partie, celle de l'UNEDIC.

Les nombreux journalistes qui s'étaient précipités, jeudi 6 mai, au 32, rue de Babylone, à Paris, pour assister à la conférence de presse de Jean Raynaud, procureur général près la Cour des comptes, ont été pour leurs frais. Le rapport d'étape sur la situation du budget de l'Etat et des comptes sociaux demandé il y a un mois par M. Balladur ne comporte pas de surprises, encore moins de remarques polémiques ou de sous-entendus accusateurs.

A peine y trouve-t-on l'ombre d'une critique adressée à la gestion du gouvernement précédent quand il est écrit que certaines dépenses ont été manifestement sous-estimées dans la loi de finances 1993 votée à la fin de l'année dernière par le Parlement.

Encore Jean Raynaud, inspiré par les journaux, a-t-il assuré qu'il était impossible de savoir si les 120 milliards de francs de pertes de recettes et les 54,5 milliards de francs de dépenses supplémentaires qui apparaîtront probablement en fin d'année par rapport aux

chiffres votés par le Parlement il y a tout juste quatre mois, s'expliquent complètement par la dégradation de l'activité économique bien plus forte qu'on ne l'avait envisagée ou si le gouvernement précédent avait gonflé les rentrées fiscales et minimisé les charges de l'Etat pour réduire autant que possible le déficit budgétaire. Une non-réponse un peu surprenante tant il apparaît évident que certaines charges de l'Etat concernant l'emploi et les intérêts de la dette publique par exemple avaient été insuffisamment provisionnées.

Meis M. Raynaud, après avoir rendu hommage à Pierre Bérégovoy et à « son état d'esprit et son extrême capacité d'attention », que l'ancien premier ministre manifestait à ses interlocuteurs, avait dû le début de la conférence de presse sur à préciser l'esprit dans lequel il avait accompli la tâche confiée par Edouard Balladur : « Si l'on m'avait demandé de dresser un réquisitoire, je me serais refusé », a déclaré en substance Jean Raynaud entouré des membres de sa com-

mission. Si ce rapport d'étape est d'une sincérité et d'une sobriété que les archives de l'administration ont rarement d'égal, il n'en contient pas moins de nombreux chiffres qui confirment pleinement l'ampleur des déficits publics que l'on connaît (le Monde du 17 février) et la rapidité avec laquelle ils se sont creusés.

« L'image d'une réalité virtuelle »

Des déficits qui ne prennent évidemment pas en compte les effets des mesures de redressement qui seront annoncées la semaine prochaine, ce qui a fait dire à M. Raynaud que le rapport était « l'image d'une réalité virtuelle ». Une réalité bien inattendue dans les pays de la Communauté européenne, où les chiffres sont également très mauvais.

Répondant sur le seul plan « technique » à des questions parfois inutilement provo-

cantes, M. Raynaud a assuré que le mot de Pierre Bérégovoy n'avait pas modifié une virgule au rapport. Si la France a connu « d'autres crises » (de ses finances publiques) depuis 1945, M. Raynaud ne pense cependant pas « qu'il y ait eu depuis la guerre des déficits de cette importance ». « Cela ne permet pas un plan de redressement spontané. Il faut un plan établi sur plusieurs années, c'est le bon sens même », a-t-il observé.

M. Raynaud a précisé que ce rapport d'étape serait suivi d'un rapport plus complet qui concernerait notamment l'agriculture, l'industrie, l'environnement international, l'enseignement, la justice, l'immigration, la sécurité intérieure, la défense, le chômage et l'emploi, le logement. Sans préciser pour autant si les chiffres y seraient aussi nombreux et la froideur du constat aussi désagréable pour les journalistes en quête de surprises.

AL. V. I.

Les prévisions d'exécution du budget de l'Etat pour 1993

Pour apprécier la situation actuelle des finances publiques de l'Etat, il faut partir du document de référence que constitue la loi de finances pour 1993 (1) dont l'équi-

libre est fondé sur des hypothèses économiques ayant servi de base aux prévisions de ressources et de charges.

Tableau n° 1
Equilibre des ressources et des charges de la loi de finances pour 1993

en millions de francs	Ressources	Charges (1)	Solde
Total du budget général et des comptes d'affectation spéciale.....	1 245 184	1 402 079	- 156 895
Total des budgets annexes.....	99 030	99 030	-
Total opérations temporaires.....	262 695	271 217	- 8 522
SOLDE GENERAL.....			- 165 417

(1) Dans le cas des opérations temporaires, il s'agit du plafond des charges.

Les informations actuellement disponibles laissent à penser que les hypothèses fondant ces prévisions doivent être reconsidérées, l'équilibre tel que défini dans la loi de finances pour 1993 se révélant peu réaliste. Il s'agit donc nécessaire de réviser la prévision d'exécution du budget de l'Etat pour 1993. Toutefois, avant que d'en analyser les résultats, il faut apporter deux précisions sur la nature de cet exercice.

Tout d'abord, la prévision explicite la tendance d'exécution du budget de l'Etat pour l'année 1993 telle qu'elle peut être estimée à la date du 3 mai. Cette évaluation d'origine ne prend pas en compte les effets des mesures budgétaires qui seront adoptées ultérieurement.

Ensuite, cette prévision sur 1993 est d'autant plus délicate qu'elle

1.2.1 - Les hypothèses macroéconomiques de la loi de finances initiale pour 1993.

L'apparition, sur les dernières années, de décalages importants

entre les prévisions et les réalisations budgétaires manifeste la difficulté croissante rencontrée par l'Etat dans l'élaboration d'hypothèses macroéconomiques fiables.

Tableau n° 3
Hypothèses et résultats macroéconomiques

	Hyp. LFI 92	INSEE 92 (1)	Hyp. LFI 93
PIB marchand.....	2,2 %	1,1 %	2,6 %
Consommation des ménages.....	1,8 %	1,5 %	2,3 %
FBCF des entreprises.....	3,5 %	- 5,6 %	3,0 %

(1) Ces données sont celles des comptes 1992 publiés par l'INSEE en avril 1993. Sources : Rapport économique, social et financier 1992 et 1993.

1.2.2 - La discussion des hypothèses macroéconomiques.

Pour discuter des hypothèses pour 1993, on peut recourir à deux sources d'information différentes. La première est constituée par les travaux réalisés par les organismes

Tableau n° 4
Prévisions 1993

En %	OPCE	Sté Générale	REXBOODB
	1992, 1993, 93-94	1992, 1993	1992, 1993
PIB marchand (vol.)	1,6	0,9/0,7	1,6
Consommation des ménages	1,8	1,9	1,5

Le suivi de la conjoncture est la seconde source d'analyse possible. Là encore, il se peut s'agir que d'une indication, l'extrapolation de données conjoncturelles à l'ensemble de l'année se révélant très aléatoire. Plusieurs indications permettent de dégager une tendance.

Le PIB marchand a baissé de - 0,6 % en volume au quatrième trimestre 1992. L'acquisition de croissance (3) à la fin de 1992 était de - 0,4 % pour le PIB marchand et de + 0,8 % pour la consommation des ménages.

Les données disponibles sur le premier trimestre 1993 laissent à penser que la croissance a encore pu être négative. Sur le deuxième trimestre 1993, les enquêtes de conjoncture disponibles ne permettent pas d'espérer une croissance significative de la production.

En conséquence, il n'est pas illogique d'anticiper, comme fourchette basse, une baisse de - 0,5 % du PIB marchand sur le premier semestre. L'acquisition de croissance en fin de premier semestre serait, dans ce cas, de - 1 %. Il faudrait donc que le PIB marchand

On peut distinguer les causes de cette révision selon leur année de rattachement. Certaines moins-values des recettes de 1993 résultent de l'évolution économique constatée en 1992 ; d'autres peuvent être anticipées sur 1993, essentiellement en raison de l'adoption de nouvelles hypothèses économiques.

2.1.1 - Les « effets de 1992 ».

La moins-value de recettes fiscales s'explique à hauteur de 58 milliards de francs par le fait que les résultats de l'économie française en 1992 ont été moins bons que prévus. Les principales variations par rapport aux prévisions de la loi de finances pour 1993 concernent :

- l'impôt net sur les sociétés, soit - 25,8 milliards de francs.

Cause : dégradation des résultats des entreprises et remboursements d'impôts de versement.

- l'impôt sur le revenu, soit - 15,9 milliards de francs.
- Cause : moindre progression des revenus imposables que prévu.
- la TVA nette : - 12,2 milliards de francs.
- Cause : augmentation de la consommation des ménages et des importations.

2.1.2 - Les « prévisions sur 1993 ».

La moins-value de recettes fiscales s'explique à hauteur de 54 milliards de francs par la révision des prévisions économiques retenues pour 1993. La principale cause de variation par rapport aux prévisions de la loi de finances pour 1993 tient à la révision des recettes de TVA qui, en brut, baisseraient de 40,3 milliards de francs et, en net, de 37,2 milliards de francs correspondant à :

- la révision des prévisions de croissance : - 18,9 milliards de francs ;
- la réduction partielle du décalage d'un mois : - 11,3 milliards de francs ;
- l'incidence comptable du grand marché européen : - 7,0 milliards de francs.

Les autres causes de révision se répartissent entre les droits d'enregistrement d'une part (- 5,5 milliards de francs) et divers autres impôts d'autre part (- 11,6 milliards de francs).

2.1.3 - Les recettes non fiscales.

Sans être négligeable, leur effet sur le solde budgétaire est moindre. Pour 1993, une moins-value de 7,8 milliards de francs est anticipée sur ces recettes, certaines lignes de la loi de finances pour 1993 étant révisées à la baisse. Plus de la moitié de cette moins-value serait due à une progression des retenues sur salaires pour pensions civiles et militaires plus faible que prévu et à une baisse des dividendes en provenance des entreprises financières du secteur public.

2.2 - Les prévisions de dépenses pour 1993

L'exercice qui consiste à prévoir les conditions d'exécution en dépenses du budget de l'Etat pour l'année 1993, en les comparant avec les crédits ouverts en loi de finances initiale, se révèle particulièrement délicat.

Ce « tendanciel d'exécution budgétaire » se fonde, en effet, sur une estimation des besoins de crédits supplémentaires qui apparaissent aujourd'hui nécessaires, tout en excluant les effets des mesures budgétaires qui seront adoptées ultérieurement. Deux principaux facteurs sont à l'origine de tels écarts.

Pour certaines lignes budgétaires nouvelles dans la loi de finances initiale, la sous-estimation des dépenses est manifeste. C'est le cas, par exemple, de la charge de la dette dont le montant inscrit en loi de finances pour 1993 a été calculé sur l'hypothèse d'un déficit de 183 milliards de francs en 1992 et de 165 milliards de francs en 1993.

Le dérapage des déficits sur ces deux années rend inévitables un allongement de cette dotation. Dans le même ordre d'idée, les crédits ouverts en loi de finances initiale au titre des contrats emploi-solidaire (CES) ne permettent pas actuellement de couvrir les charges prévisibles pour 1993, en se fondant sur l'hypothèse de la simple reconduction des effectifs constatés en 1992.

Dans d'autres cas, des événements postérieurs, et en particulier l'évolution de la conjoncture économique, viennent modifier l'équilibre de la loi de finances initiale, rendant indispensable l'ouverture de crédits supplémentaires. Ainsi, la baisse des prévisions de recettes de TVA oblige sans doute l'Etat à verser une subvention d'équilibre plus importante au BAPSA, puisqu'une partie des ressources propres de ce dernier est assise sur la TVA.

Sont recensées dans la prévision l'ensemble des « menaces » susceptibles de dégrader le solde d'exécution budgétaire. Seules les menaces avérées sont prises en compte. Comme pour les recettes, c'est le résultat médian des travaux de la commission qui est présenté ici.

En l'état actuel des choses, les services du ministère du budget évaluent à 54,5 milliards de francs le dérapage des dépenses sur 1993, hors mesures de redressement. Cette estimation ne tient pas compte des 15 milliards de francs du versement de l'Etat au régime général de la Sécurité sociale annoncé le 11 janvier 1993.

2.3 - Le solde d'exécution pour 1993

Le solde de la loi de finances pour 1993 est de - 165,417 milliards de francs. Les constants faits à propos de l'exécution du budget 1992 et la révision des hypothèses économiques pour 1993 conduisent à reconsidérer l'équilibre des ressources et les charges qui y est prévu.

2.3.1 - La variation du solde d'exécution.

La commission estime à - 120,3 milliards de francs la moins-value des recettes de l'Etat pour 1993, tout en relevant que deux facteurs sont susceptibles de faire varier cette évaluation. L'évolution économique, tout d'abord, puisque la variation d'un point de PIB se traduirait par une variation des recettes de 7 milliards de francs environ ; des incertitudes techniques, ensuite, liées pour l'essentiel au fait que le solde de l'impôt sur les sociétés au titre de 1992 ne sera disponible qu'après le 15 mai 1993. Ces différents facteurs ont conduit la commission à retenir une fourchette de plus ou moins 15 milliards de francs par rapport au point moyen de - 120,3 milliards de francs.

S'agissant des dépenses, le point moyen de l'estimation de la commission se situe à 54,5 milliards de francs. Toutefois, en retenant une charge de la dette nette en cohérence avec le surcroît de déficit constaté in fine, l'hypothèse médiane des charges présentées par la commission passe à 55,3 milliards de francs (6). Là encore, il convient de garder une marge autour de cette estimation

o Rectificatif. - Contrairement aux informations que nous avions recueillies, Jean-Michel Goudard n'est pas associé à la mise au point du plan de communication de M. Balladur (le Monde du 7 mai). Si un spécialiste de la communication - qui n'est pas M. Goudard - a bien fait part, occasionnellement, de ses réflexions au premier ministre, avant que celui-ci s'installe à Matignon, les collaborateurs du chef du gouvernement assurent qu'il n'a nul besoin des conseils de publicitaires pour bâtir sa stratégie de communication.

1. - Les variables macroéconomiques

La présente prévision d'exécution du budget s'appuie sur les résultats de l'économie française en 1992 et sur ceux prévus pour 1993, les deux années étant étroitement associées. C'est parce que cet exer-

1.1 - Les variables macroéconomiques de 1992

1.1.1 - La révision des comptes 1992.

L'atonie dont souffre l'économie française depuis l'été 1990 a perduré en 1992 bien que le taux de croissance du produit intérieur

Tableau n° 2
Compte ressources
Emplois de l'année 1992

Estimation 1992 à.....	Juillet 92	Déc. 92	Mars 93	Avril 93
PIB marchand.....	2,5 %	2,0 %	1,6 %	1,1 %
Importations.....	3,6 %	1,8 %	1,4 %	3,8 %
Consom. des ménages.....	2,6 %	1,8 %	1,9 %	1,5 %
FBCF totale.....	- 0,5 %	- 0,5 %	- 1,9 %	- 2,4 %
FBCF entreprises.....	- 2,3 %	- 5,0 %	- 4,4 %	- 5,6 %
Exportables.....	7,2 %	5,7 %	4,7 %	7,0 %

Sources : INSEE, note de conjoncture (mars 1993) - INSEE première (n° 254 avril 1993), (1)

1.1.2 - L'impact budgétaire de la faiblesse de la croissance.

La révision des comptes trouve sa traduction budgétaire dans la dégradation des finances publiques et particulièrement celles de l'Etat. Ainsi, le solde général des opérations de l'Etat, inscrit pour un montant de - 89,9 milliards de francs dans la loi de finances pour 1992, est porté à - 188,8 milliards de francs par la loi de finances rectificative pour finalement atteindre - 226,3 milliards de francs en exécution, soit 3,2 % du PIB total.

Les moindres rentrées fiscales sont la principale cause de ce phénomène, les recettes finalement enregistrées par l'Etat en 1992 étant inférieures de 106 milliards de francs à celles initialement prévues.

1.2 - Les hypothèses macroéconomiques pour 1993

Les prévisions propres à l'année 1993 sont la deuxième cause de révision de la tendance d'exécution du budget, cet effet venant s'ajouter au précédent. Elles lui sont d'ailleurs liées puisque nombre de tendances anticipées pour 1993 s'inscrivent dans le prolongement de celles constatées en 1992.

2. - Les prévisions d'exécutions pour 1993

L'évolution de la conjoncture contraint de réviser les prévisions de recettes en confrontant les évaluations techniques des différentes directions concernées du ministère de l'économie et du ministère du budget.

2.1 - Les prévisions de recettes pour 1993

C'est le résultat médian des travaux de la commission qui est présenté ici. Les recettes de la loi de

Tableau n° 5
Recettes 1993 (5)

	LFI 93 (1)	Révisé 93 (2)	Ecart (2)-(1)
Recettes fiscales (nettes des remboursements et dégrèvements).....	1 321,2	1 208,7	- 112,5
Prélèvements : - au profit des collectivités locales.....	- 154,0	- 154,0	0,0
- au profit des Communautés européennes.....	- 83,5	- 83,5	0,0
RECETTES FISCALES NETTES.....	1 083,7	971,2	- 112,5
Recettes non fiscales.....	129,2	121,4	- 7,8
RECETTES DU BUDGET GENERAL.....	1 212,9	1 092,6	- 120,3

DE L'ÉTAT ET LES COMPTES SOCIAUX

moienne : plus ou moins 5 milliards de francs est la marge traditionnelle retenue.

La prévision d'exécution tendancielle fait ainsi ressortir une hypothèse médiane de dégradation du solde budgétaire de 175,6 milliards de francs.

2.3.2 - Le solde d'exécution prévu pour 1993.

Le tableau présente la récapitulation des effets des diverses révi-

sions sur les montants portés en loi de finances initiale pour 1993. Il en ressort que le solde tendanciel médian retenu par la commission pour la prévision d'exécution du budget de 1993 est de -341 milliards de francs, soit 4,8 % du PIB total.

La fourchette encadrant cette estimation va de -320 milliards de francs (4,5 % du PIB total) à -360 milliards de francs (5 % du PIB total).

Tableau n° 6
Equilibre des ressources et des charges
de la loi de finances pour 1993

	LF1 93	ÉCART			TENDANCIEL		
		Hypoth. basse	Hypoth. médiane	Hypoth. haute	Hypoth. basse	Hypoth. médiane	Hypoth. haute
BUDGET GÉNÉRAL							
Ressources	1 245,2	-105,3	-120,3	-135,3	1 139,9	1 124,9	1 109,9
Charges	1 410,6	+ 49,3	+ 33,3	+ 60,3	1 460,1	1 465,9	1 471,4
SOLDE GÉNÉRAL	-165,4	-154,8	-175,6	-196,6	-320,2	-341	-361,5

La situation financière de la Sécurité sociale

Cette seconde partie est consacrée, à titre principal, à la présentation de la situation financière du régime général de la Sécurité sociale à l'issue des exercices 1991 et 1992, et des prévisions pour l'année en cours.

Elle expose également, pour les mêmes années, les principaux traits de l'évolution de trois régimes de

Sécurité sociale de non-salariés non agricoles, la CANAM, l'ORGANIC, et la CANAVA.

La situation des régimes sociaux de salariés et des régimes complémentaires de Sécurité sociale sera quant à elle abordée dans le rapport final de la commission qui sera remis au premier ministre à la fin du mois de mai.

nelles de la Caisse des dépôts et des consignations, par le recours à des emprunts exceptionnels auprès de la CDC fin 1991 et fin 1992, et surtout grâce aux avances exceptionnelles consenties par le Trésor.

An total, au cours de l'année 1992, en difficulté durant deux cent quatre-vingt jours, la trésorerie de l'ACOSS aura bénéficié d'un concours journalier moyen de 20,8 milliards de francs. Pour la partie de l'avance qui donne lieu à rémunération, les frais financiers payés par l'ACOSS à la COC et au Trésor s'élevaient à environ 2 milliards de francs en 1992.

1.1.2 - Les variations du solde pour chaque branche.

Les variations par branche sont retracées dans le tableau 8. Elles appellent plusieurs remarques :

- le déficit de l'assurance vieil-

lesse est le plus important des quatre branches en valeur absolue, et plus encore en valeur relative : le besoin de financement représente 6 à 7 % des recettes de la branche ;

- le déficit « spontané » de l'assurance maladie, c'est-à-dire le déséquilibre provenant de l'évolution des recettes et des dépenses en l'absence de toute mesure de financement exceptionnelle, est plus élevé qu'il n'apparaît. En effet, plusieurs mesures ponctuelles de réduction des dépenses (décalage du versement de la dotation globale aux établissements hospitaliers), et d'augmentation des recettes (augmentation de 0,9 point des cotisations maladie au 1^{er} juillet 1991, transfert de taux des accidents du travail vers la maladie), ont permis de limiter la dérive financière de l'assurance maladie entre 1990 et 1992.

Tableau n° 8 Variation du solde par branche

	31-12-1990	31-12-1991	31-12-1992
MALADIE			
Recettes	-9,3	3	-6,2
Dépenses	406,8	442,4	470,9
	418,1	445,5	477,1
ACCIDENTS DU TRAVAIL			
Recettes	+2,5	+0,5	+2,0
Dépenses	45,4	45,3	43,7
	42,9	44,8	41,7
VIEILLESSE			
Recettes	-6,6	-10,7	-17,9
Dépenses	255,7	264,0	279,9
	262,3	253,3	297,8
FAMILIE			
Recettes	+3,8	+4,6	+6,4
Dépenses	192,8	198,2	208,5
	189,0	193,5	202,1

1.2 - Les prévisions pour 1993

1.2.1 - Les hypothèses retenues. Pour l'évolution de la masse salariale des entreprises non financières non agricoles, variable macroéconomique essentielle pour le calcul des recettes du régime général de la Sécurité sociale, la commission a retenu pour 1993 une fourchette 1,8 % - 2,8 % à l'intérieur de laquelle s'inscrit l'ensemble des prévisions actuellement disponibles de la part des organismes privés et publics compétents.

L'hypothèse de croissance en valeur des dépenses du régime général retenue par la commission, compte tenu de l'évolution des prix et du volume des prestations, est de 6 %, dont 6,8 % pour les dépenses de vieillesse, 6 % pour la

dotation globale hospitalière, et 6,9 % pour les autres dépenses d'assurance maladie. Cette hypothèse est obtenue par extrapolation des évolutions régulières des années précédentes et en retenant un taux d'inflation de 2,5 %.

En outre, la projection n'intègre pas la subvention de 20 milliards de francs initialement prévue pour 1993 en faveur de la branche vieillesse, qui n'a pas été versée à ce jour.

1.2.2 - Les résultats de la projection.

Selon que l'on retient la partie haute ou la partie basse de la fourchette de masse salariale, le solde déficitaire du régime général pour 1993 est compris entre 56 et 62 milliards de francs, frais financiers à la charge de l'ACOSS inclus. L'essentiel du besoin de financement serait supporté par la branche retraite (plus de 30 milliards) et par la branche maladie (plus de 20 milliards).

Ces soldes sont susceptibles d'être modifiés selon les estimations, variables selon les sources, de l'impact des contrats emploi-solidarité et du montant des transferts financiers supportés par l'ACOSS. Toutefois, ces éléments d'incertitude restent marginaux et ne changent en rien l'ordre de grandeur du

besoin de financement prévisible pour 1993, dont on retiendra par simplification qu'il est d'une soixantaine de milliards de francs.

Le besoin de financement cumulé du régime général de la Sécurité sociale au 31 décembre 1993 est donc susceptible d'approcher 100 milliards de francs. Cette situation, par son ampleur, est sans précédent.

1.3 - Premiers commentaires de la commission sur l'évolution du régime général de la Sécurité sociale au cours des années récentes et sur les perspectives pour 1994.

Le régime général connaît depuis des années un « effet de ciseaux » : l'évolution différenciée des recettes, assises sur la masse salariale, et des dépenses, qui suivent une évolution tendancielle largement autonome, crée chaque année un déficit nouveau qui, si aucune mesure n'est prise, s'amplifie mécaniquement.

Il s'agit d'une situation structurelle, comme depuis plusieurs années : le déficit a ainsi atteint 10 à 15 milliards de francs par an entre 1980 et 1987, chaque année par des recettes nouvelles ou un plan d'économies.

Entre 1988 et 1990, une conjoncture économique plus favorable a permis de masquer le phénomène, sans le faire disparaître, puisque, loin d'être excédentaire, la situation financière du régime général au sortir des années de croissance rapide était déjà déficitaire (-9,6 milliards de francs en 1990).

Entre la fin de 1990 et 1993, les prestations de Sécurité sociale ont continué de croître à un rythme

annuel moyen de l'ordre de 3 % en francs constants, notamment du fait de la croissance rapide des dépenses d'assurance maladie et d'assurance vieillesse. Dans le même temps, le ralentissement de la croissance entraînait une stagnation en francs constants de la masse salariale.

Ainsi, seules des mesures de financement exceptionnelles adoptées en 1991 et 1992 (augmentation de 0,9 point de la cotisation maladie, subvention de l'Etat à la CNAVTS, limitation des charges de compensation imposées au régime général) ont permis de limiter l'ampleur du déficit apparent de la Sécurité sociale en 1992.

La non reconduction en 1993 de ces mesures ponctuelles fait apparaître l'ampleur du passif « structurel » accumulé entre 1990 et 1992.

En l'absence de mesures suffisantes l'année où apparaît l'écart, cet effet de ciseaux a également pour conséquence de faire croître en progression arithmétique le solde à financer annuellement : ainsi, à la législation inchangée, et avec une masse salariale croissant de 3 % l'année prochaine, le déséquilibre « spontané » entre les dépenses et les recettes du régime général de la Sécurité sociale, pourrait être, au titre de la seule année 1994, de l'ordre de 90 milliards de francs.

A l'instar des constats faits pour 1993, l'explication de ce solde négatif résiderait pour plus de 40 milliards de francs dans les résultats de la branche maladie et pour près de 50 MF dans ceux de la branche vieillesse, les deux autres branches (accidents du travail et famille) étant à peu près équilibrées.

2 - La situation des régimes de non salariés non agricoles

Cette deuxième partie retrace la situation des trois principaux régimes de Sécurité sociale de non salariés non agricoles : la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs non salariés non agricoles (CANAM), la Caisse de retraite de compensation de l'organisation autonome nationale de l'industrie et du commerce (ORGANIC), et la Caisse autonome

nationale de compensation de l'assurance vieillesse artisanale (CANAVA).

L'évolution de leur situation financière est retracée dans le tableau n° 11. Les prévisions présentées pour 1993 n'intègrent pas les transferts que ces régimes sont susceptibles de recevoir en cours d'année au titre de la contribution sociale de solidarité des sociétés.

Tableau n° 9 Soldes des régimes de non-salariés, non agricoles

en Mds de francs	1990	1991	1992	1993 (p)
CANAM	+0,47	+0,73	-1,21	-3,26
Emplois	22,8	24,1	25,47	23,82
Ressources	22,3	23,4	26,68	27,89
ORGANIC	+0,31	+0,28	-0,32	-4,79
Emplois	14,88	15,47	16,13	16,74
Ressources	15,19	15,74	15,81	12,04
CANAVA	+0,22	-0,34	-0,54	-3,30
Emplois	9,83	10,31	10,83	11,34
Ressources	10,04	9,97	10,31	8,04
Ensemble	+1,00	+0,67	-2,15	-11,26

(1) Source : Direction de la Sécurité sociale. Pour l'ORGANIC et la CANAVA, les résultats présentés ne concernent que les régimes de base.

Pour l'ORGANIC et la CANAVA, la dégradation des comptes provient essentiellement de l'évolution défavorable du rapport entre le nombre d'actifs et le nombre de retraités et d'avants-droit.

Pour la CANAM, le ralentissement de l'évolution des recettes, lié à la situation économique, ainsi que les transferts de compensation en faveur d'autres régimes, expliquent le retournement de 1992.

Entre 1987 et 1993, les prestations des régimes de non salariés auront ainsi, en moyenne, augmenté de 3,1 % par an en francs constants, alors que les cotisations ne progressaient que de 1,7 % par an.

Lire la suite page 18

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



NESTLÉ S.A.

Nestlé S.A. - Cham et Vevey (Suisse)

Dans un avis financier publié le 26 mars 1993, le Conseil d'Administration de Nestlé S.A. a notamment annoncé qu'il proposerait à l'Assemblée Générale du 27 mai 1993 une série de mesures destinées à simplifier la structure du capital :

- échange de tous les bons de participation contre des actions nominatives dans la proportion de 2 actions pour 1 bon de participation ;
- échange de toutes les actions au porteur contre des actions nominatives dans la proportion de 1 pour 1.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration a annoncé également qu'il proposerait une augmentation de capital avec droit de souscription pour les actionnaires, à raison de 1 action nominative nouvelle pour 25 anciennes nominatives ou au porteur, et de 2 actions nominatives nouvelles pour 25 bons de participation.

Il est rappelé que les actions nominatives sont cotées sur le marché au Comptant de la Bourse de Paris, et les actions au porteur et les bons de souscription sont cotés au Règlement Mensuel.

En vue de faciliter la réalisation des opérations d'échange en France, NESTLÉ S.A. a demandé au Conseil des Bourses de Valeurs le transfert des actions au porteur et des bons de participation sur le marché au Comptant. A l'issue des opérations annoncées, NESTLÉ envisage de demander le transfert des actions nominatives, qui, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale, représenteront la totalité du capital de NESTLÉ, sur le marché à Règlement Mensuel. La Société des Bourses Françaises publiera au Bulletin Officiel de la Cote les avis relatifs à ces opérations.

En cas d'approbation par l'Assemblée Générale des différentes mesures proposées, un prospectus, soumis au visa de la COB, sera mis à la disposition du public français.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EPARCIC

La Sicav Monétaire des Trésoriers

Comptes de l'exercice clos le 31.12.1992.

Actif net au 31.12.1992 : F 9 323 055 915.

Valeur liquidative au 26.04.93 : F 3 944,67.

Performance 1992 : + 10,37 %.

Performance du 31.12.1992 au 26.04.1993 : + 3,39 % soit en taux actuariel annualisé + 10,96 %.

CAPITALISATION DES REVENUS.

Le Président Pierre BOUTELLIER a déclaré :

EPARCIC, SICAV court terme monétaire a pleinement rempli son objectif durant l'exercice 1992, offrant aux trésoriers d'entreprises une performance équivalente au taux du marché monétaire et une grande régularité. Pour 1993, les perspectives de baisse des taux courts devraient s'actualiser progressivement.

Dans ce contexte, la gestion d'EPARCIC visera à profiter au mieux de ce mouvement en renforçant la partie investie en titres de créances négociables à taux fixe dans les limites permises par notre politique constante de prudence et de régularité.

AGO du 27.04.93

CIC Paris

Consultez les valeurs liquidatives de nos SICAV et FCP sur Minitel 36.14 code CIC

LE RAPPORT RAYNAUD SUR LE BUDGET DE L'ÉTAT ET LES COMPTES SOCIAUX

La situation financière de l'UNEDIC

Suite de la page 17

Le présent document a pour objet de présenter la situation financière de l'Union interprofessionnelle pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC), créée en 1959 par convention entre les partenaires sociaux, à pour mission principale de gérer le régime d'assurance chômage.

Elle assure par ailleurs la gestion de divers dispositifs de protection sociale pour le compte d'autres organismes (7).

Il convient donc de distinguer, dans les comptes de l'UNEDIC, la situation financière du régime d'assurance chômage proprement dit, celle des dépenses et des recettes annuelles de l'organisme au titre de l'indemnisation du chômage, et sa situation de trésorerie, qui provient de la consolidation des différentes opérations dont l'UNEDIC est chargée pour son propre compte (régime d'assurance chômage) et pour le compte des autres organismes.

1. - La situation de l'UNEDIC au 31 décembre 1992

L'équilibre financier de l'UNEDIC a été affecté, depuis la fin de l'année 1990, par le ralentissement de la croissance économique et la montée du chômage, qui augmen-

tent le nombre de personnes indemnisées par l'organisme, et freinent l'évolution de la masse salariale sur laquelle sont assises ses recettes (tableau n°10).

Tableau n° 10
Données sur l'UNEDIC (1990-1992)

en millions d'allocataires	31-12-90	31-12-91	31-12-92
Chômeurs indemnisés.....	1 947	2 172	2 355
Evolution annuelle.....	+ 2,4 %	+ 11,6 %	+ 8,4 %
Préretirés.....	280	235	204
Evolution annuelle.....	- 17,5 %	- 16,1 %	- 13,2 %
Bénéficiaires en formation.....	68	102	177
Evolution annuelle.....	+ 10,6 %	+ 50 %	+ 73,5 %
TOTAL ALLOCATAIRES.....	2 294	2 510	2 736
MASSE SALARIALE			
Evolution annuelle.....	+ 7,6 %	+ 4,6 %	+ 2,9 %

Source : UNEDIC.

Ainsi, on retiendra que 100 000 emplois supprimés réduisent d'environ 300 millions de francs le montant des cotisations, et augmentent de 6 millions de francs le montant des allocations de chômage versées par l'UNEDIC.

1.1 - La situation financière du régime d'assurance chômage fin 1992

Elle est retracée par le tableau n° 11.

Alors que le régime d'assurance chômage était quasiment à l'équilibre fin 1990, les deux dernières années ont été marquées par la dégradation profonde de sa situation financière : fin 1992, le déficit annuel du régime était de 15,1 milliards de francs, et le déficit cumulé excédait les 24 milliards de francs.

Tableau n° 11
Situation du régime d'assurance chômage 1990-1992

en millions de francs	1990	1991	1992
RECETTES			
Cotisations de droit commun.....	83 325	86 835	96 257
Cotisations de droit dérogatoire.....	75 693	78 094	96 396
Cotisation spéciale cadres.....	1 357	1 237	1 306
Prélèvements retraites.....	533	784	1 100
Conventions diverses.....	400	179	211
Part Etat AFR.....	1 732	2 362	3 086
Contribution « Delalande ».....	681	906	203
Autres ressources.....	2 929	2 473	2 933
DÉPENSES			
Prestations.....	79 716	94 962	111 411
AFR.....	67 176	79 500	92 724
Conventions de conversion.....	2 156	2 853	3 773
Caisses de retraite.....	1 175	1 202	2 000
Caisses de retraite.....	3 182	4 097	5 357
Frais financiers.....	12	60	1 260
Autres dépenses.....	1 438	1 377	1 278
SOLDE DE L'ANNÉE	+ 9 609	- 8 027	- 15 154
SOLDE CUMULÉ AU 31-12	- 268	- 8 933	- 24 087

Source : UNEDIC, AFR : allocation formation reclassement.

Cette dégradation a été observée en dépit de l'accord entre partenaires sociaux du 5 décembre 1991, dont les principales mesures consistaient en l'augmentation du 1^{er} janvier 1992 du taux des cotisations de droit commun de 4,78 % à 4,90 %, la suppression de l'exonération de la « contribution Delalande » (due par les entreprises licenciant des salariés âgés de plus de cinquante-cinq ans) pour les licenciements de salariés dont l'ancienneté dans l'entreprise est inférieure à deux ans, et l'examen tous les quatre mois de la situation des allocataires au regard de l'emploi.

Les partenaires sociaux ont de fait amendé, par le protocole du 18 juillet 1992, à adopter des mesures de redressement plus radicales, dont la principale est la création d'une allocation unique dégressive (AUD), qui se substitue aux prestations antérieures (allocation de base et allocation de fin de droits), et dont le taux diminue

régulièrement pendant la durée d'indemnisation. La hausse des cotisations de 0,8 % entre le 1^{er} août et le 31 décembre 1992 (prolongée en 1993), l'accroissement du nombre des allocations de formation reclassement (dispositif financé à 80 % par l'Etat), et le renforcement des contrôles sur les allocataires figurent également parmi les principales mesures du protocole du 18 juillet 1992.

Les effets de ce protocole sur les recettes et les dépenses de l'année 1992 sont cependant restés assez limités, compte tenu de son application aux seuls cinq derniers mois de l'année, et plus encore en raison de la montée en charge progressive de certaines de ses mesures, notamment l'AUD.

1.2 - La situation de trésorerie

La dégradation de la situation financière du régime d'assurance chômage a eu pour conséquence de

rendre très délicate la situation de trésorerie de l'UNEDIC.

C'est seulement en profitant de la trésorerie des autres régimes qu'elle a pu (ASF, régime de la garantie des salaires, gestion des conventions de conversion, gestion des allocations de l'Etat), et grâce à un accord conclu avec un pool bancaire en avril 1992 lui autorisant un droit de tirage mensuel de 15 milliards de francs pendant un an, que l'UNEDIC a pu en 1992 éviter de se trouver dans une situa-

2. - Les prévisions pour 1993

2.1 - Les hypothèses retenues

Pour établir les prévisions d'évolution de l'UNEDIC en 1993, la commission a retenu deux séries d'hypothèses extrêmes :

le scénario 1, le plus favorable, retient une hypothèse d'évolution de la masse salariale des entreprises non agricoles non financières (hors grandes entreprises publiques) de 2,8 % en 1993, et une diminution de l'emploi salarié de 0,9 % en moyenne annuelle ;

le scénario 2, plus pessimiste, table sur une évolution de la masse salariale plus faible en 1993 (1,8 %) et sur une dégradation plus marquée de la situation de l'emploi salarié (- 1,5 %).

Dans les deux cas, le taux d'inflation retenu pour 1993 (indice hors tabac) est de 2,5 %.

Ces deux scénarios restent indicatifs : ils contribuent une fourchette qui encadre assez largement les principales prévisions pour 1993 disponibles à ce jour de la part des organismes de prévision privés et publics.

Les deux scénarios extrêmes proposés ne reflètent, par ailleurs, qu'une évolution théorique, à réglementer et à évaluer : ils ne tiennent pas compte de l'évolution du marché de l'emploi au cours du premier trimestre 1993, mais n'intègrent pas les effets sur l'emploi et sur la masse salariale que d'éventuelles mesures gouvernementales pourraient susciter de généra-

tion d'impasse. Ainsi, l'UNEDIC avait au 31 décembre 1992 une dette vis-à-vis de l'ASF de 6,6 milliards de francs.

Quasiements nuls en 1990 et 1991, les intérêts payés aux banques en 1992 se sont élevés à 1,2 milliards de francs pour le régime d'assurance chômage, auxquels doivent être ajoutés 470 MF d'intérêts versés pour le compte des autres régimes gérés par l'UNEDIC. Depuis juin 1992, l'UNEDIC paie ainsi plus de 100 MF d'agios par mois.

2.2 - Les résultats de la projection

La projection montre que, selon le scénario 2, le déficit du régime d'assurance chômage pourrait être compris entre environ 11 et 13 milliards de francs en 1993. Le besoin de financement cumulé atteindrait 35 à 37 milliards de francs au 31 décembre 1993.

De plus, l'augmentation au cours de l'année 1993 du nombre de demandeurs d'emploi aura pour conséquence de accroître les dépenses d'indemnisation en année pleine versées en 1994 : ainsi, en faisant l'hypothèse d'une reprise progressive de la croissance et d'une stabilisation de la situation de l'emploi l'année prochaine, et en ne tenant pas compte des mesures de redressement qui pourraient être adoptées d'ici là, le déficit du régime d'assurance chômage en 1994 dépassera à nouveau les 10 milliards de francs.

Dans ces conditions, l'UNEDIC connaîtra d'importants problèmes de trésorerie à très court terme : à partir du mois de juin 1993, l'organisme se trouverait dans une situation de rupture de trésorerie, le montant du découvert prévisible (environ 20 milliards de francs) dépassant le droit de tirage autorisé par les banques (15 milliards de francs) et le découvert permanent négocié en 1992 avec le pool bancaire, auxquels s'ajoutent environ 3,5 milliards de francs de découvert intra-mensuel autorisé).

3. - Premiers commentaires de la commission sur l'évolution financière de l'UNEDIC

Comme le régime général de la sécurité sociale, le régime d'assurance chômage connaît un effet de ciseaux entre l'évolution de ses recettes et l'évolution de ses dépenses, mais de manière encore plus accentuée, dans la mesure où à une augmentation des dépenses de l'organisme correspond en général automatiquement un ralentissement de l'évolution de ses recettes.

L'importance des déficits observés en 1991 et 1992, et de ceux prévisibles pour 1993 et 1994, s'explique par la conjonction de trois facteurs.

L'UNEDIC subit tout d'abord depuis 1991 les conséquences de la longueur et de la profondeur inhabituelles de la récession, et de la dégradation du marché du travail. L'évolution de la masse salariale sur laquelle sont assises les cotisations se trouve ralentie, et le nombre de personnes indemnisées accru.

A ce facteur conjoncturel doivent être ajoutées deux autres causes plus structurelles.

D'une part, le régime d'assurance chômage a abordé la phase de ralentissement économique à partir du second semestre 1990 sans bénéficier de réserves financières : fin 1990, le régime était tout juste à l'équilibre. Or, si ses

paramètres (cotisations, prestations) avaient été bien calibrés, le régime d'assurance chômage aurait dû dégrader des excédents au cours de la période d'expansion rapide qui a précédé la récession.

D'autre part, les paramètres du régime d'assurance chômage n'ont été modifiés qu'à partir du mois d'août 1992, avec l'introduction de l'allocation unique dégressive, sous la pression des déficits. Le rendement de la réforme était très progressif, celle-ci ne permet pas, dans un premier temps, de réduire sensiblement les déficits.

- (1) Loi n° 92-1376 du 30 décembre 1992.
- (2) L'OFCE a bien voulu, à la demande de la commission, intégrer la révision des comptes 1992, de façon simplifiée en regard aux délais impartis. C'est l'hypothèse dite « 93 révisé » du tableau.
- (3) L'acquis de croissance 1992 indique l'évolution du poste considéré en 1993 dans l'hypothèse où celui-ci se stabiliserait, au cours de l'année 1993, au niveau atteint au quatrième trimestre 1992.
- (4) Ces estimations sont bien évidemment à considérer avec toute la prudence nécessaire.
- (5) La révision des recettes de la colonne 2 n'intègre pas les recettes d'ordre.
- (6) Le coût du financement d'un supplément de déficit de 10 milliards de francs peut être estimé entre 0,65 et 0,80 milliard de francs.
- (7) Garantie de ressources de l'ASF (Association pour la gestion de la structure financière), allocations de régime de solidarité et préretraites pour le compte de l'Etat, allocation spécifique de conversion pour le compte de l'AGCC (Association pour la gestion des conventions de conversion), et régime des garanties de salaires pour le compte de l'ACS (Association pour la garantie des salaires).

Les silences du rapport

Suite de la première page

A s'en tenir donc à la première partie du travail - qui pourrait bien être la plus solide - effectuée par la commission Raynaud et rendue publique jeudi 6 mai, et après la mort de Pierre Bérégovoy, rien ne permet de renforcer la thèse de ceux qui font un lien direct entre ce rapport et le suicide de l'ancien premier ministre. Les chiffres contenus dans le rapport étaient connus des spécialistes et de la presse depuis des mois et de Pierre Bérégovoy depuis bien plus longtemps encore. Certains ont pu craindre que le rapport n'ajoute aux chiffres des critiques virulentes, mais tel n'était pas le but du travail de la commission. Des commentaires politiques, parfois même journalistiques, ont avancé cette hypothèse avec une telle insistance qu'on ne peut qu'être choqué rétrospectivement par l'imprudence de telles allégations, avancées en dehors de toute information solide.

Pour être parfaitement neutre, le rapport d'en contient pas moins des chiffres qu'il n'est pas nécessaire d'analyser longuement pour voir qu'ils sont mauvais, certains d'entre eux même très mauvais, ce en quoi ils seront dans leur droit si leur jugement n'est pas global et ne porte que sur la situation financière du pays. Le budget de l'Etat est lourdement déficitaire, les comptes de la Sécurité sociale et de l'assurance-chômage sont eux aussi fortement déséquilibrés.

Une forte demande de relance

Un résultat d'outant plus « choquant », ou sens premier du terme, que la France était jusqu'à la fin des années 70 un pays dont les finances publiques étaient traditionnellement équilibrées, si l'on met à part les perturbations causées pendant quelques années par le contre-coup du premier choc pétrolier de 1973-1974. « Choquant » également parce que les gouvernements socialistes firent réellement beaucoup d'efforts à partir de 1983 pour rééquilibrer les finances de l'Etat (après les malencontreux drapages des années 1981-1982), des efforts qui finirent par être couronnés de succès. En 1990, la bonne conjonction des années précédentes et le produit des privatisations de 1986-1987 aidant, le déficit du budget de l'Etat revint à moins de 1,5 % du produit national, ce qui était assez remarquable et nous valait les éloges de tous les organismes internationaux, à commencer par

ceux du FMI et de l'OCDE. On est donc amené tout naturellement à se poser la question de savoir pourquoi les gouvernements précédents, et tout particulièrement celui de Pierre Bérégovoy, laissent les finances publiques et sociales se dégrader pareillement sans réagir. Une première réponse, importante, est fournie par le rapport Raynaud : l'activité économique, en se ralentissant beaucoup en France et dans le monde, a tari les recettes fiscales des Etats mais aussi, indirectement, des régimes de protection sociale. Moins de chiffre d'affaires pour les entreprises, c'est moins d'impôts et aussi moins de consommation, donc des recettes de TVA perdues à tout jamais. Les recettes des régimes d'assurance-chômage se tarissent elles aussi quand se ralentit l'augmentation de la masse salariale sur laquelle sont assises les cotisations.

« Stabilisateurs automatiques »

Les pertes de recettes fiscales estimées de ce fait par la commission pour 1993 sont très importantes par rapport aux espoirs de rentrées que pouvait entretenir - de plus ou moins bonne foi - le gouvernement à la fin de l'année dernière : 120 milliards de francs. Une somme considérable quand on sait que le total des dépenses publiques qui avaient été inscrites au budget de l'Etat pour cette année était de 1 400 milliards de francs.

Mais la mauvaise conjonction d'explique pas tout. Ce que le lecteur même très attentif ne trouvera pas dans le rapport Raynaud est le rappel des pressions qui furent faites de tous côtés sur les pouvoirs publics à partir de 1991 pour une relance de l'activité par l'action budgétaire.

L'action budgétaire, c'était évidemment plus de dépenses publiques et moins de prélèvements fiscaux. On retrouve un écho de ces demandes pressantes et des résistances qu'elles suscitèrent de la part des « rigoristes », des défenseurs de la monnaie, dans les débats qui eurent lieu au CNPF. Autant l'Etat-major du CNPF soutenait majoritairement la politique du franc fort, autant les représentants du patronat du bâtiment et des travaux publics, ceux des PME aussi, s'inquiétaient de la dépression qui arrivait et réclamaient des mesures de soutien. On se souvient aussi des thèses de certains professeurs conseillant de faire plus d'in-

flation et de déficit pour obtenir plus de croissance économique et améliorer l'emploi.

Si Pierre Bérégovoy se modifiait pas ouvertement sa politique budgétaire par peur d'inquiéter les marchés et d'aller trop ouvertement à contre-courant des critères de bonne conduite du traité de Maastricht (des critères dramatiquement inadéquats à la situation conjoncturelle de l'Europe), il n'en choisit pas moins de laisser jouer ce que les économistes appellent les « stabilisateurs automatiques » : quand la croissance se ralentit, les impôts prélevés sur les entreprises et les particuliers sont moindres. L'allègement de la pression fiscale qui en résulte corrige la récession, joue un effet de relance. Quand on reprochait à Pierre Bérégovoy et à son équipe de ne rien faire pour soutenir l'activité, et éviter une récession, l'ancien premier ministre répondait invariablement qu'il laissait se creuser le déficit budgétaire pour éviter que les affaires ne se ralentissent trop. Si l'augmentation des impôts pour corriger les déficits, aggraverait la situation, expliquait-il. Personne ne lui reprocherait maintenant une telle stratégie, la crise se révélant plus profonde et plus durable que ce qu'avaient prévu l'ensemble des experts.

Si des reproches doivent être faits dans ce domaine, c'est à Michel Rocard et à son équipe qu'ils doivent être adressés, pour avoir pas mis à profit les années fastes qui, entre 1988 et 1990, virent les recettes fiscales affluer dans les caisses de l'Etat. Certes Michel Rocard eut à faire face à beaucoup de demandes coûteuses, des demandes d'autant plus pressantes que les entreprises affichaient à peu près toutes des résultats financiers excellents. L'erreur fut tout de même de ne pas profiter de circonstances exceptionnelles pour développer au maximum l'Etat en prévision de jours mauvais. Tout fut alors décaissé - notamment les engagements

programmés de revalorisation de la fonction publique (Michel Durafour) et de l'éducation nationale (Léonel Joseph) - comme si la croissance économique devait durer éternellement. Telle était à l'époque la conviction la plus couramment répandue, et en ce sens l'erreur fut collective. Pierre Bérégovoy aux finances ne la corrigea pas vraiment, pas plus que Michel Charasse qui, au budget, tentait tant bien que mal de freiner les dépenses publiques, critiquant presque ouvertement les largesses de Michel Rocard.

Si des reproches peuvent être faits respectivement à la gestion de Pierre Bérégovoy, ils doivent porter sur le non-redressement des comptes de la Sécurité sociale. Tout avait été fait sur les déficits de l'assurance-maladie et du régime vieillesse et sur les rendements à leur apporter. Manquèrent les décisions politiques - douloureuses en dépenses comme en recettes - qui en vinrent pas. Il reviendra à Edouard Balladur de les annoncer la semaine prochaine. En ce sens, on comprend le nouveau premier ministre d'avoir voulu que l'Etat de nos comptes publics apparaisse clairement aux Français, justifiant les sacrifices qui vont leur être demandés.

L'erreur du gouvernement actuel serait de dramatiser outre mesure une situation qui, pour être très mauvaise sur le plan de l'emploi et des comptes sociaux ainsi que budgétaires, ne doit pas faire oublier l'essentiel : le formidable effort de modernisation, matériel et intellectuel, accompli par la France, qui joint d'une situation d'ensemble que beaucoup de pays étrangers lui envient. De ce point de vue, l'action de Pierre Bérégovoy aura globalement été très positive, puisqu'il a laissé un pays disposant de beaucoup d'atouts malgré les difficultés actuelles.

ALAIN VERNHOLLES

Des réactions politiques mesurées

Le rapport Raynaud ne comporte pas de « révélateurs majeurs » et il est « honnête », a estimé, jeudi 6 mai, l'ancien ministre du budget, Martin Malvy. Il « ne peut être un démenti » du gouvernement de Pierre Bérégovoy puisque, a poursuivi l'ancien ministre, le rapport ne met pas en cause « la situation économique globale de la France » mais « une situation européenne qui tire aujourd'hui notre pays vers la récession ». Même son de cloche au Parti socialiste dont la direction nationale a fait observer que le rapport sur les comptes de la

nation, qualifié de « globalement impartial », validait « les principaux choix » du précédent gouvernement. « Ce constat fait donc justice des accusations récentes que la droite avait eu le pouvoir de lancer contre ce qu'elle avait coutume d'appeler la gestion socialiste », ajoute le directeur du Parti socialiste dans un communiqué.

Tirant les leçons du rapport, le président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, Jacques Barrot (UDF), a souligné « la nécessité d'une relance économique très active et très soutenue », tandis que le rapporteur général du

budget, Philippe Anberger (RPR), a expliqué que, face à la situation « extrêmement préoccupante » révélée par le rapport Raynaud, des « mesures de redressement » s'imposent. « Il faut d'abord de toute urgence augmenter les recettes pour pouvoir continuer à payer les retraites et l'assurance-maladie jusqu'à la fin de l'année. Mais [le gouvernement] doit aussi engager des réformes structurelles pour pérenniser notre système de protection sociale », a indiqué le RPR dans un communiqué. « Les demi-mesures ne peuvent conduire qu'à l'échec », a prévenu de son côté le FN.

St. Bourd
L'HISTOIRE
AU JOUR LE JOUR

Com la no Renault re acc

ANS TOUT LE RE

LETTRES

Lauréat du cinquième prix Colette

Salman Rushdie n'a pu se rendre à Genève

Le jury du prix Colette, doté de 35 000 F suisses par la Fondation Armleder et récompensant en principe un écrivain de langue française, a fait de Salman Rushdie son cinquième lauréat, jeudi 6 mai à Genève, à l'occasion du Salon du livre. Mais les autorités suisses, tout en exprimant leur souhait de la venue de Rushdie, ont multiplié les obstacles sur son chemin.

GENÈVE

de notre envoyé spécial

Pour Salman Rushdie, il est essentiel de continuer à être désigné et reconnu comme un écrivain. Il le rappelle lors de son récent passage à Paris, précisant combien il était difficile d'être « un écrivain quel on ne parle plus jamais de ses livres » (Le Monde du 20 mars).

Il avait donc plaisir à recevoir un prix donné par des écrivains (1) et placé sous le signe de Colette, « qui toute sa vie s'est opposée à l'intolérance et au fanatisme », a indiqué Edmonde Charles-Roux, présidente du jury. Il lui importait de pouvoir venir chercher ce prix à Genève, ville chargée de symboles.

Mais cette « petite victoire que constitue chaque voyage de Salman Rushdie », comme l'a souligné Bernard-Henri Lévy (2), lui a été refusée. Le jury a tenu à expliquer en détail ce qui a rendu impossible la présence de Rushdie, et chacun des membres présents s'est prononcé sur le sens de cette absence. Jacques Chessex a résumé les étapes de la négociation. La Confédération helvétique a donné son accord à la présence de Rushdie sur son territoire. Mais, selon la procédure légale, elle a renvoyé l'affaire sur les autorités du canton. Celles-ci ont expliqué à Genève Armleder, la présidente de la fondation, qu'elles assuraient la sécurité de Rushdie mais refusaient de la financer. La fondation devait donc prendre à sa charge le transport et la protection de l'écrivain.

En raison de ces difficultés et des frais considérables qu'elles entraîneraient, la fondation Armleder n'a pu proposer à Salman Rushdie qu'une visite de deux heures à Genève, où il aurait été accueilli pour une conférence de presse dans un lieu mis à disposition par Pierre-Marcel Favre, le président du Salon du livre.

Rushdie a alors décidé de ne pas venir. « Je voudrais témoigner ici de sa déception », a déclaré Bernard-Henri Lévy. Voilà quatre ans que Rushdie doit se cacher, mais il fait face aujourd'hui à une situation nouvelle. On l'invite sans accepter de le protéger. (...) Ici, les autorités sont allées au bout du cynisme; elles ne semblent pouvoir avoir aucune difficulté à protéger les hommes de pouvoir menacés et autres despotes déchu quand ils viennent à Genève. Mesure-t-on à quel point il est important pour cet écrivain, dans le combat qu'il mène pour sa vie et contre l'intolérance, de pouvoir bouger, rencontrer d'autres écrivains et des lecteurs ?

Non moins indigné, Erik Orsenna a parlé du « chantage qui a eu lieu à propos de Rushdie ». « Ce prix, a-t-il précisé, est un salut à un homme traqué au cœur de l'Europe à la fin du vingtième siècle. Un salut aussi au courage de ses traducteurs. L'écriture, c'est résister de toutes ses forces au chantage de la mort. »

« A travers Rushdie, c'est l'écrit lui-même qui est visé, a renchérit Philippe Solers. On fait la preuve, en n'invitant pas un écrivain condamné à mort, que le message de ses livres n'est pas reçu. » « Genève est-elle encore la ville de la civilisation de l'écrit ? a-t-il conclu. Voltaire est-il encore l'âme de cette ville ? Si oui, il fallait inviter Rushdie. »

JOSYANE SAVIGNEAU

(1) Le prix Colette réunit Edmonde Charles-Roux, Françoise Mallet-Joris, de l'Académie Goncourt, Jacques Chessex, Bernard-Henri Lévy, Jean d'Ormesson, de l'Académie française, Erik Orsenna.
(2) Le prix a été remis à Bernard-Henri Lévy, qui le transmettra à Salman Rushdie.

Il n'y aura pas de nouvelle réforme législative globale de l'audiovisuel. Alain Carignon l'a confirmé, le 29 avril, devant la commission des affaires culturelles du Sénat, dans le droit fil des précédentes déclarations d'Edouard Balladur. Ses services travaillent toutefois déjà à l'élaboration d'un avant-projet de loi qui soumettrait au Parlement, à l'automne, diverses mesures tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.

Le contenu précis de l'avant-projet de loi auquel pensent Alain Carignon et son cabinet pour aménager l'ensemble du système audiovisuel ne sera pas arrêté avant la fin de l'été. Le ministre de la communication attendra naturellement les conclusions du comité indépendant dont il s'apprête à annoncer la création et qu'il chargera de redéfinir, propositions à l'appui, les missions de la télévision publique (Le Monde daté 2-3 mai). Plusieurs de ses autres têtes de chapitre semblent pourtant d'ores et déjà fixées.

En matière de publicité, les chaînes privées pourraient se voir enfin octroyer le droit de couper deux fois les œuvres audiovisuelles et les films. Cette volonté d'ouverture intéresse M6, dont la politique éditoriale est centrée sur les fictions. Sur le dernier trimestre 1993, la double coupure pourrait rapporter à M6 100 millions de francs, soit l'équivalent de son bénéfice 1992.

Le gouvernement va aussi réaménager, de toute façon, les ressources du secteur public. Alain Carignon l'a dit le 29 avril au Palais du Luxembourg : « Il faudrait se fixer l'ambition de définir selon un plan quinquennal les ressources du secteur public. Est-ce à dire que les ressources publicitaires de France Télévision seraient pla-

COMMUNICATION

Les orientations du ministre

M. Carignon envisage de réviser la loi de 1986 sur l'audiovisuel

fonnées ? Vu l'ampleur du déficit budgétaire, le ministre des finances ne devrait pas accorder facilement une compensation. En outre, le rapport 1992 du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) indique que la part des recettes publicitaires de France 2 dans le chiffre d'affaires de la chaîne évolue en baisse. Elles ne représentent plus, en 1992, que 38,9 % des ressources totales de France 2, contre 67 % en 1987.

En matière de programmes, une mission d'étude sur le service public devrait donc être confiée à un groupe de travail piloté par des personnalités indépendantes. Cette mission remettrait ses conclusions en septembre pour que celles-ci puissent être éventuellement intégrées dans le « paquet » que M. Carignon présenterait ensuite au conseil des ministres, puis au Parlement, si possible au cours de la session parlementaire d'automne. Comme le soulignait le ministre de la communication au Sénat, « les exigences que l'on peut avoir à l'égard du secteur public sont différentes de ce que l'on peut attendre du secteur privé ».

Modification

de la composition du CSA ?

Une inconnue demeure sur la volonté du gouvernement de maintenir ou de supprimer la présidence commune qui unit France 2 et France 3 depuis 1989. La position d'Hervé Bourges, président de France Télévision, qui consiste à souligner avec force que la fusion des deux chaînes publiques constitue la seule alternative à la puissance de TF1, déplaît souverainement aux chaînes privées et aux producteurs de cinéma. Pour des raisons différentes.

Ces derniers réclament le maintien de la multiplicité des chaînes : si France 2 refuse de coproduire un film, France 3 doit garder la liberté de le faire. Quant aux chaînes privées elles refusent ce qu'elles appellent la « politique des blocs ». La synergie France 2-France 3 gêne les coproductions intermédiaires et pousse inco-

ment M6 dans les bras de TF1. TF1, de son côté, estime qu'une double chaîne donne un avantage concurrentiel indû au service public.

L'un des pans de cette réforme touchera également, sans doute, le Conseil supérieur de l'audiovisuel. M. Carignon souhaite étendre ses pouvoirs. A commencer par le pouvoir de sanction. Actuellement, en direction des chaînes privées, celui-ci devrait être étendu aux chaînes publiques. Mais l'essentiel de la réforme du CSA pourrait être institutionnel. Compte tenu des renouvellements qui viennent d'avoir lieu parmi les « sages », la majorité de la haute autorité de l'audiovisuel reste « à gauche », en principe jusqu'en 1997.

Autrement dit, c'est une instance dont la majorité se caractérise par une « coloration » différente de la nouvelle majorité parlementaire, qui sera normalement appelée à renouveler les autorisations d'émission de TF1 et M6, dont l'échéance tombe en 1997. Idem pour la nomination du président des chaînes de service public, prévue en décembre 1993. Or, selon un responsable de chaîne exprimant à haute voix ce qui se murmure ici ou là, « la majorité parlementaire admettrait mal que des hommes nommés par la gauche prennent des décisions aussi importantes... ».

Pour les chaînes privées, des

Les éditions Milan contraintes d'arrêter Picoï. - La cour d'appel de Paris, dans un arrêt rendu le 8 avril, a interdit aux éditions Milan (Toulouse) d'exploiter au de leurs magazines pour enfants, Picoï, qui s'adresse aux « neuf mois-deux ans ». Les éditions Bayard-Presses, elles aussi implantées sur le créneau de la presse destinée aux enfants et aux jeunes - de Papi à Talents, en passant par Femme d'Api et Phosphore - considéraient que Picoï était « l'imitation flagrante de sa propre revue », Papi, et avaient assigné, il y a trois

allègements réglementaires sont à l'étude. Les actuels quotas de diffusion aux heures de grande écoute pourraient être supprimés et remplacés par des obligations d'investissement dans la production de fictions. Le seuil qui est actuellement de 15 % pourrait passer à 17 % du chiffre d'affaires de l'année précédente. Les producteurs audiovisuels militent fortement pour une telle mesure, alors que les producteurs de cinéma y sont opposés. Ces derniers craignent qu'un démantèlement des quotas audiovisuels ne finisse par emporter les obligations des chaînes en matière de cinéma.

Enfin, en matière de radio, le projet de loi qu'avait préparé Jean-Noël Jeanneney, l'ancien secrétaire d'Etat à la communication, pourrait être repris par M. Carignon, mais amendé, notamment sur les dispositions concernant les seuils de concentration en capital. De nouveaux seuils pourraient être fixés, soit en fonction de la région desservie, soit en parcs d'audience.

Même si cet arsenal de mesures réformatrices ne présente pas aux yeux du gouvernement l'aspect d'une réforme globale du système audiovisuel, le résultat, au bout du compte, risque donc d'être identique, avec tous les aléas politiques que cela peut impliquer.

YVES MAMOU

ans, les éditions Milan devant le tribunal de commerce de Paris, qui leur avait donné raison le 11 mars 1991. La cour d'appel de Paris a confirmé ce jugement du tribunal de commerce de Paris, et condamné les éditions Milan pour « concurrence déloyale » et « parasitisme de la notoriété ». Les éditions Milan se refusent à tout commentaire. Mais, du fait de ce jugement, les cibles de leurs journaux enfants se restreignent aux deux-trois ans, avec Toupies, Toboggan, Diabolo et Mikado.

**Connaissez-vous
la nouvelle fraîche ?
Renault rend la climatisation
accessible à tous.**



Renault Alizé Série Limitée climatisée

Parmi les nouvelles du jour, voici sans doute la meilleure : plus le soleil est haut et plus les prix sont bas. Résultat, que le moral est beau ! On découvre tout à coup que l'on va pouvoir s'offrir une voiture avec air climatisé, direction assistée, vitres teintées, lave-vitres électriques, condamnation centralisée des portes et télécommande. Version Diesel ou Essence* au choix, aujourd'hui le luxe est

réservé à une majorité sur toute la gamme Renault Alizé : Clio, Renault 19, Renault 21, Nevada et Espace. *Seule Clio Alizé n'existe qu'en version essence. Garantie anti-corrosion Renault 6 ans. Ditez votre financement.

Renault Alizé. Un vent nouveau dans l'auto.



RENAULT
LES VOITURES
A VIVRE

DANS TOUT LE RESEAU PARIS - ILE-DE-FRANCE

VIE DES ENTREPRISES

Mis au point
par l'équipe d'Edith Cresson

Un projet de loi sur la « société par actions simplifiée » sera présenté par le gouvernement

La « société par actions simplifiée » (SAS), une nouvelle forme juridique de société par actions, sera présentée par le gouvernement. Elle sera présentée par le ministre de l'Économie, Jean-Louis Lorré, le 10 mai, lors du conseil des ministres.

Le gouvernement a adopté un avant-projet de loi instituant la société par actions simplifiée, mis au point en février 1992 par le gouvernement d'Edith Cresson. Il sera prochainement soumis à discussion devant le Parlement.

La SAS vise notamment à faciliter les relations entre actionnaires de joint-ventures franco-françaises ou franco-étrangères. Le CNPF s'est félicité de l'adoption d'une formule qui s'adresse en priorité à de grandes entreprises.

Cette structure, estime le CNPF, « comblera une lacune de notre droit des sociétés et facilitera le rapprochement de sociétés françaises et européennes en évitant la délocalisation fréquente de l'heure actuelle vers des holdings étrangers ».

Malgré les tensions entre Paris et Pékin

Le CEA pourrait aider la Chine à gérer ses déchets nucléaires

Pour résoudre son problème de gestion des déchets nucléaires, la Chine oublie son différend avec la France, et s'apprête aussi à coopérer avec Taiwan, son ancien rival.

PÉKIN

de notre correspondant

Si les « sanctions » chinoises à l'encontre de la France pour ses ventes d'armes à Taiwan paraissent avoir un effet négatif sur les relations économiques des deux pays, il est un domaine où le dialogue se poursuit apparemment sans accroc : le nucléaire civil. Un séminaire s'est tenu, fin avril à Pékin, qui rassemblait, à l'initiative de Technatom - filiale de Framatome et du CEA - de hauts responsables industriels français dont ceux de l'ANDRA (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) et des spécialistes chinois autour du problème de la gestion des déchets nucléaires dits « de surface » ou « à vie courte », provenant de l'exploitation des centrales électronucléaires.

Le problème commence à devenir d'actualité en Chine à l'approche de la mise en fonctionnement de la centrale de Daya Bay, construite par la France près de Hongkong, qui divergera dans la deuxième

moitié de l'année, et après la mise en route récente de la centrale de Qinshan, près de Shanghai. La décentralisation administrative progressive contraindrait les producteurs provinciaux de déchets radioactifs - on compte dans ce domaine un nombre important de réacteurs de recherche ou militaires - à payer pour s'en débarrasser, et les responsables de l'industrie nucléaire chinoise en sont donc à envisager la construction de centres de stockage de ces déchets, nécessité impérieuse pour le programme nucléaire que Pékin entend poursuivre pour pallier sa pénurie d'énergie.

Une niche technologique

Une autre raison fait penser à des responsables industriels français qu'il existe là une niche où la France peut glisser sa technologie : la détection et le confinement de déchets. L'énergie atomique est également promue à un important développement si la question des déchets trouve une solution satisfaisant le fort sentiment écologique qui prévaut dans l'île. Cette solution pourrait passer par la construction, financée par Taiwan, de tels centres de stockage sur le continent. Le dialogue à ce sujet entre les deux anciens régimes rivaux existe d'ores

et déjà : un premier séminaire s'est tenu, en mars, avec une cinquantaine de techniciens du nucléaire venus de Taiwan à Pékin pour étudier les perspectives de coopération dans ce domaine.

La fédération que traversent les relations entre Pékin et Paris n'interdit pas de penser que, dans un secteur industriel aussi crucial pour son développement, la Chine soit disposée à modérer ses reproches envers la France pour profiter, au contraire, des retombées qu'elle pourrait retirer des liens croissants qui se nouent entre les industries françaises et taiwanaises. Alors Framatome, qui est sur les rangs pour la construction de la prochaine centrale nucléaire taiwanaise, pourrait se retrouver en position privilégiée pour ce double marché sur lequel les clivages politiques anciens tendent à disparaître.

Cette idée avait prévalu lors de la mise en route de la coopération nucléaire franco-chinoise autour de Daya Bay : inculquer à la culture technologique chinoise les méthodes françaises en ce domaine, de manière à fournir à l'industrie française un accès privilégié aux développements à venir du nucléaire en Chine.

FRANCIS DEDON

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

CONTENTIEUX

Virgin dépose une nouvelle plainte contre British Airways. - La compagnie aérienne britannique Virgin Atlantic Airways a assigné, jeudi 6 mai, son concurrent British Airways devant la Haute cour de justice de Londres. Cette décision prise par Richard Branson, président de Virgin Atlantic Airways, suit l'échec des discussions entre les deux compagnies pour clore définitivement l'affaire de concurrence déloyale qui les a opposés pendant deux ans. Le 11 janvier, Virgin a gagné le procès qui l'opposait à British Airways, obtenant des « excuses sans réserve » ainsi que des dommages et intérêts. En mars, Virgin a refusé que les 9 millions de livres de compensation que British Airways se proposait de verser soient accompagnés d'un engagement de garder le silence sur cette affaire à l'avenir.

RÉSULTAT

Compagnie immobilière Phénix (CIP) : baisse du bénéfice net consé-

luelle. - La Compagnie immobilière Phénix (CIP), filiale immobilière de la Compagnie générale des eaux, a réalisé en 1992 un bénéfice net consolidé de 136,5 millions de francs, en baisse de 46,2 % par rapport à 1991 (254 millions). La société ne distribuera pas de dividende pour cet exercice. Le chiffre d'affaires consolidé s'élevait à 4,994 milliards. A périmètre constant, note le groupe, la progression est de 21 % grâce au développement des activités promotion et d'habitat. Les fonds propres de la Compagnie atteignent 3 milliards contre 1,9 milliard en 1991. L'endettement net consolidé, principalement constitué d'emprunts à long et moyen terme, représente 2,3 fois les fonds propres, contre 3,1 fois en 1991.

CESSION

Yves Rocher (Elf-Sanofi) cède son prêt-à-porter féminin à l'italien Miroglio. - La société Yves Rocher (contrôlée par le groupe Elf-Sanofi) et l'italien Gruppo Tessile Miroglio ont

conclu un protocole d'accord sur la cession du prêt-à-porter féminin du groupe français (sociétés Clavier et Sym) à Miroglio, selon un communiqué publié mercredi 5 mai. A la signature de l'accord définitif, les sociétés Clavier et Sym seront fusionnées et leur regroupement devrait permettre de réaliser en 1993 un chiffre d'affaires global de 200 millions de francs, précise Yves Rocher. Le groupe Miroglio réalisait, ainsi dans le prêt-à-porter féminin en France un chiffre d'affaires global dépassant 550 millions de francs, compte tenu des 90 millions prévus pour Caroline Rohmer et des 160 millions prévus pour la division « prêt-à-porter » de Miroglio France (Gruppo Vestibene).

ACQUISITION

Sandoz reprend une société aux États-Unis dans le secteur des pigments. - Le groupe chimique suisse Sandoz a annoncé, mardi 4 mai, la reprise de la société américaine Spectrum Colors, qui produit et commen-

cialise des concentrés de pigments et d'additifs pour l'industrie de transformation des matières plastiques. Spectrum Colors, qui réalise un chiffre d'affaires de 36 millions de dollars (190 millions de francs), appartenait au groupe Cookson America Inc. Spectrum Colors. Le prix de l'acquisition n'a pas été révélé.

INVESTISSEMENTS

Asahi Glass (verre) recapitalise sa filiale américaine ARF Industries. - Le principal fabricant japonais de verre, Asahi Glass (groupe Mitsubishi), va injecter 350 millions de dollars (1,8 milliard de francs) dans ARF Industries, une firme américaine en difficulté dont il a acquis 98 % du capital l'an dernier. Cet investissement, qui doit être réalisé par le biais de filiales néerlandaises et belges au cours des prochains mois, permettra de réduire l'endettement d'ARF (400 millions de dollars). ARF Industries a affiché un bénéfice d'exploitation de près de 50 millions de dollars en 1992, mais a subi une perte nette de plus de 40 millions après frais financiers.

Bongrain se développe en Europe de l'Est. - Le groupe agroalimentaire Bongrain va s'implanter d'ici à la fin de 1993 en Russie, Hongrie et République tchèque, pour y créer des unités pilotes, a annoncé récemment le co-PDG du groupe, Jean-Noël Bongrain. Elles s'ajoutent à son usine de Pologne qui a démarré en mars. Bongrain, qui a réalisé l'an dernier un bénéfice net (part du groupe) de 354 millions de francs, a souffert notamment des dévaluations des monnaies européennes, qui ont amputé le bénéfice de 17 millions de francs. Par ailleurs, M. Bongrain a confirmé que la Compagnie laitière européenne (CLE) - ex-ULN - dont le groupe français a repris l'an dernier la gestion aux côtés de plusieurs partenaires, avait enregistré des pertes de 715 millions de francs en 1992. Ce montant intègre des charges exceptionnelles de 430 millions de francs (provisions et avances), des charges financières nettes de 260 millions de francs et un résultat d'exploitation « très légèrement négatif », a précisé le président du groupe.

Sony (électronique) fabrique des téléphones à Ribeauvillé (Haut-Rhin). - L'usine Sony de Ribeauvillé (Haut-Rhin), va produire des téléphones d'ici à la fin de l'année, devenant ainsi la première usine du fabricant japonais à produire ce type d'appareils en Europe. Ce passage à la téléphonie ne donnera lieu à aucune embauche sur le site, ni sont employés quelque 550 salariés. L'année 1992, qualifiée de « difficile » par la direction de l'usine, a vu sa production chuter et cette nouvelle ligne « permet d'envisager 1993 plus sereinement ». En outre, le site de Ribeauvillé a étendu cette semaine sa production en haute-fidélité avec l'assemblage d'éléments tunellecteur de CD pour mini-chaînes. L'usine de Ribeauvillé, implantée en 1986 avec 150 salariés, est aujourd'hui la plus importante du groupe en Europe. Sa production de caméscopes, magnéto-

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 7 mai ↓ Inquiète

Les séances se suivent et se ressemblent à la Bourse de Paris gagnée cette semaine par l'inquiétude et la monotonie à l'approche de l'annonce du collectif budgétaire. Après avoir ouvert une nouvelle fois vendredi 7 mai en baisse de 0,26 %, l'indice CAC 40 n'a cessé ensuite de perdre du terrain pour s'inscrire en milieu de journée en repli de 0,95 % à 1 902,21 points.

Ce repli s'inscrit dans un marché toujours sans volume, où l'hésitation est maintenue la règle, souligne un analyste. « Depuis plus d'une semaine, l'activité est très faible et les gestionnaires ne procèdent à aucune grosse application », ajoute-t-il. « Le marché reste tout jours très hésitant sur le collectif budgétaire, reprend un opérateur. En outre, il teste petit à petit le seuil des 1 900 points du CAC 40, à l'approche des élections locales inquiète les boursiers, qui estiment que dans les conditions actuelles le gouvernement est l'incapacité de pouvoir relancer l'activité. Au contraire, l'augmentation attendue des prélèvements fiscaux et sociaux ne peut qu'aggraver la récession et les difficultés des entreprises. »

Du côté des valeurs, Saint-Gobain, qui a annoncé une baisse de 10,2 % de son activité au premier trimestre, chute 1,9 %. Carrefour-Metabolix est également affecté par l'annonce d'un recul de 6,6 % de son chiffre d'affaires sur les trois premiers mois de l'année et la titre perd 0,6 %. Michelin, qui avait ouvert en légère hausse, se retrouve inchangé après l'annonce par le groupe qu'il envisage de supprimer 4 000 emplois en 1993-1994, dont 2 800 par départs volontaires.

NEW-YORK, 6 mai ↓ Attentisme

Wall Street a connu jeudi 6 mai une évolution semblable à celle des jours précédents, finissant sur une légère baisse en attendant la publication vendredi des chiffres du chômage américain pour avril. L'indice Dow Jones des valeurs vendues a clôturé à 3 441,80, en baisse de 7,20 points (-0,21 %). Quelques 254 millions d'actions ont été échangées. Les nombres de titres en hausse et en baisse se sont équilibrés : 827 contre 826, et 628 titres sont demeurés inchangés. Les demandes d'allocation-chômage durant la semaine achevée le 30 avril, qui sont restées inchangées à 348 000 par rapport à la semaine précédente, ont été ignorées par les investisseurs. Pour eux l'événement principal sur le marché demeure la publication des chiffres du chômage en avril, le 7 mai. Les experts tablent généralement sur 150 000 créations d'emplois, mais les prévisions varient entre moins de 100 000 et plus de 200 000. Sur le marché obligataire, le taux

d'intérêt sur les bons du Trésor à trente ans, principale référence, s'est établi à 8,79 % contre 8,78 % mercredi.

VALEURS	Cours de 5 mai	Cours de 6 mai
Alcatel	84 1/4	84 1/4
AT&T	52	52
Bell	39	39 1/2
Chenier-Metabolix	20 7/8	20 1/2
Chenier-Metabolix	33	33 1/2
Carrefour	42 3/4	42 3/4
Elf	64 7/8	65 3/8
Enx	58 1/8	58 3/4
General Electric	82 1/4	82 1/2
General Motors	47 3/4	47 3/4
General	41 3/4	41 3/4
IBM	48 1/4	48 1/4
Intel	64 1/4	64 1/4
Motorola	70 1/8	70 1/4
Pfizer	70 1/2	70 1/2
Schering	64 1/8	64 1/8
Telcel	123 1/2	123 1/2
Union Carbide	50	50 1/2
United Tech.	48 3/4	48 1/2
Westinghouse	15	15 1/4
Yarn Corp.	76	76 1/4

LONDRES, 6 mai ↓ Recul

Les valeurs ont reculé jeudi 6 mai au Stock Exchange, dans le sillage du marché à terme. La Foote des cent grandes valeurs a clôturé en baisse de 10,2 points (0,3 %) à 2 786,3, il avait gagné jusqu'à 8,5 points dans la matinée, grâce notamment à une hausse du titre Vodafone. Le volume des échanges a été élevé à 680,8 millions de titres contre 538,1 millions la veille. Les fonds d'Etat ont perdu environ un tiers de point, en l'absence d'une baisse des taux directeurs de la Bundesbank.

La baisse a affecté de nombreux secteurs, à l'exception notable des valeurs pharmaceutiques et des compagnies d'eau et d'électricité. Ces dernières ont été soutenues par des recommandations d'achat faites par des analystes, British

Petroleum Co. a gagné 6,5 pence à 304,5 après l'annonce d'un bénéfice net de 325 millions de livres au premier trimestre (sur une base historique tenant compte des fluctuations de la valeur de ses sociétés), contre une perte de 51 millions un an plus tôt.

VALEURS	Cours de 5 mai	Cours de 6 mai
Alcatel	84 1/4	84 1/4
AT&T	52	52
Bell	39	39 1/2
Chenier-Metabolix	20 7/8	20 1/2
Chenier-Metabolix	33	33 1/2
Carrefour	42 3/4	42 3/4
Elf	64 7/8	65 3/8
Enx	58 1/8	58 3/4
General Electric	82 1/4	82 1/2
General Motors	47 3/4	47 3/4
General	41 3/4	41 3/4
IBM	48 1/4	48 1/4
Intel	64 1/4	64 1/4
Motorola	70 1/8	70 1/4
Pfizer	70 1/2	70 1/2
Schering	64 1/8	64 1/8
Telcel	123 1/2	123 1/2
Union Carbide	50	50 1/2
United Tech.	48 3/4	48 1/2
Westinghouse	15	15 1/4
Yarn Corp.	76	76 1/4

TOKYO, 7 mai ↑ Petite progression

La Bourse de Tokyo a clôturé en hausse vendredi, le Nikkei progressant de 33 points, soit 0,9 %, pour terminer la séance à 20 811,36 points. Le volume d'affaires était en légère baisse à 600 millions de titres échangés, contre 623 millions la veille. Sur ce marché actif et nerveux, fluctuant entre la baisse et la hausse tout au long de la journée, les investisseurs étrangers et institutionnels ont été très présents. Selon les cours, la faiblesse du dollar, qui a clôturé à 110,10 yens malgré des

interventions de la Banque du Japon, après avoir atteint dans la matinée un plancher historique à 109,85 yens, n'a pas eu de gros impact sur le marché boursier.

VALEURS	Cours de 5 mai	Cours de 6 mai
Alcatel	84 1/4	84 1/4
AT&T	52	52
Bell	39	39 1/2
Chenier-Metabolix	20 7/8	20 1/2
Chenier-Metabolix	33	33 1/2
Carrefour	42 3/4	42 3/4
Elf	64 7/8	65 3/8
Enx	58 1/8	58 3/4
General Electric	82 1/4	82 1/2
General Motors	47 3/4	47 3/4
General	41 3/4	41 3/4
IBM	48 1/4	48 1/4
Intel	64 1/4	64 1/4
Motorola	70 1/8	70 1/4
Pfizer	70 1/2	70 1/2
Schering	64 1/8	64 1/8
Telcel	123 1/2	123 1/2
Union Carbide	50	50 1/2
United Tech.	48 3/4	48 1/2
Westinghouse	15	15 1/4
Yarn Corp.	76	76 1/4

CHANGES

Dollar : 5,3125 F ↓

Le deutschemark perd quelques fractions à 3,703 francs vendredi 7 mai, au cours des premiers échanges entre banques, contre 3,740 francs, jeudi soir. Le dollar s'affaiblit à 5,3125 francs contre 5,3260 francs la veille, dans l'attente des chiffres du chômage aux États-Unis pour avril.

FRANCFORT	6 mai	7 mai
Dollar (en DM).....	1,5795	1,5761
TOKYO	6 mai	7 mai
Dollar (en yen).....	118,19	118,10

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (7 mai).....	83/16 - 85/16 %
New-York (6 mai).....	2,38 %

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (7 mai) : 8,376 - 8,376 %
New-York (6 mai) : 7,98 %

BOURSES

5 mai	6 mai
(SBF, base 100 : 31-12-81)	
Indice global CAC	522,44
(SBF, base 1000 : 31-12-87)	
Indice CAC 40	1 906,34

NEW-YORK (indice Dow Jones)	5 mai	6 mai
Industriel	3 447,67	3 441,80
LONDRES (indice Financial Times)	5 mai	6 mai
100 valeurs	2 786,30	2 786,30
30 valeurs	2 202,79	2 188,60
Mines d'or	148,19	148,30
Fonds d'Etat	95,68	95,76

FRANCFORT	5 mai	6 mai
Dollar	1 623,16	1 623,26
TOKYO	6 mai	7 mai
Nikkei Dow Jones	20 822,43	20 811,36
Indice global	1 611,33	1 628,77

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demande	Offert	Demande	Offert
\$ E-U	5.3075	5.3085	5.3698	5.3720
Yen (100)	4.8175	4.8207	4.9715	4.9780
Ecu	6.9270	6.9340	6.9844	6.9913
Deutschemark	3.3785	3.3785	3.3788	3.3788
Franc suisse	3.7469	3.7503	3.7707	3.7776
Lire italienne (1000)	3.6290	3.6440	3.6292	3.6369
Livre sterling	8.3725	8.3795	8.4067	8.4196
Peseta (100)	4.5928	4.5928	4.5928	4.5928

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demande	Offert	Demande	Offert	Demande	Offert
\$ E-U	2 191/6	3 1/16	3 1/16	3 3/16	3 1/8	3 1/4
Yen (100)	2 191/6	2 191/6	2 191/6	2 191/6	2 191/6	2 191/6
DM	6 592/8	6 594/8	6 594/8	6 591/3	7 3/4	7 7/8
Deutschemark	3 376/5	3 377/10	3 376/5	3 376/5	3 376/5	3 376/5
FRANC SUISSE	3 753/3	3 753/3	3 753/3	3 753/3	3 753/3	3 753/3
Lire Italienne (1000)	3 629/0	3 629/0	3 629/0	3 629/0	3 629/0	3 629/0
Livre sterling	8 372/5	8 372/5	8 372/5	8 372/5	8 372/5	8 372/5
Peseta (100)	4 592/8	4 592/8	4 592/8	4 592/8	4 592/8	4 592/8
Franc Suisse	3 753/3	3 753/3	3 753/3	3 753/3	3 753/3	3 753/3

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de journée par la salle des marchés de la BNP.

L'AGENDA

Artisans

PEINTURE
POSE DE CARRELAGE
PONCAGE DE PARQUET
DEVIS GRATUIT
TEL : (1) 43 05 56 36

RENOUVELATION
Tous corps d'état
Devise gratuite
TEL : (1) 46 08 02 15

Particuliers

(demandes)

Pour modèle MAIS BOURG, rich.
MEUBLE AVEC, au sol, et marquet.
2 gds LUSTRES à cristaux : 3 gds
TABLEAUX anc. mètre relié à net.
Ap. 20 h. (1) 27 84 11 54

automobiles

ventes

de 5 à 7 CV
PARTICULIER VENO
205 XAO (diesel)
Excellent état.
FV. 30. 38 000 KM
PRIX A DÉB. ATTRE
TEL : 45-42-98-92
après 19 heures.

da 12 à 16 CV
A vendre voiture de propulsion
505 V6, blindée, riv. 3, en
1987, 3 500 km d'origine.
Options : clim., à distance.
Intr. Cur. Obs. rétrov. ext.
électronique, interphone, équip.
extincteur de feu. Expert.
récente par la Sté Labba.
prix 250 000 F, à débiter
TEL : 48-86-78-58
Fax : 48-79-82-20

Spécialités

gastronomiques
EXCELLENT CHAMPAGNE
de prestige, LA BOUTEILLE 85 F TTC
Étiquettes personnalisées à la
demande. W-end sur rendez-vous.
TEL : (1) 26 58 32 10

Vacances

tourisme

loisirs

IBIZA

Saatchi, vue sur mer, bal-
con, 11 cont., équipé, 2 pers.
Jusq. 1 500 F/mois
Jusq. 1 500 F/mois
TEL : 42-88-17-38

ASSOCIATIONS

Sessions et stages

Si les études de votre
enfant vous inquiètent,
faites lui passer de vraies
vacances qui préparent
une bonne rentrée, avec :

ÉVÉNEMENTS

ANIMATION

TEL : (1) 48-11-81-89

SÉJOURS LINGUISTIQUES

LONDON et PROVINCE est
en famille ou résid. univ.
Voyage

BOURSE DE PARIS DU 7 MAI

Comptant (sélection)**SICAV** (sélection)

6/5

[illegible][illegible]

Marché des Changes					Marché libre de l'or				LA BOURSE SUR MINITEL 36-15 TAPEZ LE MONDE		Marché à terme international de France MATIF Cotation du 6 mai 1993								
COURS INDICATIFS		COURS préc.	COURS 7/5	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 7/5			NOTIONNEL 10 % Nombre de contrats estimés : 180 649				CAC 40 A TERME Volume : 14 379				
				achat	vente							COURS	Juin 93	Sept. 93	Déc. 93	COURS	Mai 93	Juin 93	Juillet 93
Etats Unis (7 ans).....		5 328		5 1	5 8	Or fin (pau en barre)	61000	61100											
Ecu.....		8 595				Or fin (en lingot)	61400	61300											
Allemagne (100 dm).....		337 390		325	345	Napoléon 200f.....	352	353											
Belgique (100 Fl.).....		18 358		15 9	16 9	Pièce Fr 10 f.....	384												
France-Ban (100 f).....		300 410		289	308	Pièce Suisse (20 f).....	350	350											
Italie (1000 lire).....		3 847		3 4	3 9	Pièce Lira (20 f).....	348	348											
Danemark (100 kr.).....		87 700		84	92	Souverain (20 f).....	448	443											
Suisse (100 Sfr).....		9 220		7 9	9 6														
Grèce-Branque (7 L).....		8 328		7 9	9 6														
Grèce (100 drachmes).....		2 481		2 5	3 7														
Suède (100 kr.).....		374 650		382	385														
Norvège (100 kr.).....		72 50		68	77														
Autriche (100 sch.).....		79 820		76	84														
Espagne (100 pes.).....		47 681		46 6	48 6														
Portugal (100 esc.).....		4 908		4 3	4 9														
Canada (1 \$ can.).....		4 834		4 3	4 1														
Japon (100 ¥).....		6 735		6 4	4 3														
		1 452		4 3															

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 46-62-72-67

Dernier	117,08	116,92	116,36	Dernier	1 928	1 915	1 912
Précédent	117,62	117,38	116,76	Précédent	1 936,50	1 923	1 913

v : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - m : marché continu

ÉDUCATION

Les propositions de M. Millon pour la rénovation de l'enseignement supérieur

L'UDF presse le gouvernement de préciser sa politique universitaire

Charles Millon, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale et de la région Rhône-Alpes, a rendu public, jeudi 6 mai, un ensemble de propositions destinées à développer l'autonomie de l'enseignement supérieur.

M. Millon n'a jamais caché sa volonté de démontrer qu'il est souhaitable et possible de faire évoluer rapidement le système d'enseignement, ni sa déception de ne pouvoir mettre ses idées en application à la tête du ministère de l'Éducation nationale. Le programme de réforme de l'enseignement supérieur qu'il vient de présenter au nom du groupe UDF démontre qu'il se prépare minutieusement à cette dernière hypothèse. C'est, en effet, un projet de transformation globale du monde universitaire qu'il entend promouvoir et qui doit faire l'objet d'une proposition de loi en bonne et due forme.

Pas question, prévient d'embellie Charles Millon, de se lancer dans une réforme de plus et de risquer de courir les mêmes mésaventures que le gouvernement de M. Coluche en 1986. Pour éviter ce piège, il propose un dispositif habile : « Donner à toutes les universités qui le souhaitent la possibilité d'expérimenter ces formules nouvelles en dérogeant aux textes législatifs ou réglementaires en vigueur. » Autrement dit, leur permettre de sortir du cadre de la loi Savary de 1984 sur l'enseignement supérieur et d'échapper à l'ensemble des contraintes statutaires, pédagogi-

ques et financières du système universitaire.

Maïs, sous réserve que l'État continue à « garantir la cohérence et la coordination du système d'enseignement » et sous couvert d'expérimentation à la carte, c'est bien un chamboulement en profondeur que M. Millon appelle de ses vœux. Avec un objectif sans ambiguïté : favoriser la diversité et l'autonomie des établissements sur fond d'émulation, sinon de concurrence.

Systématisation des modules

Cette philosophie s'applique à tous les domaines. Ainsi, c'est vers des collèges universitaires à l'anglo-saxonne qu'il souhaite voir évoluer les premiers cycles. Non seulement ceux qui pourraient être implantés « en dehors des locaux universitaires » (par exemple dans des lycées ou dans des structures mixtes avec les professions), bénéficiant d'un budget autonome et d'un appui plus formel des régions. Mais en outre, les premiers cycles, estime le groupe UDF, devraient être scindés en deux voies : d'une part, des premiers cycles « propédeutiques » préparant aux études longues et susceptibles d'accueillir environ un tiers des bacheliers, et, d'autre part, des premiers cycles professionnalisant, en un ou deux ans, et drainant la grande majorité des étudiants.

Et, outre, M. Millon souhaite favoriser le développement d'innovations pédagogiques débordant le cadre national actuel. Il recommande la systématisation de l'ensei-

gnement sous forme de modules, le développement de séquences en alternance avec l'entreprise et l'introduction de nouveaux rythmes dans l'année universitaire (comme les « quadrimestres » expérimentés par l'université nouvelle de Marseille-Val-de-Fenestre).

Dans le domaine statutaire, l'UDF propose sans détour de donner aux universités qui le souhaitent la possibilité d'échapper à la loi Savary et aux contraintes du service public, grâce en particulier à l'établissement de deux budgets différents pour chaque université. L'un serait public, couvrant notamment les dépenses relatives aux personnels de la fonction publique. L'autre budget serait privé et s'appuierait aussi bien sur la gestion du patrimoine de l'établissement (notamment le patrimoine immobilier qui serait dévolu par l'État aux universités) que sur les activités liées à la vie étudiante. Ce qui revient à repenser le problème épineux des droits d'inscription. L'UDF propose à cet égard la constitution d'un comité des études, chargé d'examiner les possibilités de modulariser ces droits « en fonction du coût réel de la formation et des perspectives d'insertion professionnelle ». Cette part de budget privé permettrait notamment de gérer sans statut privé et de façon plus souple une partie des personnels.

La situation inconfortable du ministre

Enfin, M. Millon n'a pas abandonné toute ambition de renfermer le pouvoir régional dans le domaine universitaire. Il propose, en particulier, la décentralisation auprès des régions de la gestion des programmes d'échanges européens (Erasmus, Tempus) actuellement gérés au plan national par les universités. Il propose également d'aggraver de la même manière de confier aux universités, en liaison avec les collectivités locales, l'ensemble des responsabilités en matière de vie universitaire (restauration, logement et transport des étudiants).

Ce programme de l'UDF pour l'enseignement supérieur va loin. Représentant l'ensemble des tentatives exprimées à droite depuis des années, il en fait la synthèse et associe la volonté de décentralisation des uns et le souci des autres de confier l'essentiel des responsabilités aux universités elles-mêmes.

Et il pourrait rapidement mettre le gouvernement et François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur, dans une situation inconfortable. Ce dernier ne prévoyait pas de rendre publiques les grandes lignes de sa politique avant le 17 juin. Certes, M. Millon l'a informé de sa démarche et il peut jouer de cette initiative parlementaire comme d'un utile ballon d'essai. Il reste que le programme de l'UDF place désormais le ministre sous la pression d'une partie de la majorité. Une situation qui n'est pas sans précédent, même si le contexte a sensiblement changé depuis quelques années.

GÉRARD COURTOIS

La mise en place d'une commission d'évaluation des IUFM. - François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, et François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, ont annoncé, mercredi 5 mai, la mise en place d'une commission destinée à examiner le fonctionnement des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM). Cette commission devra « formuler des propositions en vue d'améliorer les conditions de formation des enseignants » et devra remettre son rapport au mois de juin. Présidée par André Kaspi, professeur à l'université Paris I-Panthéon Sorbonne, la commission compte dix-huit membres, parmi lesquels des universitaires, des recteurs, des inspecteurs généraux de l'éducation nationale, un proviseur de lycée, ainsi que Jacques Friedel, président de l'Académie des sciences, et Jean Leclant, secrétaire perpétuel de l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

Le réacteur Phénix bloqué par des copeaux. - Le réacteur expérimental Phénix, de l'Institut national de protection et de sûreté nucléaire (IPSN), à Cadarache (Bouches-du-Rhône), est indisponible pour un mois, à la suite de la découverte de copeaux d'acier dans l'eau de refroidissement de sa piscine. Découverts lundi 26 avril, ces copeaux provenaient d'un perçage réalisé le 25 mars sur une plaque support d'un mécanisme d'échappement. Le cœur du réacteur sera déchargé, afin de procéder à son nettoyage ainsi qu'à celui de la piscine. Selon l'IPSN, ces travaux supplémentaires ne devraient pas retarder d'un programme de recherche international sur la fusion du combustible à l'intérieur d'un réacteur en cas d'incident (le Monde du 10 mars).

Le prestige de la gravure

47, Passage des Panoramas

75002 PARIS

TEL : 45.08.86.45 - Fax : 42.36.94.48

CARNET

Naissances

- Fontainebleau.
Robert et Madeleine MARIENBACH sont heureux d'annoncer la naissance, le 21 avril 1993, de

Camille,

neveu de
Mathieu et de Chloé,
fille de
Edouard et Barbara MARIENBACH.

Isabelle, Francesco, Lorenzo et Fabio sont heureux d'annoncer la venue au monde de

Elio DELFINI,

à Paris, le 6 mai 1993.

- Villiers-la-Nancy, Metz.

Françoise CHAMPETIER-CYSSAC est heureuse d'annoncer la naissance de ses deuxième et troisième petits-enfants,

Paul et Benjamin,

le 29 avril 1993, chez
Sylvie, Benoît et Lucie VITALE.

Adoptions

Double MIGUET et Jacques POISAT ont la joie d'annoncer l'arrivée dans leur foyer de

Jair,

né le 20 décembre 1985, en Colombie.

Décès

- C'est avec tristesse que son épouse Collette, toute sa famille, ses amis fidèles, font part du décès de

Louis ABEL,

historien,

endormi à son domicile au soir du 23 avril 1993.

Selon sa volonté, il a été inhumé.

68510 Magstadt-le-Haut.

- Le conseil d'administration de l'Institut Pierre-Mendès-France s'associe avec tristesse à la douleur et à l'émotion provoquée par le décès de son président

Pierre BÉREGOVY.

- Le docteur Catherine Jouru a le chagrin d'annoncer le décès de sa mère,

M^{me} Louise ROUDANEZ, femme de Lettres et des Arts, survenue le 4 mai 1993.

Un hommage lui sera rendu lors du service religieux le lundi 10 mai, à 14 heures, en l'église Saint-Jacques-du-Haut-Pas, 252, rue Saint-Jacques, Paris-5.

40, rue Henri-Barbusse, 75003 Paris.

- On nous prie d'annoncer le décès, survenu à Paris, le 17 avril 1993, dans sa quatre-vingt-septième année, de

M^{me} Elisabeth TAUB.

Selon ses dernières volontés, l'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité, le 6 mai, à Paris.

17, rue Gramme, 75015 Paris.

Anniversaires

- Le 8 mai 1973,

Engène ROSE-ROSETTE

quittait sa famille et ses amis.

Que ceux qui l'ont connu, apprécié et aimé se souviennent.

Communications diverses

- L'ensemble des associations juives laïques de Paris vous invitent dimanche 9 mai, de 10 heures à 20 heures, à une grande journée de réflexion et de fête, qui aura lieu 11, rue Cailloux (métro Malson-Blanche).

Trois ateliers le matin : « Les juifs et l'Europe » ; « Israël et la Diaspora » ; « Les identités juives ». Un repas pris en commun. Une table ronde de 14 heures à 17 heures : « Les juifs laïques face à la communauté ».

A partir de 17 heures, grande fête, avec la chanteuse Annie Darnon et l'animateur Yehoudi d'Alain Fisher.

Prix pour l'ensemble de la journée, repas inclus : 100 F.

L'apéro-musé : 50 F.

Paiement à l'entrée de la salle.

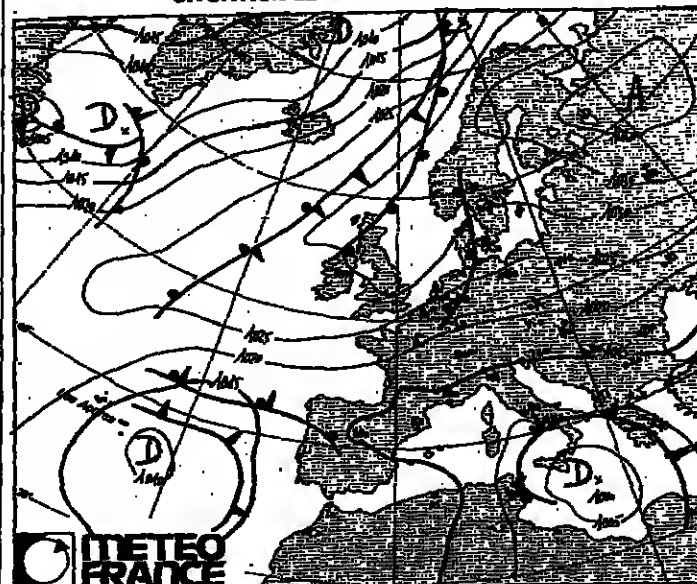
Conférences

- « Qu'est-ce que le protestantisme ? » Conférence-débat, église réformée de l'Étoile, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris-17^e, mardi 11 mai 1993, à 20 h 30. Entrée libre.

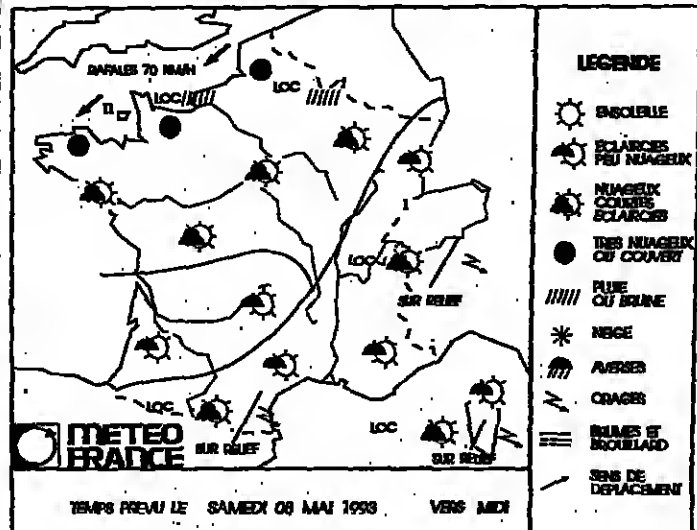
Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 7 MAI À 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 8 MAI 1993



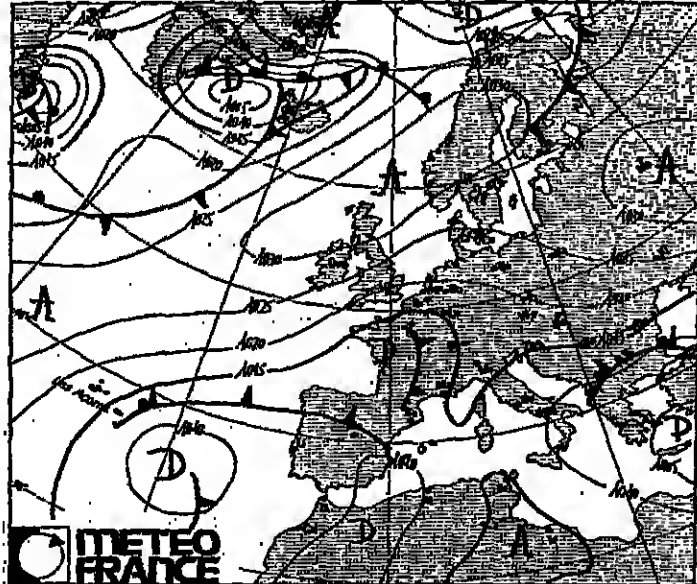
Samedi : tendance orageuse au sud et à l'est. Très nuageux avec vents ondules au nord. Sur une petite moitié sud-est du pays : des Pyrénées à la Corse aux Alpes et à l'Afrique, le ciel sera peu nuageux le matin. Des foyers orageux se développeront sur les massifs dans l'après-midi et pourront gagner la plaine en soirée.

Sur le sud-ouest du pays, c'est-à-dire sur un grand quart nord-ouest, le ciel restera très nuageux toute la journée avec de petites pluies éparse.

Les températures seront conformes aux normales saisonnières avec pour les minimales de 8 à 13 degrés du nord au sud, et pour les maximales, de 15 à 19 degrés au nord de la Seine, et de 19 à 24 degrés au sud.

Le vent de nord-est soufflera sur les côtes de Manche jusqu'à 70 km/h en pointe.

PRÉVISIONS POUR LE 9 MAI 1993 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés

Valeurs extrêmes relevées entre le 6-5-1993 à 18 heures TUC et le 7-5-1993 à 6 heures TUC

FRANCE	STRASBOURG	MADRID
ALJACO... 11 11 D	TOULOUSE... 24 13 D	MADRID... 28 10 N
BAYONNE... 12 12 C	TOURS... 17 6 C	MADRID... 28 12 D
BORDEAUX... 22 9 D		MADRID... 26 13 N
BRETAGNE... 17 7 C		MADRID... 14 11 C
BREST... 16 6 D		MADRID... 22 8 D
CANNES... 13 7 C		MADRID... 22 15 N
CHERBOURG... 13 7 N	ALGER... 20 11 D	MADRID... 22 8 D
CLEMONTE-F... 16 8 C	AMSTERDAM... 16 7 C	MADRID... 22 8 D
COCOT... 20 11 C	ATHENES... 22 15 P	MADRID... 22 8 D
DIJON... 15 9 C	BANGKOK... 27 23 C	MADRID... 22 8 D
LIMES... 17 1 D	BARCELONE... 21 12 D	MADRID... 22 8 D
LONDRES... 17 1 D	BEIRUTH... 21 12 D	MADRID... 22 8 D
LUXEMBOURG... 17 1 D	BELGRADE... 21 12 D	MADRID... 22 8 D
LYON... 17 1 D	BELLEVILLE... 11 9 C	MADRID... 22 8 D
MARSEILLE... 17 1 D	BIRKENHEAD... 16 9 C	MADRID... 22 8 D
NANTES... 17 1 D	BOULOGNE... 11 9 D	MADRID... 22 8 D
NICE... 17 1 D	CAIRO... 26 28 D	MADRID... 22 8 D
PARIS-MONT... 17 1 D	GENEVE... 11 10 N	MADRID... 22 8 D
PARIS-MONT... 17 1 D	ISTANBUL... 16 10 N	MADRID... 22 8 D
PARIS-MONT... 17 1 D	JERUSALEM... 17 1 D	MADRID... 22 8 D
PARIS-MONT... 17 1 D	LE CAIRE... 26 28 D	MADRID... 22 8 D
PARIS-MONT... 17 1 D	LARNACA... 22 12 D	MADRID... 22 8 D
PARIS-MONT... 17 1 D	LONDRES... 16 6 D	MADRID... 22 8 D
PARIS-MONT... 17 1 D	LOS ANGELES... 20 15 D	MADRID... 22 8 D
PARIS-MONT... 17 1 D	LUXEMBOURG... 16 6 D	MADRID... 22 8 D

A B C D N O P T

averse (brouillard) ciel couvert ciel dégagé ciel nuageux orage pluie tempête neige

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 8 mai

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

Soupir

MAIS où était donc le gouvernement, alors que le téléviseur retentissait des comtes tropiques de la nation? Qui e aperçu un ministre, au « 20 heures »? Tous disparus. Ils accueillaient le coup, sans doute. La nouvelle avait dû leur causer une telle surprise! On ne vit même pas l'image, pourtant traditionnelle en ces occasions, de l'entree du rapport restant son œuvre ou somnolente.

Tout au plus le procureur général Reynaud révéla-t-il, sur M8, que M. Balleur avait alors « poussé un soupir, qui n'était pas de soulagement ». Un soupir! Dans le triviale tumulte ambiant, on n'eût pu recevoir de si tristes nouvelles avec davantage d'élégance et de sobriété.

Quant au procureur général Reynaud, il ne fallait pas compter sur lui pour juger son prochain. « Je laisse les chiffres parler d'eux-mêmes », assura-t-il sur France 2. « La faute à qui, interroge sans conviction Bruno Masure. Rocard? Cresson? Barégovoy? » Vraiment, avec la meilleure volonté, le rapporteur ne voyait pas. « Nous n'avons pas recherché la part d'imputation à faire passer sur tel ou tel. » « Avez-vous relevé des dépenses électorales? », insista Masure. Ah oui, quelques petits millards imprévus au début de l'année, mais « électorales », non, on ne pou-

vait aller jusque-là. Sans « chercher à les qualifier », la commission les avait « constatés ».

Les raisons de cette retenue, parfaitement honorable et sans aucun doute millimétrée, étaient dans tous les esprits. On ne tire pas sur un mort. Mais la bonne grâce des télévisions à entrer dans le jeu « des chiffres-qui-parlent-d'eux-mêmes » fut remarquable.

On parle beaucoup d'impertinence, ces temps-ci. Eût-ce été une intolérable impertinence que d'enquêter sur la manière dont l'Hôtel Matignon avait préparé l'annonce de ce rapport ou de rappeler, même d'un mot, que le commissaire Reynaud comptait parmi ses membres près de la moitié de hauts fonctionnaires ayant servi dans des cabinets de ministres de droite? Ou encore de récapituler les aspects positifs du bilan des gouvernements précédents? Au lieu de quoi, en annonçant qu'il recevrait M. Balleur lundi prochain pour présenter son plan de rigueur, PPDA souligna que le premier ministre « savait que sa popularité en souffrirait ».

Sur cette note admirative à l'égard du stockisme du premier ministre, disposé à sacrifier sa considérable popularité sur l'autel du redressement, on ferme le ban.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : * signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; □ film à éviter ; ■ on peut voir ; ■■ ne pas manquer ; ■■■ chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 7 mai

- TF 1**
- 20.50 Magazine : Les Mémoires de la gloire. Présenté par Laurent Cabrol. La balade des chemins : La main baladeuse ; Le jockey ; La chanson fou ; L'arche de Noé ; La loi qui roule.
- 22.35 Magazine : Ushuaïa. Présenté par Nicolas Hulot. Trilogie polynésienne. 2. L'eau, Pontes ; Les Souverains à population humaine ; Dauphin en suris ; Boulevard des épaules.
- 23.40 Divertissement : Sexy Dingo.
- 0.15 Série : Les Enquêtes de Remington Steele.
- FRANCE 2**
- 20.50 Série : Margret se défend. D'André Konanko, d'après Georges Simenon.
- 22.20 Magazine : Bouillon de culture. Présenté par Bernard Pivot. Invité : Jacques Attali (Verbatim).
- 23.45 Journal et Météo.
- 0.05 Cinéma : Nuits blanches. ■■■ Film franco-italien de Luciano Visconti (1957) (v.o.).
- FRANCE 3**
- 20.45 Magazine : Thelassa. Rendez-vous avec la Lune, de Lisa Blanchet, Béatrice Borge, Stéphane Brabant et Sophie Bontemps.
- 21.50 Magazine : Faut pas rêver. Invité : Michel Boujoueh. Inde : l'enfant lama ; France : les grandes gueules ; Espagne : l'exorcisme par le feu.
- 22.50 Journal et Météo.
- 23.15 Magazine : La Divan. Invité : Noëlle Châtelet, écrit.
- 23.40 Série : Les Incompréhensibles.
- 0.30 Court métrage : Livre Court. L'Exécuteur, d'Eric Nivot.
- 0.40 Continentales. L'Eurojournal : l'info en v.o.
- CANAL PLUS**
- 20.35 Série : Antoine Rives, le juge du terrorisme. L'Affaire Akbari.
- 22.00 Divertissement : Ce soir avec les Nouveaux.
- 22.50 Flash d'informations.

- 23.00 Cinéma : La Belle Histoire. ■■ Film français de Claude Lelouch (1992).
- ARTE**
- 20.40 Magazine : Transit. De Daniel Leconte. Revue de presse ; Documentaires, etc.
- 22.10 Magazine : Macadam. The Pet Shop Boys. Tout est une question de style. De Steve Jenkins.
- 23.05 Documentaire : Au commencement était l'image. Ager Jom, de Marie-Josée Van de Loo.
- 0.05 Musique : Montreux Jazz Festival
- M 6**
- 20.45 Téléfilm : L'Incontenable Vérité. De Jeremy Kagan.
- 22.25 Série : Mission impossible. La Photographie.
- 23.25 Magazine : Les Enquêtes de Capital. Présenté par Emmanuel Leconte. La machine de guerre hollywoodienne.
- 23.50 Magazine : Emotions.
- 0.20 Informations : Six minutes première heure.
- 0.30 Magazine : Rapline. D'Éric Nivot, Madjah.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Radio archives. Léonard-Benda.
- 21.28 Poésie sur parole. Buddy Rich, batteur.
- 22.40 Les Nuits magnétiques. Les petites ondes.
- 0.05 Du jour au lendemain. Dans la bibliothèque de Jacques Borel.
- 0.50 Musique : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.05 Concert (donné le 23 mars à Leipzig) : Danse pour harpe et orchestre à cordes, de Debussy ; Danse symphonique pour orchestre op. 45, de Rachmaninov ; Penta rui, de Værhoff ; Boléro, de Ravel, par le Sinfonieschster des MDR, dir. Daniel Nappi ; Tournée Havélias avec Willie Small, Kevin Monroe, Angela Bell, Jackie Barrell, choristes.
- 1.05 Papillons de nuit.

- TF 1**
- 13.15 Magazine : Reportages.
- 13.50 Jeu : Millionnaire.
- 14.20 La Une est à vous.
- 17.25 Trente millions d'amis.
- 17.55 Divertissement : Les Roucesseries.
- 18.25 Divertissement : Vidéo gag.
- 18.55 Série : Beverly Hills.
- 19.50 Tirage du Loto (et à 20.00 Journal, Essais de formule 1, Tiercé, Météo et Trafic Infos).
- 20.45 Divertissement : Histoire d'un rire. Présenté par Roger Zabel.
- 22.40 Téléfilm : Rivalités meurtrières. De James Dodson.
- 0.20 Magazine : Formule foot. Championnat de France, PSG-Monaco.
- FRANCE 2**
- SAMEDI • 13H25**
- Géopolis**
- Les Sahraouis : La guerre ensablée
- 13.25 Magazine : Géopolis.
- 14.15 Magazine : Animalia.
- 15.10 Magazine : Sport passion. A 15.15, Rugby (Journal des Dix Provinces) ; Now South Wales-Transvaal, en direct de Sydney ; A 16.55, Cyclisme : Quatre Jours de Dunkerque ; A 17.35, Magazine Terre de Foot.
- 19.00 INC.
- 19.05 Magazine : Frou-frou. Présenté par Christine Bravo. Invité : Jean-Marie Bigard.
- 20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
- 20.50 Variétés :

- La Chance aux chansons. Spécial 1 500. Émission présentée par Pascal Sevran.
- 22.45 Variétés : Taratata. Émission présentée par Nagui. Invité : Elsa.
- 0.15 Journal et Météo.
- 0.30 Magazine : La 25e Heure. Présenté par Jacques Perrin.
- FRANCE 3**
- 13.00 Documentaire : En flânant avec Roger Gicquel.
- 14.00 Série : La croisière s'émuse.
- 14.50 Magazine : Ouvert au public.
- 15.20 Documentaire : Génération d'Alsace.
- 15.45 Documentaire : Picasso et la tauromachie.
- 18.15 Magazine : Ictus.
- 18.45 Documentaire : Mikié Mami.
- 17.40 Magazine : Montagne.
- 18.25 Jeu : Questions pour un champion.
- 18.50 Un livre, un jour.
- 19.00 La 19-20 de l'information.
- 20.05 Divertissement : Hugobélère (et à 20.40).
- 20.15 Divertissement : Yecapa.
- 20.45 Téléfilm : Bois d'ébène. De Patrick Saglio.
- 22.15 Journal et Météo.
- 22.40 Magazine : vers un campagne, de Daniel Leconte.
- 23.35 Magazine : Salut Mamu. Présenté par Manu Dibango et Yvonne Katsoulas.
- 0.20 Continentales Club.
- CANAL PLUS**
- En clair jusqu'à 14.05
- 13.30 Magazine : L'œil du cyclone, Gorki.
- 14.00 Le Journal du cinéma.
- 14.05 Série : Le Juge de la nuit.
- 14.50 Sport : Golf. 3e journée de l'Open Perrier.
- 16.40 Sport : Basket-ball américain. Match de championnat de la NBA.

Dimanche 9 mai

- TF 1**
- 11.05 Magazine : Téléfoot. Championnat de France : Coupe de la Coupe d'Europe ; Morceaux choisis ; Top buts.
- 11.50 Jeu : Millionnaire.
- 12.18 Météo.
- 12.20 Jeu : Le Juste Prix.
- 12.50 Magazine : A vrai dire.
- 12.55 Météo, Trafic Infos et Journal.
- 13.20 Sport : Formule 1 à la Une. Avec les commentaires de Steve Jenkins.
- 16.00 Série : Starzky et Hutch.
- 18.55 Disney Parade.
- 18.05 Des millions de copains.
- 19.05 Magazine : 7 sur 7. Présenté par Anne Sinclair. Invité : l'abbé Pierre et Bernard Kouchner.
- 20.00 Journal, Tiercé et Météo.
- 20.45 Cinéma : Avec les compliments de Charlie. ■ Film américain de Stuart Rosenberg (1976).
- 22.30 Magazine : Cinq dimanche.
- 22.40 Cinéma : On n'est pas sorti de l'auberge. ■ Film français de Max Pécas (1982).
- 0.20 Journal et Météo.
- FRANCE 2**
- 11.00 Messe. Célébrée en direct de l'église Saint-Ursin à Epron (Calvados).
- 11.50 La Colombe et le Serpent. De Michel Farin. 4. La Jalouse du frère.
- DIMANCHE • MIDI**
- Bernard Stasi**
- à l'Heure de Vérité.
- 12.00 Magazine : L'Heure de vérité (et à 14.00). Invité : Bernard Stasi.
- 12.59 Journal et Météo.
- 13.50 Dimanche Martin.
- 14.50 Série : Mission casse-cou.
- 15.45 Dimanche Martin (suite).
- 17.20 Documentaire : L'Dys-sée sous-marine de l'équipe Cousteau.
- 18.15 Magazine : Stade 2. Football ; Rugby ; Basket-ball ; Tennis ; Automobile ; Escalade ; Cyclisme ; Handball.
- 19.25 Série : Maggy.
- 20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
- 20.50 Cinéma : Midnight Run. ■■ Film américain de Martin Brest (1988).

- FRANCE 3**
- 11.00 Magazine : Musicales. Présenté par Alain Dauwal. Opéra de Lyon ; Jean Nouvel, documentaire de Michel Van Zee.
- 12.00 Flash d'informations.
- 12.05 Télévision régionale.
- 12.45 Journal.
- 13.00 Expression directe.
- 13.20 Magazine : D'un soleil à l'autre.
- 13.50 Téléfilm : Face to Face. De Rob Cohen.
- 15.25 Magazine : Sports 3 dimanche. A 15.30, Tiercé, en direct de Longchamp ; A 16.50, Basket-ball (finale du championnat de France, troisième match en direct) ; Pau-Orthez contre Limoges.
- 17.30 Dessin animé : Les Simpson.
- 18.00 Magazine : Jarmat sans mon livre. Présenté par Bernard Rapp. Invité : Carlo Fruttero et Franco Lucenti (ce qu'a vu le vent d'Ouest) ; Hugues Pagan (l'art de grouper) ; le critique Pascal Bonafant (Prose Magique) ; Angelo-Mario Ripellino (Maurice Denis) ; Jean-Paul Bouillon (l'art grec) ; présenté par Pierre Vidal-Nagot.
- 19.00 Le 19-20 de l'information. Invité Jean Puech, ministre de l'Agriculture et de la Pêche.
- 20.05 Divertissement : Yecapa. Présenté par Pascal Brunner. Invité : Patrick Préjean, Fabienne Thibault, Olivier Lajouane, El Chato.
- 20.45 Spectacle : Attention magie ! Présenté par Vincent Perrot.
- 22.00 Magazine : A vos services. Présenté par Caroline Tresca. Invité : Paco Rabanne.
- 22.45 Journal et Météo.
- 23.10 Cinéma : Volpone. ■■ Film français de Maurice Tourneur (1940).
- CANAL PLUS**
- En clair jusqu'à 14.00
- 12.30 Flash d'informations.
- 12.35 Magazine : Télé dimanche. Présenté par Michel Denisot.
- 13.30 Divertissement : La Semaine des Guignols.
- 14.00 Divertissement : Ce soir avec les Nouveaux.
- 14.50 Sport : Golf. Dernière journée de l'Open Perrier.
- 17.30 Documentaire : Loups de Galice et de Caetille. De Richard et Julia Kemp.

- 0.00 Série : Monty Python's Flying Circus (rediff., 40 min).
- M 6**
- 13.00 Série : O'Hara.
- 13.55 Série : Supercopier.
- 14.50 Série : Les Champions.
- 15.40 Série : Amicalment votre.
- 16.40 Magazine : Culture rock.
- 17.10 Série : La Saint.
- 18.15 Série : Brigade de nuit.
- 18.05 Magazine : Turbo.
- 19.54 Six minutes d'informations. Météo.
- 20.00 Série : Cosby Show.
- 20.35 Divertissement : Trancha de rire.
- 20.45 Téléfilm : Confiance aveugle. De Paul Wendkos.
- 0.15 Série : Soko, brigade des stupés.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Photo-portrait. Vincent Corbière, ébéniste.
- 20.45 Nouveau répertoire dramatique. Les Petites Histoires, d'Étienne Durr.
- 22.35 Musique : Opus. Jean-Claude Eloy, abolisseur des frontières de la composition.
- 0.05 Clair de nuit.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 19.30 Soirée lyrique. A 20.00, opéra (donné le 25 avril salle Pleyel) : Hélène d'Égypte, de R. Strauss, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski ; sol. : Anna Tomowa-Sintow, Inge Nielsen, Siegmund Nimsgern, Klaus Koenig, Anne Gjevang, David Randall, Annegeer Stumphius, Cecilia Uebachs.
- 23.00 Jazz. Concours de la Communauté des radios publiques de langue française (CRPLF), en direct de Liège.
- 1.02 Meestro.

- 0.05 Musique : Les Grands Interprètes. Extraits filmés de quelques grands interprètes du XXe siècle. Hermann Scherchen, de Luc Ferrari et S. G. Pautin. David Oistrakh : Cole-berly Rachal, Wanda Landowska et Homé. Glenn Gould, la question de l'instrument, de Bruno Monsiegeon (45 min).
- M 6**
- 11.05 Magazine : Turbo (rediff.).
- 11.50 Série : Mariés, deux enfants.
- 12.20 Série : Me sorcière bien-simée.
- 12.55 Série : O'Hara.
- 13.50 Série : Cosmos 1993.
- 14.45 Série : L'Heure du crime.
- 15.40 Magazine : Fréquentstar. William Sheller.
- 16.35 Magazine : Flashback.
- 17.05 Série : Airport. Unité spéciale.
- 18.00 Série : Clair de lune.
- 19.00 Série : Tonnerre mécanique. Six minutes d'informations. Météo.
- 20.00 Série : Cosby Show.
- 20.35 Sport 8.
- 20.50 Téléfilm : Pour l'amour d'un enfant. De Richard Michaels.
- 22.30 Magazine : Culture pub. D'Anne Magnien et Christian Bleches.
- 23.00 Cinéma : Black Emmanuel. Film italien d'Albert Thomas (1975).
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Atelier de création radio-phonique. Juin mois de mai.
- 22.25 Poésie sur parole.
- 22.35 Musique : Le Concert (donné à la Maison de Radio-France, le 21 février) : la jeune école russe. Œuvres de Kapryine, Pécou, Ienoulev-novski, Chchetinski, Pavlenko, Zograbian, par l'Ensemble de musique moderne de Moscou, dir. Alexei Vinogradov.
- 22.33 Autoportrait. Par Philippe Hersant. Chen Qi Gang.
- 23.35 L'Esseau rare.
- 1.00 Les Fantaisies du voyageur.

Les élections locales et le scrutin de Newbury

Le Parti conservateur britannique a enregistré un revers sans précédent depuis 1979

LONDRES

de notre correspondant

L'anecdote paraît authentique : lorsque le directeur de la campagne du Parti démocrate-libéral a réveillé en pleine nuit Paddy Ashdown pour lui annoncer que David Rendel l'avait emporté à Newbury avec 22 055 voix de majorité, le chef des démocrates-libéraux ne l'a pas cru : il devait s'agir du total des voix obtenues par M. Rendel ! Aucun sondage, aucun stratège politique, ne se serait hasardé à prévoir une telle victoire de l'opposition lors de cette élection législative partielle où le Parti conservateur détenait une majorité de 12 357 voix depuis le scrutin d'avril 1992 (*le Monde* du 6 et 7 mai). M. Rendel a obtenu 37 590 voix, contre 15 535 à son adversaire conservateur, Julian Davidson, et seulement 1 511 pour le candidat du Parti travailliste.

Déroute aux élections locales

Ce scrutin, présenté par l'opposition comme une sorte de « mini-référendum » sur les performances du gouvernement de John Major, est apparu comme un vote de protestation devant les effets d'une politique économique qui n'est pas dissociée, dans l'esprit d'un grand nombre de Britanniques, de la grave récession qui a frappé la Grande-Bretagne depuis deux ans et demi.

Cette sanction de l'électorat est peut-être encore plus manifeste si l'on en juge par la large déroute politique que représentent, pour le Parti conservateur, les résultats des élections locales. Il s'agit en effet des plus mauvais résultats enregistrés par les Tories depuis leur

retour au pouvoir, en 1979. Sur les quarante-sept comtés d'Angleterre et du Pays de Galles où les conseils de comté étaient soumis à renouvellement, le Parti conservateur ne détient dorénavant la majorité absolue que dans un seul (le Buckinghamshire), contre dix-huit précédemment.

Les démocrates-libéraux apparaissent les grands vainqueurs : ils ajoutent en effet deux comtés (le Somerset et le Cornwall) à celui qu'ils détenaient (l'île de Wight). Le Labour, de son côté, s'est imposé dans le Northamptonshire et contrôle désormais quatorze comtés. Le nombre des comtés sans majorité absolue passe, d'autre part, de douze à vingt-huit. En termes de sièges, les chiffres sont également éloquentes : les conservateurs perdent 472 sièges, les démocrates-libéraux en gagnent 376 et le Labour en obtient 85 de plus. La carte électorale de l'Angleterre est ainsi profondément modifiée s'agissant de la représentation locale des partis.

Le Sud, qui est le bastion traditionnel du parti tory, enregistre les pertes les plus sévères : dans des comtés comme le Kent, le Hampshire, le Surrey, l'East-Sussex et le West-Sussex, qui étaient depuis si longtemps des « valeurs sûres » depuis 1889 pour le Kent, le Parti conservateur perd sa prédominance.

Si la participation électorale pour les élections locales (de l'ordre de 40 %) est sans surprise pour ce type de scrutin, la mobilisation des électeurs de Newbury (71,25 % de participation) représente visiblement celle des mécontents et des déçus du « Majorisme ».

LAURENT ZECCHINI

Faisant en particulier des réserves sur les contrôles d'identité préventifs

Le cabinet de M. Veil critique certaines dispositions du projet de M. Pasqua sur les étrangers

Le projet de loi réformant les conditions d'entrée et de séjour des étrangers pourrait être présenté au conseil des ministres du 19 mai. Le version de ce texte préparé au ministère de l'Intérieur et redoublé par le Groupe d'information et de soutien aux travailleurs immigrés (GISTI) (*le Monde* du 6 mai) est contestée, sur certains points, par le cabinet de Simone Veil, ministre des affaires sociales.

Celui-ci est intervenu à propos des prestations sociales versées aux étrangers et du regroupement familial. Il accepte que les prestations sociales soient refusées aux étrangers en situation irrégulière, sauf en cas d'hospitalisation ou de soins d'urgence. Il plaide pour que le délai de résidence nécessaire à un immigré afin de faire venir sa famille soit porté de un à deux ans, et non trois comme le prévoit l'actuel projet du ministère de l'Intérieur. Il souhaite que l'examen des ressources nécessaires pour obtenir ce regroupement prenne en compte les allocations familiales, alors que le texte de M. Pasqua les exclut du calcul des revenus. Le cabinet de M. Veil a aussi tenu, jeudi 6 mai, à faire entendre sa différence avec M. Pasqua en affirmant son hostilité, sauf « dans certaines circonstances », aux contrôles d'identité préventifs, qui font l'objet d'un autre projet de loi.

Une manifestation à Paris

A propos du texte sur l'immigration, qui vise aussi à soumettre le mariage à la condition du séjour régulier, à faciliter les expulsions et à filtrer les demandes d'asile, le Syndicat de la magistrature parle de « grave recul des libertés et du droit ». Pour le MRAP, le projet

visé à « déstabiliser à l'extrême des étrangers établis en France ou en voie d'établissement ». La Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI) parle de projet d'« exclusion ethnique ». La Ligue des droits de l'homme estime que le texte met en cause « la cohésion sociale et civique du pays » et SOS-Racisme se dit « très circonspect ».

Ces associations, des syndicats et des partis de gauche appellent à participer à la manifestation contre le réforme du code de la nationalité, dont le PCF a pris l'initiative, lundi 10 mai à Paris, entre la place de la Bastille et celle de la Nation, ainsi qu'à un rassemblement devant l'Assemblée le lendemain, au moment de l'examen du texte par les députés.

Ph. B.

Mis en cause sur France 2

M. Charasse poursuit en diffamation Philippe Sassier

Michel Charasse, ancien ministre du budget, a engagé mercredi 5 mai une procédure en diffamation contre Philippe Sassier, journaliste à France 2, à la suite d'une chronique qui l'avait mis en cause le 3 mai, à 7 h 20, sur cette chaîne publique.

Commentant les propos tenus par Michel Charasse - qui avait déclaré, à l'annonce du suicide de Pierre Bérégovoy : « Je serais juge ou journaliste, je ne dormirais pas bien ce soir » - Philippe Sassier avait notamment affirmé, dans sa chronique : « A-t-il le sommeil profond, l'ancien ministre du budget de Pierre Bérégovoy, qui a signé le budget de 1993 juste avant de démissionner pour aller s'asseoir dans un siège douloureux de sénateur ? N'est-ce pas lui qui a, volontairement, majoré certaines recettes et minoré certaines dépenses dans le budget ? (...) Dans son désir de laisser à son successeur un terrain budgétaire miné, M. Charasse a contribué, beaucoup plus que les juges, les journalistes et l'actuelle majorité, à ternir l'image d'homme de rigueur de Pierre Bérégovoy. »

M. Charasse s'est déclaré « indigné » par les propos tenus par Philippe Sassier mettant directement en cause la loyauté et la rigueur de sa gestion ministérielle et l'accusant d'avoir contribué à ternir l'image politique de Pierre Bérégovoy.

Gustavo Gutierrez à l'Elysée

Le « père » de la théologie de la libération décoré de la Légion d'honneur

Gustavo Gutierrez, prêtre péruvien de soixante-quatre ans, « père » de la théologie de la libération, a été décoré de la Légion d'honneur, jeudi 6 mai à l'Elysée, par M. Mitterrand. Le président français a salué « l'accord entre la foi et son hôte latino-américain » et son combat contre l'exploitation, la domination, la pauvreté et la misère.

LIMA

de notre correspondant

Depuis la conférence épiscopale de Medellin (Colombie) en 1968, la théologie de la libération et l'Eglise des pauvres ont marqué l'histoire du sous-continent. Parler de Dieu à partir des souffrances des peuples est l'argument premier de l'« théologie de la libération », écrit en 1971 (1). Depuis, il a dû affronter la résistance des conservateurs, pourfendre « le marxisme réchauffé » et « les communistes déguisés en curés ».

Rome a condamné certaines déviations de cette théologie. Le Père Gutierrez y a échappé de peu.

co 1984. « Lorsque l'on appartient à une institution, dit-il, il faut respecter certaines règles de jeu. » Depuis, s'il garde un « profil bas », il exprime librement ses convictions dans ses sermons, ses articles, ses conférences et ses livres.

« Ce que j'ai voulu avec la théologie de la libération, dit-il, c'est rappeler à un peuple qui tue quotidiennement la mort que Dieu est l'ami de la vie » et éviter que la théologie « ne soit qu'un discours dans le vide ». Ce courant a suscité une participation croissante des laïcs, dans des villages qui autrefois ne recevaient la visite du curé qu'une fois l'an. Dans les bidonvilles, les communautés ecclésiales de base restent actives, comme le mouvement d'impressionnistes marches pour la paix.

N. S.

(1) Ouvrage traduit en douze langues. Gustavo Gutierrez a aussi écrit : *Ligne pastorale de l'Eglise en Amérique latine*; *La Force historique des pauvres*; *Le Dieu de la vie*; *Parler de Dieu depuis la souffrance de l'innocent*. Son dernier ouvrage, *La recherche des pauvres de Jésus-Christ*, porte sur Les Cans. La plupart de ces livres ont été publiés en France au Cerf.

EN BREF

Acte de vandalisme dans un cimetière juif de Marseille. - Une quinzaine de sépultures ont été saccagées le 2 mai dans le cimetière israélite de Frauberg, près de Sarreguemines (Moselle). Selon la gendarmerie, les pierres tombales ont été renversées, mais aucune inscription à caractère antisémite n'a été découverte, ce qui fait penser à un acte de vandalisme.

FOOTBALL : Coupe de France. - Paris-SG-Bordeaux et Sochaux-Etupes-Marseille seront les deux rencontres au sommet des quarts de finale de la Coupe de France. Les deux autres matches opposeront Montpellier à Nantes et Toulouse à Laval, dernier club de

deuxième division en lice. Les rencontres auront lieu sur le terrain du club premier nommé, mardi 18 et mercredi 19 mai, sauf Sochaux-Etupes-Marseille avenue au 11 mai.

HIPPISME : mort du jockey Roger Duchêne. - Roger Duchêne est mort, jeudi 6 mai, à la suite d'une chute au saut de la rivière dans le prix Andréa, à Auteuil, servant de support au tiercé-quarté-quotidien. Né le 25 septembre 1955, ce jockey avait commencé sa carrière en 1970 et comptait 239 victoires pour 2 092 participations dans les courses d'obstacles. Les deux dernières épreuves de l'après-midi à Auteuil ont été annulées.

SOMMAIRE

AU COURRIER DU MONDE

La mort de Pierre Bérégovoy..... 2

ETRANGER

Le rejet du plan de paix et les menaces internationales contre les Serbes à Bosnie..... 3
Russie : M. Eltsine lève sur les Russes de concrétiser sa victoire..... 4
Sri-Lanka : Dingiri Wijenunga a été élu président de la République..... 5
République tchèque : la police affirme avoir déjoué une tentative d'attentat contre M. Havel..... 5
L'Algérie silencieuse (II) : Harbil et ses paysans aux idées simples..... 6

ESPACE EUROPEEN

L'allégresse de la droite espagnole
A Moscou, le séminaire de « tante Lena »..... 7 et 8

POLITIQUE

La suicide de Pierre Bérégovoy et la polémique sur la responsabilité des médias : de Navars au Val-de-Grâce, les dernières heures : Point de vue : « Vers des états généraux de la presse ? » par Jean Daniel..... 9
Le Parti républicain veut aider le gouvernement à « faire entendre mieux »..... 10
M. Chaban-Delmas ne sera pas candidat en 1995 à la mairie de Bordeaux..... 10

SOCIÉTÉ

La mort du brigadier-chef Michel Fenien suscite une vive émotion dans la police parisienne..... 11
Quelle histoire ! par Claude Sarraute : « Malades, vos papiers ! »..... 11

CULTURE

Danse : « Au crépuscule, ni plus ni moins », du chorégraphe Bernard Monteil..... 12
Cinéma : « Un faux mouvement »,

de Carl Franklin : une balade violente et digne entre Los Angeles et l'Arkansas ; Walt Disney indicateur du FBI..... 12
Musiques : Boulez néo-classique ; les tambours voyageurs de la troupe japonaise d'Amano Sen 13

ECONOMIE

Un accord de coopération entre SGS-Thomson et Mitsubishi pour la mise au point de mémoires flash..... 15
Les aides du gouvernement à l'agriculture..... 15
Le texte intégral du rapport Raynaud..... 16 à 18

TERRES DE FRANCE

Douarnenez : bateaux d'antan
Noisiel : les barons du chocolat
Les belles de la Côte d'Azur
Pays de Cevennes : la route du pastel
L'Hexagone en quatre quarts
Pâtisseries aux sources
La France au naturel : Les bonnes fièvres..... 1 à XVI

Services

Abonnements..... 2
Annonces classées..... 20
Carnet..... 22
Marchés financiers..... 20 et 21
Météorologie..... 22
Radio-Télévision..... 23
Spectacles..... 14
Week-end d'un chineur..... 13

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Terres de France » folio 1 à XVI

Le numéro de « Monde » daté 7 mai 1993 a été tiré à 500 379 exemplaires.

Charles Millon

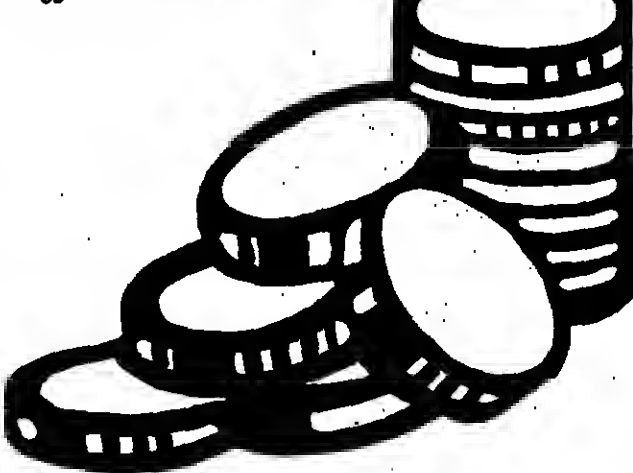
invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, président du conseil régional du Rhône-Alpes, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche 9 mai de 18 h 30 à 19 h 30.

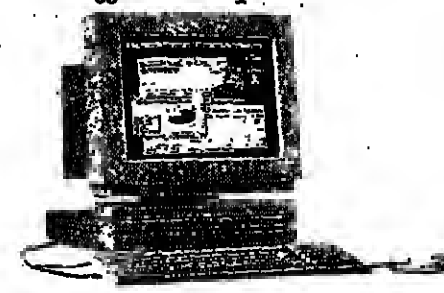
Il répondra aux questions de Daniel Carton et Thomas Ferrand, du Monde, et de Richard Arz et Dominique Pennequin, de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marquet.

Voici les deux meilleures façons de motiver un collaborateur :

1. Lui offrir de l'avancement.



2. Lui offrir une promotion.



Macintosh LC II 4/40 Mo avec clavier et moniteur monochrome 12" Apple. 6 147 F ht. 7 290 F ht.
Option Moniteur couleur 14" Apple +1 265 F ht. 1 500 F ht.
Option 4/80 MO. +700 F ht. 830 F ht.
Option LaserWriter LS. +3 027 F ht. 5 590 F ht.
Offres valables dans la limite des stocks disponibles. Photo non contractuelle.

Si pour l'avancement en 93 il risque d'y avoir un hic, pour les promotions, il y aura toujours IC. Par exemple, le LC II 4/40 Mo à 6.147 F ht. Aujourd'hui, avec plus de 50.000 Macintosh installés en 10 ans, IC est 1er distributeur Apple



en Europe. Seul un leader peut vous offrir des prix aussi bas alliés au plus haut degré de services (conseil en art graphique, gestion, maintenance, réseaux locaux). Vous devriez déjà être chez IC.

IC BEAUBOURG PARIS 4e (1) 42 72 26 26 • IC VERDUN PARIS 10e (1) 42 86 90 90 • IC MICHO VALLEY PARIS 15e (1) 40 58 00 00 • IC MARSEILLE 91 37 25 05

IC TOULOUSE 61 25 62 32 • IC NANTES 40 47 06 62 • IC LYON 78 62 38 38 • IC AIX EN PROVENCE 42 38 28 08 • IC AVIGNON 90 42 22 22

ENTRE APPLE ET VOUS IL Y A IC

Demain dans « le Monde »

Dates : la fin de la campagne d'Afrique du Nord

Il y a cinquante ans, le 13 mai 1943, quatre forces militaires françaises, symboles de l'armée d'Afrique renaissante, se rencontraient dans les faubourgs de Tunis pour refouler dans la nasse du cap Bon les débris de l'Afrika Korps de Rommel.

« Heures locales » :

la dérive de l'économie provençale

La chambre régionale des comptes épingle les collectivités publiques de Provence-Alpes-Côte d'Azur, « les plus dispendieuses de France ». Elle estime à 10 milliards de francs par an les économies nécessaires.

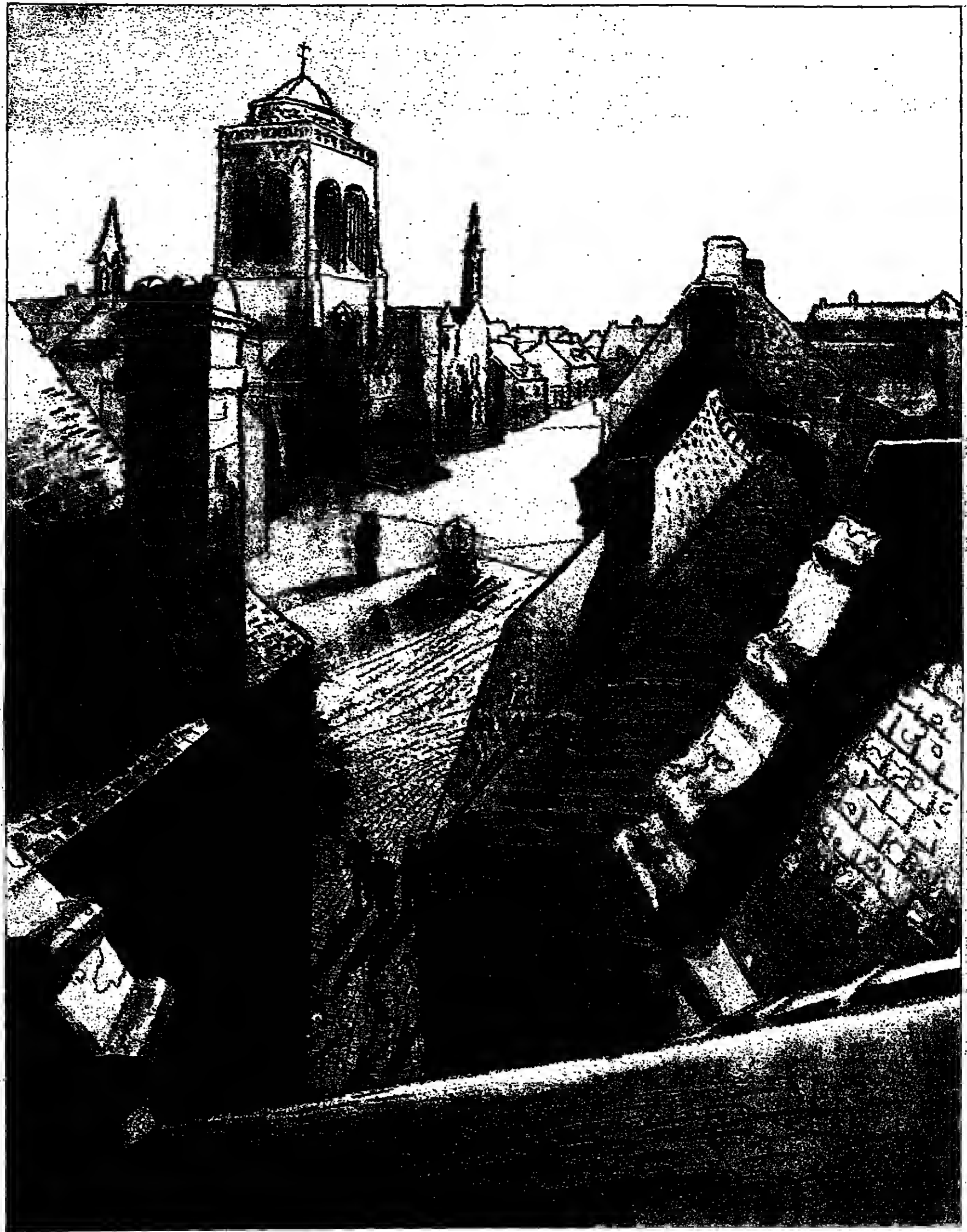
سكدر من الإيجل

• Le Monde • Samedi 8 mai 1993

Le Monde

VOYAGES

Terres de France



A la « une » de ce cahier spécial consacré à nos « Terres de France », la place d'une vieille cité bretonne, Lorient, posée sur une colline, entre Arvor et Argot. Lieu sacré où, en juillet, se déroule, derrière les reliques de saint Roman, une spectaculaire procession, la Troménie, qui, tous les six ans (la prochaine grande Troménie aura lieu en 1995), revêt un éclat particulier. Avec, pour écrin de granite, un ensemble d'édifices préservés et restaurés dont l'origine remonte au XV^e siècle, époque où les tisserands locaux confectionnaient des voiles pour les navires. Exceptionnel patrimoine architectural qui fait aujourd'hui de cette localité, prise des artisans d'art, des cinéastes et des visiteurs, une des perles de la Bretagne. Et le point de départ de notre promenade annuelle à travers une France fidèle à son héritage. Un pèlerinage qui nous conduit des bateaux d'antan, ressuscités dans le port-musée de Douarnenez, aux villas Belle Époque de la Côte d'Azur, en passant par le vrai pays de Cocagne (celui du pastel, cette plante reine qui fit, jadis, la fortune de Toulouse et de sa région) jusqu'aux vestiges d'un étonnant royaume, véné, pendant plus d'un siècle, à la fabrication du chocolat. Des lieux photographiés par Hugues de Wurtemberg, qui a promené son objectif par monts et par vaux, de concert avec le dessinateur Max Cabanes (*), qui, délaissant

un instant la bande dessinée, domine où il excelle (Angoulême et Grenoble en ont fait leur lauréat), a croqué pour nous, avec gourmandise et chaleur, un quart-temps hexagonal pénétré de traditions présentes par Anne-Marie Minvielle. Une France buissonnière où nous sommes partis à la rencontre des lieux qui donnent naissance à quelques-uns des fleurons de notre culture avant de dresser l'inventaire de ces sanctuaires naturels qui font, à juste titre, la fierté d'un pays que nos « Bonnes filières » nous invitent à découvrir.

Patrick Francès

(*) Son dernier album, « Les Années patates d'été » (Albin Michel), chronique (à suivre) d'un adolescent provincial.

REPORTAGES

Douarnenez : Bateaux d'antan

par Patrick Francès

Noisiel : Les barons du chocolat

par Emmanuel de Roux

Les belles de la Côte d'Azur

par Michel Guerrin

Pays de Cocagne : la Route du pastel

par Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

Pèlerinages sur les pas de...

Bonnard au Cannet, par Philippe Dagen

Nerval à Paris, par Emmanuel de Roux

Flaubert à Rouen, par Florence Evin

Buffon à Montbard, par Emmanuel de Roux

Diderot à Langres, par Pierre Lepape

Pages

II

IV

VI

XIII

VIII

IX

Matisse à Nice, par Michel Guerrin

Lamarque à Mâcon, par Patrick Francès

Péguy à Chartres, par Patrick Kéchichian

Larbaud à Vichy, par Olivier Barrot

SÉLECTIONS ET AGENDAS

Nord-Ouest

Nord-Est

Sud-Est

Sud-Ouest

GUIDES

Les parcs naturels de l'Hexagone

Les bonnes filières

Conception et coordination : Patrick Francès et Florence Evin. Réalisation : Hani Boutsos. Iconographie : Sophie Melvès. Couverture et illustrations : Max Cabanes. Photos : Hugues de Wurtemberg. Cartographie : PAO Graphisme. Chef de publicité : Brune Le Gall.

XI

III

V

VII

X

XII

XV

Bateaux d'antan

Pour que survive, contre vents et marées, un patrimoine menacé.



Sur le mât de beaupré, une intrépide figure de proue.

DOUARNENEZ

Par Patrick Francès

D'ABORD, l'écrin. Niché sur la côte sud du Finistère, à l'entrée du cap Sizun, au fond d'une superbe baie, un port. Douarnenez. Sorti de la nuit des temps. Escalier sur la route de l'étau quand les Phéniciens régnaient sur les mers. Actif au temps des Romains, ainsi qu'en témoignent les caves à salaison retrouvées au Ploërmel et dans lesquelles on fabriquait le garum, ce jus de poisson fermenté fort prisé dans tout l'Empire pour épicer les plats. Au seizième siècle, les célèbres Poldavys, ces voiles de Locronan qui, à ce croire certains, poussaient les caravelles de Colomb vers l'Amérique.

Un port flottant entre l'histoire et la légende. Douarnenez, c'est Douar eo Enez, le territoire de l'île. L'île Tristan, ancrée dans la baie. Tristan y aura peut-être Yseult avant qu'un aventurier, nommé Guy Eder de La Fontenelle, n'y file le parfait amour, au seizième siècle, avec la jeune noble qu'il avait élevée et qui mourra de chagrin lorsqu'il périra sur la route. Plus au large, selon certains, les murailles de la ville d'Ys, qui, saisie par la débâche, s'attira les foudres divines et fut engloutie par les flots.

Ecrin dans l'écrin, la rade de Pouldavid. Un havre naturel où, au dix-neuvième siècle, se niche le port de cabotage du Port-Rhu. Un endroit très fréquenté. On y embarque sardines salées et pressées. On y débarque résines du Sud-Ouest, ébène, bois scandinaves et, surtout, la roque (les œufs) de morue norvégienne (il n'est, disait-on, de bonne roque que de Bergen), appât prisé de sa majesté la sardine. Le poisson-roi de ces lieux, dont, à l'aube du vingtième siècle, 800 chaloupes et 4 000 pêcheurs hissaient chaque année dans leurs filets plus de 200 millions de spécimens! Au point que la ville tout entière mijotait dans les odeurs de saumure et de friture. Règne précaire : que l'épave fantasmagique vienne à désertir les eaux locales (et cela arrivera à plusieurs reprises), et la misère succèdera à la prospérité. Des crises qui verront la sardine céder la place à d'autres poissons. Ainsi sortiraient des chantiers locaux (dont le « chaotier bolchevik », place de l'Enfer) des milliers de bateaux (caboteurs, pirogues, malamoks et dundées) qui s'en iront pêcher le thon atlantique, le maquereau écossais et

les langoustes africaines, dites « crustacés des Touaregs ». En 1900, 179 chaloupes seront construites à Douarnenez, soit un lancement tous les deux jours!

Cloqué port de pêche français, Douarnenez connaît des heures difficiles. Ses marins et sa flottille vieillissent. La « cité rouge » (elle tira le premier maire communiste de France en 1921) régressa en se recouvrant dans le chaletage industriel et en jouant la carte de la diversification économique. Mais les bateaux de bois, eux, brûlés par leurs propriétaires, détruits par l'administration, abandonnés ou terrassés par les ans, disparaîtront de l'espace d'une génération. Et, avec eux, les traditions et le savoir-faire qui les accompagnaient. Ainsi que la mémoire et l'identité des communautés dont ils étaient la raison de vivre. Et Port-Rhu sombrera dans l'oubli.

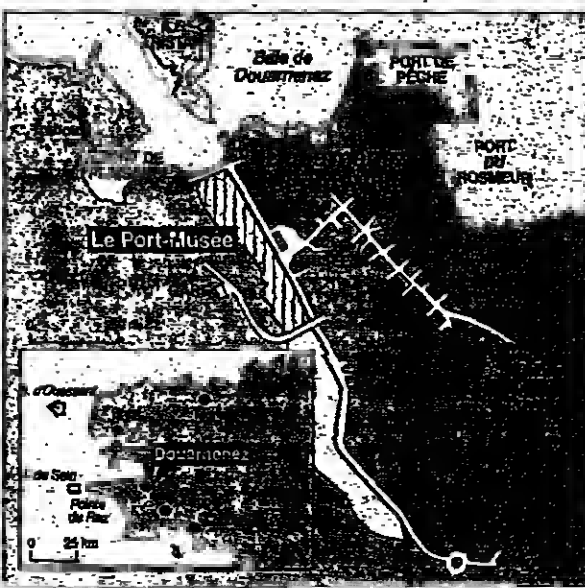
Premier soubresaut

En 1984, premier soubresaut avec l'ouverture des Ateliers de l'Enfer, centre de formation de charpentiers de marine. Un chantier traditionnel d'où sortiraient une soixantaine de bateaux. Retour aux sources. Renouveau d'une culture enfouie dans les mémoires et pareille aux braises sur lesquelles, des années durant, souffleront une poignée de bénévoles et de passionnés. Pour que survive, contre vents et marées, un patrimoine maritime condamné à pourrir dans un cimetière maritime ou, dans le meilleur des cas, à s'échouer dans un musée. Une cause défendue notamment par Bernard Cador et les chercheurs du groupe Ar Yag, les créateurs du *Chasse-Marinée*, une revue d'histoire et d'ethnologie maritimes installée, comme la Fédération régionale pour la culture maritime, à Douarnenez, et qui allait, à partir de 1981, sensibiliser des dizaines de milliers de lecteurs. Une armée de fidèles où se recrutèrent les soldats de la reconquête.

Une reconquête qui passait d'abord par la restauration des bateaux en état de naviguer. Si tant est qu'il y en eût. Le constat initial révéla l'étendue du désastre : des centaines de chaloupes sardinières qui battaient la baie, de la flottille des dundées mauritaniennes, des malamoks et des pinasses, il ne restait en fait plus un seul exemplaire. Plus une coque pour témoigner du passé maritime glorieux de Douarnenez! Qu'à cela ne tienne : on construira des répliques des bateaux ainsi disparus. Premier lancé, un sioago du golfe du Morbihan, en 1981.

Suivi, en 1983, d'une chaloupe sardinière douarnenaise. C'était symbolique, que ce bateau de pêche, outil de travail de générations de marins pendant au moins trois siècles. Un véritable monument historique flottant. Au total, une centaine de voiliers traditionnels seront ainsi construits, dont la moitié en Bretagne. Entreprise parallèle : la collecte et la conservation des témoignages matériels de cette civilisation du littoral. Et la naissance de nombreux musées consacrés aux diverses facettes de l'activité maritime. Parmi ceux-ci, le Musée du marin, créé à Douarnenez, en 1981, par l'association Treizour (le passeur, en breton) afin de retracer, à travers un ensemble d'objets, l'histoire du grand port sardinier. Préface à la création du Musée du bateau, en 1986. Situé place de l'Enfer, dans une ancienne conserverie de poisson encore en activité trois ans plus tôt, il présente une collection exceptionnelle d'embarcations représentatives des différentes traditions nautiques du littoral français. Un musée destiné à être le joyau du Port-Musée qui, né des volontés conjuguées du mouvement associatif du *Chasse-Marinée* et de la municipalité, ouvrira ses portes le 22 mai.

Une dénomination qui illustre l'ambition d'un projet inspiré de quelques rares réalisations étrangères, dont l'américain Mystic Seaport. Musée, certes, mais port aussi, grâce à un plan d'eau abrité der-



rière un seuil-passerelle écartant le flot à mi-marée. Conservatoire national du patrimoine maritime, gardien d'un héritage, mais aussi conservatoire des savoir-faire et outil pour sensibiliser le grand public au respect du patrimoine culturel et matériel, du littoral. Un creuset où le désir de naviguer « autrement » se double d'un goût de l'authenticité et d'une volonté, pour les gens de la côte, de retrouver leur âme.

Illustration de cette ambition alchimique, l'opération organisée conjointement par le Port-Musée et l'Office national des forêts. Renouant avec une tradition séculaire, une partie des plantations destinées à réparer les dégâts occasionnés par la tempête de 1987 à la forêt bretonne, et notamment à celle du Cranou, près de Brest (130 000 arbres y seront replantés sur 70 hectares), seront consacrées au bois de marine. Histoire de rappeler à ceux qui l'auraient oublié que les bateaux naissent d'abord en forêt. Histoire de prouver, aussi, que l'Armor, le pays de la mer, et l'Argoat, celui des arbres, si souvent opposés, peuvent aussi, parfois, se donner la main. Ainsi, le « clos de marine » de la forêt du Cranou — et plus particulièrement ses essences les plus nobles, notamment le chêne — pourra fournir tant les bois droits que les fameux « bois courbes » recherchés par les charpentiers de marine. Une initiative qui assure l'avenir des bateaux en bois.

Naissance d'un voilier

Un avenir coconstruit par une autre opération : la mise en chantier d'un clipper havrais de 50 mètres. Baptisé « Uo trois-mâts pour la France », ce projet, qui rappelle la reconstruction à Brest d'une goélette à voile de 1817 (*Le Monde* daté 12-13 juillet 1992), s'étendra lui aussi sur plusieurs années. Pour donner le goût à l'enfant de ces clipper qui, grâce à l'histoire de leur coque, étroite et longue, ainsi qu'à l'ampleur de leur voilure, purent, au milieu du dix-neuvième siècle, rivaliser avec les premiers bateaux à vapeur. Une époque où s'illustrèrent les clipper américains, à l'époque de la route vers l'or en Californie, et les clipper anglais (dont le fameux *Cutty Sark*, toujours en vie) transportant le thé de Chine et engagés dans de véritables courses pour satisfaire les palais britanniques.



La mer, nourricière, devient paysage. Pour le bonheur des peintres.

Mais aussi les clipper français construits, entre 1850 et 1855, aux chantiers Augustin-Normand du Havre. Affectés aux liaisons avec l'Amérique du Sud et au transport du café, ils s'appelaient *France-et-Chili*, *Paulista*, *Carlopa*, *Petropolis* et *Commerce-de-Paris*.

Un pan méconnu de notre histoire maritime que sera revivie ce projet à travers la mise en scène, place de l'Enfer, au cœur du Port-Musée, et sous les yeux des visiteurs, de chacune des étapes de la construction d'un de ces grands voiliers. Le 22 mai, les pièces de chêne, soigneusement choisies en forêt, seront disposées, à bras d'homme, pour l'assemblage de la quille du clipper. Un spectaculaire puzzle qui marquera l'acte de naissance du voilier.

Naissance d'un bateau et renaissance d'un port dans les basses duquel seront de nouveaux amarrés langoustiers, thoniers, chalutiers, ligneurs et caseyeurs, regroupés par métier.

Voyage dans le passé qui permettra notamment de comprendre, au-delà d'une imagerie romantique, la rudesse des conditions de vie de ces matelots qui, à la fin du dix-neuvième siècle, man-

maient, tassés entre filets et poisson, à l'abri d'une voile, quand le temps et la pêche leur permettaient de « cabaner ». En attendant le retour au port, où le mousse préparait la cotidiade, cette soule où chacun venait prendre le morceau de poisson avalé sur une tranche de pain de seigle.

Depuis des mois, les quais de Port-Rhu bruisent d'animation dans l'attente des milliers de visiteurs qui viendront ici admirer les bateaux à flot, déambuler sur les vastes estacades doublant les quais, s'attarder devant les expositions en plein air, partager le frisson et la fièvre d'un lancement et bouter en air où se mêleront l'odeur de la mer et senteurs du calfat, du cachou (dont on enduit les voiles pour en fermer les pores) et des copeaux de bois. Voir des bateaux, mais aussi apprendre, dans le Musée du bateau, comment ils sont construits (à clins, à franc-bord et en peaux) et grés (caus, à livarde, anti-que, au tiers, marconi) et, le long des quais appareillés à l'ancienne, admirer les gestes des cordiers, voiliers, poulxiers, forgerons et charpentiers de marine. S'initier, aussi, dans l'ambiance d'un chantier traditionnel, aux savoir-faire d'antan et aux finesses des anciens gréments en embarquant pour une promenade dans la baie, à bord d'une chaloupe ou d'un sloop.

Victime, comme de nombreux ports français, de la stagnation de ses secteurs traditionnels d'activité (la pêche et la conserverie), Douarnenez se découvre aujourd'hui, avec la renaissance de son ancien port de cabotage et d'hivernage, une vocation touristique et de nouvelles raisons d'espérer. Comme si, partie à la recherche de ses bateaux perdus, une ville retrouvait à la fois un passé et un avenir.

CARNET DE ROUTE

L'ADRESSE. Situé au sud de Port-Rhu à Douarnenez, le Port-Musée BP 434, 29174 Douarnenez cedex, renseignements au 98-92-85-20) sera ouvert tous les jours de 10 heures à 19 heures. Tarifs : 60 F pour les adultes, 25 F pour les moins de dix-sept ans. Douarnenez est à 580 km de Paris et à 23 km de Quimper, dont l'aéroport offre une desserte quotidienne avec Orly.

LA FÊTE. Trois jours de fête marqueront, à l'Ascension, l'ouverture du Port-Musée de Douarnenez. Vendredi 21 mai : une flottille de bateaux traditionnels entrera dans la bassin à flot avec la goélette *le Recouvrance*, qui, pour sa première croisière, aura rallié Brest à Douarnenez. Samedi 22 (inauguration officielle) : assemblage de la quille du futur grand voilier et lancement d'une grande chaloupe portée. D'autres lancements, le lendemain.

ÉTAT DES LIEUX. Face au Musée du bateau, qui, depuis 1986, expose plus de 200 bateaux représentatifs de toutes les traditions maritimes d'Europe (ainsi qu'une remarquable salle des gréments), un bassin à flot de 1 kilomètre de long, divisé en trois espaces accueillant une quarantaine de bateaux, dont une dizaine abritent des expositions thématiques. Un port de pêche avec des unités représentatives de divers types de pêche : langoustiers, thoniers, caseyeurs, sardiniers, ligneurs, polangers, caseyeurs, balaisiers. Un port de cabotage avec des unités venues de toute l'Europe du Nord. Un port de yachts avec des bateaux de plaisance ancienne, des bateaux de croisière, des grands yachts de course et une importante flottille de dragon. Le tout complété par la présence d'artisans, le long des quais, et d'un village des constructeurs, où seront mises en chantier et lancées des unités de toutes tailles.

SÉJOURNER SUR PLACE. Logement, les capacités d'hébergement sont limitées. Citons notamment, en ville, Le Clos de Vellombrun et la Breizh, et, au Tribunal, le Telescopio. L'Hôtel de Port-Rhu et le Ty Mad. Dans les environs, le Manoir de Moellion et l'Auberge de Kervoc'h, sur la route de Quimper. Quelques bonnes tables : La Pierre de lune à Locronan, Le Goyen à Audierne (22 kilomètres), La Plage à Sainte-Anne-la-Palud (18 kilomètres) et Le Capucin Gourmand à Quimper. Renseignements à l'Office de tourisme (98-92-13-35).

LIRE. Douarnenez, souvenirs... souvenirs, un album de Henri Belbèch qui retrace l'histoire des lieux à travers des cartes postales anciennes. La collection « Mémoire de la ville », les ouvrages des chercheurs du groupe Ar Yag, dont *Voies au travail en Bretagne atlantique*, sous la direction de Bernard Cador (Éditions du Chasse-Marinée), les revues le *Chasse-Marinée* et *Ar Men* (Abri du marin, BP 159, 29171 Douarnenez cedex). Outre la librairie du Chasse-Marinée (rue Henri-Barbousse à Douarnenez), quelques bonnes librairies à Quimper. Pour en savoir plus : la Fédération régionale pour la culture maritime (5, quai de Port-Rhu, BP 34, 29172 Douarnenez cedex, tél. : 98-92-36-50).

SUR VOTRE AGENDA. A Saint-Sulac et sur les bords de la Rance, Rassemblement de vieux gréments, du 10 au 18 juillet. A Concarneau, Rassemblement de vieilles coques, les 17 et 18 juillet.

A VOIR. Outre le Port-Musée, les amoureux du patrimoine pourront visiter les musées de Noirmoutier, Saint-Nazaire, Fécamp, Bouzigues, Batz-sur-Mer, Quessant, Groix, Caudébec-en-Caux, Concarneau et La Rochelle.

سكز من لاجل

TERRES DE FRANCE
SÉLECTION

• Le Monde • Samedi 8 mai 1993 III

L'HEXAGONE EN QUATRE QUARTS

Nord-Ouest

Dans ce premier quart de France, la Normandie, la Bretagne, les Pays de Loire, le Centre et Poitou-Charentes. Avec des légendes et traditions, un patrimoine méconnu et un agenda bien garni.

LÉGENDES ET TRADITIONS Les îfs sacrés (Eure)

Tous les 16 juillet, une étrange cérémonie réunit des milliers de personnes devant les îfs millénaires de La Haye-de-Routot, en lisière de la forêt normande de Brotonne. Ces îfs (16 et 14 mètres de circonférence, chacun) méritent déjà, par eux-mêmes, le détour. Dressés devant l'église du village, énormes, ces vénérables arbres abritent dans leur tronc, l'un une chapelle, l'autre un oratoire. Leurs baies, rouges, empourprées, sont réputées pour éloigner le bétail impie des lieux sacrés du cimetière. S'inspirant des rites des fêtes druidiques ou Lucanaires, la tradition du feu de saint Clair s'enracine ainsi dans les siècles. Un peuplier est mis en bûches qui, dès l'aube du 16 juillet, sont dressées autour d'un mât de sapin de 16 mètres de haut. A la tombée de la nuit, après la messe et la procession au cimetière, le bûcher est allumé. Pour que l'effort soit bénéfique, il doit se consumer verticalement. Les branches sont récupérées par les habitants pour protéger leur maison. A l'orée du 16 juillet, le feu à pain et la maison du sabotier. Dans la région, un bel itinéraire à partir de Rouen, le long de la vallée de la Seine, ainsi que les arbres remarquables de la forêt de Brotonne.

A.-M. M. Comité départemental du tourisme de l'Eure, tél. : 32-38-81-00. Une bonne table : La Saint-Pierre, place du Bateau, 76530 La Bouille, tél. : 35-18-01-01.

La baignoire des fées (Côtes-d'Armor)

N'étant pas (prochain rendez-vous le 21 août), les habitants des landes du Mené (du mot celtique «manez» pour «montagne»), dans la commune du Gouray, montent sur la colline du Croquellien, recouverte d'un étrange amas rocheux. Drôles de légendes que cette pierre où les fées faisaient glisser les jeunes filles, ou encore cette roche creuse, toujours humide, baptisée «la baignoire des fées Margot». Et c'est en souvenir de ces dernières que les Bretons, une fois l'an, dansent et font la fête. Il est vrai que les pouvoirs des fées sont innombrables : naissances, disparitions d'enfants, mariages, trésors, bienfaits... A parcourir : un itinéraire de légendes et de mégalithes par les petits villages et les chapelles du sud des Côtes-d'Armor (abbatiale de Lamballe, chapelle Notre-Dame-du-Haut, Trédaniel, Moncontour).

A.-M. M. Comité départemental du tourisme des Côtes-d'Armor, tél. : 96-62-72-00. Une bonne table : La Confrérie, 9, rue Paul-Langevin, 22400 Lamballe, tél. : 96-31-03-50 (fermé le jeudi), qui propose des menus à partir de 70 F.

PETIT PATRIMOINE Huttes gauloises (Indre-et-Loire)

Au pays des châteaux royaux, comment ne pas s'étonner devant ces chaumières aux toits de bruyère, ou «cervelline», de la Gâtine tourangelles. Leur forme étrange et leur rareté, en Castelvaléry, à l'ouest de Tours, incite ce circuit à passer par le canton de Château-la-Vallière. Héritières des huttes de la «tribu» gauloise des Andécaves, elles protègent, de manière parfaite, les instruments agricoles. En voie de disparition, on en trouve aussi dans le Maine-et-Loire voisin et en Dordogne. Dans ce pays de landes et d'étranges, leurs toits pentus et hirsutes se dressent notamment au hameau de La Glaume, à l'est d'Amboise, et aux lieux-dits La Janay et L'Ouallierie.

L'AGENDA

NORMANDIE
Coutances. 15 au 22 mai, «Jazz sous les pommiers». 33-07-56-45.
Le Havre. 7 au 14 juillet, festival de musique à vent. 35-22-06-10.
Rouen. 18 juillet au 15 août, récita d'orgues à Saint-Maclou. 35-70-84-90.
Rivers. 17 et 18 juillet, Festival des métiers d'art. 31-37-60-08.
Bagnoles-de-l'Orne. 1^{er} au 9 août, festival «Au pays de Lancelot du lac». 33-37-84-89.
Valognes. Début août, concerts nocturnes dans les jardins, menoirs ou châteaux. 33-40-27-33.
BRETAGNE
Vannes. 26-27 juin, 3-4 juillet, 9-13 juillet, fêtes historiques. 97-47-30-30.
Rennes. 2 au 10 juillet, Les tombées de la nuit, un des grands rendez-vous artistiques de l'été. 99-79-01-98.
Pont-l'Abbé. 11 juillet, les meilleurs groupes de folklore breton. 98-87-02-96.
Ploze-Quintec. 18 au 28 juillet, musique de chambre. 98-23-22-64.
Quimper. 19 au 25 juillet, arts et traditions populaires. 98-55-53-53. 3 au 22 août, musique baroque. 98-95-27-61.
Lorient. 8 au 15 août, Festival inter-celtique, rassemblement annuel des créateurs des pays celtiques. 97-21-24-29.
Guingamp. 10 au 15 août, Fête autour de la culture bretonne. 96-43-87-10.
Coutances. 18 au 22 août, Fête folklorique des filets bleus. 98-97-01-44.
PAYS DE LA LOIRE
Nantes. 10 mai au 18 juin, X^e Printemps des arts. 40-20-03-00.
Fontevraud. 15 et 16 mai, 5, 8 et 16 juin, Musique classique à l'abbaye royale. 41-51-73-52.
Saint-Nazaire. 12 au 16 mai, littérature policière. 40-68-50-97.
Laval. Les 8 et 10 juillet, le thème du masque, de l'Antiquité à nos jours, sur le site gallo-romain de Jublains. 43-53-18-18.
Sautour. 4 et 5 juin, soirées de gala du Cadre noir. 41-50-21-35. 15 au 18 juillet, concours d'atelage.

Les Epesses. 5 juin au 31 juillet, 13 août au 4 septembre, Cinéma du Puy-du-Fou, spectacle historique son et lumière sur la Vendée 51-84-11-11.
Saint-Florent-le-Vieil. 19 juin au 24 juillet, festival musical sur le thème Asie-Occident. 41-72-50-39.
La Baule. 8 au 15 juillet, Rencontres internationales de la danse. 40-24-24-24.
Clisson. 15 juillet au 2 août, dix concerts sur instruments d'époque. 40-41-11-27.
Noirmoutier. 7 et 8 août, régate de vieux gréements. 51-39-90-71.
Sablé. 25 au 28 août, Festival de musique baroque. 43-95-49-98.
CENTRE
Loches. 20 au 22 mai, évocation poétique de l'histoire de la ville. 47-59-07-98.
Bourges. 4 au 12 juin, Synthèse 1983, autour de la création musicale électro-acoustique. 48-20-41-87.
Sully-sur-Loire. 12 juin au 15 juillet, festival de musique classique, ballet, jazz. 38-36-23-48.
Nohant. 11 au 27 juin, concerts classiques. 30-34-72-98. 15 au 22 juillet, Chopin chez Sand, festival de piano. 54-48-22-64.
Tours. 11 au 20 juin, musique de chambre dans la grange médiévale de Meslay. 47-21-85-08. 6 au 31 juillet, hommage à la musique et aux artistes nés. 47-22-97-08 et 47-20-99-95.
Chartres. 4 juillet au 5 septembre, Festival d'orgue à la cathédrale. 45-48-31-74 et 37-21-50-00.
Noiriac. 11 juillet au 14 août, concerts de musique classique et sacrée dans l'abbaye. 48-67-01-18.
POITOU-CHARENTES
Angoulême. 17 au 23 mai, Festival des musiques métières. 45-95-43-42. Affiche analogue au Festival de Parthenay-en-Gâtine, du 18 au 26 août. 49-75-67-71.
La Rochelle. 1^{er} au 11 juillet, Festival international du film. 43-57-81-24. 13 au 18 juillet, Francophonie. 48-78-77-77.
Royan. 25 août, Finale du championnat du monde de billes sur sable, 20 000 participants. 48-38-85-11.



entre Les Cormiers et le D34 vers Tours, au sud de Château-la-Vallière.

Moulins rouennais (Seine-Maritime)

Le long du Robec et de l'Auberte, dans la banlieue de Rouen, un itinéraire pour découvrir les moulins, qui, jadis, étaient utilisés pour le tannage, la régence, la filature, etc. Sur les sobriquets rouens, à l'ouest du Robec, il n'en reste que trois à peu près intacts. L'itinéraire du Robec débute à Fontaine-sous-Préaux, au nord-est de

Rouen, depuis les sources symbolisées par un abreuvoir et un lavoir. Le cours du Robec est ensuite marqué, vers Rouen, par la maison à pans de bois du meunier, le petit monument indiquant la galerie souterraine du cours d'eau, la maison de maître du marquis, le moulin à papier, la roue du moulin à foulon, le moulin Caron (au sud de Saint-Martin-du-Vivier), le moulin de maître de Roncherolles, les nombreux canaux de Darnétal, le moulin de la Régisserie (source de parfums

pour le quartier jusqu'en 1960) et les moulins de Duréau, qui remontent au Moyen Âge.

A.-M. M. Comité départemental du tourisme de Seine-Maritime, tél. : 35-88-61-32. Pour une éventuelle documentation : Centre d'histoire sociale de Haute-Normandie, tél. : 32-83-08-63. Une bonne table : Les P'tits Parapluies (46, rue Bourg-l'Abbé, 76000 Rouen, tél. : 35-88-55-26) propose des menus à partir de 165 F.



RTL

Avec le guide des Logis de France Redécouvrez la France des Terroirs

4200 Hôteliers-Restaurateurs vous invitent à une meilleure Qualité de la vie

Logis de France
l'hôtellerie à visage humain

Qualité de l'accueil,

qualité de la table,

qualité de l'hôtel,

qualité des prix,

suivez la route des Logis.



Nouveau Guide 93
4200 hôtels-restaurants de qualité, répertoriés et classés dans toute la France, à la mer, à la campagne, à la montagne. 420 pages, 68 F. TTC, prix public conseillé.

En vente dans les librairies, les grandes surfaces et par correspondance.

bon de commande

À retourner avec votre règlement sous enveloppe affranchie à : Fédération nationale des Logis de France 83 avenue d'Italie 75013 Paris

Où je commande exemplaires (s) du Guide 93 des Logis de France au prix de 68 F TTC, franco de port, l'exemplaire. Règlement : ☐ chèque bancaire ☐ postal ☐ mandat-lecteur ☐ à l'ordre de la Fédération nationale des Logis de France

nom / prénom :

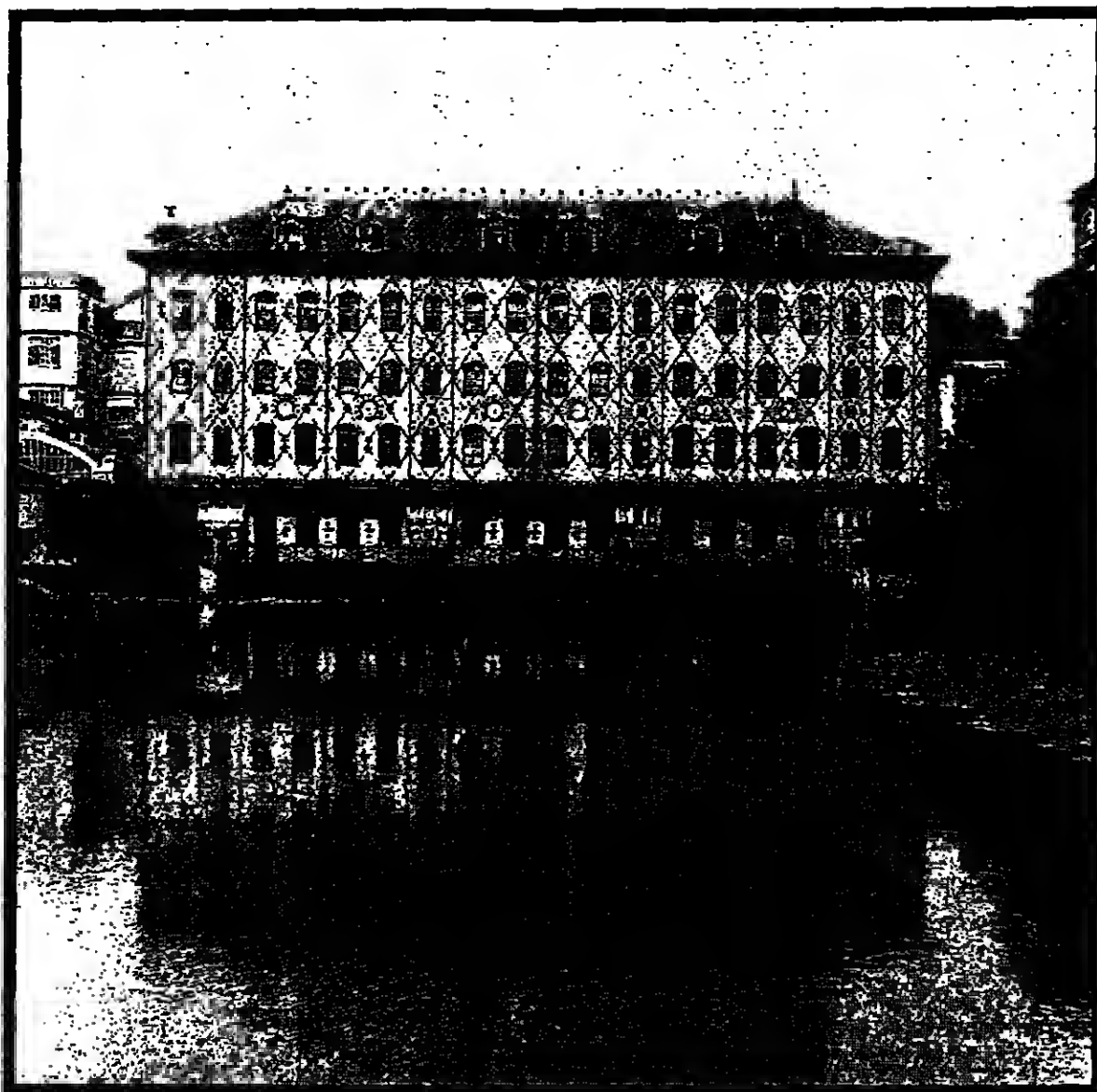
N° et rue :

code postal : localité :

date et signature :

Les barons du chocolat

Un moulin sur la
Marne, centre d'un
empire fondé par
Emile-Justin Menier,
et qui s'étendra
jusqu'au Nicaragua.
Plus qu'une usine
modèle, une cité
« idéale » conçue par une
dynastie industrielle
qui, de la monarchie
de Juillet à l'aube
de la V^e République,
vivra la saga
du cacao.



Construit en 1870 par Jules Saulnier,
le bâtiment le plus ancien,
à Noisiel, est le lieu où se sont
déroulés les premiers pas de la
dynastie Menier.

NOISIEL

Par Emmanuel de Roux

SUR un bras de la Marne, un bâtiment en brique ocre rose, tatoué de fleurs et de lettres entrelacées, enjambe la rivière qui s'écoule dans le bruissement d'une chute. En face, dans l'île, un jeu de construction géant - verre et béton - s'élève sur quatre niveaux. Il est relié à la terre ferme par un élégant pont, d'une seule volée. Là se succèdent hangars, ateliers, magasins, halles de stockage et de matériaux divers. L'une d'elles évoque irrésistiblement un pavillon de Baltard. A ses pieds, vestige d'un parc évanoui, une gracieuse rocaille s'ouvre sur un escalier qui s'enfonce mystérieusement dans la terre. L'ensemble, orné de grilles, couvre 13 hectares. Au-delà commence la ville. Les rues bordées de maisons en brique rouge, toutes semblables, convergent vers une place rectangulaire. Sur le pourtour : mairie, école et cafés. Au centre, deux allées de bronze - la Science et l'Industrie - agitent des palmes sous le nez d'un buste orné de favoris. Le nom du bâtisseur est inscrit sur le socle : Emile-Justin Menier (1826-1881).

Nous sommes à Noisiel, composante de Marne-la-Vallée, au cœur de ce qui fut l'empire Menier. La dynastie industrielle a « régné » ici pendant plus d'un siècle. Déambuler dans l'usine, se promener dans les rues de la petite ville qui portent encore les noms des membres de la tribu - Emile, Henri, Gaston - pénétrer dans la cour de la Ferme du Buisson (ancien fleuron de l'Empire, aujourd'hui centre culturel), vaguer dans le parc du petit château où s'est installé l'établissement public aménageur de la ville nouvelle, c'est suivre les traces d'une aventure née sous la monarchie de Juillet et achevée à l'aube de la V^e République.

Un siège à gauche

Car Noisiel est un raccourci de l'histoire du capitalisme français, du début de la révolution industrielle jusqu'aux Trente Glorieuses. La ville permet de comprendre l'utopie de ce patronat « éclairé » qui rêve d'une République technocratique, et tente de contrôler, de bout en bout, la production, mais aussi le travail et la vie de son personnel. Pour la fabrication du chocolat en barres, les Menier disposent ainsi de plantations de cacao au Nicaragua, d'une flotte pour transporter les récoltes, de terres à betterave, de sucreries et de peupleraies pour la fabrication des caisses destinées à l'expédition des tablettes. Aux portes de l'usine modèle, une cité « idéale » est le pendant de la même philosophie. A Noisiel, tout le monde (2 000 personnes environ, au début du siècle) travaille pour Menier. Hommes et femmes y sont pris en charge du berceau à la tombe. Maisons individuelles - pour les couples mariés, - pension de famille - pour les célibataires, - crèche, garderie d'enfants, école, mairie, coopérative - alimentée par la Ferme du Buisson, - cafés, maison de retraite ! Là aussi, la chaîne est complète. Ce programme, qui n'empêchera nullement les luttes sociales, est encore clairement exposé, à une demi-heure du Châtelet en RER.

Le bâtiment le plus ancien - sur la Marne - revoit aux origines de la famille et à son ascension sociale. Construit en 1870 par Jules Saulnier, sur



La place de la mairie
et les deux allées
de la Science
et de l'Industrie,
agitant leurs palmes
sous le nez
d'Emile-Justin Menier.

le site d'un moulin médiéval, son architecture est proprement révolutionnaire. Voilà sans doute, en effet, un des tout premiers bâtiments à structure métallique porteurs. Façades plates et structure visible, simplement habillée de briques polychromes. Un chef-d'œuvre de grâce et de légèreté, commandé par Antoine-Brutus Menier (1795-1853) pour abriter ses broyeurs à cacao. Sa fortune, Brutus l'a faite dans les produits pharmaceutiques, dont son activité chocolatière n'est qu'une diversification. Au début du XIX^e siècle, le chocolat est encore un produit de luxe, consommé par une minorité de gastronomes aisés. Mais les apothicaires

fournissent également à leur clientèle des « chocolats médicinaux ». On incorpore dans des pastilles chocolatées les ingrédients les plus variés : calomel, magnésie, extraits de quinquina ou de gentiane.

En 1815, la consommation annuelle de chocolat, en France, n'excède pas 160 grammes par habitant. Drogiste angevin, établi à Paris dans les dernières années de l'Empire, Brutus broie quantités de produits pharmaceutiques et... du cacao. En 1825, il achète le moulin de Noisiel. Six ans plus tard, il fabrique 350 kilos de chocolat par jour. Il est aussi parmi les premiers à conditionner des produits qui, désormais, porteront sa marque : le fameux papier jaune des tablettes de chocolat avec, reproduites en fac-similé sur l'étiquette, les médailles obtenues aux expositions. Il est également l'un des premiers à faire de la publicité par voie de presse. Quand il meurt, en 1853, près de 600 000 kilos des quelques 3 millions de kilos de cacao consommés en France sortent du moulin de Noisiel.

Son fils Emile, qui lui succède à l'âge de vingt-sept ans, est le véritable fondateur de

Maisonnette de la cité ouvrière : un modèle unique revu et corrigé par l'occupant.

la dynastie. D'une affaire florissante, il fera un empire. Avec lui, le chocolat va devenir un produit de consommation de masse, distribué, à un prix abordable, dans toutes les épiceries. L'usine prend une extension considérable. Des plantations (7 500 hectares), dont le Valle Menier, sont achetées au Nicaragua. Pour acheminer ses récoltes, Emile affrète une flotte dont le *Belem* est le dernier survivant. Il va aussi acquérir des terres agricoles (à Roye, dans la Somme, où il possède, en outre, des sucreries, et les 730 hectares de la Ferme du Buisson) pour fournir à son usine le sucre et le bois dont elle a besoin.

Nourri de Fourier et de Saint-Simon, Emile milite pour le libre-échange et l'impôt sur le capital. Il est républicain et laïque. Après la chute du Second Empire, il soutiendra la nouvelle République dans les colonnes de son journal, *le Bien public*. Richissime, propriétaire du château de Noisiel et d'un hôtel particulier en bordure du parc Monceau, à Paris, il siège, après son élection à la Chambre des députés (en 1876), à gauche de l'hémicycle. Il ne voit là aucune contradiction. « Le socialisme réel, affirme-t-il, est à Noisiel ». Autour de lui, il rassemblera les compétences scientifiques les plus diverses, et le laboratoire de son usine deviendra le théâtre de multiples expériences. Marcelin Berthelot y fait la synthèse de l'alcool. Charles Teller y installe sa première machine frigorifique, destinée à l'industrie. En 1870, le moulin est entièrement rebâti et l'éclairage électrique y fait son apparition, trois ans avant l'aveugement de l'Opéra. En 1881, c'est le chemin de fer qui fait son entrée au cœur de l'usine. Enfin, Menier lance son projet de

cité ouvrière qui, à terme, doit accueillir 300 logements. Noisiel devient ainsi une sorte de « ville-usine » idéale. « Ville-Casern », écrivent les adversaires du chocolatier-philanthrope, régie par les impératifs de la production chocolatière. Léon Bloy en fera une description terrifiante dans son *Journal* où le « chocolatier-philanthrope » est assailli de belle façon. De 1871 à 1959, la famille Menier régnera sans interruption sur la mairie de la commune, le comité directeur de l'usine jouant le rôle de conseil municipal.

Henri et Gaston, qui succèdent à leur père, Emile, vont gérer un empire chocolater qui a étendu ses tentacules dans les domaines du câble, de l'électri-

cité, du caoutchouc et de l'agriculture. Entre 1880 et 1884, les bâtiments de la Ferme du Buisson sont profondément remaniés. Sur les plans de Louis Logre, ils vont s'étendre sur 20 000 mètres carrés. La grange de brique a 137 mètres de long, 18 mètres de large et 12 mètres de haut. La toiture en ardoise est supportée par 30 fermes métalliques. En 1903, pour le mariage de Georges Meoier (fils de Gaston), son gendre accueillera un dîner de 2 500 convives. En 1889, l'année de la Tour Eiffel, le président Sadi Carnot viendra inaugurer une exposition de machines agricoles. En 1895, Henri achète, dans l'embouchure du Saint-Laud, une île grande comme la Corse : Anticosti. Ce n'est pas une simple fantaisie de milliardaire mais l'ambition démesurée d'un homme qui a repris la tradition utopique de son père et veut développer, là-bas, un monde nouveau, avec ses lois et ses règles. Une ville sera fondée, Port-Menier, mais l'entreprise se soldera par un échec.

La poudre du déclin

Ce qui empêchera pas l'empire, en 1889, d'affirmer sa puissance en édifiant, pour l'Exposition universelle de Paris, un « arc de triomphe » en chocolat de près de 50 tonnes, soit l'équivalent de la production d'une journée à Noisiel. Si Eiffel n'y a construit pas, comme le veut la légende, le bâtiment des « refroidisseurs », le constructeur de la tour viendra cependant le visiter. Dans les premières années de notre siècle, une nouvelle unité est édiflée : la « cathédrale », qui abrite les broyeurs ultra-modernes. Là encore, la technique employée (le béton fretté) est nouvelle. Mais la « cathédrale » est également un espace « stratégique », conçu pour le public, venu de loin assister à la grande messe du chocolat. À l'union du Capital et de la Science. Car l'usine se visite, en groupe, en famille, en délégation ! Car les Menier ont, aussi, inventé le tourisme industriel. Et tout le monde connaît l'affiche où l'on voit une petite fille déclarer son amour au plus célèbre chocolat du monde. Noisiel est devenu la Mecque de l'épicerie.

Pourtant, quand Henri meurt, en 1913, l'empire commence à décliner. Gaston, sollicité par la politique (il est sénateur) et les mandanités, s'endort sur ses lauriers. Son yacht lui permet de jouer les M. Bons-Offices. A son bord, le président du conseil, Waldeck-Rousseau, pourra ainsi rencontrer l'empereur Guillaume II. La direction n'a sans doute plus les réflexes assez vifs. Les concurrents innovent. Les Menier se contentent de suivre. Ils « sentent » moins le marché et s'obstinent à accorder la priorité au « chocolat de ménage » au lieu d'investir dans la confiserie plus sophistiquée. L'entreprise rate ainsi la révolution du chocolat en poudre.

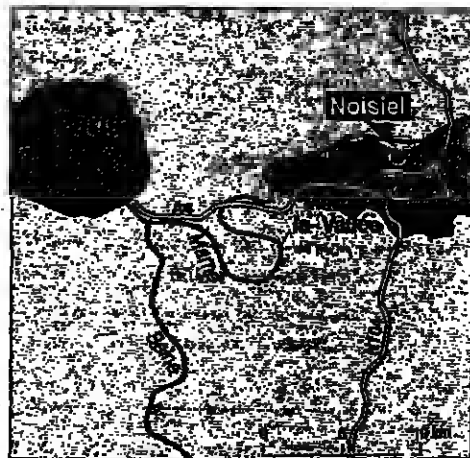
Avec la première guerre mondiale, la prospérité fléchit nettement. Après un sursaut dans les années 20, Meoier est durement frappé par la crise. Gaston meurt, après son fils, en 1934. Deux ans plus tard les premières grandes grèves remuent en cause le « paradis social » de Noisiel. En 1940, la route du cacao est coupée. L'usine, qui continue de tourner sous contrôle allemand, en est réduite à fabriquer des cigares. Après la Libération, incapable de se reconvertir, l'empire fond au soleil de la société de consommation. En 1959, la famille liquide l'entreprise. L'usine, vendue et revendue, appartient aujourd'hui au groupe Nestlé. La production chocolatière doit s'y arrêter définitivement cette année. Reste un patrimoine architectural considérable, témoin d'une aventure industrielle étalée sur plus d'un siècle. Celle de la saga du chocolat.

CARNET DE ROUTE

L'USINE se visite en groupe et sur rendez-vous exclusivement. Prendre contact avec l'Association Noisiel ville d'histoire, au manoir de Noisiel, 26, place Emile-Menier, 77186 Noisiel, tél. : 60-05-40-45, poste 417.

POUR SE RENDRE A NOISIEL, n'a le choix entre le RER (ligne A, direction Marne-la-Vallée, station Noisiel-le-Luzard) ou la voiture via l'autoroute de l'Est (A 4), sortie Val-Mau-buée, puis sortie Noisiel. A partir de là, la mairie est indiquée.

A LIRE. Un capitalisme idéal, chocolat Menier, par Bernard Marrey, éditions Clancier Guénaud, 236 pages, 90 F.



55 من الجمل

TERRES DE FRANCE
SÉLECTION

Le Monde • Samedi 8 mai 1993 V

L'HEXAGONE EN QUATRE QUARTS

Nord-Est

De la Manche au Jura, le Nord-Pas-de-Calais, la Picardie, l'Île-de-France, la Champagne-Ardenne, la Lorraine, l'Alsace, la Franche-Comté et la Bourgogne.

Les feux de la Saint-Jean (Haut-Rhin)

La vallée de la Thur, à l'ouest de Mulhouse, s'anime de façon très particulière, dans la nuit du 24 juin, à la Saint-Jean, jour du solstice d'été. Suivent une coutume celtique, des dizaines de bûchers s'allument alors sur les collines environnantes, véritables d'un village à l'autre. Les plus grande amas de bois dépassent les vingt mètres et constituent de véritables œuvres architecturales. Érigée au fil des mois par les concorts d'un même village, ils brûleront en quelques heures dans l'élégance générale. Conique, le haut du bûcher doit tomber à l'intérieur en se consumant. Il s'écroule dans un tourbillon de fumée et d'étincelles blanches sous les applaudissements des Alsaciens. Le 30 juin, la crémation des trois sapins, à Thann, commémore le relique de Saint-Thiébaud, au pied de la tour des Sorcières qui garde la vallée. Des fêtes à compléter par la remontée de la vallée de la Thur et par la route des Crêtes.

A.-M. M. Association départementale du tourisme du Haut-Rhin, tél. : 89-20-10-68. Parmi les bonnes adresses locales, une des nombreuses fermes-auberges rustiques en montagne, Huss à Lantenbach 68610, tél. : 89-82-27-20, un menu à 85 F ; ou le restaurant Witz, 1, porte de Bâle, 68100 Mulhouse, tél. : 89-56-13-22 (fermé le vendredi et en juillet), qui propose des menus à partir de 175 F.

PETIT PATRIMOINE
Les églises à pans de bois (Aube, Marne)

Une route touristique est bien balisée, c'est celle des « églises à pans de bois » qui serpente, au sud du



lac du Der-Chantecoq. Le mot « der » (du celtique *dervos*, chêne) rappelle les anciennes forêts et le bois qui servit à construire les édifices à colombages. La plupart de ces églises, aux silhouettes dissimulées, sont éclairées par des vitraux du XVI^e siècle, appartenant à l'école de Troyes. Depuis Mont-Saint-Denis (abbatiale, vitraux), la route se faufile à travers le bocage de la Champagne humide. Chons les églises de Puellamontier (vitraux), Lantille (bel intérieur, architecture curieuse, porche et échelles de bois, vitraux), Villers (tabernacle), Chavanges (vitraux), Joncreuil (nef romane), Arrembecourt (porcail, vitraux), Orléans (visites audioduées), Drosnay (tableau) et Châillon-sur-Broué (clocher carré).

Les églises (ouvertes toute l'année) sont éclairées le soir, de mai à septembre, et les week-ends le reste de l'année. À visiter : le village-musée de Saint-Marie-du-Lac. Office de tourisme du lac de Der-Chantecoq, Maison du Lac, 51290 Giffaumont, tél. : 26-72-62-80. Une bonne table : Le Cheval Blanc, à Giffaumont 51290, tél. : 26-72-62-65 (fermé de la mi-septembre à la mi-octobre, les dimanche soir et lundi) qui propose des menus à partir de 98 F.

Les enseignes du vin (Haut-Rhin, Bas-Rhin)

LORSQU'ON traverse les villages de la route du vin d'Alsace, il ne faut surtout pas oublier de lever la tête pour admirer les

enseignes en fer forgé et colorées des viticulteurs et des « win-stube », les fameux bistrot à vin locaux. Certaines, en effet, sont de véritables œuvres d'art, dont l'origine remonte à la civilisation du Rhin. Parfois anciennes, elles se veulent toutes une invitation à s'arrêter et multiplier, pour ce faire, les symboles attrayants. Sujets d'inspiration les plus prisés : les tonneaux, les vendanges, les grappes de raisins, etc., voire les animaux légendaires figurant sur les armoiries des villages, tels que l'ours d'Andlau, le cerf de Riquewihr ou le chien de Murbach. Également à l'honneur, les outils de l'artisan. Une route à suivre, au

piéd des châteaux-forts, entre Strasbourg et Mulhouse, de Mersheim à Thann, au fil des villages viticoles. Les amateurs d'enseignes plus anciennes ont rendez-vous au très beau musée d'Unterlinden à Colmar. A.-M. M. Association départementale du tourisme du Haut-Rhin, tél. : 89-20-10-68. Une bonne table : Norbert, 9, Grand Rue, 68700, Bergheim, tél. : 89-73-31-15 (fermé lundi soir et mardi) où l'on peut savourer la carte, à partir de 150 F.

L'HISTOIRE



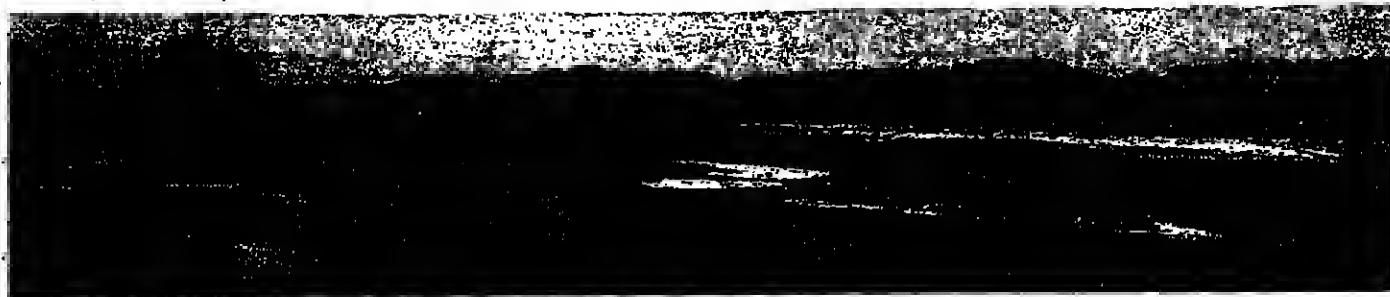
Chambelles, Château-Promenade des Parfums, Châlons-sur-Belle.

GRANDEUR



Château de Sully-sur-Loire.

NATURE



Vue de Loire.



LOIRET, TERRE DE TOUS LES REFLETS

COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE TOURISME DU LOIRET

8 rue d'Escures - 45000 ORLÉANS - Tél. 38 62 04 88 ou 38 54 83 83

Je souhaite recevoir la brochure "Loiret" et la documentation suivante :

☐ Hébergement et Restauration ☐ Gîtes de France ☐ Circuits à Bicyclette ☐ Tourisme Fluvial ☐ Activités

NOM _____ ADRESSE _____

VILLE _____ CODE POSTAL _____

L'AGENDA

NORD-PAS-DE-CALAIS
Boulogne-sur-Mer. 27 mai au 20 juin, concerts par des artistes britanniques et français. 21-31-68-38.

Tourcoing. 21 au 23 mai, Festival d'histoire et de chevalerie. 20-23-37-00.

Les géants sont à Lille (19 au 21 juin), Douai (11 au 13 juillet) et Arras (28 août au 5 septembre).

PICARDIE

Val-de-Somme. 25 au 27 juin, 3 au 5 juillet, concerts classiques dans les églises locales. 22-31-85-48.

Saint-Germier-de-Fly. 17 juillet au 8 août, musique de chambre et jazz. 44-82-55-58.

Dans la région, Festival des cathédrales, 10 septembre au 3 octobre, à Amiens, Laon, Beauvais, Noyon, la basilique de Saint-Quentin, l'abbatiale de Saint-Leu-d'Esserent, etc. 22-97-37-17.

ÎLE-DE-FRANCE

Paris. Jusqu'au 31 octobre, le Sport/spectacle, Grande Halle de La Villette (40-03-39-06).

Auvers-sur-Oise. 14 mai au 3 juillet, 24 concerts en terre impressionniste. 30-38-70-82.

Sceaux. 17 juillet au 26 septembre, musique de chambre à l'Orangerie. 48-80-07-78.

Provins. 12 et 13 juin, Fêtes médiévales. 64-00-05-31.

Mesnil. Mi-juin/mi-septembre, spectacle historique nocturne. 60-23-40-00.

Versailles. Musique baroque jusqu'au 3 juillet (39-49-48-24), musique classique, fin mai / fin juin (30-97-80-00), grandes eaux musicales de mai à octobre, grande fête de nuit en juillet et Fêtes vénétiennes en septembre (39-50-36-22).

CHAMPAGNE-ARDENNE

Charleville-Mézières. Juin/septembre, les arts de la marionnette. 24-56-44-55.

Troyes. Juillet/août, spectacle sur les bâtisseurs de cathédrales. 26-73-00-36.

Reims. 12 et 13 juin, Fêtes Johann-

ques (26-88-37-89) et du 3 juillet au 28 août, fresque retraçant la construction d'une cathédrale sur la façade de Notre-Dame de Reims (26-47-25-89).

LORRAINE

En Moselle, à Fénétrange. 2^e quinzaine de juin, Festival de musique baroque (87-07-61-43) ; à Sarrebourg. 2^e quinzaine de juin, Festival de musique militaire (87-23-71-01), et à Metz du 28 août au 5 septembre, Fêtes de la Mirabelle (87-75-65-21) ; du 3 au 5 septembre, Festival de musique rock (87-31-03-46) ; du 19 au 21 novembre, Rendez-vous musique nouvelle (87-75-14-88) ; et, toute l'année, son et lumière à l'abbaye Saint-Pierre-aux-Nonnains (87-74-95-66).

Verdun. Dans la 2^e quinzaine de juillet, fresque historique à grand spectacle. 29-45-18-18.

Chambley. 30 juillet au 8 août, le plus grand rassemblement de mongol-fibres au monde. 87-64-08-08.

ALSACE

Strasbourg. 4 juin au 3 juillet, musique avec en vedette l'opéra de Kiev. 88-32-43-19.

Colmar. 2 au 14 juillet, hommage à Yehudi Menuhin. 89-20-88-92.

FRANCHE-COMTÉ

Arc-et-Senans. 28 juin au 3 janvier 94, exposition Jules Verne à la Saline royale.

Les Hôpitaux-Neufs. Fin août, descente des troupeaux de l'alpage. 81-49-13-81.

Beaune. 4 au 17 septembre, musique et concours de jeunes chefs d'orchestre. 81-80-73-28.

Arbois. 5 septembre, Fête des vigneronnes. 84-37-47-37.

BOURGOGNE

Beaune. 2 juillet au 1^{er} août, Festival de musique baroque (80-22-24-51).

Dans la région, du 10 juillet au 28 octobre, Festival de musique des grands crues de Bourgogne. 80-51-81-11.

Chalon-sur-Saône. 22 au 25 juillet, théâtre de rue. 86-48-05-22.

Les belles de la Côte

Elégantes et extravagantes, trois « villas-paquebots » échouées sur la Riviera.



La villa Kerylos : contrairement à la villa athénienne classique, les nombreuses fenêtres donnent une impression de légèreté.

CÔTE D'AZUR

Par Michel Guérin

TROIS villas, trois bateaux. A Hyères, la villa Noailles est un paquebot aux angles secs, avec ses fenêtres-hublots, et un pavillon jaune et rouge qui flottait sur la ville pour informer la baie que les maîtres des lieux étaient de passage. Au Cap-Ferrat, le palazzo Ile-de-France ressemble à un vaisseau ivre avec, en guise de pont avant, un jardin à la française où, au début du siècle, s'affairaient trente-cinq jardiniers babilés en matelot, avec baret et pompon rouge. A Beaulieu-sur-Mer, la villa Kerylos, les pieds dans l'eau, flotte sur la presqu'île rocheuse de la pointe des Fourmis, véritable hymne à la Grèce, au soleil et à la mer.

La Côte d'Azur. Une lumière éblouissante. Des sites incomparables. Le « dialogue » avec la Méditerranée. La Belle Époque, les jardins soignés, une bistoire qui hante les murs. Se mêlent du terme fédérateur « villas de charme » que l'on applique un peu vite à toutes les bâtisses excentriques de la Côte d'Azur. Il suffit de se rendre sur les lieux, de confronter les façades, de se promener dans les jardins, de comparer les intérieurs, pour s'apercevoir que, par leur architecture et leur histoire, ces trois villas n'ont rien à voir entre elles. Ce qui ne les empêche pas de figurer parmi les plus belles de la région.

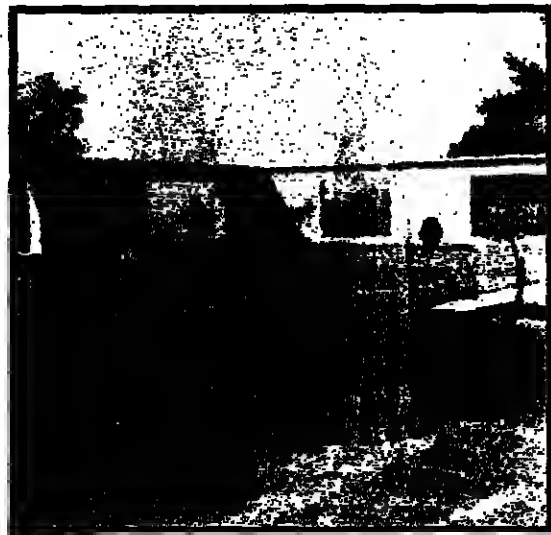
Dingue ou visionnaire

Des villas à l'image de ceux qui les ont fait construire. Il fallait être un peu dingue, en effet, pour les imaginer. Un peu visionnaire, aussi. Il fallait surtout être cultivé et fortuné, être, enfin, sûr de son goût pour ne pas varier d'un pouce durant la construction et prendre le contre-pied de l'air du temps. Le résultat est là : dans la folle piscine suspendue de la villa Noailles, dans l'incroyable patio italiano-hispano-mauresque du palais Ile-de-France qui servait d'espace de réception, ou dans l'élégant péristyle de la villa Kerylos, avec ses douze colonnes de marbre de Carrare, taillées d'un seul bloc. Il n'y a pas de demi-mesure dans ces choix, pas de compromis. Trois arts de vivre distincts et tout autant exaltants.

Le nom de la villa grecque est déjà tout un programme. Kerylos c'est l'alcion, une hirondelle de mer dont la rencontre était présage de calme et de paix. Elle est située au bout d'une ruelle anodine, à l'entrée de Beaulieu-sur-Mer, dans un refuge gagné sur la mer, entouré de jardins allégoriques dont les terrasses

sont envahies de pergolas. Le maître des lieux avait de l'allure. Il s'appelait Théodore Reinach (1860-1928) et il était banquier, comme ses frères, Joseph et Salomon. Bon élève, d'abord : quatorze grands prix remportés au concours général, juriste de formation, ensuite, il se passionna pour la philologie, la musicologie, l'archéologie, l'épigraphie et la numismatique. Député de Savoie, membre de l'Académie des belles-lettres, Théodore devint un helléniste réputé, comme il y en eut tant dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle.

Cet amour de la Grèce, Théodore Reinach l'exprimera dans cette villa de détente et d'études dont il confia le projet à l'architecte niçois Emmanuel Pontremoli, grand prix de Rome en 1890, et qui, finalement, lui coûtera la bagatelle de 10 millions de francs or, soit entre 25 et 30 milliards de centimes d'aujourd'hui. Théodore Reinach y séjournera vingt ans, à partir de 1907, uniquement l'été. C'était l'époque où la Côte était d'abord recherchée pour sa saison d'hiver. Les pièces sont distribuées autour d'un péristyle formé par douze colonnes, dans la stricte tradition athénienne. Au centre de la cour, un jet d'eau, un laurier-rose et la lumière qui vient projeter des ombres sur les fresques mythologiques. Cette maison est bien plus qu'un musée. Théodore Reinach la voulait habitable et habitée : une demeure qui traduirait une éthique de vie que l'on retrouve aussi bien à Athènes, à Rome, en Égypte, à Herculaneum qu'à Byzance. Pour Régis Vian des Rives, l'administrateur de la villa, cette maison est « la quintessence de toutes les antiquités ». En vivant comme les Grecs, Reinach entendait démontrer chaque jour la



La villa Noailles : Man Ray, Cocteau, Bérard, Markovitch et Bunuel y ont séjourné.



La villa Ile-de-France : au bout du jardin, le temple d'amour surélevé, dont l'eau coule lentement vers le palais rose.

perennité d'une civilisation apparue il y a deux mille ans. Ses invités devaient suivre le rythme et les coutumes d'alors, porter les habits adéquats, se laver les mains et les pieds dans la fontaine Athena. Deux cadrans solaires fixaient les heures de repos et de travail. Si la bibliothèque est orientée à l'est, c'est pour pouvoir travailler tôt le matin, à une heure où les rouleaux de papyrus ne sont pas brûlés par le soleil. Les thermes, avec le gigantesque bain octogonal en marbre et à double siphon (balnéon), étaient un lieu idéal de détente et de discussion avant le dîner.

Toutes les découvertes de la Grèce antique, comme la baignoire en marbre (une tonne), se retrouvent à Kerylos. Mais Théodore Reinach y a accepté quelques adaptations pour faciliter la vie quotidienne. Ainsi, contrairement à la villa athénienne classique, de nombreuses fenêtres donnent sur l'extérieur pour profiter de la mer. La chambre du proprié-

taire ouvre sur trois vues imprenables : la baie des Fourmis avec de grands oliviers, le cap Saint-Jean et la colline de la Turbie. Les apports d'une vie bourgeoise sont soigneusement dissimulés pour éviter les anachronismes. « Cette maison, explique le maître des lieux, est une harmonie entre l'Antiquité et le modernisme. » L'électricité, balbutiante en 1900, est ici cachée dans des torches. Aucun livre n'est visible dans la riche bibliothèque. Dans le salon des arts, le piano Pleyel (écrit en grec...) est dissimulé dans un coffre en citronnier incrusté d'ivoire, de sycomore et d'ébène. « Il n'a pas été accordé depuis trente ans, mais il sonne juste. » La salle du banquet (triklinas) possède un mobilier dont le modernisme est frappant : lits tressés de cuir, tables à trois pieds. La salle de bains de M^{me} Reinach possédait une douche confortable avec six robinets et six modérateurs.

La maison est discrète, donc élégante. Aucune couleur ne jure. « Pour l'apprécier, relève Régis Vian des Rives, il faut regarder cette maison avec une extrême attention. » Apprécier le noblesse des matériaux (marbres de Carrare ou de Sicile, opale, albâtre, ivoire, bronze, stucs délicats, bois exotiques et fruitiers) et la richesse de la décoration (fresques, mosaïques, statuaire, plafonds à caissons, lustres, boiseries, dallages, objets d'art).

Le caprice de Béatrice

Des jardins de Kerylos, on aperçoit l'imposante villa Ile-de-France, qui domine le Cap-Ferrat, les baies de Beaulieu et de Villefranche-sur-Mer. Sept hectares sur la mer. Le plus beau site de la Côte d'Azur, dit-on, et c'est vrai. Au point d'avoir eu Béatrice Ephrussi, née Rothschild, qui n'a reculé devant aucun sacrifice pour faire construire, entre 1905 et 1912, la villa de ses rêves : éperon rocheux dynamité, terre apportée pour les sept jardins à thème, bassins creusés, plateau incurvé pour donner l'impression d'un pont de paquebot, maquettes gigantesques, tour construite et rasée, invraisemblable coquille en plâtre suspendue au plafond du patio. Quinze architectes ont épuisé ici les caprices de la maîtresse de maison. « Je ne vous demande pas si ce serait bien, je vous dis ce que je veux », répétait Béatrice Ephrussi.

Le résultat est extravagant. A son image. On en savoure les excentricités. Amoureuse du rose (la couleur des murs extérieurs), elle avait transformé son jardin en zoo exotique (avec des flamants roses) et elle apparaissait, dans ses soirées, déguisée en Marie-Antoinette. Il y a de l'Italie, de l'Espagne, de la Chine, des références à Byzance, à l'Orient, aux Maures et à Istanbul dans cette villa qui englobe également tous les éléments décoratifs du quinzième au dix-neuvième siècle. Et ça tient. La rénovation, entreprise en 1992, y est pour beaucoup, qui a remis plusieurs centaines de 5 000 œuvres répertoriées pour ne garder que les essentielles. « Le visiteur, reconnaît l'administrateur, James de Lestang, ne distingue plus les tableaux de Boucher ou Fragonard des gravures à 50 francs. »

Entre les œuvres d'art de qualité (peintures médiévales et Renaissance, portes du palais impérial de Pékin, plafond de Giambattista Tiepolo, le site offre la plus belle harmonie ville-jardins, ainsi que deux points de vue formidables : celui de la loggia, au premier étage et, au bout du jardin, celui du temple d'amour surélevé, dont l'eau coule lentement vers la villa rose. On se rapprochera de cette demeure en traversant, sur la gauche, les six jardins à thème qui permettent de « découvrir la planète en un seul jardin ».

La villa Noailles est perchée tout là-haut sur la colline qui domine la ville d'Hyères. Soyons juste, ce sont les passionnés d'architecture qui viendront, d'abord, visiter un des plus beaux exemples du mouvement moderniste, commandé, en 1923, par Charles de Noailles à Robert Mallet-Stevens. « Je vous ai dit que je cherchais une maison infiniment pratique et simple où chaque chose serait combinée au seul point de vue de l'utilité », écrit la mécène à l'architecte, en 1925. Simplicité, utilité. Ainsi peut-on résumer l'esprit de cette résidence d'été qui rappelle les décors de l'Inhu-

main, le film de Marcel L'Herbier. Une villa ? Un paquebot : blocs dépeuplés et cubistes, décrochements, pans de verre, fenêtres horizontales, pièces exiguës, chambres monacales. Mais par son ampleur – neuf ans de travaux –, le projet est ambitieux : quatre hectares de terrain et jardins, soixante pièces, d'amples terrasses, une piscine et un jardin suspendu, un gymnase, un squash en terre battue, un salon de coiffure... Et quelques performances techniques : les baies vitrées qui s'escamotent dans le sol, la chambre de verre sur la terrasse ou le jardin cubiste confié à Guévrékan.

Reste à imaginer le formidable foisonnement intellectuel qui a animé la villa dans les années 30, la stature de la sobriété de convives, tous représentants des avant-gardes : Giacometti, Auric, Bérard, Markovitch. Man Ray y réalise son film *Le Mystère du château de D* : Cocteau y écrit *Le Sang d'un poète* ; Bunuel, *l'Âge d'or*. Picasso, Dali ou Balthus viennent y faire le portrait de Marie-Laure. On pense aussi aux robes de Poiret, aux premières nouvelles de Paul Morand, à la musique de Darius Milhaud.

Un nouvel art de vivre s'exprime ici. Toutes les chambres sont ouvertes vers la mer et le soleil. La piscine – une merveille – devient terrasse quand les baies vitrées s'effacent dans le mur de béton. Aujourd'hui, la villa reste un fabuleux décor nu. Les « acteurs » ont disparu, les pièces sont vides. Trois architectes passionnés en ont renoué une partie. Beaucoup reste à faire. La ville se déclare prête à faire revivre Noailles. Espérons. ■

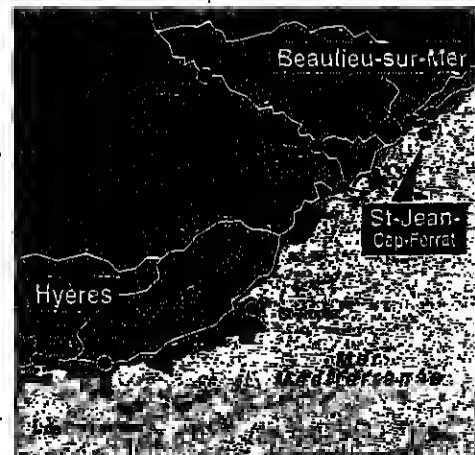
CARNET DE ROUTE

La villa grecque Kerylos (Institut de France, Fondation Théodore-Reinach, 06310 Beaulieu-sur-Mer, tél. : 83-01-01-44) a été classée monument historique en 1967. La villa et les jardins sont ouverts tous les jours, du 16 mars au 30 juin, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h (10 h à 18 h pendant la Pentecôte). Du 1^{er} juillet au 30 septembre, tous les jours de 10 h à 18 h. Du 1^{er} octobre au 14 mars, du mardi au vendredi de 13 h 30 à 17 h 30. (week-ends et vacances de Noël, de 10 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30). Visites libres le matin, guidées l'après-midi. Visites pour les groupes, sur rendez-vous. Entrée : 30 F, 20 F pour les groupes et 16 F pour les enfants et étudiants.

La villa Ile-de-France (Musée Ephrussi de Rothschild, 06230 Saint-Jean-Cap-Ferrat, tél. : 93-01-33-09), rénovée par Culture, Espace, concessionnaire des lieux depuis le 1^{er} janvier 1992, est ouverte tous les jours, de 10 h à 18 h (jusqu'à 19 h en juillet et août). Salon de thé à partir de 14 h. Entrée (jardins et rez-de-chaussée) : 34 F et 24 F (étudiants, enfants et groupes de plus de 20 personnes). Visites commentées des salons du premier étage à 14 h 30, 15 h 30 et 16 h 30. Accès : 15 F.

La villa Noailles (renseignements au 94-65-22-72) a été classée monument historique en 1975. Dégradée, pillée pendant plus de dix ans, le bâtiment a été en partie restauré par l'Etat et la ville d'Hyères, à partir de 1989. Cette restauration a été confiée aux architectes Cécile Briolle, Claude Marro et Jacques Riquet, principaux spécialistes de la villa Noailles (tél. : 94-38-67-00). Pour en savoir plus, un livre *Mallet-Stevens, la villa Noailles*, de Cécile Briolle, Agnès Fuzbert et Gérard Munier, aux éditions Parenthèses (72, cours Julien, 13006 Marseille). Des visites sont organisées, deux jours par semaine, pendant les périodes de l'année où Noailles accueille des expositions. Jusqu'au 9 mai : évocation des Ballets russes. Du 1^{er} juillet au 1^{er} octobre : rétrospective du studio photo Harcourt. Du 12 juillet au 17 juillet : manifestations musicales. En dehors des périodes d'exposition, la villa est fermée au public mais des demandes, groupées et motivées, peuvent être prises en compte.

Pour préparer un séjour dans la région. Offices du tourisme de Beaulieu (93-01-02-21), de Saint-Jean-Cap-Ferrat (93-76-08-80) et d'Hyères (94-65-18-55). Bureau départemental d'information touristique Côte d'Azur, à la gare routière de Nice (93-80-84-84). Service local d'informations touristiques (93-68-00-08). Centre d'informations jeunesse (93-90-93-93). Gîtes de France des Alpes-Meritimes (93-44-39-39), comités régionaux du tourisme de Riviera-Côte d'Azur (55, promenade des Anglais, 8P 802, 06011 Nice Cedex 1, 93-37-78-78) et de Provence-Alpes-Côte d'Azur (2, rue Henri-Barbousse, 13241 Marseille Cedex 01, 91-38-38-00), et comités départemental du tourisme du Var (94-68-58-33).



هكذا من لايصل

TERRES DE FRANCE
SÉLECTION

• Le Monde • Samedi 8 mai 1993 VII

L'HEXAGONE EN QUATRE QUARTS

Sud-Est

Mer et montagnes pour une harmonieuse cohabitation en quatre régions : Rhône-Alpes, Languedoc-Roussillon, Provence-Côte d'Azur et Corse.

LÉGENDES ET TRADITIONS Les étoiles de la Madone (Alpes-Maritimes)

PLUSIEURS fois par an (à la Pentecôte, le 15 août, le 8 septembre), des fidèles se réunissent autour du sommet qui domine le village d'Utelle, dans l'arrière-pays niçois. La eita est magnifiquement belle, mais le célèbre de la madone d'Utelle remonte au temps des barbaresques. Trois marins espagnols, perdus dans une tempête comme en réserve parfois la Méditerranée, aperçurent au loin une lueur. Elle indiquait en fait la direction du littoral, situé à plus de 30 km au nord. Une indication qui leur permit de regagner le rivage. Une fois débarqués, ils se dirigèrent vers Utelle, petit village perché au nord de Nice, surplombant les gorges de la Vésubie et dominé par un magnifique plateau où les enfants du pays ramassaient, il n'y a pas si longtemps encore, des croûtes, petites fœssilles à cinq branches, surnommées les « étoiles d'Utelle ». L'église, au décor baroque, annonce les intérieurs fascinants, très proches de l'Italie, des églises de la contrée où les Pénitents blancs transmettent la tradition de la charité. Un itinéraire à suivre au fil des très beaux villages de cette vallée jusqu'à la chapelle des Pénitents blancs, à Saint-Martin-Vésubie.

A.-M. M.

► Comité du tourisme de Riviera-Côte d'Azur, tél. : 93-44-50-59. Une bonne adresse : Grand Hôtel du Parc, 06450 Biot, tél. : 93-73-01-01.

(fermé de janvier à avril, et d'octobre à décembre), où l'on peut séjourner en demi-pension, en maison, et qui propose des repas à partir de 150 F.

PETIT PATRIMOINE La fuite du temps (Alpes-de-Haute-Provence)

LES cadènes solaires de l'Ubaye remontent, pour les plus anciens, au XVIII^e siècle. Pointés sur les murs, il faut lever la tête pour admirer ces ornements de couleurs vives, légendés d'une épigraphie philosophique, qui indiquent l'heure suivant l'ombre portée par le soleil. Un astre des plus généreux puisqu'on ne compte pas moins de trois cents jours de soleil par an dans cette vallée qui s'allonge autour de Barcelonnette. Parmi les très nombreux cadrans, citons, d'ouest en est, le long de cet itinéraire de la fuite du temps : Saint-Barthélemy (1765) qui proclame « Utinam Jactet » (« La dernière se cache ») ; Méolens (1773) avec son « Donnez-moi le soleil, je vous donnerai l'heure » ; les Thuillies, qui relève « Je passe et je reviens, tu passes et ne reviens pas » ; la maison Reynaud, à Barcelonnette (1739), avec une invitation « Orne te fassit hors » (« Prie pour que l'heure ne te prenne pas au dépourvu ») ; Jausiers (1842), qui affirme « Ibi homo in domum aeternitatis suae » (« L'homme ira dans le demeure de son éternité ») ; la maison Charles au Melen (1801) et son très ronsardien « Ha utere unum tunc » (« Profite de l'heure présente, mais crains d'une ») ; la maison Fauré, à Saint-Siméon, dit u



Paul, avec « Aeterna ut ferum et haec velut umbra fugit » (« Éternelle comme le fer, celle-ci fuit comme l'ombre ») et le maison Risoul (1808), à Fouillouse, qui interroge : « Mortel, sais-tu à quoi je sers ? A marquer les heures que tu perds ».

A.-M. M.

► Syndicat d'initiative de Barcelonnette, tél. : 92-81-04-71. Une bonne table : La Grande Epervière, 18, rue Trois-Frères-Arnaud, 04400 Barcelonnette, tél. : 92-81-00-70 (toute l'année et en demi-pension en saison) avec des menus à partir de 89 F.

Les piévanies de la Corse

ELLES sont rayées de serpentine verte, de granit rose et de schiste brun. Elles dressent leurs formes émaillées et élégantes sur l'or des champs desséchés. Les « églises-piévanies » (de pieve,anton) servaient également de maison du peuple et de tribunal ecclésiastique. D'où les symboles judiciaires de leurs sculptures : main coupée des voleurs, ciseaux qui tranchent la langue des calomnieux, pièces de monnaie, etc. L'église romaine percevait ainsi

plus de la moitié des amendes judiciaires locales. Sur les milliers d'édifices religieux bâtis dans l'île, entre le VII^e et le XII^e siècle, seuls en subsistent environ une dizaine, parmi les plus belles, qui méritent qu'on traverse pour aller le nord de la Corse. Un itinéraire à suivre, de Calvi, en parcourant l'île d'ouest en est, pour voir les églises de Lumio, d'Aregno et de Cateri. Après la visite de la cathédrale de Nebbio de Saint-Florent, dans le nord, l'appareillage de dalmates vert et blanc et le clocher-porche de la piévanie de Murto méritent qu'on redescende vers le centre. Il s'agit,

en effet, de l'une des plus remarquables églises romanes de la Corse.

Sur la côte est, dans les anciens marçages du Golo, les deux basiliques-piévanies en schiste clair de San-Petru et de la Canonice étaient supposées protéger les fidèles aussi bien des barbares que des fièvres. A.-M. M.

► Office municipal du tourisme de Calvi, tél. : 95-65-18-67. Une bonne table : Auberge de la Forêt à Bonifato, 20260 Calvi, tél. : 95-65-09-98 (fermée du 1^{er} novembre au 1^{er} mars) qui propose des menus à partir de 70 F.

VIA CALAIS : LES MINI-CROISIÈRES POUR L'ANGLETERRE



UN VOYAGE EN LITIER EUROPÉEN
SANS LA TRAVERSEE LA PLUS COURTE
DU MONT DE LA COULEUR VERTE
ET SANS LAIGREMENT FAIR PARTIE DU VOYAGE

VIA
Calais

L'AGENDA

RHÔNE-ALPES
Evian. 15 au 30 mai, musique russe. 44-35-28-91.
Divonne-les-Bains. 12 au 23 juin, musique de chambre. 50-40-34-34.
Chamonix. 24 au 28 juin, Festival des sciences de la terre, conférences (50-93-00-24) ; 16 août, Fête des guides, également à Pralognan (79-08-71-66).
Vienne. 1^{er} au 13 juillet, jazz avec, à partir du 19 juin, création de Carmen Jazz, opéra-jazz d'après Bizet. 74-85-00-08.
Montélimar. 1^{er} au 12 juillet, guitare. 75-01-00-20.
Albertville. 8 au 11 juillet, musique militaire. 78-32-04-22.
Annecy. 1^{er} au 6 juin, cinéma d'animation (50-45-00-33) ; 11 au 15 juillet, Festival de la vieille ville ; 7 août, fête du lac. 154. Fin juin, fête de la transhumance. 75-22-03-08.
Grignas. Juillet/août, au temps de M^{re} de Sévigné. 75-46-90-16.
Les Arcs. 11 juillet au 8 août, musique de chambre. 43-27-95-24.
Chambéry. Juillet à septembre, aux Charmettes avec Rousseau (79-33-42-47).
Saint-Pierre-de-Chartreuse. 20 au 25 juillet, Rencontres Jacques Brel. 76-88-82-08.
Valmorel. 1^{er} au 14 août, musique baroque dans les églises de Tarentaise. 50-52-81-84.
Peyay-Vallandry. 5 au 8 août, Semaine de la glace, des glaciers et des espaces froids. 79-07-84-28.
Aix-les-Bains. 10 au 12 septembre, nuits romantiques au lac du Bourget. 79-88-48-20.

LANGUEDOC-ROUSSILLON
Alès. 7 au 19 juin, le itinéraire orlé à l'honneur. 66-30-87-28.
Saint-Guilhem-le-Désert. 21 juin au 12 août, église romane et orgues. 67-63-14-89.
Marvejols. 14 au 17 juillet, jazz et BD. 66-32-02-14.
Villeneuve-lès-Avignon. 15 au 31 juillet, musique contemporaine. 45-44-58-50.
Uzès. 2^e moitié de juillet, musique classique (66-22-89-88).
Prades. 26 juillet au 14 août, Festival Pablo Casals. 68-86-33-07.
Céret. Avant-dernier week-end d'août, Festival de «ardanes. 68-87-00-53.

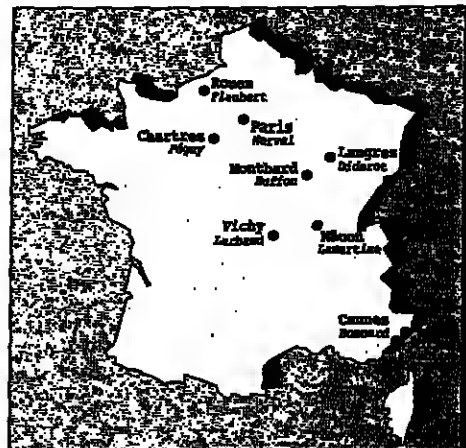
PROVENCE
ALPES-CÔTE D'AZUR
Cannes. 16 au 30 juillet, nuits musicales du Suquet (92-99-31-08).
Saint-Tropez. 18 au 18 mai, La Bravade. 94-87-45-21.
Saintes-Maries-de-la-Mer. 24 au 26 mai, pèlerinage des gitans (90-87-82-55) ; 10 au 14 juillet, fête du cheval.

Toulon. 24 mai au 6 juillet, musique, danse, théâtre, trompette. (94-93-52-84).
Saint-Rémy-de-Provence. Lundi de Pentecôte, Fête de la transhumance (90-92-05-22) ; juillet à septembre, orgue (90-92-36-17).
Salon-de-Provence. 1^{er} au 4 juillet, spectacle autour de Nostradamus. 90-44-89-00.
Aries. 1^{er} mai, Fête des gardians (90-98-29-35) ; 5 au 11 juillet, Rencontres de la photographie (90-96-78-08).
Avignon. 6 juillet au 3 août, le Festival. 90-82-67-08.
Nîmes. 10 au 20 juillet, Grande parade du jazz. (1) 48-21-08-37.
Aix-en-Provence. 11 au 28 juillet, le Festival (42-17-34-00) ; 15 au 28 juillet, danse (42-63-06-79).
Montdauphin. 15 et 22 juillet, 5 et 19 août, Vauban à l'honneur. 92-45-17-80.
Saint-Michel-l'Observatoire. Mi-juillet, Festival des sciences du ciel. 92-31-57-28.
Ramatuelle. 15 au 18 juillet, le saxo en vedette (94-76-26-04) ; 1^{er} au 15 août, Festival Gérard Philippe (40-82-45-20).
Gordes. 15 juillet au 10 août, Festival. 90-72-02-75.
Manosque. 16 au 27 juillet, jazz. 62-70-34-07.
Orange. 17, 19, 20 juillet, 7 août, Chorégies. 90-61-83-83.
Antibes/Juan. 18 au 28 juillet, jazz. 93-33-85-64.
Forcalquier. 18 au 25 juillet, rencontre de jeunes musiciens. (92-78-57-72).
La Roque-d'Anthéron. 1^{er} au 23 août, piano. 42-50-51-15.
Menton. 2 au 30 août, Festival de musique. 93-35-82-22, à partir de juin.

CORSE
Calvi. 12 au 19 juin, jazz ; 18 au 19 septembre, rencontres polyphoniques (95-65-23-57).
Région de la Balagne. Dernière semaine de juin, polyphonies dans les villages. 95-61-77-31.
Bastia. 1^{er} semaine de juillet, danse. 95-32-23-83.
Patrimoine. 2^e quinzaine d'août, nuits de la guitare. 95-37-05-78.
Bonifacio. 2 au 8 septembre, Les Voix de la Méditerranée. 95-73-10-72.
Ajaccio. 19 au 26 septembre, Festival de l'Image du monde sous-marin. 95-25-12-58.

Pèlerinages aux sources

Même les grands hommes sont obligés de naître quelque part. Certes, ils n'ont pas choisi les lieux où ils ont vu le jour ou passé les premières années de leur existence. Mais leurs vies et leurs œuvres en seront à jamais imprégnées, surtout lorsqu'ils auront décidé de renaître dans un cadre jugé propice à leur inspiration. Des lieux qu'ils « habitent » encore aujourd'hui et où, à travers une région, une ville, un quartier, une maison, un cabinet de travail, une bibliothèque, une chambre, un jardin, le promeneur croquera leurs fantômes en découvrant, étonné et ravi, que les objets inanimés ont effectivement une âme.



BONNARD AU CANNET

Beau temps au Bosquet

« **L**AN 1926 et le 27 février, par-devant maître Ardissou, notaire, Pierre Bonnard achète pour 50 000 francs une villa, son jardin et ses orangers, au Cannet, avenue Victoria. Il la surnomme le Bosquet, du nom du quartier où elle est sise. Comme elle est exigüe, le peintre entreprend aussitôt des travaux pour ajouter au premier étage son atelier, un balcon pour jouir du panorama sur la baie et une salle de bains pour y observer Marthe, sa femme, et les reflets de l'eau sur les carreaux de faïence. Les murs des chambres sont en jaune de Naples. Quand tout est prêt, un an plus tard, Bonnard invite à déjeuner Matisse, le voisin de Nice, ami et rival. Dès lors, ils ne cessent plus de s'écrire, de se rendre visite, d'échanger des lettres et des conseils faussement modestes - de se surveiller en somme.

Jusqu'à la fin de sa vie, Bonnard métamorphose l'un après l'autre, en tableau, chaque aspect du Bosquet. A chaque pièce son motif : sous la toilette et à la baignoire, amandiers et mimosa à travers les vitres de l'atelier, fleurs et vases sur la cheminée, fruits et verres sur les étagères d'un placard. Selon les saisons, les intermittences de la lumière, sa fantaisie, il va d'une pièce à l'autre, avec ses carnets à dessin et ses toiles. Dans l'atelier, au mur, il épingle cartes postales et photographies - Renoir, Picasso, Gauguin, Vermeer, Matisse, la sculpture grecque. Sur la table, une bouteille de térébenthine, des tubes recroquevillés, des pinces dans des pochettes. Bonnard prend et reprend ses toiles, y dépose quelques touches, attend, recommence, refuse toute précipitation. Le temps n'est plus que peinture, la maison est dans la peinture, elles ne font qu'un - et cet un, c'est Bonnard lui-même. Pour son ultime autoportrait, il s'observe dans la glace de la salle de bains, noyée de lumière verte opalescente.

A sa mort, en 1947, le Bosquet est abandonné, pillé, abîmé. La pluie et les cambrioleurs s'acharnent. Quand ses héritiers peuvent enfin racheter la villa, ils doivent se défendre contre les promoteurs immobiliers, qui rasent les maisons

particulières pour édifier des immeubles à vendre par appartements. En 1975, enfin, après bien des retards, le Bosquet est inscrit à l'Inventaire supplémentaire des monuments historiques, le bâtiment restauré à l'identique, le jardin replanté. Elle n'a plus changé. Malgré les métamorphoses de la ville et du paysage, elle demeure, vestige d'une côte d'Azur définitivement gâchée depuis, mausolée fleuri d'un grand peintre très discret. »

Philippe Dagen

REPÈRES. Le quartier du Bosquet sur les collines du Cannet jouxte l'agglomération de Cannes. La maison où Bonnard passa vingt ans de sa vie et où il mourut en 1947 appartient aujourd'hui à sa famille. Au numéro 24 de



HENRI CARTIER-BRESSON/MAGNUM

l'avenue Victoria, elle se laisse admirer de loin mais ne se visite pas. Au milieu d'un jardin, elle domine les toits rouges du Cannet, Cannes et la mer. Bonnard y peindra plus de deux cents toiles. On apprendra l'histoire de cette villa dans le livre qui lui consacre Michel Tzuc, petit-neveu du peintre, aux éditions Hachette, illustré par les photos de Henri Cartier-Bresson. L'Office du tourisme de Cannes (tél. : 93-39-24-63) informe sur les possibilités d'hébergement.

NERVAL A PARIS

Le trou du souffleur

« **L**E 26 janvier 1855, à 7 heures du matin, il gela à pierre fendre quand on trouva le corps de Gérard de Nerval pendu à une grille, rue de la Vieille-Lanterne. Le poète, qui portait encore son chapeau sur la tête, « prouve que son agonie avait été douce », nous dit son ami Dumas, n'avait pas quarante-sept ans. Cet infatigable piéton de Paris avait choisi une des ruelles les plus infectes de la capitale pour mettre fin à ses jours. Sébastien Mercier nous les décrit, à la veille de la Révolution, « étroites, fétides, baignées de sang de bestiaux à moitié corrompu ». Un demi-siècle, elles n'avaient pas changé. L'architecte Hoffbauer compare ces rues « à des tranchées ouvertes dans une falaise ». Alexandre Dumas évoque, dans ses *Nouveaux Mémoires*, « l'escalier visqueux » qui coupait le passage, « l'égout à ciel ouvert, fermé par une grille » s'ouvrant en face « d'une fenêtre cintrée, avec des barreaux de fer pareils à ceux qui grillent les fenêtres des prisons ». « L'endroit est sinistre, ajoute le romancier. On croirait entrer dans le troisième cercle de l'enfer. »

Ce quartier, qui s'étendait entre la Seine, la place du Châtelet et la rue Saint-Martin, a disparu. Le Théâtre de la Ville a remplacé les venelles mal famées - rue de l'Ecorcherie, rue de la Tuilerie, - peuplées de bédouins fréquentés par les garçons bouchers des proches abattoirs. Entre les deux guerres, le groupe surréaliste entreprit des recherches minutieuses pour déterminer avec exactitude l'endroit où le poète avait mis fin à ses jours. Après des visites répétées au cadastre, il acquit la conviction que la grille où Gérard de Nerval s'était pendu, rue de la Vieille-Lanterne, se trouvait

exactement à l'emplacement actuel du trou du souffleur du théâtre.

La difficulté de l'enquête tient au bouleversement de Paris par Haussmann, qui a anéanti la ville de Nerval. Disparu le marché des Innocents, où l'on pouvait snoper toute la nuit à côté des marchands de légumes ; évanouies les tapisseries de l'avenue des Champs-Élysées, où l'on buvait le vin bleu de Suresnes, le bal des Chiens de la rue Saint-Honoré, le Café des Aveugles du Palais-National (le Palais-Royal) avec son orchestre homérique ; démolie la prison Sainte-Pélagie (56, rue de la Cité), où étaient internés les « politiques », sous la monarchie de Juillet (Nerval y passa quelques jours). Les carrières de Montmartre, autrefois refuge des indigents, sont inaccessibles ou combles. Le boulevard du Temple est méconnaissable. Restent la passerelle des Arts (encore s'en est-elle été refaite) et la place de la Concorde, dont Nerval maudissait les statues, les fontaines et les lampadaires qui venaient d'y être placés.

Hôtel de la Sirène

Si l'on veut suivre l'auteur de *Sylvie*, il faut sortir de Paris ; gagner Meaux et sa cathédrale, passer devant l'hôtel où descendait Nerval, à l'enseigne de la Sirène, depuis peu vendu en appartements (rue du Général-Leclerc) ; puis filer à Crépy-en-Valois, visiter l'ancien château des comtes de Valois, transformé en prison par la Révolution - Nerval y fut enfermé une nuit, faute de papiers d'identité, - aujourd'hui le Musée Chopinot, où sont évoqués les souvenirs des traditions locales : par exemple, celui des confréries d'archers vivaces jusqu'au XIX^e siècle dans les villes voisines, Loisy et Senlis, dont le décor est presque intact. Un peu plus loin, le poète retrouverait aussi, sans étonnement, les ruines de l'abbaye de Chailly, Ermenonville ou la Mortefontaine de son enfance. Il découvrirait, en revanche, le château de Chantilly, sous la Révolution, et qui n'avait pas encore été reconstruit. Il faut achever par Pontoise, Saint-Germain-en-Laye et Versailles ce tour de l'Île-de-France que Gérard faisait à pied. Avec, pour guide, les *Filles du feu* ou les *Nuits d'octobre* de l'infatigable promeneur qui écrivait, la veille de sa mort, à sa tante Labrunie : « Ne m'attendez pas ce soir, car la nuit sera noire et blanche. » »

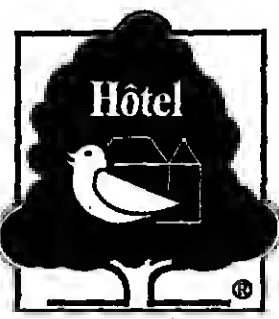
Emmanuel de Roux

REPÈRES. Les textes de Nerval qui ont pour cadre Paris et l'Île-de-France, ses nouvelles (*Filles du feu*, *Sylvie*), ses promenades, ses souvenirs et les *Nuits d'octobre*, sont rassemblés dans un volume de « la Pléiade » (Gallimard).

Pour dénicher un hôtel de charme à Paris, consulter le guide publié sur ce thème par les éditions Rivages. De bonnes adresses, à petits prix (hôtels et restaurants), figurent dans le « Guide du routard » Paris (Hachette). Chez la même éditeur, un Paris Rendez-vous, avec 400 adresses de bistrot, de cafés, de bars, etc. Des forfaits avion + hôtel sont proposés par le voyageur Visat France pour chacune des escales d'Air Inter. De son côté, Francor programme des formules « train + hôtel » au départ de toutes les gares. Renseignements auprès de l'Office du tourisme, 127, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris, tél. : 47-23-61-72, Minitel 3615 tour.



Nerval, par Alexandre Lebour. Ce tableau a été exposé au Salon de 1833.



Relais du Silence
Silencehotel

158 HOTELS

DÉTENTE - CALME - TRANQUILLITÉ

Maisons de caractère

Chaleur de l'accueil

Gastronomie

Guide gratuit sur simple demande

2, passage Du Guesclin - 75015 Paris

Tél. : 45 66 77 77 - Fax : 40 65 90 09

سنة ١٤١٤

TERRES DE FRANCE
REPORTAGES

Le Monde • Samedi 8 mai 1993 IX

FLAUBERT A ROUEN

Sur les pas d'Emma

Il faut suivre l'ancien Quai aux meules, grimper le boulevard des Beiges, verrouillant à l'ouest le vieux Rouen, prendre à gauche la rue Flaubert, pour gagner la place de la Madeleine, où trône l'Hôtel-Dieu. La bâtisse de pierre blanche, coiffée d'une coupole, déploie ses deux ailes autour d'une vaste cour. Elle date des XVII^e et XVIII^e siècles et survécut à toutes sortes de guerres. Gustave Flaubert est né le 12 décembre 1821, au premier étage du pavillon d'angle qu'habitait son père, Achille-Cléophas Flaubert, chirurgien en chef de l'hôpital. Dans la chambre où Gustave a poussé son premier cri, le parquet en chêne, les boiseries et les trumeaux laqués de gris perle sont sans doute d'époque, à l'inverse des meubles, plus récents. Dans l'antichambre, quelques rares souvenirs : son pot à tabac en forme de tête de mort, Loulou, le perroquet empaillé de Félicité, l'héroïne d'*Un cœur simple*. — L'une des plus belles nouvelles de la littérature française, — trois lettres écrites de sa main, dont celle-ci illustrant sa formidable verve : « Je vous ferai observer, ma biche, que vous êtes un cochon... »

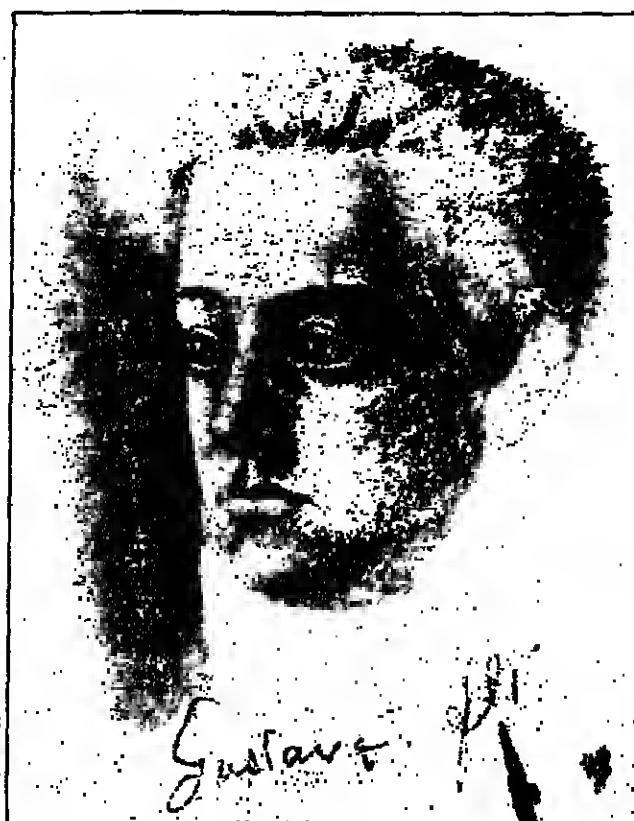
Gustave a passé son enfance puis son adolescence dans ce pavillon jusqu'en 1840, l'année de son baccalauréat au lycée Cornille. « Mais que vois-je faire au sortir du collège ? écrit-il à son copain Ernest Chevalier. Aller à Paris, tout seul, faire du droit, perdu avec des crocheteurs et des filles de joie... Je suis le premier en philosophie. M. Mallet a rendu hommage à mes dispositions pour les tâches morales, quelle dérision ! » Il a grandi dans une atmosphère de souffrance, cohabitait avec la maladie et la mort. La pièce de billard, au premier étage (transformée en musée de la médecine), ouvrait sur la salle commune de l'hôpital. Gustave est aux premières loges pour les stances de dissection : « L'omphalothèque de l'hôpital-dieu donnait sur notre jardin. Que de fois avec ma sœur, n'avons-nous pas grimpé au treillage et, suspendus entre la vigne, regardé curieusement les cadavres étalés ! Le soleil donnait dessus ; les mêmes mouches qui volaient sur nous et les fleurs allaient s'abîmer là, revenaient, bourdonnaient ! »

Sous les combles, parmi les vieux ouvrages de médecine, un petit livre est annoté : *le Traité pratique du pied bot*, de Vincent Duval, daté de 1839. Page 7, un passage souligné : « Nous avons coupé le tendon d'Achille pour guérir le pied-bot varus », ravive d'un coup le souvenir de l'opération-massacre d'Hippolyte par Charles Bovary : « Cependant pour savoir quel tendon couper à Hippolyte, écrit Flaubert, il fallait d'abord connaître quelle sorte de pied bot il avait... c'était un équin mêlé d'un peu de varus... »

Les voûtes s'inclinaient

On suit le pas pressé de Mme Bovary dans les venelles de la cité normande. Chaque jeudi, Emma retrouvait Léon à Rouen, avec l'ironie, la diligence qui descendait à l'Hôtel de la Croix-Rouge sur la place Beauvoisine : « Ils entendaient huit heures sonner aux différentes horloges du quartier Beauvoisine, qui est plein de pensionnats, d'églises et de grands hôtels abandonnés. Ils ne se parlaient plus ; mais ils sentaient, en se regardant, un bruissement dans leurs têtes, comme si quelque chose de sonore se fit réciproquement échappé de leurs prunelles fixes. » Au fil des rendez-vous d'Emma, on se promène dans la ville. Par un beau matin d'été, nous voilà sur le parvis Notre-Dame : « La place, retentissante de cris, sentait des fleurs qui bordaient son pavé, roses, jacinthes, œillets, narcisses et tubéreuses... la fontaine au milieu gorgouillait, et, sous de larges parapluies, parmi des cantaloups, s'élevaient en pyramides, des marchandes mi-rêve, tournaient dans du papier des bouquets de violettes. »

On se faufille dans la nef sur les pas de Léon : « Elle allait venir tout à l'heure, charmante, agitée, épiant derrière elle les regards qui la suivaient, et avec sa robe à volants, son longnet d'or, des bottines minces, dans toutes sortes d'élégances dont il n'avait pas goûté, et dans l'effroyable séduction de la vertu qui succombe. L'église, comme un boudoir gigantesque, se disposait autour d'elle ; les voûtes s'inclinaient pour recueillir dans l'ombre la confession de son amour ; les vitreaux resplendissaient pour illuminer son visage, et les encensoirs allaient brûler pour qu'elle



Flaubert, adolescent, par Jules-Elie Delaunay.

parut comme un ange, dans la fumée des parfums. »

Ces rêves d'Orient...

Enfin, on rattrappe le fiacre dans sa course folle, emballé par la passion qui se consume derrière les stores tendus. Le long de la rivière, sur le chemin de halage pavé de cailloux secs. Du côté d'Orsel, à travers Quatremaires, Sotteville, la Grande Chaussee, la rue d'Elbeuf. Derrière les jardins de l'hôpital. Sur le boulevard Canchoise. On s'arrête devant le Jardin des Plantes : « Il existe toujours, à peu près tel qu'il était », confie Germain Galceran, un vieux Rouennais médecin et admirateur de Flaubert.

A dix-neuf ans, « confiné dans cette hutte de Rouen », Gustave rêvait d'Orient : « Je crois que j'ai été trans-planté par les vents dans ce pays de boue,

écrit-il à Ernest Chevalier, et que je suis né ailleurs, car j'ai toujours eu comme des souvenirs ou des instincts de rivages enbaumés, de mers bleues. J'étais né pour être empereur de Cochinchine, pour fumer des pipes de trente-six toises, pour avoir six mille femmes et mille quatre cents bardaches... Je n'ai rien que des désirs immenses et insatiables, un ennui orroce, et des bâillements continus ! »

Trois ans plus tard il appelle la vengeance du destin : « Elle o de belles églises et des habitants stupides. Je l'exécute, je le hais, j'offre toutes les imprécations du ciel parce qu'elle m'a vu naître. Malheur aux murs ! Aux bourgeois qui m'ont connu moulu et eux payés où j'ai commencé à me durcir les talons ! Oh, Attila qu'on reviennes-tu, oimble humanitaire, avec quatre cent mille cavaliers, pour incendier cette belle France, pays des dessous-de-pieds et des bretelles ? »

DIDEROT A LANGRES

Le chaud et le froid

LANGRES n'a guère changé depuis que Denis Diderot y vit le jour le 5 octobre 1713. Perché à l'extrémité nord du plateau de Langres, sur un éperon qui tombe brutalement sur trois de ses côtés, la petite ville doit à sa situation d'être depuis les Romains une cité de casernes, agréable, mais plutôt austère. Elle vit paisiblement, bourgeoisement, sans fantaisie, sa situation de vigie.

Les maisons y sont anciennes. Petites demeures Renaissance entourées d'un modeste jardin, sévères bâtisses du XVII^e siècle bien scannées les unes contre les autres. Il n'y a pas beaucoup de place sur ce morceau de rocher et les grands espaces y sont rares. Que Diderot, l'ex-pansif, l'extraverti, l'écrivain sans cesse en mouvement, ait pu voir le jour et dépenser toute l'énergie de son enfance dans cet environnement presque immobile à force de quiétude ne manque pas de surprendre.

Il est vrai que le futur entrepreneur de l'Encyclopédie a fui dès qu'il a pu ce sommeil provincial pour gagner au plus vite, à seize ans, un Paris dont l'agitation correspondait à merveille à son tempérament. Mais il n'a jamais manqué d'évoquer avec nostalgie un sentiment assez rare chez lui, tout tourné vers l'avenir — la petite ville de ses parents et « le plus beau paysage du monde ». Il a même attribué son caractère aux conditions météorologiques particulières de la région : « Les habitants de ce pays ont beaucoup d'esprit, trop de vivacité, une inconstance de girouette. Cela vient, je crois, des vicissitudes de leur atmosphère qui passe en vingt-quatre heures du froid au chaud, du calme à l'orage, du serein au pluvieux. (...) La tête d'un Langrois est sur ses épaules comme un coq d'église au haut du clocher. Avec une rapidité surprenante dans les mouvements, dans les desirs, dans les projets, dans les fantaisies, dans les idées, ils ont le parler lent. Pour moi, je suis de mon pays ; seulement le séjour dans la capitale et l'application assidue m'ont un peu corrigé. »

Il y a tout à penser que les Langrois ne se reconnaissent guère dans ce portrait de composition. Ils ont d'ailleurs pris leur temps avant de considérer Denis comme un esprit qui honorait leur ville et non comme le fils d'un peu fou, impie de surcroît, du maître conteur Diderot, un petit bourgeois méritant, habile et respectable. Il fallut attendre 1780 — trois ans avant la mort de l'écrivain — pour que la municipalité décide d'acheter un exemplaire de l'En-

Et commence, je te prie, par Paris d'abord et par Rouen en même temps. » Un siècle plus tard, Rouen, par deux fois, est aveuglément bombardée. Gustave Flaubert doit à sa Normandie, terre littéraire entre toutes, d'avoir enfanté et nourri, tout au long de sa vie (il est mort le 8 mai 1880 à Croisset, l'actuelle banlieue de Rouen), cette rigueur, ce « style qui vous entraîne dans l'idée comme un coup de stylet ». ■

Florence Evin

REPÈRES. Le Musée Flaubert est situé dans le pavillon habité autrefois par le chirurgien en chef de l'Hôtel-Dieu, fonction exercée par le père de Flaubert, de 1816 à 1846, puis par son frère aîné, de 1846 à 1882. Ouvert tous les jours (entrée au 51, rue de Lécot, de 10 à 12 h et de 14 à 18 h) sauf les dimanches, lundis et jours fériés. A la bibliothèque municipale (3, rue Jacques-Villon, tél. : 35-71-28-82), on peut consulter (sur micro-film) le manuscrit autographe de *Madame Bovary*, ainsi que les manuscrits et brouillons de *Bouvard et Pécuchet*. La mairie de Cancale, sur les hauteurs de Rouen, possède, dans la salle des mariages, le fauteuil Louis XIII de Flaubert, sa plume d'oie, son coupe-papier en ivoire avec lame d'argent, ainsi que sa bibliothèque personnelle provenant de la maison du Croisset (dont il ne reste qu'un petit pavillon qui se visite), où il vécut jusqu'à sa mort. Parmi les quelques 1 200 livres déposés sur des rayonnages de bois sombre à colonnades torsadées, on relève, outre un petit livre de poèmes — *Ce qui est des femmes*, dessiné en 1852 par Louise Collet à la main de Flaubert —, les *Essais de Montaigne*, les *Mille et Une Nuits*, les *Chansons de la Table ronde* de Dumas, des œuvres dédiées par Mallarmé, Maupassant, Hugo, Zola et George Sand, sans compter les propres œuvres de Flaubert, dans des éditions posthumes, notamment une *Madame Bovary*, *Mœurs de Province*, éditée en 1912 par la Société du livre d'art et l'imprimerie nationale et illustrée d'eau-fortes en couleurs d'Henri Jourdain, ainsi qu'un *Bouvard et Pécuchet* publié en 1904 par l'Édition d'art, H. Piazza et Cie avec des illustrations flamboyantes de Ch. Huard. Des trésors qui se consultent sur rendez-vous à la mairie de Cancale (tél. : 32-83-40-00), auprès d'Eric Marin. La *Correspondance* de Flaubert (une pure merveille) est publiée en trois volumes par La Pléiade (Gallimard). Pour les informations pratiques, l'office du tourisme du Rouen (tél. : 35-71-41-77), face à la cathédrale, l'hôtel de la Cathédrale (2 étoiles), au 12, rue Saint-Romain (tél. : 35-71-57-85), les plus belles chambres, 7 et 17, sont à 330 F donne sur l'archevêché. Un bon guide, Rouen et ses environs (Hachette).

BUFFON A MONTBARD

La tour du naturaliste

MONTBARD, 7 900 habitants, nœud ferroviaire non négligeable, vit au rythme de son complexe métallurgique qui fabrique la tuyauterie sophistiquée des centrales nucléaires. La ville bourguignonne, étagée sur une colline lovée dans une boucle de la Brenne, est cernée de bâtiments industriels et de HLM d'assez médiocre qualité. Mais les deux tours qui s'y dressent attestent de l'ancienneté de la cité. C'est tout ce qui reste d'un château médiéval. A l'emplacement de celui-ci, un jardin déploie ses terrasses. Des gioriettes de toile pointue en blanc sont dispersées, ça et là, sous les beaux arbres, au milieu de quelques médiocres massifs fleuris. A l'entrée du parc, une chapelle et, sur la gauche, une maisonnette ; sur son linteau, une inscription rappelle que Jean-Jacques Rousseau s'est agenouillé au seuil de ce qui, à l'époque, était le cabinet de travail de Buffon.

L'auteur des *Epoques de la nature* partageait, en effet, son temps entre Paris et sa thébaïde bourguignonne. Il avait fait raser les vestiges de la construction médiévale, ne gardant que la tour de l'Aubespion — observatoire qui lui permit d'exécuter des expériences sur les vents — et la tour Saint-Louis aménagée en bibliothèque. Le reste était planté d'essences rares. De son percboir, il pouvait presque apercevoir ses forges installées sur ses terres de Buffon, à 7 km de là. De magnifiques bâtiments préindustriels qui sont toujours debout.

Montbard, du vivant de l'illustre naturaliste, était une Mecque qui faisait courir toute l'Europe des Lumières. « Quelle palpitation de joie me saisit lorsque j'aperçus de loin la tour de Montbard, les terrasses et les jardins qui l'environnent ! », note Hérault de Séchelles, brillant avocat au Parlement de Paris qui entreprit le pèlerinage en 1785. Sa visite, qu'il consigna soigneusement dans un petit livre, est sans doute le modèle d'un genre qui allait se multiplier au siècle suivant : l'entrevue avec un grand homme. Une entrevue minutieusement narrée sur un mode à la fois élogieux et subtilement assassin.

Le jeune avocat nous compte ainsi par le menu l'emploi du temps de Buffon. Levé à 5 heures, il quitte son domicile, dans le bas de la ville, pour gagner son lieu de travail : « M. de Buffon, qui a beaucoup d'ordre, a placé son cabinet loin de sa maison, non seulement pour n'être point distrait, mais parce qu'il

nime à séparer ses travaux de ses affaires. » Il petit-déjeune d'un verre de vin et d'un morceau de pain, mais « d'ne », longuement, vers 14 heures : après une sieste et une promenade, il regagne son cabinet, qu'il quitte à 7 heures du soir. Moment où il « faisait venir une petite fille, car il les a toujours beaucoup aimées. Mais il se relevait exactement à 5 heures. Il ne voyait que des petites filles, ne voulant voir de femmes qui lui dépensassent son terme ». Hérault de Séchelles remarque incidemment que « M. de Buffon a toujours été fortement occupé de lui-même et préférait à tout le reste », et indique qu'un des premiers traits de son caractère, c'est la vanité ; elle est complète, mais franche et de bonne foi.

L'intendant des jardins du roi, ermite qui connaissait les boires de toutes les diligences en partance pour Paris, est mort un an avant le début de la Révolution. Il sera inhumé dans la chapelle de Montbard. Hérault de Séchelles ne lui surviva guère : conventionnel, il sera guillotiné en même temps que Danton. Reste son petit « guide », ultime chapitre de l'*Histoire naturelle* de Buffon dont l'auteur serait devenu le sujet, et avec lequel il faut découvrir Montbard. ■

E. de R.

REPÈRES. Montbard est à 235 km de Paris (prendre l'autoroute A 6 et sortir à Samur-en-Auxois), 91 km de Dijon, 73 km d'Auxerre et 18 km de Semur-en-Auxois. Sa gare est desservie, une ou deux fois par jour, par le TGV. On peut également rallier Montbard par bateau : la ville est, en effet, traversée par le canal de Bourgogne (s'adresser à Bourgogne Voies navigables, 1 et 2, quai de la République, Auxerre 89000). Les forges de Buffon sont situées à Buffon, à 7 km de Montbard, sur la D 905. A l'ère, Buffon, Discours sur le style, suivi de *Voyage à Montbard*, par Hérault de Séchelles (éd. Clemen). A signaler un autre site « historique », le château de Bussy, à 20 km de Montbard. Prendre la D 905 en direction de Dijon jusqu'à Venerey-lès-Laumes, tourner à gauche sur la D 954, qui mène à Bussy-Rabutin, où Roger de Rabutin, seigneur de Bussy, auteur de l'*Histoire amoureuse des Gaules*, fut exilé pendant trente ans par Louis XIV, en raison de son libertinage et de l'insolence de ses écrits. Cousin de la marquise de Sévigné, avec qui il entretenait une abondante correspondance, il fit décorer sa demeure d'étonnantes panneaux allégoriques. Jardins en cours de restauration. Renseignements auprès de l'Office du tourisme de Montbard, tél. : 80-92-03-75.

Le rendez-vous des loisirs en fête au
Salon Normand des Loisirs
les 5 et 6 juin 1993

A L'ABBAYE DE MORTEMER

Lyons-la-Forêt (Eure)
à 35 km de Rouen

animations et spectacles non stop
Restauration assurée
Parking gratuit
et plus de 100 expositants

Avec la participation
de la Région Haute-Normandie

سكزا من لايصل

TERRES DE FRANCE
SÉLECTION



L'HEXAGONE EN QUATRE QUARTS

Sud-Ouest

Avec le Limousin, l'Auvergne, l'Aquitaine et le Midi-Pyrénées, un quart de France qui conjugue la campagne et la montagne, les saveurs du terroir et les parfums du littoral atlantique.

LÉGENDES ET TRADITIONS La paix des cimes (Pyrénées-Atlantiques)

La scène se passe un 13 juillet, devant la borne-frontière de la Pierre-Saint-Martin, en haut Barétous, entre France et Espagne. Une longue vallée béarnaise qui, depuis Oloron-Sainte-Marie, monte jusqu'à ces plateaux karstiques et lunaires qui attirent les explorations spéléologiques internationales. Chaque année, à cette date, se renégocie le plus vieux traité d'Europe. Les maires des communes françaises, avec leurs écharpes tricolores, accueillent ceux des vallées espagnoles, drapés dans de grandes capes noires et portant colerettes. Les femmes

sont en robes brodées, couvertes de bijoux. Depuis l'an 1375, les mains se chevauchent au-dessus de la borne 262. C'est « la tribu des trois vaches » donné aux espagnols en échange du droit de passage. « Paz Aven / » jurant-ils, « la paix avant tout ! » Un échange devenu pacifique après force épisodes belliqueux. Cette cérémonie, qui se déroule face à un panorama grandiose, invite, naturellement, à une belle journée en montagne. Une balade à pied s'impose sur le plateau karstique des Arres d'Anie, voire une incursion en territoire espagnol, à la découverte des villages authentiques d'Isaba et de Roncal. A voir à Oloron, la cathédrale Sainte-Marie et l'église Saint-Croix dans la Vieille ville. La vallée d'Aépe mérite également le détour pour

l'église de Sarrañe et les ours de Borca.

A.-M. M.
► Agence touristique du Béarn, tél. : 59-30-01-30. Une bonne adresse : Alysion, bd des Pyrénées, 64400 Oloron-Sainte-Marie (tél. : 59-39-70-70), qui propose des menus à partir de 58 F.

Le roi de l'oiseau (Haute-Loire)

À la mi-septembre, les habitants du Puy-en-Velay s'habillent tous en costume Renaissance. Au XVI^e siècle, le droit de tirer l'oiseau (de carton, bien sûr) était une coutume qui avait pour principal objectif de détourner les jupes de la fréquentation des tavernes. Le vainqueur gardait, toute l'année, le titre enviable de « roi de l'oiseau ». De nos jours, la ville entière participe à ces fêtes qui permettent à chacun de revivre l'histoire locale. Pendant une semaine, se succèdent les tournois et des épreuves qui se mêlent aux défilés qui parcourent les rues de la vieille cité du Puy. Un itinéraire à compléter par un détour sur le sentier de Saint-Jacques-de-Compostelle (IGR 66), le musée des Dentelles et la Vierge noire au Puy et la route historique La Fayette. A.-M. M.

► Comité départemental du tourisme de Haute-Loire, tél. : 71-09-88-68. Une bonne adresse : Eric et Marc Toussaint, 12, rue Chénoboutaria, tél. : 71-09-88-94 (fermé dimanche soir et lundi, ainsi qu'en octobre) qui proposent des menus à partir de 55 F.

PETIT PATRIMOINE Les trésors des Grandmontains (Haute-Vienne)

Au nord de Limoges, le circuit des Puy et Grands Monts du pays d'Ambazac permet de conjuguer la découverte d'un beau panorama de collines boisées et la recherche des trésors qui appartiennent à un ordre très pauvre mais très puissant, celui des Grandmontains. C'est saint Etienne de Muret, un ermite mort en 1124, qui fonda l'ordre de Grandmont, lequel rayonna en Europe sur près de deux cents prieures. Surnommés les « bonhommes », interdits de viande, ils créèrent les étranges des monts d'Ambazac, fondèrent une abbaye très importante, victime du Prince noir, au XIV^e siècle, et des rivalités de la Révolution. On retrouve, aujourd'hui, les ruines dispersées du trésor dans les différentes églises, pour la plupart couvertes, de ce circuit. A parcourir depuis Ambazac : oratoire à l'emplacement de l'ermitage, sur une colline, à l'entrée du bourg. Dans l'église, chaise émailée (XII^e siècle), reliquaire, delmatique en sole (X^e siècle), habit porté par les nouveaux moines lors de la cérémonie des vœux.

Voir ensuite Sauvagnac (chapelle, vitraux), Saint-Léger-le-Montagne (stalle de l'abbé de Grandmont), Grandmont (chapelle sur l'emplacement de l'abbaye, la grange d'Almaire du Coudier ou grange aux Moines (architecture remarquable, 1^{er} prix des chefs-d'œuvre en péril), Saint-Sylvestre (chef reliquaire en argent de saint Etienne de Muret, phylactère ou reliquaire cylindrique en cristal de roche et argent), les étangs et les systèmes de canalisation aménagés par les moines pour la pêche et l'assainissement de la région.

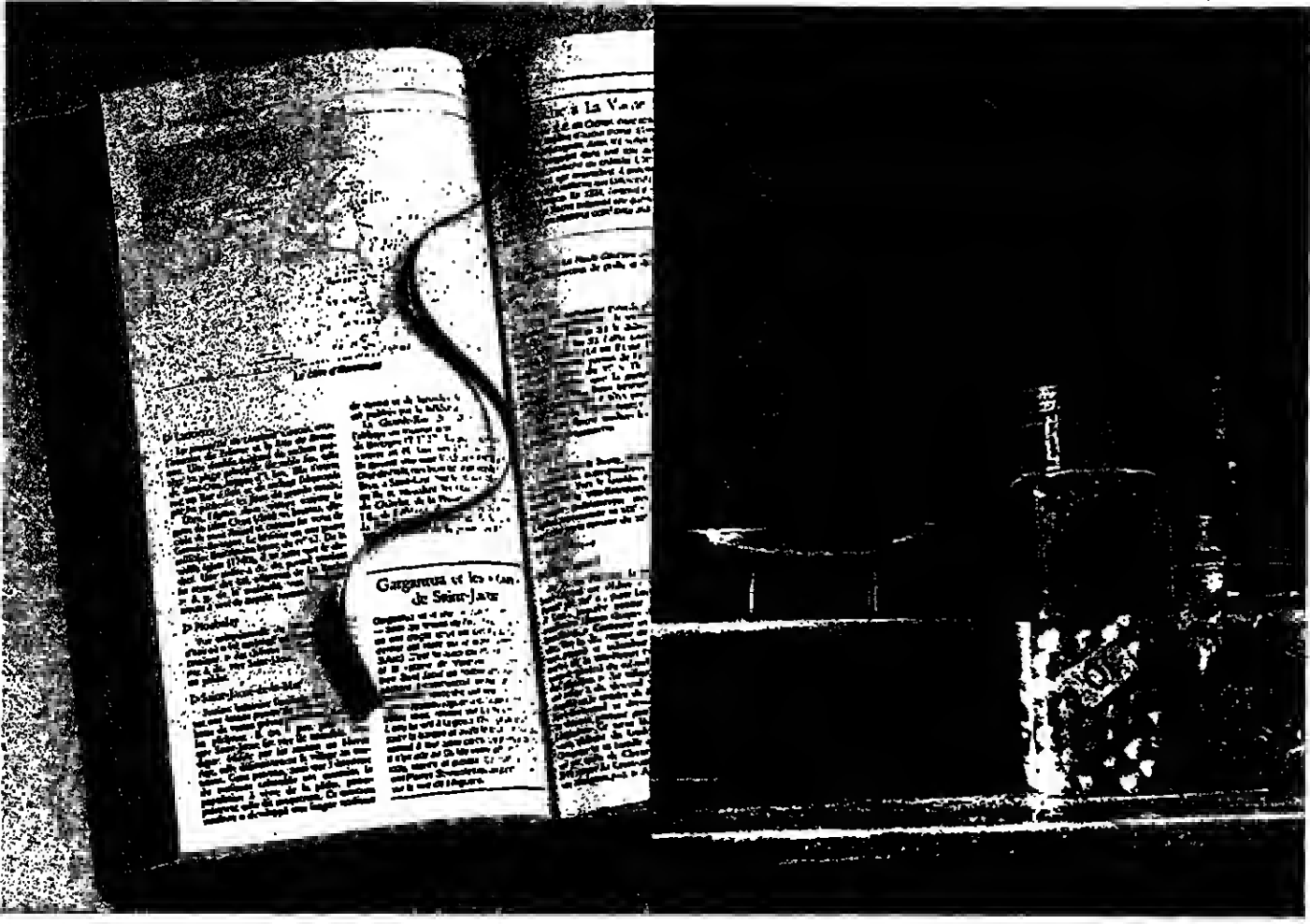
A.-M. M.
► Comité départemental de la Haute-Vienne, tél. : 55-79-04-04. Une bonne table : le Champvél, à Limoges 87000, tél. : 55-34-43-34 (fermé hors saison le samedi à déjeuner et le dimanche), qui propose des menus à partir de 150 F. Une adresse de ferme-auberge, au cœur des monts d'Ambazac : la Chèvre Blanche, à Maucloup, 87370 Jabreilles-Bordes, tél. : 55-59-84-06 (sur réservation) avec menu à 65 F.

Les forges de l'Auvézère (Dordogne)

UN « maître de forges ». Le titre était le plus souvent attribué à un notable, propriétaire de sa maison et de la forge qu'il dirigeait. Les usines étaient installées sur les rivières pour alimenter les martinets, marteaux et soufflets. Le domaine du maître de forge, souvent isolé au bord de l'eau, constituait un monde à part. Proche du Limousin, le Périgord vert essorait sa richesse, entre le XVI^e et le XIX^e siècle. Les forges locales alimentaient la sidérurgie basée sur le charbon de bois. Le très vif courant de l'Auvézère permettait le fonctionnement de ces forges, précieux vestiges du patrimoine industriel. Les fers du Périgord étaient réputés pour leur souplesse et leur solidité. Au nord-est de Périgueux, on peut voir, à Excideuil, la petite fonderie Lacoste (coulage des plaques de chemises et des chenêts), les innombrables moulins dont celui de Permandoux, au cœur des méandres de l'Auvézère, et enfin, les forges et le haut fourneau au bois de Savignac-Lédrier (chaufour, forge, écomusée sur le sidérurgie au charbon de bois et la technologie hydraulique).

A.-M. M.
► Syndicat d'initiative d'Excideuil, tél. : 53-62-60-21. Une bonne table : Auberge de la Truffe, à Sorges 24420, tél. : 53-05-02-05 (toute l'année), qui propose des menus à partir de 70 F.

Le Guide Bleu.
On le découvre comme ci. On s'en souvient comme ça.



Depuis 150 ans, le Guide Bleu fait tout pour aller plus loin. Il ne raconte pas seulement les paysages, l'histoire, l'actualité, les arts et les sites des pays du monde et des régions. Il n'offre pas seulement les plans de ville, les cartes en couleurs et un carnet d'adresses commentées si pratique en voyage, ou encore ces idées découvertes qui sont autant de promesses de balades et d'insolites... Au-delà de tout, au-delà des mots, le Guide Bleu enrichit, transporte et fait rêver tant il s'encadre dans la dimension sensible, dans la vie des pays, des régions et des villes qu'il traverse.

On va tellement plus loin avec le Guide Bleu.

L'AGENDA

AQUITAINE Saint-Emilion. 4 au 8 juin, Festival des arts et de l'enfance (57-24-72-03) et, le 20 juin, intronisation et défilés (55-24-72-03). Langoubran/Bégles. 18 au 27 juin, reconstitution historique et fête gasconne. (58-72-56-18). Mont-de-Marsan. 5 au 10 juillet, Festival d'art flamenco. 58-06-86-86. Saint-Etienne-de-Bellegarde. 11 juillet et 8 août, Festival de la force basque, avec bûcherons, lèveurs de pierre, sœurs de long, tir à la corde (59-37-47-28). Et à la mi-août à Saint-Palais (59-59-28-77). Montignac. 18 juillet au 20 août, Festival de musique du Périgord noir (53-51-95-17). Sarlat. 21 juillet au 8 août, Golden et les auteurs du XVIII ^e . 63-31-10-83. Oloron-Sainte-Marie. 2 au 8 août, musique et danses traditionnelles du monde. (53-39-37-38). Périgueux. 3 au 11 août, Festival du monde actuel. (53-53-55-17). Blanc. 7 au 21 août, festa punta (pelote basque). (59-59-28-77). Marmande. 19 au 29 août, Festival lyrique. (53-89-68-79). Saint-Jean-de-Luz. 3 au 10 juillet, Fête du thon (58-28-03-16). Du 3 au 18 septembre, Académie de musique Maurice-Ravel (59-51-06-12).	Auvergne Soyers. 17 et 18 juillet, Fêtes Renaissance. (71-40-70-88). Issoudun. 19 au 25 juillet, Festival de folklore et de musique traditionnelle (73-89-44-55). Saint-Sauveur. 29 juillet au 10 août, Forum international des percussions (73-37-15-57). La Chaise-Dieu. 25 août au 5 septembre, musique spirituelle dans l'Abbatiale St-Robert et les bâtiments conventuels (71-09-48-28).
MIDI-PYRÉNÉES Montauban. 18 au 22 mai, Festival de la chanson française. (63-22-12-41). 7 au 10 juillet, jazz (63-63-00-40). Danse du 3 au 12 août (63-63-60-60). Aubrac. Dernier dimanche de mai, Fête de la transhumance avec montées des troupeaux vers les pâturages (65-44-33-77). 2 ^e dimanche d'août à Tré-sur-Baïse, championnat du monde du cri du cochon (62-55-62-39). Bagmères-de-Luchon. 13 juin, chants pyrénéens (61-79-32-22). Conques. Juillet/août, musique dans l'abbatiale. (65-72-65-00). Aveyron. 3 au 10 juillet, La Route du sel, raid équestre, pédestre et en VTT. (65-48-73-60). Luchon. 11 au 24 juillet, Rencontres lyriques. (61-79-32-22). Gervasio. 15 au 28 juillet, spectacle dans le parc national des Pyrénées. (42-78-56-38). Castres. 15 au 31 juillet, Festival Goya. (63-71-58-68). Sylvanès. 18 juillet au 22 août, musique et chants sacrés à l'abbaye, musique liturgique de la Russie et de l'Ukraine. (65-99-51-83). Souillac. 21 au 26 juillet, Festival de jazz Sin Copans. (65-37-80-90). Mirepoix. 23 au 26 juillet, Festival de la marionnette. (61-68-63-70).	

TERRES DE FRANCE
PÈLERINAGES AUX SOURCES

(Suite de la page IX.)

MATISSE A NICE

La clarté argentée de la lumière

SUR la colline de Cimiez qui surplombe le cœur de la ville de Nice trônent plusieurs palais dont les noms fleurissent bon la Belle Époque : Majestic, Winter Palace, West End, Riviera, Régina. Tous ont été construits au début du siècle pour y accueillir une riche clientèle étrangère, notamment anglaise, attirée par la douceur de la saison hivernale. Tous ont fait faillite dans les années 30, quand les premiers « congés payés » ont débarrassé pour lancer la saison d'été. Trop grands, peu fonctionnels, trop chers, trop loin des plages de galets, ces hôtels ont, finalement, été transformés en appartements.

Le Régina tient son nom de la reine Victoria qui occupait l'aile gauche de cette impressionnante bâtisse blanche construite en 1897. Une des tours est d'ailleurs surmontée d'une couronne et la statue blanche de Sa Majesté est toujours là, au bas du jardin. Mais le Régina a également abrité Henri Matisse. Ce dernier a vécu trente-cinq ans à Nice, d'abord dans le quartier des Poncebêtes, près de la vieille ville, non loin de la mer, puis sur les hauteurs au Régina, entre 1938 et 1943, et de 1948 jusqu'à sa mort, en 1954. Sa tombe, une large et simple dalle de pierre blanche, est située au cimetière de la colline, tout près de la sépulture de Dufy. Le musée qui porte son nom est à deux pas, dans le jardin des arènes, face au musée et aux fouilles archéologiques.

Visages de femmes

Pourquoi Nice ? Pour « la richesse et la clarté argentée de la lumière, surtout dans la belle période de janvier », répondait le peintre qui avait installé son atelier dans un vaste appartement lumineux, orienté plein sud et dominant la ville et la mer. « Nice regarde son peintre et se peint dans ses yeux », écrit Aragoo (dans *Henri Matisse, roman*) qui ajoute : « Si je pouvais lui faire dire : « Nice, c'est moi ! » à Matisse... Il est trop orgueilleux pour le faire. » Ce à quoi Matisse répondait, toujours cité par Aragoo : « Voulez-vous que je vous dise ? Nice... Dans mon art, j'ai tenté de créer un milieu cristallin pour l'espérer : cette luminosité nécessaire, je l'ai trouvée en plusieurs lieux du monde, à New-York, en Océanie, à Nice. »

Picasso et François Gilot se rendaient tous les quinze jours au Régina : « Il faut que nous parlions ensemble le plus possible, disait Matisse à Picasso, quand l'un de nous sera mort, il y aura des choses que l'autre ne pourra jamais dire à personne. » Aragoo également était un familier : « J'avais donc, à la fin des fins, rendu visite au peintre dans son palais (...). Il y a dans cette

pièce-ci, où nous sommes, à Cimiez, chez Matisse, un ciel, un étrange ciel en puissance, qui n'est pas un plafond, mais sur les murs autour de ces visages de femmes que le Dieu d'ici a voulu sublimes, souvent au sens étymologique. C'est un ciel blanc. Le ciel de Matisse. Sur ce ciel, les visages, ou les natures mortes, se sont inscrits sans l'effacer avec un souci de le ménager, de ménager cet air, cette blancheur uniforme... Mais c'est Jacqueline Duhême, témoin privilégié car au service du peintre, qui

a le mieux raconté (Line et les autres) la vie de Matisse au Régina : « Dans cette grande pièce toute claire où se trouvent le lit blanc du maître, des dessins ou mur, des plantes vertes, des tourterelles, celles que nous avions entendues dans une cage de bois. Sur les meubles, des poteries en terre rose. La seule touche de bleu dans cet espace : le regard de Matisse passant du bleu pâle au bleu marine. »

Michel Guérin



« Autoportrait », 1918, huile sur toile. Collection Musée Matisse, le Cateau-Cambrésis.

REPÈRES. Installé dans une superbe villa italienne, le Musée Matisse (164, avenue des Arènes, tél. : 93-13-29-13) rouvra ses portes le 26 juin après cinq ans et demi de travaux. Autour du bâtiment ancien, l'architecte Jean-François Bodin a conçu une élégante extension qui double la surface initiale. Le conservateur Xavier Girard annonce une nouvelle présentation de la collection, enrichie d'acquisitions et de dons provenant des héritiers de Matisse. Du musée, on peut se rendre à pied, par la voie romaine, sur la tombe du peintre, puis rejoindre le Régina, au 71, boulevard de Cimiez. Les citations de cet article sont extraites du livre de Xavier Girard, *Matisse, une splendeur inédite*, récemment publié chez Gallimard (collection « Découvertes »). L'auteur a également

créé la collection des Cahiers Henri Matisse (dix numéros parus). Lire également : *Écrits et propos sur l'art*, de Matisse (Hermann), Henri Matisse, *Romans*, de Louis Aragon (Gallimard), Line et les autres, de Jacqueline Duhême (Gallimard), Matisse, de Pierre Schneider (Flammarion) et Henri Matisse, de Marcelin Pleynet (Folio Essais, Gallimard). A noter également les 10 itinéraires de découverte de la Côte à travers les yeux du peintre, itinéraires qui figurent sur une carte proposée au public en juin. Deux adresses utiles : l'Office du tourisme de Nice, avenue Thiers (tél. : 93-87-60-60), et le Comité régional du tourisme, 55, promenade des Anglaises, BP 602, 06011 Nice Cedex 1 (tél. : 93-44-50-59).

LAMARTINE A MACON

La « petite patrie »

ON débarque à Mâcon, dans cette Bourgogne qu'il appelait sa « petite patrie ». Point de lac mais les rives de la Saône où il aimait flâner et où se dressent, quasi Lamartine, sa statue, silhouette de bronze au regard fixé sur le beau pont Saïot-Laurent. Son enfance, il la vivra entre Mâcon, où il naquit, et Milly où la famille passait la belle saison. Il voit le jour le 21 octobre 1790 dans une petite maison sise 18, rue des Ursulines (détruite en 1970), attenante à l'hôtel particulier familial et située juste en face du couvent où son père sera inhumé sous la Terreur. « Ma pauvre mère, raconte-t-il dans ses *Confidences*, m'opprimait tous les jours au grenier, me montrant à mon père, m'alloit devant lui, me faisait tendre les petites mains vers les grilles de la prison. »

Mâcon, où le jeune Lamartine, romantisme obligé, s'écoulera. « Je crains, notait sa mère, que sa jeunesse ne soit bien orageuse. » Pour qui rêve de gloire, Mâcon pouvait paraître un peu étriqué. Il s'y étourdissait de lectures et d'errances sentimentales jusqu'à sa nomination comme attaché d'ambassade à Naples et son mariage, en 1820, avec une jeune Anglaise, Mary-Anne Birch. Mâcon dont il se souviendra quand, saisi par la politique, il décidera, au lendemain de la révolution de 1830, de briser son siège de député. Coopte laborieuse.

Trois marches de pierre

Conseiller général et conseiller municipal, il faudra attendre 1837 pour voir enfin l'enfant du pays sacré roi dans sa ville. Fleuriront alors les banquets et son bonjour, tel celui du 18 juillet 1847 où des milliers de convives festoieront dans la prairie de Marais, au sud du quai, en hommage à l'auteur de l'*Histoire des Girondins* et à son rôle dans le gouvernement provisoire de 1848. Sa défaite aux élections présidentielles, en décembre 1848, face à Louis-Napoléon Bonaparte, mettra un terme à sa carrière politique. Battu et ruiné, il se consacra aux « travaux forcés littéraires » sans parvenir pour autant à combler le gouffre de ses dettes.

On quitte Mâcon pour gager Milly où « la terre natale ». Paysan au milieu des petits paysans, Lamartine y vivra une enfance heureuse. A la mort de sa mère, il s'endettera lourdement pour racheter ce coin de terre dont il sera contraint, en 1860, de se séparer. Douce maison où tout s'y souvient encore de lui, tout l'y cooçait et tout l'aimait. A commencer par l'actuel propriétaire des lieux, François Sornay, qui y a, lui aussi, ses racines mais qui a décidé d'ouvrir sa maison et d'abandonner son métier pour compter, avec ferveur et talent, la vie de cet autre docteur, ici, est encore cruciale. Comme si, en ce lieu, le temps avait suspendu son vol. Comme si apparaissait soudain, à chaque foctte, « les traits d'enfants nichés dans cette maison qui vibrerait comme un grand cœur de pierre ».

Un tour du jardin, histoire de humer son univers et d'apercevoir ce lieu qu'il avait imaginé dans un poème et que sa mère se bâtera de plaquer pour qu'on ne puisse pas accuser son fils d'avoir menti... On gravit « le seul défilé de trois marches de pierre » (en fait, il y en a cinq), pour parcourir le rez-de-chaussée de cette « grande petite maison ». « En face de la cheminée, le coude appuyé sur la table, un homme

assis tient un livre à la main. Mon père lit à haute voix la Jérusalem dévotée du Tasse, écouté par ma mère avec des larmes dans les yeux. » Au sommet du bourg, sous un cèdre, un hôte du poète, regard posé sur ce paysage « où chaque orbre a son histoire et chaque pierre un nom ».

A deux pas de là, sur la route de Cluny, le château de Monceau, où le poète-politicien recevra personnalités de France et d'Europe dont Victor Hugo, Eugène Sue et Liszt, qui y jouera en 1845. Ici, « on faisait de la politique et du vin, on remuait de la terre et des idées ». Non loin de là, le château de Saïot-Poitot voit Lamartine « démolir, rajouter et ordonner » cette vieille bâtisse médiévale à laquelle il ajoutera une aile « gothique troubadour » et une terrasse. Il y jouera les gentilshommes campagnards, partageant son temps entre la gestion de ses terres, la chasse et les promenades à cheval, au milieu de ses amis dont le poète Decaune, qui l'immortalisera en compagnie de deux de ses lévriers.

Lieux qui semblent encore frémir de sa présence. « Cinq heures n'ont pas encore sonné à l'horloge du clocher voisin. » Il a quitté son lit, « fatigué de rêver ». Il enflamme le sarrasin de vigne qui réchauffera la petite tour voûtée dont il a fait son cabinet de travail. Il ouvre sa fenêtre, s'avance sur le balcon et regarde les moineaux qui noient leurs cimes dans un océan de brouillard. Dans une chambre du château, trône le lit en bois de rose où il s'écroulait le 28 février 1869 à Paris, dans un chalet de Passy. A gauche de l'église voisine, une petite chapelle et le caveau, où il sera inhumé le 4 mars, au milieu des siens. Dans ce vallois champêtre qui, « de pente en pente, décline jusqu'au lit d'un humble ruisseau ». Dans cette terre qu'il aimait « comme l'enfant la nourrice dont il a sucé le lait » (Aloysius Bertrand).

Retour à Mâcon. Toujours pas de lac mais la statue est là. Objets isocloèmes, avez-vous donc une âme... »

Patrick Francès

REPÈRES. La gare de Loché est à 1 h 40 en TGV de Paris, à deux pas de Mâcon (400 km par l'A6), préface d'un pèlerinage lamartinien avec le musée qui lui est consacré (du 1^{er} mars au 31 décembre, sauf le mardi), un peu tristounet, certes, mais utile pour rafraîchir ses connaissances avant de partir à la découverte des hauts lieux de la « route Lamartine », situés dans un rayon d'une trentaine de kilomètres : la maison de Milly (idéalement ouverte au public, sauf mardi, du 10 avril au 14 novembre, visite guidée toutes les heures), le château de Saint-Poit (visite de quelques pièces habitées par Lamartine, du 1^{er} mars au 15 novembre, sauf mercredi) et le caveau familial, et le château de Monceau (fermé au public).

A voir également les châteaux de Cormadon (où il séjourne) et de Pierres, dont on appréciera la dynamique propriétaire et les caves romanes bien garnies. A relier, outre les œuvres du poète, *Lamartine ou l'Amour de la vie*, de Maurice Tosses (Albin Michel), avec *Lamartine en Bourgogne* et en Franche-Comté et *Lamartine, Poèmes du terroir et du cœur*, d'Emile Magnien (La Taillanderie), le Musée Lamartine (Publication des Musées municipaux de Mâcon). Pour se renseigner : Office du tourisme de Mâcon, 187, rue Cernot, (85-39-71-37).

éblouissant discernement critique qui jamais n'obscurcit l'inspiration poétique et romanesque, ne semble plus contemporaine, alors qu'elle régit, intacte, sur notre siècle littéraire. Retrouver Larbaud ! Le voyage en cette ville est, à cette fin, recommandé. Arpenter les rues aux façades bourgeoises, faire halte un instant sur un banc du parc, prendre le thé dans un salon aux rideaux entrouverts sur la rue, éprouver la pluie fine qui n'irritait pas les trois-trois de Vichy, c'est abolir la distance qui, trop longtemps, nous a séparé, de Barnabooth... »

Olivier Barrot

REPÈRES. La bibliothèque personnelle de Valéry Larbaud et son bureau ont été reconstitués dans les locaux de la médiathèque municipale de Vichy (1108-1110, rue du Maréchal-Lyautey, tél. : 70-32-11-22) ; visites les jeudis après-midi entre 16 h et 19 h, les autres jours sur rendez-vous. Sur place, 20 000 volumes, 6 000 lettres manuscrites, 431 titres de périodiques dont de nombreuses revues littéraires étrangères auxquelles Larbaud était abonné, et ses guides de voyage : *Côte d'Azur*, le mobilier de la maison de Talvois, les dessins de Maria Laurencin et quelques objets personnels dont sa lampe, son canotier, sa canne etc. Les œuvres de Larbaud sont publiées dans La Pléiade, chez Gallimard, et en collection de poche. Pour se renseigner : l'Office du tourisme de Vichy (19, rue du Parc, tél. : 70-88-71-94) qui se charge également de réserver chambres, d'hôtels et locations.

PÉGUY A CHARTRES

L'étoile du matin

EILLE doit être bien solidement fondée sur son terre, la cathédrale de Chartres, bien associée à son paysage de plaines et de blé, pour ne pas avoir été usée, vidée de sa substance spirituelle par le temps et les distractions humaines ; ou simplement par le pèlerinage des générations de touristes impavides.

En 1794 déjà, un administrateur révolutionnaire, jugeant qu'elle « dominait trop la cité républicaine », voulait la détruire : elle fut seulement dévolue quelques temps au culte civique. Au début de notre siècle, le vaisseau gothique subit une autre menace. C'était l'époque de la discussion sur la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat : le député Aristide Briand, comptable des deniers de la République, proposa de transformer la cathédrale, dont l'entretien était trop coûteux, en musée. Fidèle à la religion de la beauté, dont l'Anglais John Ruskin lui avait transmis le dogme, Marcel Proust, dans les colonnes du *Figaro*, s'éleva contre l'idée blasphématoire : « esthète plus que mystique, il estima que toutes les représentations de Wagner

à Bayreuth ne valaient pas le spectacle d'une grand-messe à Chartres. »

Quelques années auparavant, en 1898, par la voix de son double, l'ombrageux converti Durtal, Huysmans, dans la *Cathédrale*, s'appliquait à décrypter le symbolisme de ce « texte de pierre », « répertoire le plus colossal qui soit du ciel et de la terre, de Dieu et de l'homme ». Mais il est une autre voie d'accès littéraire à la cathédrale, plus moderne si l'on veut, moins « fio de siècle ». Huysmans entraînait d'emblée dans l'édifice par le portail royal et, par le seul effort de sa pensée enflammée, s'enchantait de l'ombre et des mystères des arcanes mystiques illustrées par les bâtisseurs médiévaux. Charles Péguy, lui, à la veille de la Grande Guerre où il laissa sa vie un mois après le début des hostilités, vint de plus loin – et à pied. Son hommage à Notre-Dame de Chartres s'efface à la lumière du plein jour, s'accorde au rythme lent de la marche :

*Etoile du matin, inaccessible reine
Voici que nous marchons
vers votre illustre cour
Et voici l'océan de notre immense peine.*

La *Présentation de la Beauce* à Notre-Dame de Chartres et les *Cinq prières dans la cathédrale* qui l'accompagnent décrivent une préparation, une initiation, celle du pèlerin qui par deux fois, en juin 1912 et juillet 1913, s'avance dans « la profonde houle et l'océan des blés ». Cette démarche a sa place dans la biographie intime et spirituelle de Péguy, marqué par l'urgence, « sauvé du désespoir », comme il l'écrivit lui-même, par cette visite fervente. Mais elle a pris un autre sens qui dépasse cette intimité et rejoint celle des générations qui se sont succédé sur la route qui mène jusqu'à Chartres.

On peut, bien sûr, rester insensible à ce caractère religieux, et le touriste qui visite

la cathédrale n'est pas forcément un pèlerin. En revanche, il est hâsardeux de prétendre séparer totalement cette symphonie de pierre et de verre, d'ombre et de lumière de l'esprit de ses bâtisseurs, de ses pèlerins et de ses poètes. Esprit auquel Péguy, comme en un autre sens Huysmans, donnèrent ses plus belles expressions.

Patrick Kéchichian

LARBAUD A VICHY

Le point de départ

POUR un écrivain qui se voulait « londonien à Londres, romain dans Rome », pour le chanteur toujours émerveillé des ailleurs les plus éloignés, l'attachement à la terre natale ne pouvait qu'être de commodité. Valéry Larbaud est, certes, né à Vichy en 1881. Il a, c'est vrai, passé sa Bourgogne, dans sa ville natale et dans les maisons familiales de Saint-Yorre et de Talvois, le gros du temps qu'il ne consacrait pas au voyage, mais il serait déplacé d'en faire l'écrivain d'une région. La maternelle forêt de Tronçais, peut-être, lui correspondait-elle davantage comme un refuge de proximité ; c'est que sa vraie mère, redoutable et richissime locataire de la pesanteur vichyssoise, fut pour beaucoup dans l'irrépressible envie de départir qui ne cessa d'aoirner son fils.

L'écrit privilégié, élève de Sainte-Barbe et d'Henri-IV à Paris, retourne à Vichy l'été, où « les domaines du silence s'agrandissent ». Larbaud ne s'est jamais dépris de ses origines et s'est toujours accommodé de l'éthos bourbonnaise : le passé familial s'y est de tout temps senti bien. Jacques Lacarrière soulignait la prégnance du mot « Bourbonnais », lui-même porteur de boue et de lourdeur. Bien que le style de Larbaud soit aux

antipodes de ces notions-là, l'écrivain n'en aurait rien renié. Le lien est fort avec Vichy : c'est toujours de là que Larbaud s'en va pour l'étranger. Il passe à Paris, mais le début de la pèlerinage est, au sens propre, en cette source. Et c'est à Vichy qu'il revient, terme invariable de longs voyages.

Ville d'eau, ville d'étude, reflet en mieux du cosmopolitisme qui fut sa vie, Vichy est absente de l'œuvre de Larbaud. Et pourtant, quelles situations romanesques la durée limitée d'une cure thermale ne fournit-elle pas ! Les dames provisoirement seules, ces jeunes filles sous la garde de leur gouvernante, ces salles de jeu envahies aux mêmes heures, ces mondanités sous verrière, à la fois débridées, pour faire place à la rigueur médicale, et ténues, car on est entre gens du même monde. Larbaud cooçait les hôtels de Vichy, ses kiosques et ses thermes, ses fiacres et ses jardins. Il oe les fréquente guère, cependant. Le seul bâtiment public dont il est familier, c'est la gare. Partir, toujours.

Que reste-t-il de lui à Vichy aujourd'hui ? Manuscrits, livres, témoignages : pour qu'ils contiennent de vivre, encore faut-il qu'on vécue les examiner. L'étrangeté de Larbaud, c'est-à-dire cet

Au pays
Cocagr

Au pays de Cocagne

Jadis pavée d'or, fermée depuis Louis XVIII, la Route du pastel est rouverte.

TOULOUSE

Par Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

AVEC son très prégnant label aéronautique, son député-maire jeune premier, le journaliste Dominique Bandis, starisé jusque sur des cartes postales, sa foule estudiantine - quatre-vingt-cinq mille étudiants dans une agglomération de sept cent mille âmes - égayant les vieilles rues, Toulouse, contrairement à Marseille ou à Lille, « fait jeune », suscite l'immédiate et roborative impression qu'elle croit uniquement en l'avenir, qu'elle se soucie des siècles écaillés comme de colin-tampon.

Pourtant, depuis quelques années, elle s'est mise, sans bruit médiatique, à redécouvrir un pan très original et très oublié de son histoire, lié, il est vrai, au culte économiciste actuel, car il s'agit d'un passé marchand, tant bruisant de mobilité sociale, de grandeurs financières.

Un de ces trentenaires toulousains typiques, optimiste et précis, nous entraîne sur le terrain, pour illustrer cette nouvelle tendance, et c'est, en plein centre-ville, la découverte tout à fait inattendue d'une cinquantaine d'édifices discrets et spectaculaires, cachés derrière de hauts murs ou au bout d'impasses, édifices témoins d'une ère d'énergie, de réussite, de révolte, certes, mais fournissant sans doute au dynamisme présent une partie de son terrain.

Le palais du roturier

Dans la cour de l'hôtel de Bernuy, dominé par les sept ou huit étages de ses tours accolées, rustées de briques, blanches de pierres, modèle de transition architecturale entre le Moyen Âge et la Renaissance, notre cicérone dépeint le grand jeu : « Voyez-vous, un a une idée fautive de la société de l'ancienne France, qu'un imagine verrouillée, figée. Ce petit palais fut construit entre 1530 et 1540 par un roturier, d'origine judéo-espagnole ayant francisé son nom, Jean Bernuy, qui devint capitoul, c'est-à-dire maire de Toulouse, au plus précisément membre de la municipalité collégiale, épousa deux filles nobles du coin et repartit, dans cet hôtel, le roi François I^{er} en personne. Tout cela parce que Bernuy avait réussi dans le pastel et que Toulouse admirait cette réussite.

— Le pastel ? Il dessinait ?
— Mais non, rien à voir, il vendait non pas des pastels pour orner le salon mais du pastel, de la teinture bleue dont on fit très large usage en Europe à partir du XV^e siècle. La fortune même de Marseilles était partiellement due à ce commerce du pastel dont Bernuy et quelques autres furent, sinon les initiateurs, du moins les promoteurs, en Gascogne et Languedoc.

L'existence de ce capitaliste tinctorial, de ce Jacques Coeur méridional, auquel on ne peut pas reprocher aucun péché ne fut étranger, entre 1500 et 1550, de Lillebeck à Naples, via Londres ; de ce fidèle mais surtout généreux sujet que le roi de France vint visiter car il avait offert de payer à Charles-Quint la rançon de François I^{er}, prisonnier d'Etat, après la défaite de Pavie. L'existence donc de cet homme d'affaires international qui eut une fin de paysan - il fut encoché par un taureau furieux échappé, qu'il allait voir combattre des dogues - illustre parfaitement le roman commercial du pastel.

Cette couleur si précieuse qu'on faillit, pour elle, mener des guerres comme dans le cas des épices ou du café, fit durant longtemps de la Ville rose une « cité bleue » régentée, autour du capitoulat, par une vingtaine de familles donnant du travail, dans la région, notamment en Lauragais, à des dizaines de milliers de cultivateurs et aussi à une nuée d'intermédiaires : meuniers, courtiers, transporteurs, marins de la Garonne entre Toulouse et Bordeaux, « facteurs », manufacturiers et jusqu'aux « peseurs de pastel », corporation s'étant donné saint Michel pour patron. Au plus modeste rang même de la hiérarchie pastellière se ramifiaient de véritables dynasties d'emballeurs, métier organisé au point d'avoir sa caisse d'entraide, proto-Sécurité sociale, destinée au secours des travailleurs malades.

Les municipalités du XVI^e siècle, dus peu ou prou à l'âge d'or du pastel et que Toulouse est en train de réhabiliter, ne

sont pas les seuls restes visibles de cette « modernité économique » du siècle des Valois. Les terroirs qui, il y a un demi-millénaire, pourvoient l'Europe entière en « bien », sont toujours là, dans le triangle Toulouse-Albi-Castelnaudary.

Collines vertes et sèches, adoucies depuis mille cinq cents ans par la main humaine, villages enfouis dans le relief comme les dents dans la gencive, châteaux masqués gouvernant patricialement l'ensemble ; on trouve là, entre Saint-Félix-de-Lauragais et Saint-Géry, entre Saint-Julien-de-Gras-Capou et Saint-Paul-Cap-de-Joux, le décor peu changé qui vit grandir à partir des années 1400, s'épanouir à la Renaissance et lentement disparaître après la relance du Premier Empire le primat du pastel. Une prospérité qui valut jadis à cette circonférence de quelque 200 kilomètres autour de Lavaur (Tarn) d'être longtemps baptisée, de par tout le continent, « le pays de Cocagne », un Eldorado rural de la vieille France en quelque sorte.

L'expression « pays de Cocagne », passée dans le langage courant pour désigner une « terre d'abondance imaginaire », vient très concrètement des paysages campagnards que nous venons de survoler : « On appelait ici, en occitan,



A l'est de Toulouse, les collines douces du vrai pays de Cocagne.

A Toulouse même, l'hôtel d'Assézat, né de la richesse du pastel.

cleuse et fausse appelée Inde », d'où son nom d'indigo, venue - déjà ! - d'Amérique, et qui devait faire sortir de ses gonds jusqu'au déboucheur roi à la poule au pot (l'indigo n'est pas indigène au Nouveau Monde, mais cette légumineuse tropicale, apportée par les Européens, s'y acclimatée merveilleusement bien).

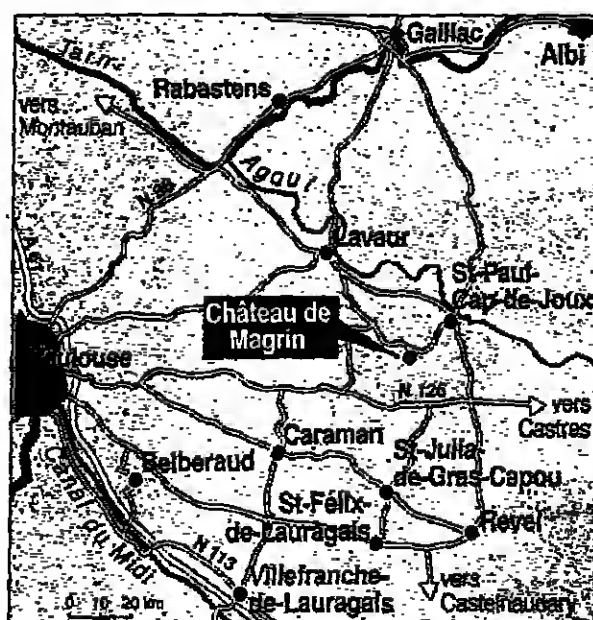
Si Henri II, au milieu du XVI^e siècle, avait dû, tant l'engouement pancaribéen pour notre pastel restait pressant, autoriser par lettres patentes la vente des produits de Cocagne à nos ennemis anglais ou espagnols, dès 1560, les perfides et avisés marchands d'Anvers, arguant d'une moins bonne qualité du bleu toulousain, due à de trop abondantes pluies dans le Sud-Ouest, mirent sur le marché l'indigo colonial, moins cher et, affirmait-on, aussi efficace que le pastel.

D'où la colère du très nationaliste Henri IV, qui fulmina « un arrêt en son conseil », prévoyant rien de moins que la peine capitale pour les complices de l'invasion indigène, mais cette menace, d'ailleurs jamais mise à exécution, ne fit point reculer les spéculateurs tinctoriaux pas plus qu'une mise en garde du pape lui-même, attaché au bleu traditionnel pour les vêtements sacerdotaux ou les robes peintes des églises (Sainte-Cécile d'Albi en offre un divin exemple).

Le marché du bleu pastel fut lentement grignoté, en dépit de décrets et algarades, par le bleu indigo. Avec quelques jolis sursauts quand même, comme celui provoqué par le blocus continental et les instincts guerriers de Napoléon I^{er}. A partir de ce qui restait - une vingtaine de moulins pastelliers, par exemple, vers 1810, dans l'Albigeois, berceau de cette industrie au XIV^e siècle, contre une quarantaine en 1790, - l'empereur des Français, en 1806, pour nuire aux industries ultramarines anglaises et pour habiller de pantalons bleus ses six cent mille soldats, relança le pastel.

Savants, comme le chimiste Chaptal, préfets et agriculteurs se mobilisèrent. La machine se remit en marche. On peut voir au petit musée de Magrin une culotte militaire d'un beau bleu martial portée par un militaire napoléonien. En 1811, presque tous les départements du Grand Empire, du Tibre aux bouches de l'Escaut, durent planter de l'indigo. Berruy dut siffloter dans sa tombe. L'or bleu allait rendre riche deroche entre Toulouse et Villefranche-de-Lauragais.

En fait, après cet ultime éclat, ce fut la fin définitive - sauf à voir se concrétiser la



résurrection attendue de nos jours par certains « militants du pastel » - car Louis XVIII, pacifique et économe, rangea, dès la chute de l'Empire, loix et subventions pastellières. Mieux : dans le pays d'Albi, cultiver du « bleu » devint synonyme de bonapartisme...

Il faudra attendre notre fin de siècle pour que les fleurs jannées du pastel reprennent pied en France. A tout le moins, avec les hôtels toulousains et les bourgs ruraux de l'Ouest languedocien, elles racontent, dans ce qui fut la vraie terre de Cocagne, un édifiant moment de civilisation.

CARNET DE ROUTE

Y ALLER. En avion, desserte quotidienne de Toulouse à partir de Paris avec Air Inter. En TGV, 5 heures depuis Paris. En voiture, Toulouse est à 700 km de Paris, 245 km de Bordeaux, 537 km de Lyon et 400 km de Marseille.

Y SÉJOURNER. Grand choix d'hôtels et de restaurants abordables, tant à Toulouse que dans les localités de la région (Loisirs Accueil Midi-Pyrénées, tél. : 61-13-55-50). A Toulouse, l'hôtel du Grand Balcon (8, rue Romiguières, à deux pas de la place du Capitoul, tél. : 61-21-48-08), un établissement très moderne (64 chambres de 100 F à 200 F), mais dont le charme réside dans l'atmosphère et le souvenir de l'Adopostale, dont il fut un des hauts lieux, avec, pour locataires, Daurat, Guillaumet, Mermod (chambre 20) et Saint-Ex (chambre 32).

LE CIRCUIT. Des années 1480 à 1580, Toulouse vit son « siècle d'or », grâce au commerce du pastel, qui engendra des fortunes colossales dont témoignent une dizaine des plus beaux hôtels particuliers Renaissance de la ville, dont ceux de Bernuy et d'Assézat. L'ATHA (Association toulousaine d'histoire de l'art, 56, rue du Taur, 61-48-38-58) propose des visites guidées à pied. Le « Circuit de pastel au pays de Cocagne », construit en collaboration avec la Caisse nationale des monuments historiques et des sites, peut se parcourir en deux jours. Pour le château de Magrin (exposition sur l'épopée du pastel, s'échir à pastel et moulin pastellier) et les activités qui y sont organisées (spectacles audiovisuels tous les dimanches), contacter M. Ruffino au 63-70-63-82.

LIRE. Indispensable, le livre-album de Patrice Georges Ruffino, *Le Pastel, or bleu du pays de Cocagne*, qui raconte l'épopée de la couleur de l'Antiquité à nos jours (photos en couleurs notamment de Francis Bacon, 185 pages, éditions Daniel Briaud, Panayrac, 31280 Drémil-Lafage). Sur les aspects toulousains de l'épopée pastellière, un autre livre-album, *Rues toulousaines, de Michel Roquebert* (photos en couleurs de Jean-Claude Mesuquènes, 185 pages, éditions Privat, Toulouse).

SE RENSEIGNER. Office du tourisme/Syndicat d'initiative de Toulouse, Donjon du Capitoul, square Charles-de-Gaulle, tél. : 61-11-02-22. On peut également s'adresser au Comité régional du tourisme (64, bd de l'Embarcadere, BP 2166, 31022 Toulouse Cedex, 61-13-55-55).

Les bonnes filières

DE «A» à «V», quelques cailloux blancs pour jalonner vos balades dans l'Hexagone, circuler, séjourner et découvrir la France, en liberté ou de manière plus ou moins organisée.

A CONSULTER. Plusieurs sources pour s'informer sur les activités, les hébergements et les moyens de découvrir les richesses locales. Les comités régionaux de tourisme (liste à la Maison de la France, 8, avenue de l'Opéra, 75001 Paris), les Maisons régionales à Paris (liste au 42-86-51-98) et, dans chaque département, un comité départemental de tourisme (COT) figurant dans un annuaire à demander au 44-37-36-00. Pour réserver un hébergement ou un stage, 55 départements ont créé des services de réservation Loisirs Accueil. Leur fédération (direction du tourisme, 2, rue Linois, 75740 Paris cedex 15, 40-59-44-12) diffuse un dépliant avec leurs coordonnées. On peut aussi recourir au Minitel code 3615 SLA (des idées de vacances dessinées par département, activité ou hébergement) ou se procurer leur guide en librairie. Sur place, plus de 3 000 offices de tourisme (ouverts toute l'année) et syndicats d'initiative (en saison), dont la fédération (40-59-43-82 et Minitel 3615 (Tour) diffuse l'annuaire officiel et un répertoire de poche.

AGENCES DE VOYAGES. Contrairement à ce qu'on pense, elles vendent aussi la France, notamment par un serveur regroupant plus de 300 produits représentant la diversité de l'offre touristique française.

ALTEA et MERCURE. 171 hôtels «3 étoiles», généralement situés au cœur des villes. Réservation Résister : (1) 60-77-27-27. Des formules week-end sur demande, auprès des hôteliers, des «chèques fidéjés» permettant de bénéficier de réductions sur un séjour ultérieur, la gratuité totale (avec petits déjeuners) pour les enfants de moins de 14 ans partageant la chambre des parents, ou avec une deuxième chambre mise à leur disposition à certaines périodes de l'année.

AUBERGES DE JEUNESSE. La Fédération unie des auberges de jeunesse (27, rue Pejel, 75016 Paris, 46-07-00-01) propose des randonnées sportives à travers la France et des séjours écoliers.

BEAUX VILLAGES. L'Association des plus beaux villages de France (maître de Collonges-la-Rouge, 19500 Meyssac, 55-25-41-03) en regroupe 122, diffuse un guide avec carte et publie un magazine.

CAFÉ COUETTE. Un petit guide (69 F) et une sélection de 400 adresses de chambres d'hôtes, à Paris et en province. Réservation au 42-84-92-00 ou Minitel 3615 Café-Couette.

CAMPING-CARAVANING. Le Guide de l'Action automobile et touristique (48 F dans les kiosques) permet de repérer facilement, sur un plan, la commune sélectionnée et présente l'inventaire des aires de stationnement pour camping-cars. Castels et Camping Caravaning, une chaîne de terrains haut de gamme installés à l'ombre d'un château ou d'un manoir (BP 301, 56007 Vannes, 97-42-65-83) ou de plein-pied sur un grand golf (99-73-49-55) près de Saint-Malo.

CENTER PARCS. Avec bientôt deux réalisations, ce groupe européen joue «les courts séjours haut de gamme» au Domaine des Bois-Francis, à 120 km de Paris (une bulle tropicale en Normandie, cottages confortables, vélos imposés, tennis, squash, bowling, cheval, stage de golf; réservation au 43-35-21-21) et, en juillet, au Domaine des Hauts de Bruyères, en Sologne.

CHAMBRES AU CHÂTEAU. Châteaux Accueil, une association de 76 châteaux privés, offrant quelques chambres d'hôtes. Il ne s'agit pas d'hôtels, mais de demeures familiales où l'on est reçu comme des invités. Informations (catalogue gratuit et suggestions d'itinéraires) auprès de la Demeure historique (57, quai de la Tourneille, 75005 Paris, 43-29-02-96), réservation directement auprès des châteaux. Châteaux d'en France dispose d'une centrale de réservation (42-94-92-00) pour les demeures privées dispersées dans toutes les régions; 50 d'entre elles se présentent dans une brochure envoyée sur demande au 8, rue de L'Isly, 75008 Paris.

CHEVAL. L'Association nationale du tourisme équestre (ANTE) édite chaque année un Guide du tourisme et loisirs équestres en France (48 F) et donne les coordonnées des associations régionales (ANTE, ANTE, 116 Saint-Germain, 170, quai de Stalingrad, 92130 Issy-les-Moulineaux, 45-54-29-54).

CLUB MÉDITERRANÉE. Présent sur trois fronts. Les villages de montagne d'été (L'Alpe-d'Huez, Chamoni, Tignes, Val-Cleret, La Plagne et Superbagnères), des villages hors montagne (Pompador dans le Limousin, Opio dans les Alpes-Maritimes, Vittal et ses quatre hôtels et le Domaine de Réjoubert, dans la Drôme provençale) et des «villes» à Bénodet, Le Bono et La Tronchet, en Bretagne. Dans les agences Club Méd, Havas Voyages et Forum Voyages, par téléphone (42-86-40-00) et par Minitel 3615 Club Méd. Pour ce qui est du CLUB AQUARIUS, il propose des vacances aux Deux-Alpes, à La Plagne, à Tignes, à

L'Alpe-d'Huez, à Val-Thorens, ainsi qu'à Rodéz dans un nouveau village de tentes.

ÉTAPES DE CHARME. De bonnes adresses dans les guides des éditions Rivages : Guide des auberges de campagne et des hôtels de charme en France, Guide des maisons d'hôtes de charme en France, Guide des villages de charme de France, Guide des hôtels de charme de Paris et des environs, Guide du Paris de charme et Guide des auberges et hôtels de charme en montagne.

ÉPIQUES. Accor, premier réseau hôtelier en Europe (Pulman, Sofitel, Novotel, Mercure, Altia, Arcadia, Urbis et Ibis), propose dans une brochure tapissée d'épisodes, des suggestions de courts séjours dans ses établissements. En France : une trentaine de destinations, des week-ends en liberté (découverte, loisirs, thalassothérapie) avec avion ou train + hôtel + voiture. Informations au 44-28-48-46 (de Paris), au 36-63-08-04 (de province) et Minitel 3615 code Episodes.

FRANCE ACCUEIL. Cette chaîne regroupe 135 hôtels traditionnels 2 et 3 étoiles répartis dans toute la France. Guide sur demande, 45-83-04-22.

GITES DE FRANCE. Plus de 40 000 maisons rurales à louer à la semaine (ou pour le week-end), réparties dans 95 guides départementaux, les plus récentes figurant dans les Nouveaux gîtes ruraux (90 F). Huit guides présentent diverses formules d'hébergement : Chambres et tables d'hôtes (14 000 chambres et 1 700 tables, 95 F); Chambres d'hôtes et gîtes de prestige (300 demeures de caractère, châteaux ou manoirs, 75 F); Vacances en gîtes d'enfants (460 familles d'accueil, 80 F); Gîtes et logis de pêche (60 F); Gîtes d'école (60 F); Camping à la ferme (80 F); Gîtes de montagne (également l'été, 60 F); Gîtes accessibles à tous, notamment aux handicapés (35 F). Les prix indiqués sont les prix par correspondance. En librairie et aux Gîtes de France, 35, rue Godot-de-Meuray, 75009 Paris, 49-70-75-75 et Minitel 3615 Gîtes de France.

GUIDES ET LIVRES. Dans le gelée Hachette, outre le Guide bleu France, les remarquables Guides bleus régionaux (derniers en date, Pays de la Loire et Picardie), ceux consacrés aux villes et des guides en poche, ainsi que les Guides du roturier régional et ceux sur Paris, Week-ends autour de Paris, Restos et hôtels de France et l'Aventure en France.

Toujours chez Hachette, Guide des hôtels de charme en France, Guide de la France insolite, Guide du patrimoine, Guide des jardins de France, Atlas Hachette des vins de France, Guide des vins de France et Maxicon (journé routière). Également le Guide des routes du vin de France (Jean-Claude Latras), les guides de la Manufacture et les guides régionaux et thématiques Archaud, dont la France par les fleuves et les canaux, la France romane, la France par les petites routes, Villages perchés de Provence et de la Rivière et le Guide de la faune et de la flore. Paradoxalement séduisant, les guides consacrés à la Bretagne dans la nouvelle collection de Galland, qui se distinguent par la qualité de son iconographie.

Citons encore le Guide SEAT de 7 000 musées et collections en France (La Cherche-Midi éditeur), le Guide des musées de France (Bordas), le Guide des 400 plus beaux monuments (collection «Que voir en France?», Larousse), le Guide du patrimoine industriel, scientifique et technique (la Manufacture), les lieux d'été de la préhistoire en France, dans une série de Bordas qui s'intéresse aussi au Moyen Âge, à la musique, à la peinture, à la littérature, à l'art moderne et au romantisme. Sans oublier Vacances et week-ends à la ferme (Balland), l'Annuaire du tourisme et des sports nautiques (en librairie ou au 2, boulevard La Tour-Maubourg), le Guide du tourisme à cheval (M. A. Editions), le Guide France Sport Nature (Champérou), le Guide des plages et clubs de France de Jean-Noël Darde (Balland) et le Guide des vacances russes (Philippe Labaud).

Incontournables, le Michelin «rouge» pour les gastronomes et les «Verts» pour parcourir l'Hexagone. Outre ses cartes et son guide annuel Camping Caravaning, Michelin propose aussi un service d'assistance (3615 Michelin) qui permet de tout savoir sur un itinéraire choisi. Trois bons guides : le Borin gourmand (Éditions Borin), le Guide Pudowski des villes gourmandes (Albin Michel) et le Guide gastronomique de l'Auto-Journal, sans oublier le Guide Champérou, le «branché» Guide et M. A. Pour explorer les villes, les guides très «pratiques» du Petit Futé (Olivier Orban) avec un France massif et une quarantaine de cités.

HÔTELS CONCORDE. Une brochure regroupe un ensemble de suggestions de courts séjours dans les 71 hôtels de la chaîne. Renseignements au 40-71-21-21 et numéro vert, 05-05-00-11.

INTERHOME. Villes, maisons traditionnelles, appartements, studios et hôtels dans toutes les régions françaises. Catalogue gratuit, précis et illustré auprès d'Interhome,



15, avenue Jean-Aicard, 75011 Paris, 43-55-44-25.

LAGRANGE VACANCES. Une brochure détaille les résidences, hôtels et appartements de ce voyageur (9, rue Le Châtelier, 75017 Paris, 47-54-00-00, Minitel 3614 Lagrange, et agences de voyages).

LATITUDES. Trois formules d'hébergement pour cette chaîne d'hôtels 3 et 4 étoiles implantés dans 14 sites : hôtel, location et résidence-club assortis de services hôteliers. La mer (Mandelieu, Les Issambres), la montagne (Les Arcs, Val-d'Isère, Les Méribles), le golf (Velescur), le tennis (Lattitudes Camargue), les sports (La Bourne, en Ardèche). Renseignements : Agence Lattitudes Opéra (32, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, 42-56-01-02), comptoir à Lyon (72-40-24-24), agences Havas Voyages et dans le catalogue Chorus Tour.

LOCATIONS. Vacances en France (30 F), un nouveau guide propose des locations à réserver directement au 99-30-24-34. Disponible en kiosque. Également le Guide des locations Vacances Loisirs (22 F), vendu en kiosque.

LOCATOUR. Hôtels, locations et clubs, à la mer et à la montagne, présentés par thèmes d'activités dans la brochure de ce voyageur (12, rue Vignon, 75009 Paris, 44-56-30-30 et dans les agences de voyages).

LOGIS DE FRANCE. Plus de 4 000 hôtels-restaurants à gestion familiale, situés presque exclusivement à l'extérieur des villes et des agglomérations, de 1 à 3 cheminées. Guide en librairie (98F). Fédération nationale des Logis de France, 83, avenue d'Italie, 75013 Paris, 45-84-70-00 et Minitel code 3615 Logis de France.

LUCIEN BARRIÈRE. Des hôtels de grand confort à Ouessant, Dinard, La Baule et Cannes. Forfaits, notamment pour les golfeurs. Renseignements : 42-96-00-79.

MAEVA. 130 résidences et hôtels dans plus de 75 stations mer ou montagne, en France et à l'étranger. Trois formules de séjour : des appartements équipés, un hébergement en demi-pension ou la pension complète à l'hôtel. Brochure et renseignements : Maeve, (30, rue d'Orléans, 92200 Neuilly, 46-41-50-60), par Minitel (3614 code Maeve), dans les agences de voyages et les bureaux du Club Méd.

MAISON DE LA FRANCE. On peut s'y procurer de remarquables brochures thématiques (France, en fête utilisée pour l'Agence de nos sélections, Jeunes en France, Destination pêche, golf, etc.), mines de renseignements et de bonnes adresses. Au 8, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, 42-90-10-23. Sur Minitel 3615 code En France, Informations touristiques par département, suggestions de week-ends et séjours thématiques, fêtes et festivals, adresses utiles.

MOULIN ÉTAPE. Cette association très motivée par la sauvegarde du patrimoine compte une cinquantaine de restaurants et hôtels installés dans un ancien moulin. Un mini-catalogue, présentant les 48 étapes, est envoyé sur demande par tél. : 15-88-59-22-22. A consulter, le Guide des moulins en France (Pierre Horay) qui recense plus de 400 moulins ouverts au public.

NOUVELLES FRONTIÈRES (41-41-58-58 et Minitel 3615 NF) propose une programmation variée : en montagne avec ses hôtels dans les Alpes (à Megève, à Morzine et aux Arcs), dans la France profonde avec des séjours nature multi-activités dans l'Arèche et l'Aveyron (vol sur Rodéz), à pied dans les Alpes du Sud et en Corse, à cheval près de Perpignan, en VTT dans la vallée du Lot, au fil de l'eau (canyoning) dans les Pyrénées et dans les Cévennes, en roulotte dans le Quercy et à la voile en Méditerranée.

ORION. Des résidences de tourisme très bien implantées sur les lieux de vacances. Informations et brochure : Orion, 20, place d'Ithée, 75628 Paris cedex 13, 40-78-54-54.

PAYS D'ACCUEIL. La Fédération nationale des pays d'accueil touristiques propose 65 forfaits de qualité contrôlée dans les domaines du vélo, de l'eau vive, du cheval, de la pêche et de la randonnée pédestre. Treize ont été sélectionnées pour les agences de voyages, les autres étant distribuées par le guide-réservations «Idée France» (vendu en kiosque) et Décathlon-Voyages. Renseignements au 99-69-75-75.

PIERRE ET VACANCES. Présent dans toutes les régions touristiques, dans plus de 50 stations. Derniers nés : Les Arcs et Port-Grégoire. Des appartements à louer et des hôtels. Catalogue gratuit à demander au 49-52-22-22. Dans les agences de voyages et par Minitel 3615 PV Tour.

RANDONNÉES PÉDESTRES. La Fédération française de randonnée pédestre (FFRP), 9, avenue George-V, 75008 Paris, 47-23-62-32 et Minitel 3615 code Rando, publie 150 topo-guides décrivant 120 000 km de sentiers balisés et Randonnée Magazine. Autres manuels, Alpi-Rando et Montagnes Magazine. Adresse utile, le Centre d'information Sentiers et Randonnée, 84, rue de Gergovie, 75014 Paris, 45-45-31-02. A lire : la France à pied, d'Anne-Marie Minvielle (Arthaud), complet et documenté avec 60 idées de randonnées à thèmes, Gîtes et refuges, Annick et Serge Mouraret (La Cadote, 34-65-10-40 et Minitel 3615 Cadote).

Parmi les spécialistes de la randonnée, citons La Maison de la randonnée (Rennes, Grenoble et Paris au 2, rue Voltaire, 75011, 43-71-13-09, Minitel 3615 Come), avec des randonnées à pied, à cheval, à vélo et sur l'eau, Terres d'aventure (16, rue Saint-Victor, 75005 Paris, 43-23-94-50), Nature-Déserts (6 et 6, rue Quincampoix, 75004 Paris, 48-04-88-40), Allibert (76-45-22-26 et 48-06-16-61), qui propose également du VTT et de l'alpinisme, Atalante (78-64-16-16), Grand Angle (76-85-23-00), avec les Pyrénées, le Haut-Provence et les châteaux de la Beauce (78-05-35-15), Sylva (86-89-00-44), la Bologninière Passajada (37, passage du Océan, 75010 Paris, 42-47-10-74), spécialiste des Pyrénées, Les chemins du Sud (La Tourneille, 48110 Gabric, 66-44-73-54), Anas et randonnées (Ladevèze, 46090 Cours, 65-31-42-79), Gentiane (Castagnols, 48220 La Pont-de-Montvert, 66-41-04-16), pour randonner dans les Pyrénées, La Compagnie du Sud (59-27-04-24), et la brochure Carnet de route présente de belles randonnées en liberté dans les Pyrénées, en Bretagne (avec Rando-Balad) et dans le Massif central en collaboration avec Chamina (24, avenue Edouard-Michelin, 63100 Clermont, 73-90-84-82), grand spécialiste de l'aventure nature.

RÉCLAMATIONS. En cas de problèmes avec un professionnel de l'hôtellerie, de la restauration ou de la location, transmettez un dossier aussi complet que possible au service «Réclamations» à la direction du tourisme, 2, rue Linois, 75740 Paris cedex 15, ainsi qu'à la préfecture du lieu concerné.

RELAIS DU SILENCE. Chaîne hôtelière volontaire regroupant 206 établissements (dont 158 en France) privilégiant cadre équilibré, confort, gastronomie et accueil dans des maisons de caractère. Un guide, grenat, est disponible au 2, passage Duguesclin, 75015 Paris, 45-66-77-77, et dans les points d'information du réseau des autoroutes Paris-Rhin-Rhône.

RELAIS ET CHÂTEAUX. En France, 148 établissements de charme et de prestige, souvent d'anciens châteaux et manoirs transformés en hôtels de luxe. Informations : 9, avenue Mercœur, 75116 Paris, 47-23-41-42, où l'on peut se procurer gratuitement guide et carte routière. Une formule judicieuse, signée Visit France (dans les agences), associe billet d'avion sur Air Inter et chambre dans un Relais et Châteaux.

ROUTES HISTORIQUES. 80 itinéraires imaginés par la Caisse nationale des monuments historiques et des sites, pour découvrir, par les petites routes, l'histoire de France et la richesse de son patrimoine architectural. Cartes et descriptifs de chaque route, ainsi

qu'une carte «100 monuments vous accueillent», disponibles à la Demeure historique, 57, quai de la Tourneille, 75005 Paris, 43-29-02-95, ou à la CNMS, 62, rue Saint-Antoine 75004 Paris, 42-74-22-22.

SPECTACLES HISTORIQUES. Les principales manifestations figurant dans le guide national à demander au (16) 44-79-40-09.

THALASSO. Nouveau service Minitel créé par Ecran Santé : 3615 Thalasso, qui renseigne sur 22 centres en France.

TOURISME ASSOCIATIF. L'Union nationale des associations de tourisme et de plein air (47-83-21-73) regroupe une quarantaine d'associations, dont le Centre nautique des Glénans (45-20-21-26), le Club alpin français (42-02-88-64), Loisirs Vacances Soleil (50-52-47-01), Vacances Auvergne-Limousin (73-43-00-67), Vacances bleues (91-37-21-17), Vacances Loisirs Familiales (40-34-42-30), Vacances Voyages Loisirs (46-80-85-17), Cap France (49-78-84-25), etc. Parmi les «grands», citons Villages Vacances Familiales (pour s'informer, 60-81-80-70 en Ile-de-France et 78-95-76-75 à Lyon), avec près de 200 équipements dans une soixantaine de départements, qui propose des vacances seul ou en famille, en week-end, courts et longs séjours, sportifs ou non, orientés vers la découverte des régions. Les familles y sont choyées et VVF Occi propose aux jeunes de quatre à dix-neuf ans des vacances sans les parents. Toujours complet, VVF Faux, sauf au cœur de l'été, Renouveau (16, rue de l'Hôtel-de-Ville, 75004 Paris, 79-75-75-75, et Minitel 3615 Renouveau) et ses 20 villages de vacances. L'Union des centres de plein air (UCPA, 62, rue de la Glaçière, 75640 Paris cedex 13, 43-38-05-20 et huit agences en province), spécialiste des vacances et des stages sportifs. Une centaine de centres en France et en Europe et une trentaine d'activités sportives programmées, dont la randonnée, le VTT, les sports aériens, la planche à voile, les activités d'eau vive et le golf. Des centres réservés aux juniors. Information : 62, rue de la Glaçière, 75640 Paris cedex 13, 43-38-05-20.

A signaler le Guide pratique des villages de vacances (30 F) réalisé par six associations membres de Loisirs de France (78-89-87-81) et diffusé notamment en librairie et dans les FNAC.

TOURISME NAUTIQUE. Une bonne adresse, le Syndicat national des loueurs de bateaux de plaisance (port de la Bourdonnais, 75007 Paris, 45-55-10-49), qui publie un fascicule répertoriant les loueurs, région par région.

TRAIN + HÔTEL. Forfait proposé au départ de toutes les gares françaises : train en 1^{re} ou 2^e classe et trois catégories d'hôtels. Réservation dans les agences Frantour, filiale tourisme de la SNCF, et dans les grandes gares.

VÉLO. La Fédération française de cyclisme (5, rue de Rome, 93561 Rosny-sous-Bois, 49-35-89-00) diffuse le Guide des centres agréés VTT (1 500 adresses, 9 000 km d'itinéraires balisés).

VISIT FRANCE. Des forfaits «avion + hôtel + voiture» signés Air Inter, pour des séjours de vacances ou des escapades de fin de semaine. Quelque 800 propositions au départ des aéroports de la compagnie, mais également sans transport. Thèmes : culture, gastronomie, insolite, sport et remise en forme. Brochures dans les agences et aux points de vente Air Inter.

VOYAGISTES. La France est bien représentée dans les catalogues de certains généralistes. Notamment Arts et vie (40-43-20-21), Cartour (agences), Clio (48-42-15-15), Frantour (agences), avec des séjours en hôtel ou résidence dans le Midi et en Corse (région programmée par Maisons des Îles, 95-28-44-79 à Ajaccio et dans les agences), Terrien (agences) et le Tourisme Français (42-80-67-80).

La France au naturel

(Suite de la page XII)

PARC DE LA MONTAGNE DE REIMS (1976, 50 500 ha, Marne). Maison du parc, 51450 Pourcy. Tél. : 26-59-44-44. A voir : la forêt de hêtres et de chênes et surtout les faux de Verzy, hêtres nains millénaires, aux formes tourmentées. Les sangliers et les chevreuils. Les mousses (lycopode à massue, sphagnum). A visiter : le site des faux de Verzy, les caves du vignoble de Champagne, les sentiers de découverte des villages, les églises romanes de la vallée de l'Ardre. La Maison du bûcheron à Germaine.

PARC DU MORVAN (1970, 196 100 ha, Nièvre, Côte-d'Or, Yonne, Saône-et-Loire). Maison du Parc, 59230 Saint-Brisson. Tél. : 86-78-70-18. A voir : les lacs de barrage créés sous le Second Empire pour réguler le flottage du bois, le forêt « gauloise » du massif granitique repoussée en débris, la site archéologique du mont Beuvry. A visiter : les fouilles archéologiques de Bibracte, la Maison du parc (anciens à daims, arboretum) et l'Herbierium (160 espèces de flore du Morvan) de Saint-Brisson, les petites églises romanes. A déguster : les « Quatre-heures morvandaises », au jambon de la montagne, arrosés des vins des coteaux de Vézelay.

PARC DU NORD-PAS-DE-CALAIS (1978, 148 000 ha, Nord, Pas-de-Calais). Espace naturel régional, 17, rue Jean-Roi, 59500 Lille. Tél. : 20-80-60-60. Quatre secteurs dans la zone du parc : Audomarois, tél. : 21-98-62-98, Boulonnais, tél. : 21-83-38-79, pleine de la Scarpe, tél. : 27-27-88-27, Avesnois, tél. : 27-49-06-51. A voir : les feleises crayeuses du Boulonnais, son cheval de trait et ses bocages. Les caps Gris-Nez et Blanc-Nez, et les oiseaux migrateurs. Les dunes du littoral nord et les plantations d'ovets pour retenir le sable. Le marais audomarois arrosé par l'Aa. La réserve biologique de la mare à Goriaux. Les tourbières de la Scarpe et de l'Escaut. A visiter : le Centre de la mer à Boulogne, les canoes ou fermes carrées du Nord, les abbayes, les ferrières du Velenciennois. Très nombreux sentiers de randonnée balisés.

PARC DE NORMANDIE-MAINE (1976, 223 000 ha, Manche, Mayenne, Orne, Sarthe). Maison du parc, Le Chapuis, BP 05, 81320 Carrouges. Tél. : 33-27-21-15. A voir : les vergers et les bocages. Les futaies de chênes et de hêtres (Andaines, Ecouves, Perseigne), les landes d'écloncs de Pré-en-Pell, les fermes et les manoirs, et, surtout, le roi-cheval. A visiter : le jardin-conservatoire et le château à Carrouges, la Maison de la pomme et de la poire (Saranton), le Hars-du-Pin (présentation d'été), musée des caillots et des écuries. A parcourir : les nombreux sentiers balisés (GR 22-3B, 6d, FFRP, « Tour dans le parc Normandie-Maine »).

PARC DU PILAT (1974, 83 000 ha, Loire, Rhône). Moulin-de-Virieu 2, rue Senay, BP 17, 42410 Pelussin. Tél. : 74-87-65-24. A voir : les blocs granitiques ou « chirsats » des sommets (crêt de la Perdrix 1 434 m). Le contraste entre les alpages de montagne et les vergers et vignobles de la vallée du Rhône. Les nombreux oiseaux dont le fauconnet orphée et le chevalier guignette. L'impétience jaune « ne-me-touchez-pas » et l'aigle. A visiter : les sites du gouffre de l'Enfer et du saut du Gier, les différents sommets-belvédères ou « crêts », les églises de Bourg-Argental, de Condrieu et de Mellevil, les Maisons de la Béana (Marthes), de la possession (Jonzius), des tresses et lacets (La Terrasse-sur-Dorlay). A parcourir : 9 sentiers à thème dont le sentier Jean-Jacques-Rousseau.

PARC DU QUEYRAS (1977, 60 000 ha, Hautes-Alpes). Route de la Gare, BP 3, 05800 Guillestre. Tél. : 92-45-06-23. A voir : la flore méditerranéenne et boréale, dont l'astéragale queue-de-renard et la primevère de Haller originaires du Caucase. Le papillon Isabelle et le tétras-lyre, dans les sous-bois de mélèzes. Les églises royales. Les châteaux majestueux. L'artisanat des jouets en bois. A parcourir : le sentier de l'étrégaie dans les alpages du Guil et le sentier écologique du Pré-Michel, au pied du mont Viso. A visiter : la vieille ville de Guillestre, les aires de la Casse-Déserte et du col de l'Isard, le village de Saint-Véran.



Balsamine des jardins. Yvain d'Aboville de Pontaise, XIXe siècle. Parc du Pilat.

Gigogne Marcha. Yvain de Nicolas Robert, XVIIe siècle. Parc de Lorraine.



PARC DU VERCORS (1970, 172 300 ha, Drôme, Isère). Chemin des Feuillés, 38250 Lans-en-Vercors. Tél. : 76-95-40-33. A voir : les plateaux karstiques avec des pins à crochets, la forêt de Lanta. L'androsace velue et le panicaire blanche épine, suivant les sites alpins ou méditerranéens. Les moutons de la forêt de Bouvans. La vache brune de race villardaise (en voie d'extinction, préservée sur la montagne de Lans). A visiter : la réserve naturelle des hauts-plateaux du Vercors (randonnée réglementée, cartoguides des sentiers du parc), les Grande et Petite-Gouliets, les gorges de la Bourne, les grottes de Choranche et de la Luire, le cirque d'Archiane : la Maison du patrimoine à Villars-de-Lans, le Musée Delphinale à Beauvoisin-Royane, le Musée de la Résistance et celui de la préhistoire à Vassieux-en-Vercors.

PARC DES VOLCANS D'Auvergne (1977, 383 000 ha, Puy-de-Dôme). Montlosier, 63870 Aydat. Tél. : 73-65-67-19. A voir : la chaîne des pays (puy de Dôme, 1 485 m), les monts Dore (puy de Sancy, 1 885 m), monts du Cantal (puy de Sancy, 1 858 m). Musée géologique en plein air du volcanisme. La flore et la faune spécifiques au terrain volcanique, qui varie du nord au sud : des tourbières acides (Cézallier) aux collines de Montpellier. La grande garrigue jaune aux racines digestives. Les champs de jon-

quilles et de narcisses au printemps. La mouffon réintroduit sur ces terres. A visiter : sept maisons du parc sur la pierre, les fromages, l'eau, la faune, la gentiane, les tourbières (sentier botanique sur pilotis), les burons. Les sentiers de découverte du parc. La basilique de Saint-Nectaire.

PARC DES VOSGES DU NORD (1975, 110 200 ha, Bas-Rhin, Moselle). Maison du Parc, 67290 château de La Petite-Pierre. Tél. : 88-70-46-55. A voir : l'immense forêt où règne le cerf, les ruines des magnifiques châteaux forts de grès rose (Xe ou XVIe siècle). Les vignobles de Wissembourg. L'habitat des petits villages. A visiter : les cristalleries du pays de Bitche (Meisenthal), le Musée des châteaux forts, le Musée des arts et traditions populaires, le parc animalier de La Petite-Pierre, le curieux menhir de la Pierre-des-Douze-Apôtres, les poteries en grès de Betschdorf. A déguster : le porc et le châtaigne, le pot-au-feu à l'huile.

Anne-Marie Minvielle

CARNET DE ROUTE

Depuis leur création, les parcs naturels ont pour vocation de protéger leurs territoires. Aujourd'hui, ils ont également pour mission de leur richesse à des visiteurs sensibilisés à la conservation de l'environnement. D'où la politique menée par la Fédération des parcs naturels pour les inciter à proposer des séjours de découverte à une clientèle exigeante, en quête de prestations de qualité, dans un cadre original et authentique. A cette fin, une charte a été définie et un label « Parcs naturels de France » identifie les produits assurant notamment des prestations de qualité, des hébergements de caractère, une restauration axée sur la cuisine régionale, des thèmes spécifiques au patrimoine naturel et un encadrement compétent.

Une démarche concrétisée par la mise en marché, depuis 1991, d'une sélection de séjours de découverte (une trentaine cette année) dans six parcs nationaux (Vancise, Ecrins, Cévennes, Mercantour, Pyrénées et Guadeloupe) et vingt parcs régionaux (Armorique, Brenne, Brionnais, Corse, Haut-Jura, Haute Vallée de Chevreuse, Landes de Gascogne, Livradois-Forez, Lorraine, Lubéron, Marais du Cotentin et du Bessin, Montagne de Reims, Morvans, Nord-Pas-de-Calais, Pilat, Queyras, Vercors, Volcans d'Auvergne, Vosges du Nord et Martinique). Il s'agit de séjours (6 jours, de 2 375 F à 5 500 F par personne en chambre double, pension complète ou demi-pension), de randonnées pédestres d'une semaine (de 2 400 F à 4 900 F), de circuits équestres (5 jours, 4 725 F) ou de week-ends (séjours, circuits pédestres, en VTT ou en roulotte, de 2 à 4 jours, de 875 F à 2 900 F), en liberté ou accompagnés, de niveaux variables, avec portage des bagages et prix spéciaux pour les enfants.

Montés par des prestataires et producteurs locaux sélectionnés par la Fédération, ces produits sont commercialisés en exclusivité par l'agence de voyages Clés de France (13, rue Saint-Louis, 78100 Saint-Germain-en-Laye, tél. : 30-61-23-23) sur la base d'une savante brochure baptisée Voyages au naturel.

Pour en savoir plus : Fédération des parcs naturels (4, rue de Stockholm, 75008 Paris, tél. : 42-94-90-84) qui édite, trois fois par an, la revue Parcs (50 F).

A lire : Parcs et réserves de France, de P. Darmangatz (Arthaud). Pour les publications des différents parcs, s'adresser directement aux adresses de cour-ci.

EDF PRECURSEUR DU TOURISME INDUSTRIEL, SUIVEZ LE GUIDE...

Pour accompagner l'essor du tourisme industriel et technique, Electricité de France et les Presses de la Cité-Solar proposent une série de douze guides régionaux faisant l'inventaire des entreprises ouvertes au public.

Peu après la seconde guerre mondiale, la presse américaine lance une campagne contre la France, décrite comme un pays archaïque, rural et fermé. Pour contrer cette mauvaise image, le CNPF décide de faciliter l'accès à certaines entreprises en organisant des visites commentées et des journées portes-ouvertes. Le tourisme industriel atteignait la France.

Certains secteurs vont vite comprendre l'intérêt qu'ils peuvent trouver à sortir de leur réserve. C'est d'abord le cas de l'agro-alimentaire, qui saisit l'occasion d'associer visites et dégustations, et de développer la vente directe. Autre pionnier, EDF, qui engage dès sa création une politique de transparence en faisant visiter les grands barrages, les centrales thermiques à flamme, et plus tard les centrales nucléaires. Pour l'entreprise publique, permettre l'accès aux centrales en chantier, puis en fonctionnement, est une façon efficace d'expliquer la technologie et de désamorcer les peurs inhérentes au nucléaire civil.

Derrière les précurseurs, c'est l'ensemble du monde économique qui va progressivement s'ouvrir. La première tentative des Pouvoirs Publics pour promouvoir le tourisme industriel remonte à 1974. Mais c'est finalement une décennie plus tard, en 1985, que les visites industrielles vont connaître leur véritable essor.

Entreprises et administrations se regroupent dans l'association «Une France à découvrir» avec pour ambition affichée de faire connaître le patrimoine industriel et artisanal. De 5 millions de visiteurs dans 3 000 entreprises en 1975, on passe à plus de 10 millions dans quelques 5 000 entreprises en 1992. Pour accompagner le développement de cette nouvelle forme de loisir, un certain nombre d'institutions, collectivités locales ou offices du tourisme, ont édité des plaquettes présentant les entreprises qui accueillent des visiteurs. Cependant, constatant l'absence d'une véritable

collection, portant sur la totalité du territoire, Electricité de France s'est rapprochée des Presses de la Cité-Solar (premier groupe d'édition européenne), pour lancer une série de 12 guides «EDF-La France Contemporaine» couvrant l'ensemble des régions métropolitaines et la Corse.

Chacun des 12 guides offre donc une présentation des différents départements et une notice sur environ 150 entreprises, agrémentée de photos et d'une série de pictogrammes servant à classer la visite selon ses principales caractéristiques techniques et le public concerné.

Initialement, ces guides ne devaient être distribués qu'aux partenaires de l'entreprise : collectivités locales, institutions ou clients. Mais, au regard de la diversité des publics qui visitent les sites EDF, groupes scolaires, familles, retraités, étudiants..., l'idée d'une diffusion auprès d'un public plus large s'est progressivement imposée. Les 12 volumes seront tirés à 5 000 exemplaires chacun et disponibles en librairies.

La part du lion

Pour établir ce recensement national, EDF a bénéficié des atouts inimitables que lui offre son expérience. Au palmarès des entreprises visitées, Electricité de France se taille la part du lion. L'entreprise publique attire chaque année plus d'un million de visiteurs, dont environ 600 000 dans les centrales hydrauliques et près de 400 000 dans les centrales thermiques à flamme et nucléaires. Au total, ce sont plus de 150 sites qu'EDF offre à la curiosité du public, en particulier ses 21 sites nucléaires. Depuis 20 ans, cinq millions de Français ont ainsi, un jour ou l'autre, visité une centrale nucléaire. Soit près de 10 % de la population nationale.

Selon un palmarès effectué en juillet 1992 par l'hebdomadaire l'Usine Nouvelle, trois sites de production d'électricité apparaissent dans les dix premiers du classement. Et, avec 350 000 visiteurs par an, l'usine marémotrice de La Rance, près de Saint-Malo, décroche la palme du site industriel français accueillant le plus de touristes. La fréquentation de cette usine unique au monde

dépasse nettement celle du musée de l'Homme, à Paris. Leader du tourisme industriel et technique, EDF possède également une implantation nationale incomparable. Elle est en contact avec les Chambres régionales de Commerce et d'Industrie, les Comités départementaux et régionaux du tourisme, partenaires indispensables pour la réalisation de tels guides. De plus, EDF possède une connaissance unique du tissu industriel. Son activité lui permet d'être en relation aussi bien avec les plus grandes industries qu'avec les plus petits artisans et lui donne la légitimité nécessaire pour accomplir ce travail de recensement, en dehors de toute démarche commerciale.

Les guides «EDF-La France Contemporaine» offrent aux collectivités locales un excellent outil de promotion car le tourisme industriel est réellement en passe de devenir un tourisme de masse. Un sondage réalisé par l'IFOP en 1990 met en évidence, l'ampleur de la demande. L'enquête, intitulée «Attitudes et opinions des Français à l'égard de la découverte économique» montre que 67 % des personnes interrogées ont déjà visité une usine, un site industriel, une entreprise artisanale ou une PME. Parallèlement, 75 % des français ont au moins une fois visité un monument historique, 57 % un grand musée national, 52 % un musée ou une exposition technique. Le tourisme industriel n'a donc pas à rougir de la comparaison. Un développement qui se décline dans l'ensemble des régions. A Chinon, par exemple, le château accueille 125 000 visiteurs par an, la centrale nucléaire 35 000. A Reims, les six grandes caves reçoivent annuellement plus de 500 000 personnes, et sont dix fois plus visitées que le musée de la ville. Dans certaines régions, comme le Nord par exemple, le tourisme industriel peut être un excellent moyen de refaire vivre des villes. C'est un complément naturel au tourisme de vacances.

Un élevage de crocodiles

Le panorama dressé par la collection «EDF-La France Contemporaine» permet également de découvrir des activités surprenantes ou pittoresques. Dans la Drôme, par exemple, un élevage de crocodiles

bénéficie de l'eau chaude provenant du complexe industriel de Tricastin. A Saint-Etienne, c'est un musée de la mine qui propose aux visiteurs un baptême du fond dans une galerie souterraine longue de 350 mètres parsemée de machines qui, des années 1920 à nos jours, ont accompagné les pueles noires. La série de guides offre ainsi la possibilité de redécouvrir nombre de métiers oubliés, fondeurs de cloches, souffleurs de verre cotoient au fil des pages les plus grands noms de l'industrie. C'est également une occasion, pour les enseignants, de proposer à leurs élèves une découverte concrète du monde industriel, et de valoriser la diversité des métiers qu'il offre. La collection «EDF-La France Contemporaine» permet enfin de mesurer le chemin parcouru par le monde économique depuis les débuts du tourisme industriel. Près de 40 % des sites ouverts au public organisent des visites quotidiennes, gratuites dans la grande majorité des cas. Dans les entreprises, le temps du «vivons heureux, vivons cachés» est bel et bien révolu.

Le calendrier des parutions.

La collection «EDF-La France Contemporaine» comportera douze volumes. A ce jour, trois guides sont déjà disponibles en librairies, au prix de 70 francs : Rhônes-Alpes ; Bretagne/Pays-de-la-Loire ; Nord-Pas-de-Calais/Picardie. Deux autres paraîtront dès fin mai : Languedoc-Roussillon et Poitou-Charentes/Aquitaine. Quatre seront édités en 1994 : Ile-de-France ; Provence-Alpes-Côte-d'Azur/Corse ; Haute-Normandie/Basse-Normandie ; Bourgogne/Franche-Comté. Les trois derniers paraîtront en 1995 : Midi-Pyrénées ; Auvergne/Limousin/Centre ; Alsace/Lorraine/Champagne-Ardenne.